

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4

SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Les parlements nationaux au lendemain de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et M. Per Westerberg, Président du Parlement suédois.

coopération entre le Parlement européen et les Parlements nationaux». Le Parlement luxembourgeois était représenté par M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

La réunion a été convoquée par la présidence suédoise dans l'objectif de soulever les questions de priorité qui doivent être abordées dans le contexte du nouveau rôle que le Traité de Lisbonne, entré en vigueur en date du 1^{er} décembre 2009, confère aux Parlements nationaux.

La présidence a proposé quatre aspects à étudier de manière plus approfondie, à savoir le contrôle du respect du principe de subsidiarité, le renforcement de la coopération interparlementaire, le futur rôle de la Conférence des Présidents et la surveillance dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice.

Dans son intervention, M. Laurent Mosar a évoqué la définition de la subsidiarité. «La notion

de subsidiarité est une notion éminemment politique et non pas une notion juridique. Il appartient aux Parlements nationaux de la préciser et non pas aux juridictions.», a-t-il expliqué à ses homologues.

Les Présidents ont convenu de ne pas créer de nouveaux organes de coopération, mais au contraire de mieux coordonner les réunions interparlementaires et de recourir davantage aux instruments existants, dont le réseau des représentants des Parlements nationaux établis dans les locaux du Parlement européen et le site Internet IPEX (Interparliamentary EU Information Exchange). Ledit site constitue une base de données établie par les Parlements nationaux et le Parlement européen pour faciliter l'échange d'informations concernant l'Union européenne.

La prochaine Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne se réunira les 14 et 15 mai 2010 à Stockholm.

8 ^e séance	jeudi	19 novembre 2009
9 ^e séance	mardi	1 ^{er} décembre 2009
10 ^e séance	mercredi	2 décembre 2009
11 ^e séance	jeudi	3 décembre 2009

Contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Entrevue avec des chambres professionnelles et le CES



(de gauche à droite) M. Claude Friesisen, Secrétaire général, M. Laurent Mosar, Président, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, et Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe de la Chambre des Députés.

À partir du 1^{er} janvier 2010

Chamber TV change de satellite



À partir du 1^{er} janvier 2010, Chamber TV changera de satellite. Les foyers ne disposant pas d'accès au câble ni à la télé des P. & T. ou à la télévision numérique terrestre (TNT ou DVB-T), mais captant leurs programmes de télévision uniquement par satellite, devront changer la tête (LNB) de leur parabole pour rester en mesure de suivre les retransmissions des séances publiques de la Chambre des Députés et les émissions hebdomadaires «Chamber aktuell».

Depuis son lancement en décembre 2001, la chaîne parlementaire avait été diffusée par un satellite ASTRA positionné à 19,2° Est. Huit ans après, Chamber TV sera migré vers un satellite sur position orbitale 23,5° Est. L'installation d'un double LNB permet de capter la chaîne sans être contraint de renoncer aux multiples programmes diffusés sur 19,2° Est. Pour toute demande d'assistance technique, veuillez vous adresser à l'un des installateurs d'antennes agréés par SES-ASTRA (<http://sat.rtl.lu>).

pour signaler aux autorités européennes si les projets de textes législatifs qu'ils élaborent respectent ces principes.

C'est dans ce cadre qu'un échange de vues a réuni des membres de la Chambre des Députés, des chambres professionnelles et du Conseil économique et social. Ils ont évoqué les possibilités d'une future collaboration dans le traitement des dossiers européens.

Deux autres chambres professionnelles, à savoir la Chambre des Fonctionnaires et la Chambre de Commerce seront reçues par la Présidence de la Chambre des Députés au mois de janvier.

DANS CE NUMÉRO

Budget 2010	p. 123
• Rapport Lucien Thiel	p. 136
• Exposé Luc Frieden	
Grands projets d'infrastructure	p. 117
Lutte anti-tabac	p. 134
Sommaire des séances publiques N°8-11	p. 140
Sommaire des questions parlementaires	p. Q39



Lycéens et députés en discussion «budget»



Des jeunes de quatre lycées ont eu un échange de vues...

2009 est l'année qui suit celle du début de la crise financière et économique: les médias en parlent et les professeurs d'économie traitent le sujet en classe. La majorité des jeunes rassemblés le vendredi, 4 décembre dans la salle plénière de la Chambre n'en ont cependant pas encore ressenti les effets.

75 élèves de quatre lycées du pays (*) ont rencontré les députés autour du sujet économique qui à ce moment-là a dominé la plupart des débats de la Chambre. Le projet de budget a été discuté

en séance publique à partir du 8 décembre.

Les soucis des jeunes ont rejoint certaines des préoccupations des membres de la Commission des Finances et du Budget: la hausse de l'endettement et la baisse des réserves. Les députés ont expliqué qu'il faudrait garder un bon niveau d'investissement et construire aujourd'hui les infrastructures pour les activités de demain, qui sont par exemple les éco- et biotechnologies ou les télécommunications.

Face aux questions sur le chômage et leur avenir professionnel, les députés ont encouragé les jeunes à poursuivre leur scolarité au-delà du baccalauréat: «Une crise touche toujours en premier lieu les travailleurs peu diplômés. Faites des études universitaires qui vous plaisent, mais si possible dans des domaines porteurs d'avenir. Notre économie a toujours besoin de gens bien formés.»

Que fait l'État pour garantir à l'avenir les pensions? «À l'heure actuelle, l'État dispose encore de

solides réserves d'un montant de 9 milliards d'euros.» Le rapporteur du projet de budget, M. Lucien Thiel a cependant ajouté qu'avec une croissance économique ralentie et au vu de la situation démographique, des études sont en cours pour chercher des modèles de financement alternatifs au système existant.

«Nous avons l'impression que vous n'investissez pas assez dans nos infrastructures scolaires.», se sont plaints les délégués de plusieurs lycées. «Les écoles et l'Université du Luxembourg font partie des priorités publiques.», ont répondu les députés. Esch

aura un nouveau lycée sur les friches de Belval. Pour le Lycée technique Michel Lucius, une solution est recherchée sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

D'autres questions ont tourné autour de la TVA, des impôts sur les revenus, des investissements pour sauver les banques, du coût des vaccinations contre la grippe A ou du budget de l'armée luxembourgeoise.

(*) Les quatre lycées: Lycée classique de Diekirch; Lycée Hubert Clément d'Esch-sur-Alzette; Lycée Aline Mayrisch et Lycée technique Michel Lucius, tous deux de Luxembourg-Ville.



... avec les membres de la Commission des Finances et du Budget.

L'OAI à la Commission du Logement

«Les architectes et ingénieurs-conseils ont un rôle important à jouer en matière de développement durable et de qualité de l'environnement.», affirme leur représentation, l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils. Une délégation de l'OAI a été reçue le 3 décembre par la Commission du Logement de la Chambre. L'échange de vues a porté sur différentes initiatives gouvernementales comme le Pacte Logement ou le programme en matière de logement.

L'OAI demande donc à ce que les maîtres d'ouvrages aient recours aux hommes et femmes de métier dans l'intérêt des clients.

L'OAI

- plaide pour un soutien, dans le secteur de la construction, de l'initiative privée à côté du secteur public et des acteurs commerciaux,

- demande l'interdiction des ventes de terrains combinées à des contrats de construction,

- propose la généralisation de l'obligation de contracter une

assurance responsabilité civile et professionnelle pour tous les acteurs du domaine de la construction et non seulement pour les architectes et ingénieurs-conseils.

L'échange de vues avec les députés a aussi porté sur une uniformisation et harmonisation des procédures, les moyens dont disposent les communes en matière d'aménagement durable et de qualité, le carnet de l'habitat ou le bilan de performance énergétique des constructions.



Les représentants de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils reçus par la Commission du Logement.

Remise du 1^{er} rapport CET

«L'égalité de traitement de tous les hommes reste un sujet d'actualité, partout au monde, et également au Luxembourg.» Telle a été la réaction du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar lors de la remise du 1^{er} rapport du Centre pour l'égalité de traitement (CET) à la Chambre.

Entre octobre 2008 et octobre 2009, le Centre pour l'égalité de traitement a été saisi de 124 dossiers, dont 41 ont pu être clôturés. Dans son rapport, le CET reformule également un certain nombre de recommandations notamment en ce qui concerne la cohérence de la législation.

Lors de la remise du rapport, le Président du CET, M. Patrick de

Rond a notamment regretté le fait que, dans le cadre de ses missions, le centre ne dispose pas de pouvoir contraignant envers les institutions, personnes privées, etc., qui ne souhaiteraient pas collaborer avec lui.

Le Centre pour l'égalité de traitement a été créé par la loi du 28 novembre 2006. Dans l'exercice de sa mission, il peut notamment publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations, ainsi qu'apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination (www.cet.lu).



M. Patrick de Rond (2^e de droite) a remis le rapport du CET au Président de la Chambre.



Visite de la «Stëmm vun der Strooss»



Le Président a reçu une délégation de la «Stëmm vun der Strooss».

«La Chambre des Députés ne perd pas de vue les personnes moins favorisées de la société, surtout en ces temps de crise.» C'est ainsi que s'est exprimé le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lorsqu'il a reçu la «Stëmm vun der Strooss».

L'association œuvre en faveur de l'intégration sociale et professionnelle des personnes défavo-

risées. Des sans-abri, des chômeurs, des bénéficiaires du RMG, des ex-détenus, des demandeurs d'asile, des émigrés et des personnes atteintes de troubles psychiques et/ou dépendantes de la drogue, de l'alcool et des médicaments constituent sa clientèle.

La Stëmm propose divers services tels qu'un café-restaurant, un dispensaire médical gratuit, une distribution gratuite de vête-

ments, un service social et une agence immobilière sociale. Les personnes accueillies à la Chambre ont écouté les explications sur l'histoire et le fonctionnement de l'institution.

La délégation de la «Stëmm vun der Strooss» a été reçue suite à une invitation lancée par le Président de la Chambre lors de sa visite, en juillet, dans les locaux de l'association à Bonnevoie.

Parlementaresch Versammlung vun der WEU Marcel Glesener, neien Éieremember



(vu lénks no riets) D'Députéiert Marc Spautz, Anne Brasseur a Fernand Boden, d'Madame an den Här Marcel Glesener, d'Madame Toiny Thommes-Gerbec aus dem Service des Relations internationales, an den Députéierten Norbert Haupert.

De Marcel Glesener ass neien Éieremember vun der Parlamentarescher Versammlung vun der Westeuropäischer Unioun (WEU/UEO). Déi Auszeechnung krut de fréiere Lëtzebuerger Députéierten am Kader vun der 57. Sessioun vun der Europäischer Versammlung fir Sécherheet a Verdedegung vum 1. bis den 3. Dezember 2009 zu Paräis. De Marcel Glesener, deen d'Lëtzebuerger Chamber jorelaang an däi Versammlung vertrueden huet, war och eng gewëss Zäit hire President, an zwar 2004, nodeems hien 2003 schonn den Interim assuréiert hat.

Grousst Thema bei däi 57. Sessioun war d'Situatioun am Afghanistan, méi präzis: d'Escalatioun vun der Gewalt. De Marc Spautz huet an enger Interventioun zu deem Thema derfir plädéiert, déi international Truppen op der Plaza loossen. „Mir sinn hinnen an eis dat schéllleg, fir dass den Déploiement vun Zaldoten am Afghanistan net zu enger onsenner Missioun gëtt.“, sot de Lëtzebuerger Députéierten. Hir Präsenz wär néideg, fir den Afghane bázestoen, bis se selwer à même sinn, fir Sécherheet a fir transparent an demokratesch Institutiounen ze suergen.

Aner wichteg Theme waren éunner anerem d'Europäesch Unioun an d'Friddensmissioune vun de Vereenten Natiounen, eng nei Sécherheetsarchitektur fir Europa, d'Sécherheet am Mëtteren Orient an de Budget vun der Versammlung fir 2010.

D'Chamber war vertrueden duerch d'Députéiert Norbert Haupert, President vun der Delegatioun, Lydie Err, Anne Brasseur, Fernand Boden a Marc Spautz.

Déi nächst Sessioun ass vum 15. bis 17. Juni 2010 zu Paräis.

Visite de députés serbes à la Chambre

Les relations de la Serbie avec l'Union européenne et la déclaration d'indépendance du Kosovo ont figuré au centre de l'entrevue entre une délégation du Parlement serbe et des membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission des Institutions de la Chambre le 14 décembre. «L'Europe a intérêt à ce que les pays des Balkans occidentaux accèdent à la paix et à la prospérité.», a souligné M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères. «Le Luxembourg, en tant que membre de l'Union européenne, soutient donc toute démarche sur le chemin du développement et de la paix.»

pourra faire fonction de pont entre l'Union européenne et la Fédération russe.», a laissé entendre M. Vlatko Ratković, le président de la Commission juridique de l'Assemblée nationale serbe.

La Serbie figure parmi les États souhaitant rejoindre l'Union européenne. Elle fait partie du processus de stabilisation et d'association que l'Union européenne entretient avec certains États des Balkans occidentaux en vue de leur future candidature d'adhésion.

La question du Kosovo est actuellement discutée devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye. Le 17 février 2008, le Kosovo avait déclaré son indépendance. La Serbie a demandé à la CIJ d'analyser la validité de cet acte. Ensemble avec 62 autres pays, le Luxembourg soutient la thèse de la validité juridique de la déclaration d'indépendance.

La délégation serbe a tout d'abord salué le fait que l'Union européenne a décidé d'accorder, à partir du 19 décembre 2009, une exemption de visas aux ressortissants serbes, macédoniens et monténégrins. «La Serbie

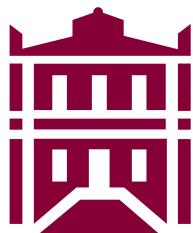


M. Vlatko Ratković signe le Livre d'or de la Chambre entouré des députés M. Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Frank, M. Xavier Bettel, M. Ben Fayot, M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser et Mme Nancy Arendt.

Une entrée musicale pour la dernière séance publique



Les députés se rendant à la dernière séance publique de la Chambre des Députés avant les vacances de Noël ont été agréablement surpris par l'accueil qui leur était réservé par des élèves d'une classe de 2^e F (section de sciences musicales) de l'Athénée. Les jeunes lycéens ont présenté leur répertoire de chansons de Noël et se sont vus récompensés par les applaudissements des députés et des personnes de passage au Marché-aux-Herbes.



SÉANCE 8

JEUDI,
19 NOVEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances:* Mme Sylvie Andrich-Duval
- *Discussion générale:* M. Eugène Berger, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague

- *Rapport de la Commission du Développement durable:* M. Fernand Boden
- *Débat:* M. Marcel Oberweis, M. Fernand Boden (dépose une motion), M. Eugène Berger (dépose deux motions), M. Roger Negri, M. Camille Gira (dépose une motion), M. Jean Colombera, M. André Hoffmann
- M. Fernand Boden
- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. André Hoffmann et M. Eugène Berger lui posent des questions)
- *Motions:* M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, M. Jean Colombera, M. le Ministre Claude Wiseler, M. André Hoffmann, M. Camille Gira (à qui M. Lucien Lux répond), M. Jean-Louis Schiltz, M. Eugène Berger
- *Vote sur la motion 1 (adoptée):* M. André Hoffmann
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 3 modifiée (adoptée)*
- *Motion 4:* M. Jean Colombera, M. Camille Gira
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*

3. 6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

- *Rapport de la Commission du Développement durable:* M. Fernand Boden (dépose une motion et une liste de projets)
- *Débat:* M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes (dépose une motion), M. Roger Negri
- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Motion 1:* M. François Bausch
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 (irrecevable)*

4. Ordre du jour

- M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Claude Wiseler, Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** Ech maachen d'Sitzung op.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5830 iwvert d'Aide sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo hu sech just ageschriwwen: déi Häre Berger an Hoffmann. D'Wuert huet elo d'rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

an der Sozialpolitik geholl goufen, ass et elo och absolut dréngend, fir d'Sozialhëlfel op lokalem, also kommunalem Niveau nei ze organisiéieren. Dat heesch, dass de Fonctionnement vun den Office-socialen nei geregelt gëtt. Et si jo d'Gemengen, déi no beim Bierger sinn an domat beschteens placéiert sinn, fir de Mënschen an Nout an hirem direkten Émfeld déi néideg Hëlfel zoukommen ze loessen iwver eng Vernetzung vun den Hëlfesservicer op lokalem Niveau.

De Moment ass et émsou méi dréngend, well a Krisenzäite geet et de Leit manner gutt, an eng ganz Rei Leit vun hinne wäerten op Sozialhëlfel ugewise sinn. Et kënnt also ouni Zweifel méi Aarbecht op d'Office-socialen duer. Dat bestätigt sech iwwregens och elo schonn um Terrain, wéi zum Beispill an der Stad Lëtzembourg an zu Esch, wou d'Zuel vun de Leit, déi Hëlfel brauchen, massiv an d'Luucht geet.

D'Chamber huet sech jo scho mam Projet de loi 5830, deen den 22. Januar 2008 vun der Familljeministesch, der Madame Marie-Josée Jacobs, déposéiert gouf, an hierer Sitzung vum 7. Mee 2009 befasst an en éische Vote geholl, trotz enger verblíwwener Opposition formelle vum Statsrot.

Dësen éische Vote huet stattfonnt op Basis vum Rapport, deen zesumme vun där deemoleger Kommissioun vun der Famill, der Jugend an der Chancégläichheet a vun der deemoleger Kommissioun vum Intérieur an der Landesplanung de 5. Mee dëst Joer ugeholl gouf. Duerfir wäert ech

och a mengen Ausféierungen net méi op d'Detailer vun där Gesetzesvirlag agoen, mä ech wäert mech limitiéieren op déi néideg Explikatiounen zu deem, wat an der Tëschenzäit domat geschitt ass.

Just als Rappel: Déi Opposition formelle bezitt sech op de virgesinnene forcéierte Regroupement vun der Gemeng geméiss enger Awunnerzel vu 6.000, fir en Office social ze bilden. Et ass jo virgesinn, dass all Gemeng vun op d'mannst 6.000 Awunner en Office social schaft oder, wa se dat décideert, zesumme mat anere Gemengen engem gemeinsamen Office social bältrett. Gemeng vu manger wéi 6.000 Awunner musse sech hirersäits mat enger oder méi Gemenge reggruppéieren, fir op eng Mindestbevölkerung vu 6.000 Awunner ze kommen an esou e gemeinsamen Office social duerzestellen, deen énnert der Opsicht vun där Gemeng, déi den Haapsätz kritt, gesat gëtt.

De Statsrot hat hei de Prinzip vun der kommunaler Autonomie invoquéiert, deen net géif respektéiert ginn. Déi Masse critique vu 6.000 Awunner huet awer an den Ae vun deenen zwou Kommissiounen e räsonnable Komproméss duergestallt, fir eng optimal Gestioun vun deenen neie Strukturen ze garantéieren an d'kommunal Autonomie esou wäit wéi méiglech ze respektéieren. Sou gëtt e verglächbare Qualitéitsservice am ganze Land ubeudeden, deen no genuch beim Bierger ass.

Déi zwou parlamentaresch Kommissiounen haten déi Objektoun vun der Netkonformitéit zu der Constitutioun net opgegraff an décideert, de System, dee vun der Regierung proposéiert gouf, bázibehalen. Doropshin huet de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel den 2. Juni 2009 refuséiert.

No de Wahle vum 7. Juni goufen d'Familljen-, d'Jugend- an d'Chancégläichheetskommissioun gradesou wéi d'Intérieurs-, Groussregiouns- a Policekommissioun nei konstituéiert an der Chambersitzung vum 28. Juli. D'Conférence des Présidents vum 30. Juli huet d'Familljekommissioun nees nei mam Gesetzesprojet befasst, an d'Intérieurskommissioun gouf och nees mat báigezunn.

Et kënnt awer elo haut net zu engem zweete Vote vum Gesetzesprojet, well déi parlamentaresch Kommissiounen nach zwee Amendementer zum deemoools gestëmmte Gesetzesstext ugeholl hunn an hierer Sitzung vum 6. Oktober. Dës Amendementer sinn éischer technescher Natur a si folgend: Beim Artikel 37, deen ém d'Ästellung vum Personal um Familljeministère geet, fir déi Sozialreform ze begleeden, gouf d'Referenz op d'Budgetsjoer 2009 gestrach. Beim Artikel 38 gëtt den Datum vum Akraaftrie vum Gesetz ém ee Joer verréckelt, also vum 1. Januar 2010 op den 1. Januar 2011. Dat gëllt just net fir de viregten Artikel 37, dee scho soll de véierten Dag no der Publikatioun am Méorial a Krafft trieden, fir dass d'Personal vum Familljeministère déi Reform ka beschteens virbereeden. D'Gemenge sollen also hir Zäit gelooss kréien, fir d'Emsetze vum Gesetz anstänneg virzebereeden, a kréien dobäi déi néideg Énnerstétzung vum Ministère.

De Statsrot hat iwwregens an enger Remarque a sengem éische Avis vum 3. Februar gemengt, dass déi méi fréi Mise en vigueur fir den 1. Januar 2010 just an der Rei wier, wann déi legislativ Prozedur zur Zäit ofgeschloss wier. Sou huet de Statsrot dann och a sengem zweeten Avis complémentaire kee Problem mat déisen techneschen Amendementer gehat. E weist awer dorop hin, datt deen heitege Vote doduerjer nees als éische Vote iwvert deen amendéierte Gesetzesstext ze betruechte wier. Déi zwou Kommissiounen hu jiddefalls bestätigt, dass si sech dem Rapport vum 5. Mee 2009 géife ralliéieren, mat Ausnahm vun deenen zwee amendéierten Artikelen. De virlerende Rapport complémentaire gouf an enger gemeinsamer Sitzung den 10. November ugeholl.

Der Chamber recommandéieren ech, de Gesetzesstext énnert senger neier Form ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, heimat wäerte mer dësem wichtige Gesetz gréng Luucht erdeelen, fir dass déi Leit, déi an Nout geroden, op eng mënschewierdeg Aart a Weis kënnen énnertstzt ginn an och iwwerall am Land gläich behandelt kenne ginn. En plus hunn d'Gemengen dann déi néideg Zäit, fir sech op dës wichteg Sozialreform virzebereeden. Heimat ginn ech och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virlerende Gesetzesprojet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, Merci fir hire Rapport. Als éische Riedner ass den Här Berger age-droen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert elo net weider op de Projet agoen. Ech mengen, och nach d'rapportrice huet jo hei déi puer Haaptelementer eng Kéier skizzéiert. Mir kënnten och eisen Accord ginn zu dësem wichtige Projet respektiv zu deem Amendment.

Ech wollt am Fong geholl némmen d'Wuert ergräifen, fir eng Remarque ze maache respektiv zwou Froen ze stellen un d'Ministesch, déi jo och hei ass. Zum Éische wéll ech soen, datt mer begréissen, datt virgesinn ass, datt de Familljen- an den Intérieursministère Informatiounsversammlunge virgesinn hinn, fir d'Personal vun den Office-socialen ze briefen, well do sinn awer nach eng Rei Froe bei de Gemengen, déi opstinn. Et ass also gutt, wann déi hinnen hei kënnen zur Säit stoen.

Ech hinn och zwou Froen dann nach iwwer eppes, wat eben net esou kloer aus dem Text erausgeet, an och, ech mengen, d'Madame Flesch, déi sech ganz vill an deem Dossier implizéiert hat, hat déi Froe jo schonn an der Vergaangenheit opgeworf, ouni definitiv Antwerten ze kréien.

Duerfir wéilt ech déi Froen hei nach eng Kéier kuerz erläuteren. Dat ass zum engen déi Fro: Wéi ass den zukünftege Statut vum Personal vun den Office-socialen? Ginn dat alleguerete Privatbeamten oder net?

Dann ass et och esou, datt d'Funktioun vum Receveur, vum Gemengereceiveur net am Gesetz drasteet. Duerfir ass et och dann net ganz kloer, wien d'Keese vun den Office-socialen géréiert. Ass dat de Service vun der Recette communale? Oder wéi ass dat och am Fall, zum Beispill, wann et Syndikater sinn?

Ech wier vrou, wann d'Ministesch eis do awer kéint Opschloss ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischte e Merci un d'rapportrice, d'Madame Andrich, fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Awer och e spezielle Merci, fir datt si deenen neien Deputéieren an der Chamber dése Projet nach eng Kéier presentéiert huet.

Dést Gesetz geet an déi richteg Richtung. Deen eenzege Regret, an dat ass hei scho gesot ginn, ass, datt eréischt 2011 dëst Gesetz zum Droe kënnt. Mir sinn elo schonn an enger sozialer Kris, a vill Leit klappen un der Dier vum Office social. Et ginn der émmer méi. Et wär virdeelhaft gewiescht, wann d'Gesetz direkt a Krafft getruede wier.

Bei dësem Gesetz ass et wichtig, datt d'Leit am Virfeld informéiert ginn. Haapt-sächlech an de klenge Gemenge mat wéineg Awunner, wou et nach haut als



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

Scham emfonnt gëtt, fir am Office social unzuklappen an ém Almosen ze biedelen. Duerfir ass eng regional Struktur méi anonym, an hei kann een éischter uklassen, ouni weider ze fäerten, datt deen een oder deen anere mam Fanger weist oder déplacéiert Remarqué mécht. Duerfir fanne mir déi Masse critique vu 6.000 Awunner pro Office social eng räsonnable Approche.

En contrepartie zur Aide sociale huet den Office d'Recht, fir eng aktiv Participatioun vun den Demandeuren ze verlaangen, fir datt si méi autonom ginn. Et kéint ee sech virstellen, datt dës Leit sech méi aktiv um Liewe vun de Veräiner géifen interesséieren an hei duerch hiert Bénévolat dem Veräinsliewe méi Dynamik garantéiere géifen. Eng Hand wäsch déi aner.

Ech denken do un eng Participatioun bei de Pompjeeën, bei de Museksveräiner, bei de Sportsveräiner an esou weider, a firwat net eng aktiv Mathëlfel an de Bëscher oder an de Gemengen? Et muss een alles énnerhuelen, fir datt dës Leit net chronesch an hirer Situatioun vu Sozialempfänger bleiwen.

Da stellt sech d'Fro, ob déi Persoun, déi Sozialhëlf empfängt, déi zur Verfügung gestallt Méttelen eng Kéier rembourséiere muss, wa si an eng besser Situatioun gereit. Sécherlech wäert dat absurd sinn, wa se eng nei Aarbecht géif fannen, fir déi Suen ze rembourséieren. Mä wéi ass et am Fall, wa si eng Kéier beim Lotto géif gewannen? Misst si dann der Aide sociale hir Suen zréckbezuelen?

Am Text gi mer am Artikel 31 gewuer, datt den Office social déi Sue kann zréckreklaméieren, wann eng besser Situatioun oprëtt. Dësen Artikel ass fir eis relativ vag a vläicht als Schwaachstell unzugesinn. Duerfir wéilte mer do vläicht déi eng oder déi aner Prezisioun hunn.

Dat gesot, Här President, bréngen ech den Accord vun eiser Fraktiou.

Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Colombera Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déri Lénk).**- Här President, mir haten am Mäerz 2008 - "mir" heescht déi Lénk - en ausféierlechen Avis ausgeschafft zu däi éischter Fassung vun deem Gesetz iwwert d'Offices sociaux, iwwert d'Aide sociale, also haapsächlich iwwert d'Offices sociaux.

Mir haten deemools eng Rei vu Kritiken zum Text vum Gesetz ausgedréckt, déi awer zu engem groussen Deel entre-temps hifäleg sinn, well d'Gesetz effektiv geänner ginn ass op e puer wesentleche Punkten. Zum Beispill dee Kontrakt, dee virgesi war, ass eraus. D'Zuel vun den Awunner fir en Office social ass erofgesat gi vun 10.000 op 6.000. Mir haten deemools awer och gemengt, 3.000 wär eigentlech och schonn nach vill fir eng Assistante sociale, fir esou en Territoire ofzedecken. Eraus ass och déi privatecht-lech Buchhaltung, déi virgesi war. Dat heescht, dat bleiwen elo wierklech Établissements publics, wéi et der waren.

Wat fir mech nach émmer net ganz kloer ass, dat ass d'Fro vum Droit. Ech sinn awer absolut derfir, dass hei den Droit drasteet, well dat ass wierklech e grousse Fortschrëtt. Par contre, dat, wat fir mech net kloer ass: Wéi gesäit et aus mat engem Recours par rapport zu engem Refus vun dem Droit? A wat fir Méglechkeeten huet dann den Office social selwer, wann en eventuell géif veruerteelt ginn, well en engem Droit, aus wéi enge Grënn och émmer, net nokomm wär?

Dat heescht, do riskéiert den Office social hänken ze bleiwen op engem Punkt, wou en net responsabel ass, zum Beispill wann ee klot, e kréich net e Logement. Den Office social mécht awer keng Logementer, sondern d'Gemeng oder de Stat. An déi sinn awer am Fong geholl dann aus dem Droit eraus. Duerfir ass menger Meenung no do nach eng Onkloerheet.

E wesentlechen Deel vun eisem Avis deemools bleibt awer nach voll aktuell. Ech mengen haut nach émmer, dass mer d'Geleeënheit verpasst hunn, fir eng aner Philosophie an d'Sozial-

politik um kommunalen, um lokale Plang eranzekréien, am Senn vun enger Politique de développement social local, régional. Wat dann nach géif natierlech bedeiten, dass ee sech nei Instrumenter och misst ginn a Richtung vun enger kontinuéierlecher Sozialberichterstattung mat engem Service, deen um lokalen oder um regionale Plang sozial Analysen, sozial Planung ka maachen an esou weider an esou fort. Wat fir mech och bedeut, dass een an deem Senn och d'Gemengegesetz misst ännernen, an dass een den Développement social als eng Aufgab...

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. André Hoffmann (déri Lénk).**- Et ass dee leschte Saz, Här President.

...dass an d'Gemengegesetz also d'Aufgab vun de Gemengen am Beräich vum Développement social géif ageschrivwe ginn, wat natierlech dann awer och bedeut, dass d'Gemengen d'Méglechkeet hätten, och finanziell a personell Méglechkeiten, fir deenen Aufgaben nozkommen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci.

(Interruption)

Elo kritt nach d'Wuert d'Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif welle fir d'éischt der Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, Merci soe fir hiren zweete Rapport - wa se Chance huet, ka se och nach en drëtte maachen -, mà awer och däi fréierer Kommissiouen an hirer Presidentin an däi jéztiger Kommissiouen an hirem President, datt mer esou séier hei virukomm sinn an datt mer haut können deen heite Projet fir d'éischté Kéier stëmmen, an ech hoffen, datt mer et da vläicht definitiv dës Kéier packen. Ech wéll och net méi op dat Gesetz agoen, wat mer en long et en large hei diskutéiert an debattéiert hunn a vun deem d'Madame Andrich elo nach eng Kéier déi eenzel Punkte virgestallt huet.

Ech géif welle probéieren, op déi Froen ze äntworten. Den Här Berger hat gefrot no dem Statut vum Personal. Do wësste mer, datt, jee nodeem wéi d'Gemengen dat welle maachen, se fir d'Affären entweder selwer Personal können astellen. Se können dat astellen énnert dem Statut vu Fonctionnaires communaux, se können awer och dee Service erausgi bei eng Association, wéi zum Beispill d'Croix-Rouge, dat da selbstverständliche Personal ass, wat énnert dem Statut vum Salarié funktionéiert.

Respektiv däerf awer keen eppes verléieren. Dat ass an engem vun deene leschten Artikelen, wou drasteet, datt keen däerf ee vu sengen Avantage verléieren duerch dat neit Gesetz.

Beim Receveur, do ass et jo esou, datt, wa méi Gemenge sech zesummendinn, se selwer entweder kenne bestëmmen, wien dann dee Receveur ass, deen zum Deel fir si schafft als Office social, an dann awer och op däi anerer Säit, dat muss jo da ge-deelt ginn, mat däi Aarbecht, déi deen eventuell nach a senger Gemeng hätt.

Wann ech d'Fro vum Här Colombera richteg verstinn, da geet et do éischter ém de Remboursement. An do ass et jo esou, datt mer och am Fong elo ewell émmer Méglechkeiten hunn, fir erëmfroen ze goen, wann entweder net gemellt gouf, wann d'Situatioun vun der Persoun sech verbessert huet, oder wa se eng lerfschaft gemaach huet, oder soss iergendeppes an hirem Liewen agetratt ass, wat changéiert huet. Et ass émmer eng Kann-Bestëmmung, et ass ni eng Muss-Bestëmmung.

Dat heescht, et gëtt dann all eenzelne Fall gekuckt, an et gi relativ vill - wéi soen ech dat? - Recours gemaach géint Déci-siounen, wou dann eventuell Suen zréckgefrot ginn, wou d'Leit da mat méi oder manner gudden Argumenter kommen, fir dann awer net mussen erëm zréckzebe-zuelen. Mä wéi gesot, et ass awer eng Bestëmmung, an et geet och no deene Kritären, wou mer eigentlech och elo Erfahrungen am Fong hunn. Et ass also an deem Senn näisch Neies, wat mer aféieren.

Dem Här Hoffmann géif ech welle soen, datt mer jo eigentlech virgesinn herno, datt et net némmer op lokalem Plang ass, wou dat hei ka geschéien, mà op regionalem Plang. Ech fannen do déi Iddi gutt, déi jo justement développéiert gouf, och vun all deenen Office-socialen, déi bis elo am Norde bestanen hunn, fir sech do an engem eenzegen ze reggruppéieren, wou quasi e ganze Kanton mateneen do schafft, a wou natierlech dann och eng ganz Partie Kompetenzen do beienee kenne kommen, déi dann och verschidenaarteger Formatiounen kenne sinn, fir dann och domadder besser kennen op déi eenzel Besoinë vun de Leit anzegoen, wéi dat bis haut de Fall war.

Mir hinn och an deem Gesetz drastoen, besonnesch och op d'Demande émmer erëm vun de Leit aus deene südleche Gemengen, fir ze soen: „6.000, dat riskéieren der nach ze vill ze sinn“, fir eben also och ze kucken, wa besonnesch Situatiounen an eenzelne Gemengen, an eenzelnen Offices sociaux sech géife présentier, datt och da kënnt zousätzlech Personal agestallt ginn, esou wéi dat, wéi gesot, am Projet selwer virgesi ginn ass.

Ech hoffe virun allem, datt mer et domadder färdeg kréien, datt déi vill Servicer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, och domadder besser zesummeschaffen, datt um Feld, um Terrain fir déi eenzel Leit, déi Hëlfel brauchen, dat sech besser auswierkt.

Ech wollt lech just vläicht e puer Ziffere soen an och eng Rei vu Servicer soen oder Aktivitéiten, déi mer an der leschter Zäit gemaach hunn, déi jo justement géint d'Aarmut solle sinn.

Dir wësst, datt vum Chèque-service eng vun deenen Ursachen, firwat mer dat géife maachen, déi ass, fir eben och géint d'Kannerarmut virzegoen. An do ass et interessant ze gesinn, datt mir gerechent hunn, datt 2.500 Kanner a Famillje sinn, déi den RMG kréie respektiv nach 1.500 Kanner kinté sinn a Situatiounen vun Aarmut, wat also 4.000 Kanner am Ganze géif ausmaachen, mer awer elo gesinn, datt der 1.500 némme profitéieren iwwert de Chèque-service, fir eben och deene Kanner awer besser kennen ze hëlfen.

Ech wollt vun dëser Plaz och jiddwereen nach eng Kéier, deen iergendwou eppes domat ze dinn huet, ob dat an de Schoulen ass, ob dat an de Maisons relais selwer ass, ob dat d'Assistantes sociales sinn, oprullen, wierklech och deene Leit, déi dat vläicht haut net wëssen, ze soen, datt och fir déi 3.000 Kanner, déi elo nach do sinn an déi net dovu profitéieren, dat eng Méglechkeet ass, fir datt se mëttes ze isse kréien, datt een do ass, dee se surveilléiert bei hiren Hausaufgaben an esou virun. Do gesitt Der och, datt mir gemengt hunn, all Mënsch géif eppes wëssen iwwert dee Chèque-service. Datt dat also manifestement nach net émmer de Fall ass, denken ech, geet aus deenen doten Zifferen ervir.

Mir hinn och an deene leschte Joren eis vill beméit, fir dorëmmer Gemengen ze fannen, déi mat op de Wee géife goen, fir Logementer, besonnesch och fir Leit, déi schlecht dru si respektiv fir Obdachloser, ze maachen, a besonnesch ass émmer erëm gesot ginn, mer wéilten net méi, datt ahn-lech Strukture wéi de Foyer Ulysse géifen opgemaach ginn. Duerfir ass et vläicht och interessant ze héieren, datt mer de Moment am Ganze 558 esou Logementer hinn, an datt de Foyer Ulysse 64 Plazen huet, wat also och weist, datt dat der nach 500 awer iwwert d'Land verdeelt sinn.

Mir sinn elo de Moment amgaang mat der Gemeng Hesper, mat de Gemengen Ettelbréck an Tandel, wou zousätzlech Plaze geschafft ginn, respektiv och mat der Gemeng Helmseng, an dann och d'Gemengen Diddeleng a Péiteng, déi sech bereet erkläert hunn, a wou meng Mataar-bechterinnen do op d'Plaz waren, fir eben ze kucken, wat een do kénnt maachen. Esou datt Der gesitt - steter Tropfen höhlt den Stein -, datt een, wann ee laang genuch insistéiert, awer och da Leit fénnt, déi bereet sinn, mat op de Wee ze goen, fir eben och dat ze dezentraliséieren, wat natierlech de groussen Avantage huet, datt net alles némmer op enger Plaz ass, mà datt dat och e bësselchen iwwert d'ganzt Land verdeelt ass.

Dir hutt vläicht gesinn, datt d'lescht Woch zu Esch d'Épicerie sociale vun der Caritas opgoung. D'nächst Woch wäert och eng Epicerie sociale zu Déifferdeng opgoen, déi géreiert gëtt vun der Croix-Rouge. Dat sinn also och Punkten, déi mer am Regierungsprogramm drastoen haten. Et wäerten an absehbarer Zäit och an der Stad Lëtzebuerg an zu Dikrech nach esou Servicer nokommen, fir och domadder deene Leit besser kennen ze hëlfen, déi bis haut vläicht émmer just iwver Sue gehollef kritt hunn, mà wou mer mierken, datt dat och net émmer dat ass, wat gebraucht gëtt, mà datt een och nach aner Mëttelen duerfir brauch.

E Wuert iwwert d'Agence immobilière sociale, déi och am Regierungsprogramm steet an déi zesumme mat dem Minister vum Logement opgaangen ass, a wou mer bis haut 160 interesséiert Propriétaires haten, déi sech gemellt hinn, bis elo 40 Logementer visitéiert goufen an der 21 bis elo géreiert gi vun der Agence immobilière sociale, bei 140 Demanden, déi bei hinnen eragaange sinn. Do gesitt Der also, wann een esou Servicer schaft - et ass jo elo nach net laang, wou déi funktionéieren -, datt awer eng relativ grouss Demande do ass, an dat dann och sécher deene Situatiounen entsprécht, a mer domadder och hëlfen enger Partie vun Aarmut hei zu Lëtzebuerg ze begéinen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Familljeministesch Merci, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5830.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, den Här Etgen huet mech mat procuréiert, ech sinn awer hei präsent an hu fir en aneren...

► **M. le Président.**- Mir wäerten dat redresséieren, Här Berger. Mir wäerten dat alles richteg procuréieren heuewen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5830 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, géint 6 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5830 est adopté par 50 voix pour et 7 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kae, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henkes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz).

Wéllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.



Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidiert.

Mir kommen elo zur Orientierungsdebatt iwwert d'Klimakonferenz vu Kopenhagen. D'Riedezaït ass nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Berger, Negri, Gira, Colombera an Hoffmann, an den honorabelen Här Fernand Boden presen-tiert eis elo de Rapport vun der Commission du développement durable. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

2. 6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Fernand Boden** (CSV), rapporteur.
Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der internationaler Konferenz vu Kopenhagen iwwert de Klimawandel vum 7. bis den 18. Dezember vun dësem Joer geet et èm net männen wéi d'Zukunft vun eiser Äerd. Déi Décisiounen, déi do getraff ginn, oder och net getraff ginn, déi hu ganz sécher grouss Auswirkungen, och fir Lëtzebuerg. An duerfir war d'Kommissiou vun der nohalteger Entwécklung der Meenung, datt d'Chamber sech misst mat déser Problematik befaassen.

Mir soen also der Conférence des Présidents Merci, datt eise Vorschlag ugeholle gouf a mir haut kënnend hei an der Chamber eng Orientierungsdebatt iwwert d'Konferenz vu Kopenhagen an iwwert de Klimawandel féieren. D'Kommissiou huet sech ganz vill Méi ginn, fir déi Debatt beschteins virzebededen, an et wier wënschenswäert gewiescht, datt dës Debatt vläicht e bësse méi Zäit kritt hätt, well mer hu gesot kritt, et wier Modell 1 an net Modell 2, fir der Wichtegkeet vun déser Problematik besser kënne gerecht ze ginn. Ech huelen awer gären déi Offer hei un, fir dann nom Modell 2 ze fueren, dann hunn ech e puer Minutte méi Zäit fir hei ze schwätzen, well et ass villes ze soen.

Ech wëll mech awer a mengem mëndleche Rapport trotz allem esou kuerz wéi méig-lech halen, mech op dat Wesentlecht beschränken, wat net ganz einfach ass, an da fir all Detailer op mäi schrifteleche Rapport hiwiseisen, dee mat Ausnahm vun enger Enthalung eestëmmeg ugeholle ginn ass.

Op der Konferenz vu Kopenhagen soll en internationalen Accord négociéiert ginn, deen de Protokoll vu Kyoto ersetze soll. De Protokoll vu Kyoto, deen ass 2001 hei an der Chamber ratifizéiert ginn an en huet déi éische Kéier verbindlech Engagemerter geschaf a puncto Reduktionsvun den Zäregasen oder GESen, wéi se och genannt ginn, a besonnesch vum CO₂-Ausstouss. Dës Engagemerter hunn an enger globaler Reduktionsvun fënnef Prozent vun de GES-Emissioune bestanen, an dat a 37 Industrielänner an an der EU, während der Period 2008 bis 2012 am Verglach zu 1990. Dës Engagemerter hunn awer vu Land zu Land variéiert, an ech wëll drun erënneren, datt Lëtzebuerg sech derzou verlicht huet, seng Emissiouen èm 28% ze reduzéieren.

De Kyoto-Protokoll gesäit dräi Haaptmechanisme vir, fir deenen eenzelne Parteien ze hëllefen fir Objektiver ze erreichen, an zwar de System vum Austausch vun Emissionsrechter, de Mechanisme vum sougenannten Développement propre, den MDPE wéi se genannt ginn, an dann d'Mise en œuvre conjointe vu Projeten, MOCen. A senger aktueller Versioun, ech mengen dorriwwer besteht Eestëmmegkeet, erlaabt de Kyoto-Protokoll et net, fir eise Klimasystem ze stabili-séieren.

Nei Engagemerter, déi méi ambitiéis sinn, déi mei èmpfaassend sinn, sinn oném-

gänglech, wann een de Klimawandel bremsen oder stoppe wëllt. Well datt de Klimawandel stattfeént, ass kaum nach ze bestreiden, mat allem Misär, mat allem Leed, deen dat schonn elo Joer fir Joer a ville Géigende vun der Welt mat sech bréngt. An d'Auswirkunge vum Klimawandel wäerten èmmer méi dramatesch ginn, wa keng geziilt, wa keng wäitgräifend Moossnamen ergraft ginn.

D'Wëssenschaftler aus der ganzer Welt, déi sech am Mäerz vun dësem Joer zu Kopenhagen getraff hunn, fir hir rezentst Kenntnisser iwwert de Klimawandel auszetauschen, déi hu sech ganz alarméiert gewisen iwwert den Zoustand vun eisem Planéit. Et däerf net méi laang gezéckt ginn, fir ze handelen. D'Chancen, fir d'Tendenz vum Klimawandel èmzedréien, gi ganz schnell méi kleng. Et besteht grouss Eestëmmegkeet ènnert de Wëssenschaftler, a Gott sei Dank och èmmer méi ènnert de politesch Responsabelen - dat war zum Beispill de Fall beim Sommet vun Aquila am Juli vun dësem Joer, wou och déi grouss emergent Ekonomie vertratt waren -, also Eestëmmegkeet dorriwwer, datt déi weltwält Klimaerwiermung op kee Fall zwee Grad Celsius iwwerschreiden däerf.

Déi wëssenschaftlech Etude vun de Klima-experte weisen, datt dës zwee Grad Celsius Limite bedeit, datt déi weltwält Emissionsreduktioun bis 2050 op d'mannst 50% bedroe muss am Verglach zu 1990, an datt d'Uwuesse vun den Emissioune misst bis 2020 zu Enn sinn. De "Peak" vun Emissiounen, dee misst also spéitstens schonn 2020 erreecht ginn. Dat ass awer némmer de Fall, wann déi industrialiséiert Länner hir Emissioune bis 2020 èm 25 bis 40% reduzéieren a bis 2050 souguer op d'mannst èm 80%.

Och de Conseil de l'Europe huet an enger rezenter Resolutioun drop insistéiert, datt et zu Kopenhagen zu engem Accord soll kommen, deen dësen Erkenntnisser Rechnung dréit an deen eng weltwält staark Reduktionsvun de GES-Emissioune virgesäit. Duerfir musse sech all Länner un deem Accord bedelegen an hire Méiglechkeiten no Efforté maachen.

Déi industriell Länner musse mam gudde Beispill virgoen a weisen, datt eng staark Reduktionsvun de GES-Emissioune méiglech an och souguer ekonomesch tragbar ass. Et ass en effikassen internationale Kader néideg, deen et erméiglecht, adequat Spillregelen, Instrumenter an Incitatiounen ze schafen, fir den Handel mat Emissionsrechter méiglechst effikass ze gestalten a fir d'Investitiounen an eng kueststoffaarm Technologie an Ekonomie ze favoriséieren, dat souwuel an entwéckelte wéi och an den Entwécklungslänner.

De Kyoto-Protokoll, dee leeft Enn 2012 aus. D'Zäit drängt also fir zu engem neie globalen an ambitiéisen internationalen Accord ze kommen. Datt ee schnell zu esou engem Accord kënnnt, imposéiert sech och aus Grénn vun elementarer sozialer Gerechtegkeit, well ouni Accord wäerten déi èärmste Länner d'Haaptaffer vun de klimatesche Veränderunge ginn. Si sinn nämlech besonnesch vulnérabel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir all wësst, huet d'Nohaltegkeets-kommissiou am Virfeld vun déser Orientierungsdebatt zum Sommet vu Kopenhagen, an zwar den 21. Oktober, en öffentlechen Hearing an der Chamber organiséiert, wou verschidde Organisatiounen invitéiert goufen. Dëst waren: de Panel 180°; de Mouvement écologique; Votum Klima; de Syvicol; d'Klimabündnis Lëtzebuerg an déi verschidde Chambres professionnelles.

D'Zil vum Hearing war et, datt dës Acteu-ren aus der Zivilgesellschaft kéinte Stellung huelen zu deene villfältegen Aspekter vun dësem komplexen, awer ganz wichtegen Thema.

Fir datt dat Ganzt méiglechst geuerdnet a strukturéiert oflafe sollt, gouf e Questionnaire ausgeschafft a virum Hearing un déi verschidde Associatiounen verschéckt. Sou konnten d'Diskussiounen besser kanaliséiert an den Themenberäich méi kloer ofgestach ginn.

Eng zentral Fro war et erauszfannen, wat a wéi Lëtzebuerg kann zu den internationa- leren Ustrengunge baidroen, mam Zil,

den Ustieg vun der globaler Temperatur wäitméiglechst ze limitéieren, op jidde Fall ènner zwee Grad Celsius.

D'Émweltorganisatioun Votum Klima, Mouvement écologique an de Panel 180° hunn d'Drénglechkeet vun der Klimaproblematik ènnerstrach an d'Konsequenzen opgezielt, déi e Manktum u Courage an déser Saach géife mat sech bréngen.

De Syvicol an d'Klimabündnis Lëtzebuerg hunn op de méigleche Bäitrag vun der Gemenge beim Kampf géint d'Aerderwiermung higewisen, an och d'Beruffschambre koumen zu Wuert. Jiddwereen huet d'Importenz vun der Konferenz vu Kopenhagen unerkannt an et ass unisono ènnerstrach ginn, datt en Accord zu Kopenhagen néideg wär. Et misst dobäi e Gläichgewiicht fonnt ginn téschent Émweltaspekter, Klimaaspekter engersäits, a wirtschaftlechen a sozialen Aspekter anerersäits.

Natierlech hunn d'Émweltorganisationen éier drop higewisen, datt mer wäit ewech si vun den Objektiver, déi mer eis am Kyoto-Protokoll gesat hunn, an datt méi politesche Courage néideg wär, während aner Associatiounen éischter op den eventuellen Impakt vun ze vill Émwelt- an CO₂-Reduktionsmoosnamen op d'Wirtschaft an d'Beschäftigung higewisen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leíf Kolleginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech op e puer Punkten aginn, déi am Laf vum Hearing vun deene verschidde Acteure gesot goufen. Fir den Detail vun de Bäitrag an der Diskussioun verweisen ech op mäi schrifteleche Rapport.

Et gouf allgemeng d'Meenung ausgedräckt, datt virun allem d'Secteure vun der Mobilität, dem Bau, der Landwirtschaft an de Finanze verstärkt müssen an de Kampf géint de Klimawandel agebonne ginn. Zu-deem muss nach méi wéi bis elo op erneierbar Energie gesat ginn.

D'Émweltorganisatioun stinn de sougenannten MDP-Projeten - also Mécanismes de développement propre - relativ kritesch géintiwwer. Bei dësem System können industrialiséiert Länner a méi aarme Länner Projete finanzéieren, déi derzou baidroen, den CO₂-Ausstouss an dëse Länner ze reduzéieren oder ze évitéieren, an als Belounung kréien dann déi industrialiséiert Länner Kreditter guttgeschriwwen, déi se kënnne benotze fir hir eegen Emissiounsobjektiver ze errechen.

De Mouvement écologique an och anerer, déi sinn der Meenung, datt een, amplaz an deelweis zweifelhaft a kontraproduktiv Projeten ze investéieren, besser sollt déi Zomme benotzen, fir de System vun eisem Wirtschaftswuessedem an eng méi èmweltfréndlech Richtung ze orientéieren.

D'Beruffschambre virun allem haten zu den MDP-Projeten awer vill méi eng nuancéiert Meenung. A puncto Flexibilitéits-mécanismë vum Kyoto-Protokoll hu si festgestallt, datt dës u sech net problematesch, jo souguer fir den Technologie-transfert an d'Entwécklungslänner wichtig a fir Lëtzebuerg onémgänglech sinn, mä datt se ganz einfach an der Praxis net zefridde stellend fonctionnéieren.

Et musse méi kloer Spillregelen a besser Kontrollmechanismen agefouert ginn. Dat soll awer net verhënneren, datt Lëtzebuerg priorität op nationalem Plang Moosname muss huelen, fir sengen Engagemerter ge-recht ze ginn.

Am Hearing hu sech opgrond vun eiser Froestellung och nach aner ganz interessant Aspekter erausgeschickt, vun deenen ech der e puer wéll hei opzielen. Déi meesch waren der Meenung, datt, falls d'USA oder aner wichteg Schwellenländer wéi China, Indien, Brasilien a Mexiko, aus wat fir engem Grond och èmmer, zu Kopenhagen net un engem Accord sollten deelhuelen, d'EU a besonnesch Lëtzebuerg déi moralesch Flicht hätten, fir Efforten am Beräich vum Klimawandel awer weider-zedreiwen an e Reduktionszil vun 30% unzestriewen, op d'mannst awer d'Moosname vum EU-Klima-Energie-Paquet ze verwierklechen.

Déi international Berechnungsmethod vun den Emissioune vu GESen nom Prinzip vun der Territorialitéit huet net némmer Nodeeler fir Lëtzebuerg, ass feststellalt

ginn, besonnesch wat d'Produktioun vun Electricitéit ubelaangt. Si ass fir Verschidener awer némmer akzeptabel, wa genuch Flexibilitéit fir aussergewéinlech Emissiounen besteet, fir déi ze neutraliséieren.

D'Entwécklungshëlf dierf op kee Fall mat den Hëllefen am Kader vum Klimawandel vermësch ginn. Doriwwer bestoung eng quasi Eestëmmegkeet.

Fir datt mer eis Kyoto-Ziler erreeche kënnen, brauch Lëtzebuerg eng courageert Politik, ass zum Ausdruck komm. Et muss eng global Strategie entwéckelt ginn, awer och sektoriel Strategie. Sou muss zum Beispill de Bausecteur iwwerdeucht ginn. Et ass gesot ginn, mir géifen nach vill ze vill Haiser bauen, déi Energiefriesser wären, amplaz Niddregenergie- oder Passiv-Haiser. Den ekologesche Gedanken an Energiespuermoosname missten och fir d'Renovatioun vun alen Haiser méi am Vierdergrond stoen. A puncto Transportwiese misst weiderhin u propperen Technologié fir d'Automobil-industrie geschafft ginn an den öffentlichen Transport muss ausgebaut a méi attraktiv gemaach ginn.

Et ass och iwwert d'Landwirtschaft Rieds gaangen an et ass gesot ginn, och wann d'Landwirtschaft eng wichtig Quell vu GES-Ausstéiss ass, sou baut se awer der och eng ganz Partie of. Säit 1990 gëtt et eng Baisse vun 8% vun den Emissioune an der Landwirtschaft. Et muss ee sech awer weiderhi bewosst sinn, datt d'Landwirtschaft e Secteur ass, dee ganz sensibel op de Klimawandel reagéiert. Et wier also néideg, eng regelrecht Recherche- an Entwécklungspolitik ze bedreiwen an dësem Beräich, fir déi landwirtschaftlech Aktivitéit méi nohalteg a méi effizient ze maachen an hir Bedelegung un der Produktioun vun alternativen Energien ze stärken.

Et wier natierlech och en Appel un d'Konsumen ze riichten, datt si hir Verantwortung sollten a puncto Klimaschutz iwwerhuelen a se sollte méi staark op regional Produkter zréckgräifen an esou den lesswuerentourismus mat laangen Transportweeér hëllefen ze vermeiden.

Et gouf vun alle Säite Kritik um bestehende Primén- a Subventiounssystem, well dëse ganz deier wär an d'ekonomesch Acteuren an enger gewësser Hisiicht géifen de-responsabiliséiert ginn. Et missten op jidde Fall sozial Kritäre bei der Verdeelung vun de Subsiden a Primé matspillen. D'Regierung misst d'Festleeë vun neie Standardre privilegiéieren, nom Motto: Förderen jo, mä vill méi fuerderen. De Klimaschutz hätt nämlech säi Präis.

Et ass kee Wonner, datt d'Thema Tanktourismus och ganz kontrovers op deem Hearing diskutéiert ginn ass. D'ekologesch Associatiounen verlaangen, datt mir fir den Tanktourismus, dee ronn 40% vun de gesamten CO₂-Emissioune vu Lëtzebuerg duerstellt, kuerzfristeg Léisunge misste fannen.

Anerer sinn der Meenung, datt mer besonnesch an der heiteger Situationskuerzfristeg net op déi ronn eng Milliard Euro Recetté verzichte kéint, déi duerch de Verkauf vu Bensin an Diesel an d'Statskeess fléissen, an et misst een och berücksichtegen, datt ronn 2.000 Leit duerch den Tanktourismus eng Aarbeitsplatz hunn. Et misst ee bei déser Problematik also méi virsiichteg a méi progressiv virgoen.

Zum Thema Tanktourismus erlaabt de Rapporteur sech och eng Suggestioun ze maachen: Ech mengen, d'Regierung sollt méiglechst schnell eng Etüd maache loossen iwwert den Impakt op eisem CO₂-Ausstouss an och op eisem Statsfinanze vun deenen am Moment ganz intensiv an der Automobilindustrie geschafft gëtt, hin zu Autoe mat manner Verbrauch, mat manner CO₂-Ausstouss an zu elektresch gedriwwenen Autoen.

D'Fro vun der Noutwendegkeet vun engem neie Wuesstemsmodell ass och opgeworf ginn am Hearing. Misst d'Problematik vum Klimawandel net derzou féieren, fir d'Qualitéit an d'Quantitéit vun eisem aktuelle Wuesstemsmodell a Fro ze stellen?

D'Meenung ass ausgedräckt ginn, datt Lëtzebuerg wäert Problemer kréien, be-



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

sonnesch am soziale Beräich, fir en nohaltege Modell vu wirtschaftlechem Wuesstem schnell op d'Been ze setzen.

D'Transitioun a Richtung vun enger kuelestoffaarmen Ekonomie wär sécher eng Erafuerderung fir eis Kompetitivitéit, ass och gemengt ginn, mä kéint awer och Wuesstemopportunitéite mat sech bréngen. Et missten also méiglechst schnell Politiken an d'Wee geleet gi fir d'Entvécklung vun Technologien, déi kuelestoffaarm an héich effizient sinn. Fir de Wuesstem ze moissen, missten och amplaz vum BIP nei gréng Indicateuren agesat ginn. Et misst och eng Reflexioun stattfanne mat dem Zil, eng méi ekologesch Wirtschaft ze schafen, ouni datt Aarbechtsplaze verluer ginn.

Des Weidere sollte mer eng méi ekologesch ausgerichte Fiskalitéit ustriewen op der Basis vum Prinzip vum Pollueur-payeur.

Dir gesitt also, et si ganz interessant a flott Suggestioune komm, déi et derwäert sinn, datt se an Zukunft och nach weider verdéift ginn.

Fir awer elo eis op dës Orientéierungsdebatt virzebereeden, hunn d'Membere vun der Nohaltegeekskommissiou och déi international an déi europäesch Preparative fir Kopenhagen énnert d'Lupp geholl. Mir hu vum Minister - an ech muss soen, datt de Minister ganz kooperativ war an eis ganz vill Informatioune ginn huet - e Bericht kritt iwwert de Verlaf vum Sommet vun New York iwwert den Klimawandel vum 22. September 2009, wou hien an och den Ausseminister drun deelgeholl hunn. Do waren iwwer honnert politesch Leaderen aus der ganzer Welt zesummen am Siège vun der UNO a si hu versicht, déi Klimakonferenz virzebereeden.

Et muss ee soen, datt d'Positiounen do nach wäit ausenaner waren. Déi ambitiéist Offer ass vun der EU komm, fir d'Emissioune bis zu 30% ze reduzéieren. Et gesait een, datt an den USA mat deem neie President grouss Efforté gemaach ginn, mä datt intern awer och ganz vill Schwieregkeete sinn, fir dës Efforten och politesch ze begleeden. Japan huet duerch seng nei Regierung matgedeelt, datt se hiert Reduktionszil wéilten ém 10% an d'Lucht hiewen.

Déi grouss emergent Länner wéi China an Indien hu sech nach bedeckt gehalen. Si hätte gäre méiglechst vill Gelder, fir den Technologietransfert, dee se musse maachen, dat wësse se, finanzéiert ze kréien.

Eng zweet wichteg Etapp um Wee op Kopenhagen war den Emweltministerrot vum 21. Oktober, well hei e Kompromiss fonnt ginn ass iwwert d'Positioun vun der EU en vue vu Kopenhagen. Och do huet de Minister eis déi wichtegst Konklusiounen matgedeelt; ech wéll der e puer dervun hei ernimmen.

Éischtens ass do e laangfristegt Zil fixéiert ginn, eng Reduktionszil vu 50% vun den Emissioune bis 2050 par rapport zu 1990. Dat ass e weltwáit Zil, dat et ze erreeche gëllt. Dat bedeut also, datt d'Industrielänner musse méi héich Reduktionszile maachen, an zwar ém 80 bis 95% bis 2050.

Dann ass sech och op e mételfristegt Zil gëeenegegt ginn. Ech hu scho gesot, datt zu däri beschlossener 20%-Reduktionszil eng weider Offer gemaach ginn ass. Déi Reduktionszil soll op 30% opgestockt ginn, wann déi aner Industrielänner an och déi gréiste Schwellenländer matzéien an dëser Hisicht.

Dann ass d'Integratioun vun der Aviatioun, vum Flugverkéier a vum Schéffsverkéier, och festgehale ginn. Bis 2020 missten d'Fluggesellschaften hir Emissiounen ém 10%, d'Schéffsfahrt hir ém 20% reduzéieren.

Wat nun d'Hélfte fir d'Entvécklungslänner ubelaangt, esou ass et eng Tatsaach, datt dës Länner am meeschten énnert dem Klimawandel leiden. Et ass also noutwendeg, datt en Transfert vun nohaltegen Technologien an dës Länner stattfénn, fir datt och si kenne mathélfelen, déi ugepeilten Ziler ze erreechen. Heifir sinn zusätzlech - an ech énnertsträichen, zusätzlech - finanziell Moyenen néideg. Lëtzebuerg énnertstézt och dës Fuerdeung, huet de Minister eis gesot.

Zu Kopenhagen müssen och Négociatiounen stattfannen iwwert déi souge-

nannten UQAen, Unités de quantité attribuée. Verschidde Länner hunn am Kader vum Kyoto-Prozess Emissiounsquote stockéiert, déi se elo welle mat an d'Spill bréngen, wann den neien Accord ausgehandelt gëtt. Déi europäesch Ministere sinn awer der Meenung, datt, wann dës Quote mat abezu ginn, et schonn direkt en Déséquilibre gëtt, an déi Entscheidungen, déi geholl ginn, datt déi net effikass si vun engem ekologesche Standpunkt hier. Hei misst also zu Kopenhagen eng zefridde stellend Léisung ausgehandelt ginn.

Dann: Eng weider Etapp war den europäesche Rot vum 30. November. Do wéll ech och just e puer wichteg Konklusiounen hei soen.

Fir d'éischt, datt emol d'Reduktionszil vu 30% festgehale ginn ass, wann anerer matzéien.

Et ass en Accord komm, datt den aarme Länner muss gehollef ginn an dem Kampf géint d'Klimawärme.

D'EU ass bereet, sech un der Finanzéierung vun engem Fong ze bedeelen, deen dësen aarme Länner hëllefe soll. D'Gesamtkäschte vun dëse Klimaschutzmoosnamen an den Entvécklungslänner bedroe ronn 100 Milliarden Euro pro Joer vun 2020 un. Dovunner müssen der eng gutt Partie vun der öffentlecher Hand bezuelt ginn an dobäi müssen all Länner, mat Ausnahm vun deenen am manstens entwekelten, hiren Deel báisteieren.

Fir den Entvécklungslänner méiglechst schnell ze hëllefen, musse kuerzfristeg zousätzlech Flux financiers schnell ulafen an da progressiv klammen. Do ass vun engem Montant vu fénnef bis siwe Milliarde pro Joer geschwatt ginn.

Et ass extrem wichteg, Moosnamen ze ergräifen, déi de Privatsecteur incitéieren, sech un der technologescher Kooperatioun ze bedeelen, fir och deen Technologie-transfert do färdeg ze bréngen.

De Conseil européen huet och all Konklusiounen vum Emweltministerrot vum 21. Oktober ugeholl, an ech mengen domadder hätt d'EU elo eng zolidd Basis geschaf, fir datt se zu Kopenhagen eng staark an eng konstruktiv Roll an de Verhandlunge spille kann.

Här President, l'éif Kolleginnen a Kolleegen, ofschléissend wéll ech bemierken, datt mer an der Nohaltegeekskommissiou gutt a vill zesummegeschafft hunn, fir dës Orientéierungsdebatt virzebereeden. E grouse Merci all deenen, déi do Hand mat ugepaakt hunn.

D'Kommissioun hofft, datt déi politesch Responsabel aus der ganzer Welt hir kuerzfristeg Divergenze vergiessen an et färdeg bréngen, e weltwáiten Accord auszeschaffen, deen e würdegen Nofolger fir de Kyoto-Protokoll ass an deen ageet op déi grouss Enjeuen, op déi et elo ukénnnt, an deen och d'Marschroute festleet fir déi Joréngten.

Dat wäert natierlech op internationalem an och op nationalem Plang vill Konsequenzen hunn, an an enger zweeter Etapp, no Kopenhagen, an ech menge vum Januar 2010 un ass et da wichteg, datt mer hei am Land eng méi national Debatt uginn, mam Zil, en nationalen Aktiounsplang auszeschaffen, deen déi eventuell Entscheidunge vu Kopenhagen émsetzt.

Lëtzebuerg muss prett sinn, dës Eraufuerderungen unzehuelen, an all seng Méiglechkeiten aseten, fir matzehélfelen, d'Zukunft vun eisem Planéit ofzesécheren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.- Très bien!**

► **M. le Président.-** Ech soen dem Här Fernand Boden Merci fir säi Rapport. Als éischt Riedner ass elo den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuet.

Débat

► **M. Marcel Oberweis (CSV).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mir am Ufank dem honorebelen Här Fernand Boden Merci ze soe fir deen ausféierleche schrifftlechen a mëndleche Rapport. Dat war eng Sisyphus-arbecht, all déi Saache beieneen ze schreiwen an hei an enger kuerzer Form

virzedroen. Mir hunn et haut mat engem Dossier ze dinn, deen och an de Kontext vun der aktueller Finanz- a Wirtschaftskris agereit ka ginn. Et geet ganz einfach ém d'Bezuele vun dem Upassungsprozess un déi schlächend Konsequenze vun dem Klimawiessel an ém d'Protektioun vun eiser Émwelt.

Op der Émweltkonferenz zu Kopenhagen am Dezember vun der Vereente Natiounen musste sech 192 Länner iwwer en neie Protokoll zum Klimaschutz eens ginn. Dat däerft net einfach ginn. De Kyoto-Protokoll aus dem Joer 1997 leeft am Dezember 2012 aus, et ass hei gesot ginn. D'klimatesch Veränderungen, déi permanent ökologesch Zerstéierungen, d'Spannungen téschent de Räichen an den Aarmen op dëser Welt müssen an de Mëttelpunkt vun der Konferenz gesat ginn.

De Klimawiessel bedréit elo schonn d'Liewensqualitéit vu Millioune Mënschen, besonnesch Mënschen an den Entdéckungslänner. Si sinn duerch Naturkatastrophen an Hongersnét am meeschte beträff. Si, déi de Klimawiessel net ervirgeruff hunn. D'Aussoe vun der Ernährungskonferenz zu Roum dës Woch vun der Vereente Natiounen waren eendäiteg: Eng Milliard Mënsche vu bal siwe leit mëttlerweil Honger, an et kommen all Dag Millioune Mënschen derbäi.

Duerch de Klimawiessel verléiert eise Planéit all Dag weider Agrarflächen, déi awer dréngend noutwendeg wieren, fir déi steigend Populatioun ze ernähren. E recent Beispill dozou: An eisem Kooperationsland Mali gi pro Joer sechs Milliounen Tonne Bësch ofgeholzt an net méi ersetzt. A wat bleift zréck? Kahlschlag! A wat geet weider? D'Wüst dréngt an déi Terrainen eran, an d'Mënsche réckelen an d'Stied, well an Afrika réckelen d'Mënschen an d'Stied, well se menge méi Chancen do ze hu wéi um Land. An domat gëtt de Misärt an de Länner émmer méi grouss.

An ze mengen, et kenneet een de Problem elo duerch e massiven Asaz vun OGME bekämpfen, ass en totalen Trugschluss. Doriwer eraus kenneet et och zu engem erhéichte Verloscht vun der Biodiversitéit. Momentan verléiere mer all Sekonn ronn 3.000 m² Bësch an hëtzen eis Atmosphär esou staark op, dass vill Déieren- a Planzenzorten op der Welt ausgerott ginn. Dëi räich Industrielänner, och mir, behuele sech mëttlerweil esou a puncto Ressourcë-verbrauch, als wiere si eleng do an hätte véier bis fénnef Planéiten zur Dispositioun. Dobäi hu mer némmeen een, an dat fir bal siwe Milliarde Mënschen.

Wa mir hei vum Klimaschutz schwätzen, dann däerfe mer awer net vergiessen, dass et sech eigentlech ém den Émweltschutz handelt, well et geet drëm, déi dräi Liewenressourcë Loft, Buedem a Waasser ze protegéieren. Si, déi op ville Plazae vun der Welt mat Féiss getréppelt ginn. Zénter der virindustrieller Zäit, dat heescht 1769, huet sech d'Temperatur vun eiser Atmosphär ém 0,8 Grad Celsius erhéicht. An Europa bedréit dës Erhéitung schonn ee Grad Celsius, an op verschidde Plazen op der Welt nach vill méi. Dës Temperaturhéitung gëtt zum gréissten Deel duerch den onmoossesche Verbrauch vun de fossilen Energien an eise räiche Länner verursacht.

Wann de Weltenergieverbrauch esou weider uwiisst wéi bis elo, da klammen duerch d'Verbrennung vun de fossilen Energien och d'CO₂-Emissioune weider. Am Joer 2008 waren et der ronn 33 Milliarden Tonnen, an et muss een doven ausgoen, dass dee Chiffer op 45 Milliarde bis 2030, also bannent 20 Joer, klémmt. Am Joer 1990, dem Referenzjoer, hate mer just 18 Milliarden. An da kommen all déi aner Dreifgasen derbäi, déi hiert Onwiesen an der Atmosphär dreiben.

Well awer d'Reserven u fossilen Energien - Kuel, Äerdgas an Äerduelech - émmer méi kleng ginn, an d'Europäesch Unioun dës Energien zum gréissten Deel jo aféiere muss, klémmt hir Energieofhängigkeit permanent. Hir Energieversuergung gëtt émmer méi prekär. Mir hunn dat an de leschte Jore schonn e puer mol erlief. Et gëtt geschätzt, dass d'Europäesch Unioun beim Äerduelech zu 93% a beim Äerdgas zu 84% am Joer 2030 ofhängig wäert ginn.

Déi lescht Woch huet d'international Energieagentur zu Paräis Alarm geschloen. Si huet fir e radikale Wiessel am Energieverbrauch plädéiert, well et soss zu engem dramateschen Uklamme vun der Atmosphärentemperatur géif kommen. Si schätzt, dass de Weltenergieverbrauch ém 40% bis, wann et 20 Joer dauert, uwessem wäert, an domat och dann déi geféierlech Dreifhaus-Emissiouen. Fuere mir viru wéi bis elo, da kenneet et zu enger Erhéitung vun iwwert déi zwee Grad Celsius, an da stelle sech ganz nei Froe fir eis Gesellschaft, wou mir bestémmmt alleguer nach wëllen derbäi sinn.

Fir awer déi gewünschte Begrenzung vun der Temperaturhéitung an der Atmosphär op zwee Grad Celsius par rapport zur virindustrieller Zäit ze erreechen, müssen - et ass hei gesot gi vum Rapporteur - massiv Investitiounen am Energieberäich vun honnerte Milliarden duerchgeföhrt ginn. Dat muss ee sech vläicht eng Kéier op der Zong zergöe loosen. Ech hu gesot gehat, 0,8 Grad Celsius ass d'Atmosphärentemperatur gekommen zénter 1769, a mir kréie gefrot nach zwee Grad am Ganzen. Dat heescht, et verbleiwen eis nach 1,2 Grad Celsius, a keng zwee, wéi déi meescht Leit mengen. Nach 1,2 bis 2050!

D'Europäesch Unioun ass fir 14% vun der weltwáiter CO₂-Emissiou responsabel. Hiren Energieverbrauch berouf momentan zu 80% op de Fossilenergien, an et deit näischt op eng Ännérung hin. Däerft ech drop hiwisein, dass sech d'Emissioune vun der Europäesch Unioun awer vun 1990 bis 2007 ém 12,5% reduzéiert hunn. Mir kenne wuel d'Ursaachen, mä émmerhin, mir hunn e Beispill gesat fir d'Welt.

Eng weider Konsequenz vun der Erhéitung vun der Atmosphärentemperatur stellt, dat ass dat Dramateschst, d'Uklamme vum Mieresniveau duer. Zénter der Industrialisierung eleng schonn 20 Zentimeter, a bis Enn vun dësem Jorhonnert musste mer mat engem Uklamme bis bal 60 Zentimeter, am schlëmmste Fall ém e Meter rechnen. Déi 300.000 Awunner vun de Malediven müssen dann hir Insele raumen, well den Indeschen Ozean si iwwerschwemmt. Hire President sot elo kuerz un d'Adress vun de räiche Länner: „Wann Dir dës Welt rette wéllt, da fänkt ganz einfach bei ons un.“ Net fir näischt hunn d'Malediven bei den Australier e Recht kritt, wann huet Land énner Waasser gesat gëtt, da kenne se dohinner auswanderen. Si mir bereet, och Leit opzehuelen, wa se musse vun hiren Insele réckelen?

Awer net némmeen d'Mënschen an den Entdéckungslänner müssen hir Heemecht verloessen, mä och an de räiche Länner musste mer eis vun de Küsten ewechbewegen, an dës Migratioun rifft vill Straít op. Vergiesse mer net, dass all vérieerte Mënsch op der Äerd bei de Küsten oder laanscht d'Küste lieft. Och d'Schmélze vun de Gletscheren am Himalaya, an Afrika an an den Alpe mécht de Leit, déi do wunnen, Kappzerbriechen.

Derniewent bréngt dat rabiat Ofholze vun dem Reebësch mat sech, dass émmer mannner Kuelendioxid gebonne gëtt. Eleng am Amazonasberäich oder -bësch ginn all Joers zegdausende Quadratkilometer émgehaen, an déi feelen als Sauerstoff-spender. An ee vun de gréisste Problemer, deen erliewe mer haut schonn duerch d'Kricher, dat ass de Krich ém d'Waasser. Émmer méi Plazen op der Welt gi mat deem Problem befasst.

Doriwwer eraus däerfe mer net vergiessen, dass ronn 2,4 Milliarde Mënschen op dëser Äerd nach keen Accès hunn zum Stroum wéi mir en hunn. Kucke mer eis némmeen de Kontinent Afrika nuets un, deen ass däischter. Firwat? Do gëtt et weder Stroum nach Beliichtung.

Den aktuelle Wäert vun der CO₂-Konzentratoun an der Atmosphär bedréit zurzäit 387 ppm, an dat géintiwwer dem Wäert vun 270 ppm um Ufank vun der industrieller Ära. Duerch international Néociatiounen muss erreicht ginn, dass sech dës Konzentratoun bei maximal 450 ppm stabiliséiert an duerno erém iwwer eng



laang Period op 350 ppm zréckgefouert gëtt.

D'Wëssenschaftler si sech eens: Dës Limite däerf net iwwerschrott ginn, well et soss zu geféierlechen an irréversiblen a kaum beherrschaare Suité fir d'Natur an och fir d'Gesellschaft kënnt. Dat schaffe mer awer némmen dann, wann d'Emissioune vun den Dreifhausgasen hire Maximum ganz kuerz bannent den nächsten zéng Joer errechen an duerno erém zréckgefouert musse ginn.

D'Europäesch Unioun gesät am Klimawiessel dofir eng grouss Gefor fir de Fridden an der Welt. Schonn eleng duerch déi vill Ëmweltflüchtlingen, déi aus hiren Heemechtländern, notamment laanscht d'Küste vun de Mierer, verdriwwen ginn.

Si wëllt duerfir duerch e ganz ambitiéise Pak, dee sougenannten Energie-Klima-Pak, hir CO₂-Emissiouen ém 20% a souguer ém 30% reduzieren, d'Energie ém 20% méi effikass notzen an 20% erneierbar Energien an hirem Energiemix asetzen; an dat par rapport zu 1990.

Vun de räiche Länner, zu deene mir och gehéieren, gëtt also erwaart, dass si hir Dreifhausgasemissioune ganz staark, souguer ém bal 95% bis 2050, also banne 40 Joer par rapport zu 1990 reduziere mussen. A mengen Aen eng gigantesch Aufgab. Si ass awer némmen dann ze meeschteren, wa mir alleguerten, Industrieländer, Schwelleländer an Entwicklungsänder, an déiselwecht Richtung marschéieren.

D'Ëmweltkonferenz vu Kopenhagen muss duerfir déi Rumm opspannen, an där déi néideg Mesuré fir dése lievenswichtegen Upassungsprozess opgeholl musse ginn. Si mussen, dat sinn d'Industrieländer, hir Energie alleguer méi effikass notzen. An do ka kee sech erausfuddelen, andeem e seet, bei sech doheem wäre ganz aner Problemer virranged.

„Et kann an désem Prozess kee sech erausmogelen. Et geet hei ém d'Iwwerlievewuns alleguerten!“, dat huet eng Kéier e Mann erkläert mat engem Boot. Hei sëtze se alleguer an engem Boot, a wann dat Boot bis eng Kéier énnergeet, da gi mer alleguerte mat énner. Et kann also kee mengen, e kéint do erauskammen.

Et muss also, wéi ech gesot hunn, zu engem Ëmdenke vum Energieverbrauch an an der Energieversuergung kommen. Notamment an deene Länner, déi en héjige Pro-Kapp-Verbrauch hunn.

Mëttlerweil ass déi weltwäit Produktiouen vun de fossilen Energié méi kleng wéi de weltwäite Verbrauch. Dat heescht, et kënnt zu Enkpäss an der Welt. An da kënne sech némmen nach déi räich Länner erém Energié leeschten, an d'Schwelleländer an déi aarm Länner, déi elo schonn náischt hunn, déi kommen émmer méi an d'Labränten.

Ganz besonnesch spiller déi erneierbar Energien eng eminent wichteg Roll; et ass och ugeschwat ginn hei vum Rapporteur. Mir sti ganz einfach um Enn vun enger Zäit vun de fossilen a mir fänken un d'Zäit vun den erneierbaren Energien. Hei zu Lëtzebuerg brauche mir duerfir en nohaltegen Asaz vum Stat, de Gemengen, de Betriber an den Haushalter. Mir brauchen eng nohalteg Opbrochstëmmung.

D'Energie muss méi effikass agesat ginn. Doduerch kënne mir och da probéieren, lues a sécher vun deenen 30 Tonnen Emissioune pro Kapp ewechzekommen. Elo, wou eis d'Aarbeitsplazien ewechbriechen, mécht et Senn, d'Mënschen émzeschoulen an hinnen eng nei an dauerhaft Aarbeitsplaz an désem faszinéierenden Energie- an Ëmweltberäich unzébidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kyoto-Protokoll ass de 16. Februar 2005 a Krafft getrueden an onst Land hat sech verflicht, seng Emissiouen ém 28% bis 2012 ze reduzieren, an dat par rapport zu 1990. Dat waren deemoos ganz kéng Wieder. Mir wëssen awer, mir si wäit dervun ewech.

Deemoos hate mir eng Emissiouen vun 13,2 Milliouinen Tonnen. Am Joer 2008,

also d'lescht Joer, hate mer der 12,5 Milliouinen. Duerch déi Neiberechnung fir d'Emissioune vun den Dreifhausgasen duerch d'Europäesch Kommissiou muss Lëtzebuerg elo seng Emissiouen ém 20% bis 2020 par rapport zu 1990 reduzieren. Dat heescht, mir müssen dann op 10,6 Milliouine kommen. Mir ware bei 13,2, d'lescht Joer bei 12,5, an elo op 10,6.

Fir Betriber aus dem ETS-System sinn dat 2,14 Milliouinen a fir all déi aner nach 8,5 Milliouinen. Mir müssen deemno bis 2020 nach ronn 2,7 Milliouinen Tonnen an eiser Pro-Joer-Emissiouen aspuren.

Dat ass ze maachen, wa mer eis alleguerte gutt druginn. Mä d'Fro ass berechtegt: Packe mir dës Reduktioun iwwerhaapt eleng, och wa mir dës Aufgab heiheem ganz seriö uginn, duerch e massiivt Energiespurer? Oder musse mir bei aneren europäesche Memberstaten Hëlfel ufroen? Siegf dat zum Beispill iwwert d'„joint implementation“ oder mat Drëttweltländer, andeem mer mat hinnen dann déi Mécanismes vun der nohalteger Entwicklung diskutéieren.

Et ass ugeklungen: D'Lutte géint de Klimawiessel ass eng eminent wichteg Ugeleéenheet fir d'Zukunft vun eisem Planeit, méi wéi d'Finanz- an d'Wirtschaftskris. Op kee Fall dierfe mir zoulouassen, dass déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris als Virwand geholl gëtt, fir eben náischt ze maachen. Et muss villméis zu engem vernetzten Zesummewierke vun der Wirtschaft an der Ëmwelt, an dat virum sozialen Hannergrond, kommen.

Dat war schonn op der éischter Klimakonferenz zu Rio am Joer '92 festgehale ginn, awer déi wéinegst Länner hu sech dru gehalen. Den engleschen Ekonomist Sir Nicholas Stern huet op der UN-Konferenz zu Bali am Joer 2007 kloer gesot: „Wa mir náischt géint de Klimawandel énnerhuelen, da musse mir - dat si mer allegueren erém - 5 bis 20% vun dem gesamte globale Bruttoinlandsprodukt vun der Welt am Joer 2020 fir Ëmweltschied opbréngen.“

Dat heescht, mer schaffe quasiment all fénneften Euro, fir d'Ëmweltschied dann erém ze sanéieren.

Mir müssen dervun ausgoen, dass 100 Milliarden Euro pro Joer no 2020 agesat musse ginn, fir d'Konsequenze vun dem Klimawiessel opzfäcken. Héich Investitioun fir d'Reduzierung vun den Dreifhausgase musse mir duerchférien.

Dierf ech am Vergläch just eppes zitéieren hei? Déi lescht Zuel, déi ech nofonnt hat, war d'Joer 2020. Do hätte mer, no Rechnunge vun de groussen Assurancen, 55 Milliarde Klimaschied ze bezuelen. Déi weltwäit agéierend Assurancen - fir keng Nimm ze nennen hei - schätzen, dass déi Ëmweltschied am Joer 2020 bis op 600 Milliarden Dollar eropklamme wäerten.

Ech hu schonn drop higewisen, dass eist Land an de kommende Jore säin Energieverbrauch an domat och seng Dreifhausgase staark muss reduzieren. An dorriwwer eraus si mir opgefuerert, den Undeel vun erneierbaren Energien am Energiemix op 11% bis 2020 eropzhiewen. Momentan sti mer bei 3,7%. Mir können eis also gutt virstellen, dass et nach e laange Wee dauert, bannent deenen nächsten zéng Joer op déi 11% ze kommen.

Et läit vill Aarbecht virun ons heiheem. Mä, erém eng Kéier, muss ee vläicht dann Hëlfel siche goe bei aner gréisser Memberstate vun der Unioun, oder de Réckgréff op d'CDM huelen, de flexibele Mechanismus aus dem aktuelle Kyoto-Protokoll.

Mir dierfen awer némme 4% vun den Emissiouen aus dem Joer 2005 aus nohaltegen CDM-Projeten akafen, an dat vun 2013 un. Dat sinn awer némme 400.000 Tonnen aus deenen 2,7 Milliouinen, déi mer do à disposition hunn, déi mer muss reduzieren.

An hirer Kommunikatioun Nummer 29 vum 28. Januar dëst Joer weist d'Europäesch Kommissiou op désen Asaz vun den CDM hin. Et gëtt do kloer definéiert, wéi esou en CDM-Projet mat engem Entwicklungsland oflafe muss. Déi obligatoresch Ëmweltverträglechkeetsprüfung mussen duerch déi Sozialverträglechkeetsprüfung nach verschärfet ginn.

Dierf ech drop hiweisen, dass vun deene bis elo duerchgeférierten 1.900 CDM-Projeten an der Welt een Drëttel a China duerchgefouert ginn ass? E Land, dat émmerhi méi wéi e Schweleland ass.

No mengen Informatione sinn der némme eng Handvoll mat Länner an Afrika duerchgefieriéiert ginn. Eng Blamage fir déi räich Länner.

D'Europäesch Kommissiou verlaagt duerfir, dass zu Kopenhagen den CDM-Prozess reforméiert muss ginn.

Och huet sech d'Europaparlament a senger rezenter Sessioun iwwert d'Applikatioun vun CDM-Projeten ausgelooss a verlaagt kloer definéiert Regelen, fir dass den Abus agestallt gëtt, dee mëttlerweil festgestallt ginn ass.

Op der 15. Ëmweltkonferenz vun de Veréente Natiounen zu Kopenhagen geet et deemno ém d'Zukunft vun der Mënschheit op dem bloe Planéit. An duerfir musse mir am Klimaschutz déi wichtigst global Aufgab gesiern. Dat kann awer némme geschéien, wa mir endlech ageissen, dass d'Emissiouen vun Dreifhausgasen e kloer kalkuléierte Präis kritt.

De Präis fir déi gehandelt CO₂-Zertifikater louch am Joer 2008 bei 20 bis 25 Euro pro Tonn. Mir haten deemoos gemengt gehat, et kéinten der 100 ginn; 100 Euro. Am Februar dëst Joer louch en némme nach bei aacht Euro pro Tonn an am Juli bei 14 Euro. Also dat ass eendeiteg ze mann, fir ee massive Mentalitéitswiessel erbäizeféieren.

Mir waren et bis elo gewinnt, permanent méi ze konsuméieren, ouni ze hannerfroen, wou d'Ressourcen hierkommen a wéi se produzéiert ginn a welch negativ Agréffer si an eis Natur hunn.

Et heescht elo, déi wëssenschaftlech gebueden Ziler ze erkennen an no hinnen ze handelen. Dat ass fir vill Mënschen eng batter Pëll. Mä mir musse se alleguerte schlécken. Ze mengen, de Klima- an den Ëmweltschutz zum Nulltarif ze kréien, ass de falsche Wee. Dat wier ökologesch irresponsabel an dorriwwer eraus och technologesch kuerzfristeg.

Mir kënne net méi waarden, well mir hunn eng ze vill grouss Responsabilitéit virun de kommende Generatiounen an eiser Ëmwelt. Wa mir dat net agesinn, da verpasste mir eng eemoleg Chance als Nofolgeprotokoll vu Kyoto. Fir et ganz däitlech ze soen, schreift den däitsche Conseil supérieur vun de globalen Ëmweltveränderungen dozou: Fir der Atmosphär an der Ëmwelt laangfristeg eng reell Chance ze ginn, dierft d'Pro-Kapp-Emissiouen am Joer 2050 némme nach zwou Tonnen CO₂ pro Joer bedroen.

Dat heescht konkret, Dir Dammen an Dir Hären, déi néng Milliarde Mënschen, déi da liewen, hu just nach e Joresenergieverbrauch pro Kapp zegutt an der Héicht vu 600 Liter Mazout. Vu 600 Liter Mazout! Dat heescht, jiddwereen dierf nach 4.000 km fueren, net méi hétzen a keng Pharmaprodukter notzen. Haut hu mir e Weltduerchschnëtt vu 4,8 Tonnen CO₂ am Joer.

Wann ee sech de Verbrauch vun haut an den Industrieländer ukuckt, da gesät een, wat fir eng Herkules-Aufgab virun ons alleguerte läit, an dat vis-à-vis vun den Drëttweltländer. D'Konferenz vu Kopenhagen muss also eng Chance fir eng concertéiert Aktioun téschent der Wirtschaft an der Politik am Senn vun der nohalteger Entwicklung ginn. Mat intelligente Leisungen an Investitiounen an eng zukunftsäeg Wirtschaft kënne mir déi schwierig Erausfuerderung meeschteren.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, vu menger Interventioun wëll ech énnersträichen, dass mir elo am Prozess vun der Konferenz vu Kopenhagen stinn. Duerno gëtt d'Aarbecht an d'Responsabilitéit fir déi 27 Memberstaten a puncto Dreifhausgasemissiou-Reduktioun bis 2020 verhandelt. An da gesi mer eis nach eng Kéier erém hei. Da musse mer froen, wat onst Land selwer wëllt maachen.

D'CSV op alle Fall wäert sech awer mat Nodrock an désem wichtegen Upassungsprozess engagéieren. Fir si ass kloer: Mir müssen déi gefuerert kuelestofffräi Gesellschaft opbauen. An duerfir invitéeert se jiddwer Matbierger, sech un dëser Aufgab

ze bedeelegen. Et lount sech wierklech, well d'Zäit vum Iwwerfloss an dem Gas-pillage ass eriwer. An déi onmosseg Belaaschtung vun den dräi Liewensressourcë muss ganz séier en Enn kreien.

Et gëllt deemno, fir mech op alle Fall: D'Konferenz vu Kopenhagen muss en Erfolleg gi fir d'Mënschen, fir eis Ëmwelt a fir de Klima. Mir hu kee Plang B. Mir hunn awer nach Zäit a müssen déi sënnvoll usezen a verwenden.

Merci villmoos fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Marcel Oberweis Merci. Virdrun hat de Rapporteur Fernand Boden vergiess seng Motioun ze deponéieren. Ech géif him nach eng Kéier ganz schnell d'Wuert ginn, fir dat elo nach nozechuelen.

► **M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.** Här President, Merci fir d'Wuert nach eng Kéier. Effektiv wollt ech am Numm vun der CSV eng Motioun déposéieren, déi mer awer an der Kommissiou duerchdiskutéieren haten, wou och d'LSAP-Fraktioun an d'DP-Fraktioun gesot hunn, si géifen déi Motioun énnerstëtzten. Bei anere stoung dat nach op.

Duerfir wollt ech dës Motioun déposéieren, fir datt jiddweree Kenntnis vun der leschter Versioun hei huet an datt e kann eventuell nach zu därt Motioun adhérieren. Ech erlabe mer herno dann als Member vun der CSV-Fraktioun nach eng Kéier heirobber zréckzekommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), signée à Rio de Janeiro en juin 1992 et ratifiée par la Chambre des Députés en 1994;

- vu le protocole de Kyoto, signé en décembre 1997 et ratifié par la Chambre des Députés en 2001;

- considérant que, dans ce contexte, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012 de 28% par rapport à leurs niveaux de 1990;

- considérant que malgré la mise en œuvre de politiques et mesures ambitieuses, le Luxembourg n'a pu réduire que légèrement ses émissions de gaz à effet de serre à cause de circonstances nationales particulières, et a dès lors dû recourir aux mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto, notamment les activités de projet «mécanismes de développement propre - MDP»;

- considérant que la décision N°406/2009/CE du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 impose au Luxembourg un objectif de réduction de 20% d'ici 2020 par rapport à 2005 des émissions des secteurs qui ne sont pas concernés par le système européen d'échange de quotas d'émission;

- considérant que la 15^e Conférence des Parties à la CCNUCC respectivement la 5^e réunion des Parties au protocole de Kyoto auront lieu en décembre 2009 à Copenhague, en vue de renforcer la CCNUCC et de donner une suite aux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre du protocole de Kyoto;

- affirmant sa volonté de voir aboutir Copenhague à un accord international ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant également tous les pays qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto et les pays émergents;

- faisant siennes les conclusions du monde scientifique, en particulier du Groupement intergouvernemental des experts sur le climat (GIEC), selon lesquelles la hausse de la température moyenne mondiale ne doit pas dépasser de plus de 2° Celsius les niveaux de l'ère préindustrielle, qu'il est dès lors indispensable que les émissions mondiales de gaz à effet de serre soient réduites d'au moins 50% d'ici 2050 par rapport à 1990, que cela signifie que les pays développés devraient réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050 par rapport à 1990, tandis que les pays en



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

développement pris ensemble devraient rester en-deçà du taux de croissance des émissions prévu actuellement;

- considérant les conclusions sur le changement climatique du Conseil Environnement de l'Union européenne du 21 octobre 2009 et du Conseil européen du 30 octobre 2009;

- notant que la conclusion par la Communauté européenne et ses États membres d'un nouvel accord international au titre de la CCNUCC nécessitera un accord de répartition des charges entre les États membres sur base des résultats de la conférence de Copenhague et conformément à la décision N°406/2009/CE;

invite le Gouvernement

- à soutenir, sur le plan international, l'adoption à Copenhague, d'un accord international de lutte contre le changement climatique, suffisamment ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant tous les pays, et avec des objectifs de réduction ambitieux pour les pays développés ainsi que des engagements fermes de la part de ces pays en vue d'un financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement;

- à plaider pour l'intégration des secteurs de l'aviation et de la navigation dans les accords de Copenhague;

- à traiter la question des unités de quantité attribuée (UQA) inutilisées de sorte que la gestion du surplus d'UQA n'affecte pas l'intégrité environnementale de tout accord conclu;

- à prévoir des mesures d'incitations pour faire participer le secteur privé à la coopération technologique;

- à œuvrer sur le plan européen pour porter l'objectif de réduction communautaire de 20% à 30% d'ici 2020 par rapport à 1990, pour autant que d'autres pays développés s'engagent à atteindre des réductions d'émission comparables et que les pays en développement apportent une contribution adaptée à leurs responsabilités et leurs capacités respectives;

- à plaider pour une priorité aux actions au niveau national avant d'avoir recours aux mécanismes flexibles au niveau international comme élément complémentaire aux actions au niveau national;

- à plaider pour une révision des critères applicables aux «mécanismes de développement propre CDM» afin d'intégrer les aspects du développement durable;

- à plaider pour une approche par étapes des projets «Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation REDD» et à ne pas reconnaître à ce stade de tels projets comme élément du marché de carbone ou pour la réduction des gaz à effet de serre;

- à adopter, dans le cadre de l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, un objectif de réduction ambitieux au niveau national qui, tout en donnant la priorité aux mesures nationales, tient compte de nos circonstances nationales spécifiques;

- à soutenir les efforts de l'Union européenne pour atteindre un accord sur le financement des mesures visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre des stratégies ambitieuses en matière d'atténuation et d'adaptation, dont le surcoût global est estimé par la Commission européenne à quelque 100 milliards d'euros par an d'ici 2020, et à définir la participation du Luxembourg en fonction de l'accord sur le financement obtenu;

- à plaider pour la complémentarité de ces moyens financiers pour ainsi garantir le maintien intégral du volume actuel des aides internationales au développement;

- à plaider pour une claire distinction entre les fonds que les pays contribuent dans le cadre de l'aide publique au développement et les fonds à verser dans le cadre de leur responsabilité «climat»;

- à tenir la Chambre des Députés informée des négociations et des conclusions de la conférence de Copenhague;

- à faire entamer, sur base des résultats de Copenhague, les travaux de préparation d'un 2^e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et à organiser à cet effet une large consultation avec la société civile et les milieux concernés, ainsi qu'avec le Syvicol;

- à présenter le projet du 2^e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre en séance plénière à la Chambre des Députés dans le cadre d'un débat de consultation.

(s.) Fernand Boden, Eugène Berger, Roger Negri, Marcel Oberweis, Ben Scheuer.

► **M. le Président**.- Merci. Als nächste Riedner ass elo den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuet.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass e souveräne Stat, dee seng eege Revendicatione beim Klimasommet an Dänemark ka virdroen a verteidegen. Dat wäert eis Delegatioun, dat wäert eis Regierung awer net maachen, well mer am Klimadossier solidaresch mat der Positioun vun den EU-Länner sinn. An déi hunn d'Schwéierpunkte schonns op deene verschiddene Ministeschconseilen an de leschte Woche festgeluecht, an d'Lëtzebuerg Regierung huet déi och gutt geheesch.

Wa mer also haut de Mëtten hei en Débat féieren iwvert d'Positioun vu Lëtzebuerg zu Kopenhagen, dann ass dat elo knapp dräi Woche virun der Konferenz zwar gutt gemengt - et war och vill Aarbecht an der Kommissioun gemaach ginn, mir haten en Hearing -, mä trotzdem kann een awer soen: Et ass e bësse Moutarde après dîner.

Ech wëll awer direkt énnersträichen, datt mir als DP dës Positioun vun der Europäischer Communauté kennen deelen, émsou méi, well de Klimaschutz jo ee vun deene wéinege globalen, weltpoliteschen Dossieren ass, wou Europa an der Vergaangenheit oft Leadership gewisen huet, wou Europa an der Vergaangenheit och trotz all de Schwierigkeiten émmer nees konnt Fortschritte erzielen. An Europa, hoffen ech, wäert dat och an Zukunft weiderhi maachen. Sécherlech bleift a verschiddeinen Detailfroen, wat déi europäesch Verhandlungspositioun ubelaangt, déi eng oder aner kleng Differenz téshent deenen eenzelne Memberlännern, mä déi Haaptausrichtung, déi stëmmt awer.

Opgrond vun de leschten Erkenntnisser vun de Wissenschaftler misst jo och elo de gréissste Skeptiker agesinn, datt d'Äerderwäermung reell ass. Virdrun huet mäi Virriedner, de Marcel Oberweis, vun e puer Beispiller geschwatt, énner anerem d'Gletscher am Himalaja. Dofir wëll ech dat och nach eng Kéier hei - wéi soll ech soen? - énnermaueren, déi perséinlech Experienz, déi ech hunn.

Ech war effektiv dëse Summer nach eng Kéier op engem Trekking am Himalaja op Plazen, wou ech fir d'lescht virun 20 Joer war, an ech konnt feststellen, datt do wierklech d'Gletscher net némmen 100 oder 200 oder 300 Meter zréckgaang sinn, mä carrément iwver een, zwee Kilometer si se zréckgaangen. Also, do kann ee wierklech an der Natur gesinn, wat dat bewierts respektiv wéi schnell datt dat ka goen. D'Klammer awer nees zou.

D'Unheize vun der Äerdatmosphär ass eng vun deene gréisssten Herausforderungen an eisem Joronnert ginn. A wa mer d'Klimawärermung, déi haapsächlech jo duerch den CO₂-Ausstooss verursaacht ass, net gebremst kréien, dann huet dat katastrohal Folge fir eise Planéit. Virun allem wäerten dann d'Drätteweltlännern, déi awer net responsabel si fir déi CO₂-Emissiounen, als Éischt mussen d'Folgen droen, kleng Inselstaten, Küstegebider a virun allem och aarm Länner mat sozial prekäre Menschen a Gesellschaften.

Och déi finanziell Nofolgekäschten, dat betrëfft da méi déi industrialiséiert Länner, wäerten, wa mer d'Äerderwäermung net kenne stoppen, eng Kéier vill méi deier ze stoe komme wéi de Präis, deen et elo géif kaschten, wa mer elo géife preventiv handelen an investéieren.

Mir kënnen also aus deene Grénn deem zoustëmmen, wat Europa wëllt op der Cop15 an Dänemark verteidegen. Mir brauchen onbedéngt eng Limitatioun vun

der duerchschnëttlecher Äerderwäermung op 2 Grad Celsius. Duerfir brauche mer contraignant Reduktionsziler, souwuel fir d'Weltgemeinschaft an och insbesonders fir Europa, dat jo als Kontinent mat dem Gros vun den industrialiséierten Nationen eng besonesch Responsabilität dréit.

Duerfir muss d'EU och prett sinn, fir e substanzielles Undeel vun de Reduktionspläne ze droen. Duerfir kënne mer also och dat Zil, am beschte Fall minus 30% CO₂-Reduktionspläne an der EU bis 2020, voll énnerstëtzen.

Ech ginn elo net weider an den Detail vun der Positioun vun der EU an, déi, wéi gesot, och déi ass, déi Lëtzebuerg solidaresch matdréit. D'Motiuun vun der Majoritéit zielt déi wichtigst Positiounen, déi énner schwedescher Présidence ausgeschafft gi waren, op. An duerfir wäerte mir déi Motiuun och kënne matstëmmen, och wa se awer hätt kënnen an deem engen oder anere Punkt méi prezis sinn, mäi prägnant hätt kënne sinn, besonesch wann ee méi op de spezifesch lëtzebuergeresche Kontext géif agoen.

D'Fro, déi sech jiddwéree stellt, ass déi, wat da schlussendlech zu Kopenhagen wäert erauskommen. An deene leschten Deeg liest een émmer erëm nei Melddungen an de Medié mat Revirement, neien Amenter, Positiounen vu Länner a Regionen, sief dat, datt d'APEC-Länner elo kee juristesch contraignant Accord méi wëllen, sief et - an dat ass besonesch enttäuschend a mengen Aen -, datt den amerikanische President Obama net ka seng Versprechen halen, well en am Réck säi Senat sétzen huet, sief et, datt China net wëllt mat éischté konkreten Engagements matmaachen.

An da geet émmer méi Rieds vun engem Minimalkonsens, wou am beschte Fall eng politesch Absichtserklärung wäert zustane kommen.

Ech wéilt hei och eng kleng Klammer opmaachen. Zu Kopenhagen sinn iwver 40 Staatspräsidenten oder Premieren, déi do präsent sinn, fir hir Delegatiounen unzeféieren. Lëtzebuerg ass zwar wahrscheinlich och gutt vertrueden duerch eise Superminister, den Nohaltegekeetsminister. D'Fro awer: Firwat géif net och vläicht eise Premier, de Jean-Claude Juncker, dee jo awer eng ganz grouss Akzeptanz an Europa huet, dee jo do och bekannt ass als wierklech en haartnäckegen Ambassadeur vun europäischen Iddien, matgoen? Da wär och vläicht d'Positioun vun Europa an deenen Diskussionen gestärkt. Klammer zou.

Trotz all den Efforten, déi d'EU wäert bréngen, mat eisem Premier oder ouni hien, soen ech lech elo schonn, datt Kopenhagen wäert aus der Perspektiv vum Èmwelt- a Klimaschutz eng Enttäuschung ginn. An et riskiéiert wierklech zu enger renger Symbol- an Ukkennegungsdécisioun ze kommen, minus 20%, minus 30%, minus 50%, bis minus 50. Wie bitt am Endeffekt méi? Mä konkret gétt zu Kopenhagen náischt an d'Wee geleet.

Dat ass awer par rapport zum Grand public och net kredibel, wann een net weess, mat wat fir enge Moyenen een déi héich gestallten Ziler eben da wëllt erreechen.

Bon, dat dierf eis hei zu Lëtzebuerg awer net ofhalen, eisen Deel vun der Verantwortung ze iwwerhuelen, well esou oder esou hu mir hei zu Lëtzebuerg nach e gudden Deel vun eisen Hausaufgaben am Beräich vun de Reduktionspläne vun Dreifhausgaser ze maachen.

Ech ginn elo net op d'Zuelen an; mir haten d'lescht Joer oder an der leschter Legislatur eng ganz interessant Debatt. Mir hinn e ganz liichte Recul vun eisen Emissiounen, deen haapsächlech op d'Wirtschaftskris zréckzeféieren ass. Egal wéi, mir sinn do nach wäit vun eisem Zil ewech.

Énnert deem Bléckwénkel géif ech souguer ganz provokativ soen: Et kann eis am Fong geholl hei zu Lëtzebuerg komplett egal sinn, wat zu Kopenhagen décidiert gétt, well mir bleiwen hei zu Lëtzebuerg esou oder esou, mat oder ouni Kopenhagen, fir eng weider Reduzierung vun CO₂-Gase gefuerert. Ech wéilt mech duerfir och elo net weider mat de Virbereedunge vu Kopenhagen méi ofginn, mä ech wéll

duerfir hei e puer kruzial Froe stellen, wéi mer méi konkret hei zu Lëtzebuerg eis Ziler am Beräich Klimaschutz wëllen erreechen.

Wéi ass d'Strategie vun der neier Regierung fir d'Reduktionspläne vun den Emissiounen vun Dreifhausgaser an deene verschidde Beräicher? Wéi gesinn d'Aktionspläne aus, fir eis Ziler ze erreechen?

Den Nohaltegekeetsminister huet an der Kommissioun e puer mol drop vertréïscht, datt ee misst Kopenhagen ofwaarden, ier ee Pläng a Strategie kéint opstellen.

Dat ass a mengen Aen, Här Minister, verlueren Zäit, well all Dag, dee verluer geet, fir esou Strategien opzestellen, en duebel verlueren Dag ass.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- D'Problemer an d'Aktionsfelder am Beräich Klimaschutz sinn hei zu Lëtzebuerg jo beschteens bekannt. Dat ass an éischté Linn den Transportberäich, dat ass de ganze Beräich vum Hausbau, vun der Energieeffizienz, vun den erneierbaren Energien.

Déi nei Regierung schéngt net émmer prezis a kloer Virstellungen zu deene verschidde Aktionspläne ze hauen. D'DP, mir, hinn awer ganz kloer Virstellungen, mir hinn der eng ganz Rei, an ech wéilt der hei op déser Plaz verschidder nach eng Kéier rappeléieren, da ka sech jo dann d'Regierung dorunner inspiréieren.

De Beräich vum lëtzebuergereschen Transport muss absolut Prioritéit genéissen, an d'Pläng fir eng intégréiert Strategie fir den öffentlechen Transport, déi schonn énnert engem DP-Minister virun iwver fénnef Joer ausgeschafft gi waren - Stéchwuert mobilitéit.lu -, musste systematesch a konsequent émgesat ginn.

Et gétt émmer erëm un deene Pläng gefréckelt. Zum Beispill hinn ech viru kuerzem héieren, an ech hinn och eng Question parlementaire gestallt, op déi ech nach keng Antwort hinn, datt eng direkt Verbindung Stad-Esch-Lëtzebuerg elo net méi am Gespräch wär.

Duerfir wär et da gutt, do Opschloss ze kréien, oder ech waarden dann op d'Antwort, déi ech op d'Question parlementaire kréien. Dat ass némmen e Beispill, fir ze weisen, datt émmer nees an deene Pläng Neies derbäiknént oder datt doru gefréckelt gétt.

Et geet Zäit verluer, a virun allem gesait een och, datt de Bauminister awer e bëssen eng Doppelstrategie verfollegt. Hien énnerstëtzzt op däer enger Säit zwar de Schinnenausbau, mä op däer anerer Säit dreift awer och intensiv de Stroossebau weider. Dat ass a mengen Aen e falscht Signal fir d'Leit dobaussen.

E Beispill, wéi gesot, mir ginn elo zum Beispill a Richtung Tram, wat eng super Iddi ass. Op däer anerer Säit gétt awer dann och den Ausbau vun der Autobunnsstreck Lëtzebuerg-Arel oder Lëtzebuerg-Diddeleng virugedriwwen.

(Interruption)

Da kann d'Rechnung net opgoen. Da kënne mer net eist Zil erreeche vum „modal split“ vu 25 zu 75%.

Wann een Transportberäich seet, kënnt een och net derlaanscht, iwwert den Tanktourismus e Wuert ze verléieren. D'DP seet kloer, datt mer musse lues awer sécher aus däer Fal erauskommen. Hei geet et dorém, fir de gréisssten Undeel vun eisen Emissiounen an der Kyoto-Bilanz erofzeseten. An et geet awer natierlech och do derbäi ém essentiell finanziell Froe fir de Lëtzebuerg Stat.

Mir hinn e virtuellen Ausstieg proposéiert, dat heesch énner anerem, datt mer elo ufánken, eise Budget esou ze gestalten, wéi wa mer ouni déi Recetté missten auskommen. Och hei kéint ee sech froen: Wat ass am Endeffekt netto énnert dem Stréch wat mer do vu Recetten hinn, wann ee gesait, wat fir eng Käschten awer och den Tanktourismus alles mat sech bréngt? Egal. Mir missten also esou eise Budget gestalten, datt mer och elo scho géife soen: Mir müssen ouni déi Recetten auskommen,



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

wann et der sinn, well enges Daags wäert et souwisou op eis zoukommen, a wann et némmer doduerjer ass, datt déi euro-päesch Bestriewunge vun der Harmonisatioun vun den Accisen op Bensin oder Diesel virukommen, datt dann deen Avantage, deen deen, deen tankt hei zu Lëtzebuerg, huet, net méi wäert hunn, an datt dann also och den Tanktourismus wäert schnell ophéieren.

En zweete Beräich also ass dee vun der Albausanéierung. Och am Beräich vun der Albausanéierung besteet e ganz grousse Potenzial, fir CO₂ anzespuren. Laut Experte kéinte mer hei e ronnen Drëttel vun eiser Bilanz am netindustrielle Secteur doduerch verbesseren, wann ee géif systematesch nei Haiser am Niddreg- oder Passivenergiestandard bauen; wa mer géife systematesch eis al Bausubstanz energetesch astand setzen, besser isoléieren, fir Energie - dat heescht am Endeffekt och Brennes, Mazout - ze spueren.

D'DP hat an hirem Wahlprogramm gesot, datt mer eng grouss ugeluechte Cam-pagne bräichten, fir bis 2020 all eis Haiser optimal ze assainéieren. Dobäi soll dann de Stat iwwer eng Klimabank de Leit hällefent oder iwwer „contracting“ dës Aarbechte virfinanzéieren, datt och jidd-wereen an de Genoss dovunner ka kommen.

Esou e Programm kann ee jo och Hand an Hand mat de mëttelstännegen Entreprisen hei zu Lëtzebuerg maachen, déi ganz vill Know-how doranner hunn. Déi kréien dann och nei Débouchéeën, déi kenne sech Kompetenzen entwéckelen, an do kann ee se da fit maache fir d'Zukunft. Et kéint een domadder och e nohaltegen Investitiounsprogramm maache fir e Kon-junkturpak.

Ech muss och do soen, leider - mir hate jo d'Diskussiounen virun de Wahle fir de Kon-junkturprogramm - ass do ganz vill a Béton investéiert ginn, mà ganz wéinig an esou nohalteg Projeten.

Wann ee géif esou en Albausanéierungs-programm duerchzéien, dann hätt een énnert dem Stréch némme Gewënner: D'Klima géif gewannen, well mer also da manner CO₂ mat eisen Haiser ausstoussen; de Stat, well e manner Strofe kritt am Kyoto-Protokoll, well en also och do seng Bilanz kéint verbesseren. Virun allem deen eenzelne Bierger hätte mer als Gewënner, well dat a sengem Portmonni géif manner kaschten, wann en en Haus huet, dat optimal energetesch astand gesat ass, da bezilt e manner oder vläicht guer kee Brennes méi. Dee kann also och do ge-wannen. A schlussendlech och d'Entre-prisen, d'Wirtschaft, d'Ekonomie, well nei Aarbecht do ass, nei Marché fir d'Entre-prisen do sinn, nei Aarbeitsplätze kenne geschafe ginn. Dat gëllt souwuel fir dat, wat d'Privathaiser ubelaangt, wéi awer och fir déi öffentlech Gebaier, wou de Stat jo och muss d'Virreiderroll spullen.

D'DP huet och proposéiert, fir ab 2013 némmer nach Haiser ze bauen, déi ouni fossil Brennstoffer géifen auskommen. Dat ass keng Utopie. Dat sinn Experten, déi hunn dat énnertstrach, an dat ass absolut méiglech, well et gëtt schonn am Ausland esou Modellsiedlungen, wou dat realiséiert ginn ass. Och elo rezent si jo Aarbechten an der EU ugaangen. Do ass eng EU-Direktiv an Ausaarbechtung, wou d'Energie-standarde fir d'Gebaier och bis 2020 sollen op deen Niveau bruecht ginn, datt se also praktesch ouni fossil Brennstoffer sellen auskommen. Sou oder sou wäert dat also och da kommen. Kloer ass, datt mer esou Strategien némme kenneffikass ém-setzen, wann een adequat an onofhängeg Berodungsstrukturen huet. Och do hapert et nach émmer.

Här President, ech hunn all déi Iddien do nach eng Kéier an enger Motioun, oder verschiddener vun deenen Iddien, an enger Motioun verfaast, déi och vun deene Gréngen an dem Här Hoffmann vun deene Lénken énnerschriwwen ass, déi awer op ass och nach fir déi aner Fraktiounen, wa se déi wëllen énnertstézten. Ech géif déi dann hei orginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements pris par le Luxembourg en matière de réduction de gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto;

- considérant les négociations de la conférence de Copenhague afin d'aboutir à un accord global sur le climat pour la période 2012 à 2020;

- considérant l'accord trouvé au niveau de l'Union européenne sur la directive «performance énergétique des bâtiments» prévoyant que les nouveaux bâtiments construits dans l'Union européenne devront à partir de 2020 s'approcher des critères «zéro énergie»;

- considérant les résultats de l'étude des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le Luxembourg effectué par l'Institut FIFO en 2006;

- considérant le premier plan d'action du Gouvernement qui détermine l'assainissement énergétique des bâtiments comme une des priorités à suivre pour le Luxembourg en vue d'une réduction des émissions de CO₂;

- soucieuse de l'évolution du prix du pétrole et des coups financiers croissants engendrés pour les consommateurs qui dépendent des énergies fossiles;

- considérant les efforts du Gouvernement dans le domaine de la diversification économique et plus précisément en vue d'attirer des entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;

- convaincue des compétences des PME actifs dans le domaine de la construction et de l'artisanat au Luxembourg et des opportunités que représente l'assainissement énergétique des bâtiments en vue d'une expansion de leurs activités;
invite le Gouvernement à

- anticiper les objectifs de la directive «performance énergétique des bâtiments» afin de se doter d'un avantage en vue de l'implantation de nouvelles entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;

- lancer un programme de grande envergure pour la remise en état et l'assainissement énergétique d'immeubles impliquant tous les acteurs concernés (OAI, PME du domaine de la construction et de l'artisanat, etc...);

- introduire de nouveaux concepts de pré-financement, tels le «contracting énergétique» ou la création d'une banque climatique, dans le domaine de l'assainissement énergétique d'immeubles ou bien le recours aux énergies renouvelables;

- créer un service de consultation sur l'énergie et l'environnement, centralisé et indépendant, lequel regrouperait des acteurs publics, de l'artisanat et d'autres corps de métiers concernés (architectes, ingénieurs...).

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Fernand Etgen, Camille Gira, André Hoffmann.

Ech wéilt awer nach e puer aner Elementer vun deem, wat ee kann hei zu Lëtzebuerg maachen, fir eis Klimaziler besser ze erreechen, kuerz erwähnen. Dat ass de Beräich vun den erneierbarem Energien. Do musse mer déi bestehend Potenzialstudien duerch eng Wirtschaftslechkeets- an eng Nohaltegeektsanalys ergänzen an och kucken, wéi mer do schnell esou eppes émsetzen.

Ech mengen, wann ech dat an Erënnerung hunn, déi Potenzialstudié ass vun 2006. De Marco Schank, de Minister, weess dat och relativ gutt. Déi läit do, an deen Dossier ass sätdeem am Stand-by, do geschitt näisch.

Well d'erneierbar Energien an Technologien, déi d'Energieeffizienz steigeren, si souwisou déi wirtschaftlech Zukunft. Hei deet sech e grousse Marché op, an hei misst elo Lëtzebuerg wierklech resolut op déi Weeér goen. Ëmsou méi, well mer jo och duerch d'Finanzkris gesinn, datt eis d'Standbee vun der Bankeplaz émmer méi énnert de Féiss ewechrutscht, misste mer kucken, d'Ausriichtung vun eiser Wirtschaft ze iwwerdenken, ze diversifizéieren a verstärk op gréng Technologié setzen.

Mir brauchen, och wa mer keng Klimaproblemer hätten, en Émdenken an eiser Energiepolitik, well déi fossil Brennstoffer sinn net onendlech. Si ginn émmer méi

rar, an doduerjer gi se och émmer an Zukunft méi deier. An ech wëll dorun erënneren, et ass nach guer net esou laang hier, 2006, 2007, virun der Kris: Wou war dunn de Präs vum Barrel Uelech? Do ware mer wäit iwwer 100, wann net 150 US-Dollar, an déi Zäite wäerten eng Kéier erëmkommen, wann den Uelech méi rar gëtt.

Ech wëll awer och kloer énnertsträichen, wierklech énnertsträichen, datt Lëtzebuerg, fir seng Klimaschutzziler ze erreechen, prioritär fir d'éischt muss seng Hausaufgaben heiheem maachen.

Fir d'DP sinn a bleiwen déi national Mesuren am Klimaschutz éischt Prioritéit. A wann ee kuckt, wat d'Regierung an hire Regierungsprogramm, an hiren Accord geschriften huet, da gëtt een d'Impressioun net lass, datt se wëlles huet, an Zukunft awer nach verstärkt, an den nächste Joren, op déi flexibel Mechanisme vum Kyoto-Protokoll zréckzegräfen, op d'CDM, op d'„joint implementation“, op den Emissiounshandel, dat heescht also, Projeten am Ausland matfinanzéieren, fir sech hei fräizekafen, amplaz hei zu Lëtzebuerg Reduktionssefforten ze maachen.

Dat ass de falsche Wee. Déi flexibel Mechanisme sinn zwar Basiskonzept vum Kyoto-Protokoll, mä si dierfen awer net mëssbraucht ginn, fir alles op si ofzewälzen an national Efforten da minimal ze halen.

Laut Informatiounen, déi mir an der Nohaltegeektskommissiou kruten, sinn an de vergaangene Jore praktesch integral eis Reduktionsen, déi mer erreecht hunn, doduerch erreecht ginn, datt mer se iwwert déi flexibel Mechanismen akaft hunn. Dat ass aus villen Iwwerleeungen net ze veräntwerfen, aus Ursache vu Verantwortung a Gerechtegkeit géigeniwwer Drëttweltländer, well jo ganz vill Projeten an Drëttweltländer da gemaach ginn. Mir sinn d'Verursaacher, duerfir solle mir eis Problemer hei fir d'éischt léisen an net op d'Drättweltländer ofwälzen an dohinner verlageren.

D'Effizienz vun esou Projeten - CDM, „joint implementation“ - am Intérêt vum Klimaschutz ass net émmer kloer. Ass et net absurd, wann een dann héiert, datt iwwer esou Projeten zum Beispill Kuele-kraftwierker finanzéiert ginn? An och ekonomesch maache se net émmer ganz vill Senn. Lëtzebuerg huet, laut eise leschten Informatiounen, ronn 100 Milliounen Euro iwwert de Kyoto-Fong fir flexibel Mechanismen am Ausland engagiert.

Firwat hëlt een net déi Suen, déi 100 Milliounen, fir se konkret hei zu Lëtzebuerg zum Beispill an den Albausanéierungs-programm ze investéieren?

(Interruption)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mat deene Sue kéint een dat also finanzéieren. Et kéint een hei zu Lëtzebuerg och ganz vill bewierke bei den Entreprisen, a mir géifen hei zu Lëtzebuerg CO₂ spueren.

Mä wat maache mir amplaz? Mir finanzéieren elo iwwer eise Kyoto-Fong, also mat deene Suen, déi mir elo iwwer eis Autosteier, déi esou beléift ass, erakréien, iwwert de Kyoto-Cent, domadder bezuele mir zum Beispill e puer Wandmillen a China - e Land, dat et fäerde bréngt, fir Rakéiten op de Mound ze schéissen, dat Atombommen huet a wou all Dag dausenden nei Autoen immatrikuléiert ginn! Mat deene Suen also, wou mir all Dag tanke ginn, wou mer eis Autosteier bezuelen, bezuele mer deenen dann och nach zwou oder dräi Wandmillen, fir dann dohannen a China d'Klima ze retten. Dat ass wierklech einfach absurd.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Oder d'Regierung investéiert a sougenannten „carbon funds“ fir iwwer 43 Milliounen Euro. Dat sinn dann international Konsortien, wou ee finanziell participéiert, mä awer ouni e kloren Ableck ze hunn, wat da mat de Sue gemaach gëtt, wat fir eng konkret Projete fir de Klimaschutz realiséiert ginn.

Do stellt een dann e bëssen..., dat ass esou wéi... Wéi soll ech dat soen? Et huet een eng Participatioun do un engem Fong, an

da sinn do aner Leit, déi iergendwou an der Welt décidéieren, wat mat deene Sue gemaach gëtt, an herno kritt een dann iergendwéi eng Kéier e Schäin erém, wou ee seet: „Voilà, Dir hutt elo esou vill Tonnen CO₂ dann zegutt.“ Dat ass eng grouss Nébuleuse, wou keng Transparenz ass, a wou een net wierklech weess, ob déi Suen do séennvoll an nohalteg Projeten am Ausland realiséiert gi sinn. Mir fannen, dat ass ganz ongesond, an datt mer also éemsou méi solle kucken, fir mat deene Suen aus dem Kyoto-Fong national Mesuré prioritar ze finanzéieren an domat hei e Hausaufgaben ze maachen.

Et ass awer duerfir och noutwendeg, an duerfir kommen ech zu mengem Schluss, ech gesinn, d'Zäit leeft mer ewech, et ass immens noutwendeg, datt mer duerfir och kuerzfristeg d'Bilanz maache vun eisen Engagemerter an deene flexibele Mechanismen, an den CDMen an den „joint implementation“. Aus däi Bilanz müsse mer dann awer och Konklusiounen zéien a kucken, ob mer iwwerhaapt nach un esou Projete participéiere respéktiv wat fir eng Projete mer nach kënnen énnertstézten.

Fir eis ass kloer: Wa mer dat scho müsse maachen, sollen et wierklech némmer effizient, nohalteg Projete sinn.

Voilà, ech géif an deem Senn eng Motioun hei, déi och nach op ass fir aner Fraktiounen, wa se déi wëllen énnerschreiwen, déposéieren.

Ech géif lech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le Protocole de Kyoto définit trois mécanismes flexibles, à savoir le commerce de droits d'émissions, la mise en œuvre conjointe et le mécanisme de développement propre dans la stratégie visant à une réduction des gaz à effet de serre;

- considérant que le Luxembourg a largement recours à ces mécanismes flexibles;

- considérant le Plan National d'Allocation de Quotas II (PNAQ II) couvrant la période de 2008 à 2012;

- considérant que des sommes considérables sont engagées par le fonds de financement des mécanismes de Kyoto, en vue de la participation aux différents projets de CDM (Clean Development Mechanism) et de JI (Joint Implementation);

- considérant que la Chambre des Députés est soucieuse du nombre d'engagements financiers pris dans le cadre des mécanismes flexibles;

- considérant la participation du Grand-Duché de Luxembourg aux Fonds Carbone de la Banque Mondiale et de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement;

- regrettant qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun bilan précis sur ces mécanismes flexibles auxquels le Luxembourg a eu recours, ni en termes de moyens financiers engagés, ni en termes de durabilité;

- insistant sur la nécessité d'avoir une totale transparence dans ce domaine;

- insistant sur la nécessité d'actions nationales en matière de lutte contre les changements climatiques;

invite le Gouvernement à

- présenter dans les meilleurs délais un bilan détaillé des mécanismes flexibles auxquels le Luxembourg a eu recours;

- vérifier que les projets auxquels il a participé respectent les critères écologiques, sociaux et économiques de durabilité;

- vérifier si les réductions d'émissions de gaz à effet de serre accréditées sont à la hauteur des moyens financiers engagés;

- se désengager des projets n'apportant aucune plus-value en termes de durabilité.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Fernand Etgen, Camille Gira, André Hoffmann.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, fir



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

d'éischt wéll ech dem President-Rapporteur Fernand Boden Merci soe fir sain exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an him och nach en extrae Merci soe fir säi Bestriewen, eng Motiou op d'Been ze setzen, déi de Konsens vun eis all hei am Haus soll fannen. Merci dofir.

Sait dem industriellen Zäitalter, Här President, huet de Mensch émmer méi d'Loft verschmotzt, an dat an engem Mooss, dass eise ganzen Äerdglobus énnert dem sougenannten Treibhauseffekt sech émmer méi erhëtzzt an et lues a lues zu katastrophale Folge fir d'Méenschheet féiere wäert.

De Klimawandel bréngt ausserdeem dramesch Veränderunge vun eisen Ökosystemer mat sech. Och wann am Detail schwéier anzeschätzen ass, wat fir eng Proposan am realisteschte sinn, esou gëtt et dach um Niveau vun den Experten e Konsens, dass eng global Erwäermung iwwer e gewëssent Mooss eraus Konsequenzen huet, déi net méi ze iwwerblécke sinn.

Dat international festgeluechtent Zil vun net méi wéi zwee Grad Celsius global Erwäermung vun eiser Äerd dierf aus deem Grond net méi a Fro gestallt ginn. Mir hunn also eng zimlech gutt Virstellung dovun, wat mir am Klimaschutz bis zum Joer 2050 ze maachen hunn, wa mer verhennere wëllen, dass schonn an zwou oder dräi Generatioun ganz Regiounen, an deenen haut Millioune Ménsche liewen, net méi bewunnbar sinn.

An deem Kader ass et ze begréissen, dass d'Europäesch Unioun am Klimaschutz eng Virreiderroll iwwerhëlt a bis elo als eenzeg unilateral verbindlech Ziler virgeschloen huet mat der sougenannter 20-20-20-Strategie: 20% méi Energieeffizienz, 20% manner CO₂-Emissiounen an 20% erneierbar Energien. D'EU huet och bis elo als eenzeg d'Bereetschaft signaléiert, bei der Finanzierung iwwert den Emissionshandel eraus e wichtegen Deel ze iwwerhuelen.

Wéi mer net némme sät dem APEC-Sommet - dem Asiatesch-Pazifische Wirtschaftsforum - vum leschte Weekend zu Singapur wëssen, zécke bis elo aner grouss Länner, sech verbindlech op fest Ziler ze verflchten. Déi 21 APEC-Länner, déi zesumme 60% vun de weltwáiten Treibhausgase verursaachen, wëllen elo trotz jorelaange Virverhandlunge sech net direkt méi op en Nofolgeprotokoll vu Kyoto eenegen.

Si schéngen dem dänesche Regierungschef, dem Lars Løkke Rasmussen, Gehéier ze schenken, dee proposéiert huet, en neit Klimaofkommen an zwou Etappen unzestriewen, an dat no Kopenhagen am Dezember d'nächst Joer op enger Kopenhagen-Nofolgekonferenz, wahrscheinlech a Mexiko. Fir de Sommet zu Kopenhagen ze retten a politesch net auseernezedreiwen, brauchen déi 192 Mitgliedsstate vun der UN-Klimarahmenkonvention, der UNFCCC, anscheinend elo méi Zäit, fir sech eens ze maachen.

Och fir den amerikanesche President Barack Obama muss een elo dat néidegt Versteesdemech a Fangerspätzgefill opbréngen. Den Obama huet d'USA elo endlech op déi richteg Klimapist gesat.

► **Une voix.** - Schwätzt net ze fréi.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Esou wéi et gëschter an der „Financial Times - Däitschland“ stoung, sprinten d'USA elo an déi richteg Richtung. A wa se wëlle sprinten, da kënne se dat och, a gutt, wéi mer all wëssen. D'USA sinn amgaang, hire Senat op d'Zil vu reellen Emissionsreduktiounen anzeschwieren. Si hunn nach net dee rich tegen Tratt fonnt, mä dat ass némmen eng Fro vun der Zäit, an déi Zäit sollte mer hinne loessen.

Och huet den amerikanesche President Barack Obama virun zwee Deeg bei senger Visite a China mam chineesesche President Hu Jintao ofgemaach, dass et zu Kopenhagen zu enger Eenegung komme misst, déi direkt Auswirkungen hätt an net némmen eng politesch Absichtserklärung sollt sinn, wéi gëschter am „Tageblatt“ stoung.

Als EU sollte mir aus deem Grond engersäits zu Kopenhagen net derfir streiden, dass d'Ziler nach émmer méi héich gesat ginn, mä anersäits awer konsequent

derfir suergen, dass mer zesummen a solidaresch an der EU déi am Januar 2009 gesaten 20-20-20-Klimaziler konsequent émsetzen, onofhängig vum Resultat vu Kopenhagen, well eis dat op d'laang Weil net némmen e Virsprong an der Klimareduktiouen gëtt, mä och e Virsprong an der Technicitéit duerch Innovatioun a Recherche.

Duerfir solle mir dee sougenannten „new green deal“ elo agoen, deen Aarbechtsplaze schaift a spéider och nach duerch méi Kompetitivitéit Avantagé bréngt vis-à-vis vun deene Länner, déi elo net mat an de Klimazuch klammen an do matfuere wëllen.

Dés strategesch Manövere soll d'Europäesch Unioun awer net vun hiren ambitionéisen Zilsetzungen ofbréngen. Mä als EU musse mir awer och derfir suergen, dass, wa mer déi aner grouss Länner net mat an d'Klimaboot kréien, et net zu enger Distorsion économique kënnt, a mir eis besonnesch an dése Krisenzäiten net ekonomesch - jo - austrickse loessen.

Här President, mir wëssen, dass d'Zäit drängt an dass et vu Joer zu Joer, wou d'Industrielänner et net fäerdebréngen, eng eendeiteg Trendwend erbaizefeieren, émmer méi schwéier gëtt, eisen Impact op de Klimawandel an erträgleche Grenzen zu halen. Dat heesch, dass weltwáit d'Menschen, an haapsächlech an den Entwicklungs lännern, d'Konsequenze vum Treibhauseffekt droe müssen, wa besonnesch déi räich, industrialiséert Länner sech net eens ginn, fir schnell zu enger Reduktioen vun den CO₂-Emissiouen ze kommen.

A wann ech Konsequenze soen, esou wäerte mer, wa met et net fäerdebréngen, an nächster Zäit eis op e weltwáit verbindlech Klimaschutzgesetz ze eenegen, dann iergendwann an eise Regioune Klimaflüchtlingen ophuele müssen, niewent wéi bis elo Krichsflüchtlingen oder Sozialflüchtlingen.

Aus dëser Perspektiv eraus gëtt d'Konferenz vu Kopenhagen vu villen als eng lescht Chance gesinn. Esou en Drock opzebau ass gutt, fir ze verdäitlechen, wéi dréngend mer zu Kopenhagen zu engem Accord komme müssen an ze énnersträichen, dass all Regierung, déi sech am Dezember net engagéiere wëllt, eng schwéier Responsabilitéit op sech hëlt. Viséiert sinn hei virun allem all déi industrialiséert Länner.

Dass dësen europäeschen Drock och zu sénnevolle Resultater féiert a weider féiere wäert, kann een nach haut am „Létzebuerg Wort“ noliesen, wou de russesche President Dmitrij Medwedjew gëschter zu Stockholm op engem Spëtzentreffe mat der EU d'Zousso gemaach huet, dass Russland de Wee vun Europa géint de Klimawandel um Sommet zu Kopenhagen matgoe wëllt, a wou Russland fir sech eng Reduktioen vu 25% vun den CO₂-Emissiouen par rapport zu 1990 ugekënnegt huet.

Här President, mir brauche verbindlech Ziler a kloer Ofmaachungen, souwuel bei de Reduktionsziler, awer och beim Emissionshandel an an de Finanztransferten. Ouni Emissionshandel geet et net, weder innerhalb vun der EU noch global gesinn. Vum Prinzip hier ass dat och positiv, wa mer do den CO₂ reduzéieren, wou et am einfachsten an am bëllgeste geet, a wa mir mat enger bestëmmter Zomm Sue méiglechst vill CO₂ spueren, dann ass dat am Senn vum Klimaschutz global.

An der Praxis hu sech d'Problemer beim Kyoto-Protokoll awer kloer gewisen, zum Beispill mat den CDMen, de sougenannte flexibile Mechanismen. Dee System muss reforméiert ginn. Wann et just Schäinoperatiounen sinn, déi net wierklech zu Resultater féieren, zu enger Zort Ablassbrief, da sinn déi Sue ganz einfach verschwënt. Dat kënne mer eis net leeschten. Trotzdem brauche mer d'Méiglechkeet, zousätzlech zu deem, wat mer an der EU selwer erreeche kënnen, och Projeten an Drëttstate kënnen ze finanzéieren an dës CO₂-Reduktioen der EU unzerechnen.

Mä an den Entwicklungs lännern musse mer zilorientéiert virgoen an duerno och d'korrek Anhale vun déise Projete kontrolleieren, fir Abusé maximal ze verhënnernen. Dobái ass d'Fro ze klären, wat d'Entwicklungs lännern als Bäitrag leeschte müssen a

wat fir eng Hëllef se kréien. Et muss gekuckt ginn, wéi een e maximalen Impact erzile kann. Beispill: d'Deforestation, also d'Ofholze vun den Tropebéscher stoppen duerch eng finanziell Kompenziatioun vun den industrialiséierte Länner un d'Entwicklungsländer.

Zum Stéchwuert Finanzierung muss ee soen, dass dést e schwierigen Accord wäert ginn. Och hei huet d'EU eng Virreiderroll gespilt, andeem se zumindest emol den Usaz énnerstëtzzt, dass zousätzlech zum Emissionshandel substanzial Finanztransferten néideg sinn, fir deene méi aarme Länner, déi am mannsten Emissionsounen hunn, mä am meeschten énnert de Konsequenze vum Klimawandel leide wäerten, ze hëlfen ze wuessen, ouni dass am selwechte Mooss fir CO₂-Emissiouen eropginn.

Op dës Manéier sollen déi aarm Länner net, wéi bis elo, déiselwecht Entwicklungsplaze schaift a spéider och nach duerch méi Kompetitivitéit Avantagé bréngt vis-à-vis vun deene Länner, déi elo net mat an de Klimazuch klammen an do matfuere wëllen. D'Problemer dobái si folgend:

Éischtens, wie bezilt wat, global gesinn? „Burden-sharing“, Stéchwuert, innerhalb vun der EU? Wa jo, wat fir eng Kritäre ginn ugewannt?

Zweetens, wann en Accord fonnt ginn ass, wat geschitt mat deene Suen? Wie kritt se? Wie géréiert se? De Risiko vun ze vill Verloscht duerch Bürokratie engersäits, Korruzioun an Zweckentfremdung anerersäits. All dës Froe müssen am Virfeld gekläert ginn.

Här President, et ass kloer, dass all dës Froen net am Dezember zu Kopenhagen beantwert wäerte kenne ginn. Mir müssen awer elo viru Kopenhagen op alle Borden Drock maachen an dru schaffen, dass et der EU bis Enn dës Joers geléngt, méiglechst vill Acteure mat an d'Klimaboot ze zéien an dobái grondsätzlech Zousoen ze kréie vun deene wichtigsten Industrietractatiounen an awer och vun den Entwicklungs lännern, déi e staarke Wuesstem hunn, de sougenannte Pays émergents wéi China, Brasilien, Indien oder Südafrika.

Doriwwer eraus musse mer eis op e laangwierigen a schwéiere Verhandlungsprozess astellen. D'Létzebuerg Regierung soll d'EU-Vertrieder maximal dobái énnerstëtzzen. Dëst ass fir d'Europäesch Unioun och eng Fro vun hirer weltwáiter Kredibilitéit. Wann d'EU hir Ziler an deenen næchste Joren esou émsetzt, wéi se dat am Moment ukënnegt, gëtt domat och evenuell d'Bereetschaft vun anere State méi grouss, fir verbindlech Zousoen ze maachen.

Zu därf Glafwierdegkeet muss och Létzebuerg sain Deel bädroen. D'Émkéierung vum Klimatrend ass endlech do, mä et ass nach e wäite Wee. A wéi esou oft ass de Wee och zugläich d'Zil. Mir hunn zugesot, eis CO₂-Emissiouen ém 28% par rapport zu 1990 ze reduzéieren. Tëschent 1998 an 2005 si se awer konstant gewuress. An eréischt ab 2004 énnert dem Impuls vun der leschter Regierung goufen a Saache Klimaschutz Mesuré geholl, déi Kyoto-relevant fir Létzebuerg sinn an elo ugefaangen hunn ze gräifen, esou dass mer haut ongefíer bei enger Reduktioen vu 5,5% leien.

Dat gesäit net no schrecklech vill aus, mä zu Létzebuerg hate mir zénter 1990 och en aussergewéinleche Wuesstem. Dobái sollte mer net vergiessen, dass de Kyoto-Protokoll vu 1997 sech op d'Joer 1990 zréckreferéiert.

Als Beispill hate mir am Joer 1991 eng Populatioun vu ronn 385.000 Leit, haut sinn et der ronn 495.000. 1990 hate mir ém déi ronn 35.000 Frontalieren, haut sinn et der bal 150.000. 1990 hate mir zu Létzebuerg ronn 187.000 Aarbechtsplazen. 2008 waren et der 349.000.

Zénter dem Referenzjoer vum Kyoto-Protokoll hu mir deemno 162.000 nei

Aarbechtsplätze geschaf, 110.000 nei Awunner si bääkomm, an et kommen all Dag 115.000 Frontaliere méi bei eis an d'Land schaffen, wéi dat nach 1990 de Fall war. Esou e Wuesstem geet onweigerlech mat engem zousätzleche Konsum- an Energieverbrauch zesummen. An deem Kontext ass d'Trendwend zur CO₂-Reduktioen vu bis elo 5,5% och net grad näischt.

Sécher, eenzel Projeten a Moossnamen hätte méi schnell virugoe kënnten, mä d'Feststellung, dass mer trotz exzeptiellellem Wuesstem den Trend émkéiere könnten an elo um richtege Wee sinn, léisst hoffen, dass et geléngt, d'Reduktioen vun den CO₂-Emissiouen an deenen næchste Joren ze beschleunegen.

Déi wirtschaftlech Situations, déi eis am Moment vill Suerge mécht, wäert als Nieweneffekt hunn, dass den Impact vun de Klimaschutzmesuré méi sichtbar gëtt, well dést Resultat net direkt erém duerch de Wuesstem absorbéiert gëtt, also nohalteg am Senn vum Wuert ass. D'Kondition dofir ass, dass mir d'Investissement, déi an deem Beräich virgesi sinn, konsequent realiséieren.

Et gëtt an der Lescht vill driwwer geschat, dass all Projeten énnert finanziellellem Virbehalt stinn. Wann et ém Projete geet, déi hëlfen, eis CO₂-Emissiouen ze reduzéieren, muss een awer mat akkuléieren, dass et och eppes kascht, wa mer dës Projeten net realiséieren.

(Interruption)

Neen. Déi maache mer. Verloosst lech drop.

(Interruptions)

All Tonn CO₂, déi mer weider brauchen, well Gebaier net sanéiert sinn oder den öffentlechen Transport net performant genuch ass, musse mer akafen.

Här President, d'Erfahrung vam Kyoto-Protokoll weisen eis, dass et eng Saach ass, sech énergäzig Ziler ze setzen, an eng aner, se ze errechen.

Den Accord vu Kyoto vun Enn 1990 konnt eréischt esou richteg gräifen, wéi eise fréieren Émweltminister Lucien Lux Enn 2004 mat eis hei an der Chamber de Kyoto-Protokoll an e Létzebuerg Gesetz émgesat huet an doraus en nationalen Aktiounsplang ausschaffe konnt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Vun do aus ass den Zuch géint de Klimawandel hei zu Létzebuerg eréischt un d'Rulle komm, mat de Moossname wéi Autosteier, de Kyoto-Cent, wat näischt anescht ass wéi d'Uwendung vum Principe pollueur-payeur. An do hu mer net missen op d'Hollänner waarden, déi d'lescht Woch ganz grouss ugekënnegt hunn, eng sophistiquéiert Trajetstaxenofrechnung anzeféieren...

(Interruptions)

...an dobái de Leit hir Trajete bis an de leschten Detail ze verfolgen, wou d'Privatsphär bei därf hollännescher Propos total verluer geet, wann ee liest, dass dat Ganzt iwwer GPS ofgerechent soll ginn.

Eng Klammer op: Dat si Proposan, déi kann een net einfach Technokraten iwwerloessen. Do muss dach déi politesch Hand erém zum klore Mënscheverstand zréckféieren. Klammer zou.

Mat de Priman op d'Autoen huet d'Regierung et fäerdebréugt, vu ronn 5% op 25% schadstoffaarm Autoe vu manner wéi 120 mg CO₂ hei zu Létzebuerg ze kommen. Dat ass e Véirel, émmerhin e Véirel vun eisem ganze Fuerpark. Dat soll een dach énnertetzen. Ech kann d'Regierung némme félicitéieren, d'lescht Woch décidéiert ze hunn, dës Mesuren ze verlängeren. Dat soll och déi néideg Uerkennung fannen.

(Interruption)

Mir wësse jo allegueren, dass mer méi an den öffentlechen Transport investéiere müssen. Dat wäerte mer och maachen. Mä d'Mobilitéit ass och e Grondrecht. A



wa mer mat Care-Primen an esou weider deen néidegen Ustouss kenne ginn, dass d'Leit méi kleng an domat Autoe mat manner CO₂-Emissioune kafen, da kann dat net falsch sinn.

Här President, als Konklusioun wëlle mir hei haut de Mëtten, ronn zwou Woche virum Klimacountdown zu Kopenhagen, soen, dass et zu Kopenhagen extrem schwierig gëtt, e globalen Accord ze fannen, dee jiddwieren als réalisierbar, als zoumutbar an als gerecht emfanne wäert. An d'EU ass dobäi némmen een Acteur vu villen.

Et muss ee sech deemno drop astellen, dass d'Décisiounen, déi zu Kopenhagen falen, hannet de Propose vun der EU zréckbleiwe wäerten an dass zu Kopenhagen keng weltwät verbindlech Reduktionsziler akzeptéiert wäerte ginn.

Dat ass dann awer kee Grond fir ze resignéieren. Wat mer weltwät méi laang brauchen, eis CO₂-Emissiounen drastesch ze reduzéieren, wat d'Auswirkunge méi schlëmm ginn.

Et kann also wuel en Zäitpunkt ginn, wou et ze spéit ass, fir en Zil, dat mer eis selwer gesat hinn, ze errechen. Mä et gëtt kee Moment, wou et ze spéit ass fir ze handelen.

Wat mer méi spéit reagéieren, wat eis Efforté méi grouss musse ginn, fir eisen Impakt op de Klimawandel kleng ze halen.

D'Konferenz vu Kopenhagen ass deemno net den Ofschloss vun engem Débat, mä si steet zimlech am Ufank vun engem Prozess, deen an deenen nächste Jorzéngten émmer erëm an dauernd gefouert muss ginn.

An engem Artikel vum „Spiegel“ vum 2. November 2009 sot den Al Gore, fréieren amerikanesche Vizepräsident, dass Kopenhagen den Ufank vun engem grousse Veränderungsprozess am weltwätte Kampf géint de Klimawandel gëtt. Als Beispill zitéiert den Al Gore d'Ozonlach, dat 1985 iwwert der Antarktis entdeckt gouf an zwee Joer méi spéit zum Protokoll vu Montréal gefouert huet.

Deemoools ass och vu ville gesot ginn, dass de Protokoll ze schwaach an onbedeitend wier. Mä duerch dee Protokoll géint d'Ozonlach huet sech d'Bewosseinsbildung verstärkt a virun allem hunn d'industriell Betribber och ugefaangen, hir Attituden ze verändernen. An och esou musse mir all zesummen am weltwätte Kampf géint de Klimawandel Drock maachen, dass sech duerch en neit weltwät Klimaschutzgesetz d'Mënschen op der ganzer Welt endlech druseten, fir eis wonnenschéin Äerdkugel virum Klimakollaps ze retten.

Als LSAP fuerdere mir eisen Nohalteketsminister Claude Wiseler op, onofhängeg wat zu Kopenhagen erauskënnt, och wann et net direkt zu verbindlechen Ziler kënnt, dann net ofzwaarden, mä direkt ze handelen.

Dobäi soll d'Chamber no Kopenhagen mat agebonne bleiben an déi weider Schrëtt am Klimaschutz mat gestalten, wéi zum Beispill den zweeten Aktiounsplang zum Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg, deen esou séier wéi méiglech vum Nohalteketsminister opgestallt soll ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Roger Negri Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déri gréng).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, stellt lech vir, zéng Leit maachen eng Marche duerch d'Wüst. Si hunn zéng Liter Waasser bei sech. Op eemol stellt sech eraus, datt zwee Leit schonn d'Halschent vum Waasser eleng gedronk hinn. Et wier dach net richteg, an déi aacht, déi bleiven, wäerten net dermat d'accord sinn, fir de Rescht vum Waasser gläichmësseg opzedeelen. Villméis missten déi zwéin, déi schonn d'Halschent

vum Waasser gedronk hinn, sech op d'Sich maachen no neie Waasserquellen.

Dat, Här President, ass, mengen ech, op eng flott Aart a Weis vum President vum däitschen Nohalteketsrot illustréiert, ém wat et zu Kopenhagen geet. D'Aérd verdréit némmen eng bestëmmte Quantitéit CO₂. Déi huet den Norden an deene leschten 150 Joer schonn opgebraucht. A wa mer keng sécher Katastroph wëllen, da kann nach ganz wéine bis 2050 an d'Loft geblose ginn, fir d'Erwäermung énnner zwee Grad ze halen.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Mir, déi zwee aus dem Norden, haten zu Kyoto deenen aneren aacht aus dem Süde versprach, mir géifen eise Waasserkonsum drastesch reduzéieren an no neie Quelle siche goen. Abee, mir wëssen et alleguerten an Tëschenzäit: wäit gefeelt!

Zénter 1990 sinn d'CO₂-Emissiounen an den OECD-Länner ém 15% gestiegen a mer sinn eis eens, mengen ech, dass d'alternativ Energié wuel amgaang sinn, eng gewëssen Dynamik ze erliewen, mä si si wäit dervun ewech, eng substanziel nei Quell duerzestellen.

Amplaz eise Konsum drastesch ze reduzéieren an eis Wirtschaft émzestellen, losse mir, déi zwee aus dem Norden, déi vill Suen hinn, eis émmer nei Tricken afaallen, fir dass mir eise Liewensstil net müssen ännern. Mir ginn deenen aneren aacht Suen a soen: „Sicht Dir no neie Quellen.“ Dat sinn déi sougenannten CDMen. Oder mir ginn hinne Suen a soen: „Schränkt Dir Are Verbrauch an a loosst eis Aert Waasser drénken.“ Dat si Senken oder déi nei Mechanisme vum REDD, wou et drëm geet, dass Länner hir Tropebëscher solle schützen, keng wirtschaftlech Entwécklung solle maachen, fir dass mir weiderhi kënnten eis développéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Accord ass némme méiglech zu Kopenhagen, wa mir Länner aus dem Norden eis historesch Schold endlech zouginn, no neie Quelle siche ginn an déi finanziell entschiedegen, deenen hir Quantitéit mir schonn zu engem gudden Deel mat verbraucht hinn.

Wéi kéint dann en neien, e klimagerechte Protokoll an eisen, a gréngen Aen ausgesinn? Mir deelen als Gréng d'Meenung vun deenen, déi hei am Hearing gesot hinn: „D'Klima ass net verhandelbar.“ Et geet hei net ém wirtschaftlech Tractatiounen, et geet hei ém d'Natur. Duerfir muss all Accord op deene leschte wëssenschaftlechen Erkenntnisser berouen. Dat bedeut, dass eiser Meenung no d'Spëtz vun den Emissioune spéistens 2015 misst erreecht ginn. Duerno missten extrem staark Reduktione stattfannen, sou dass 2050 ém déi 80% manner Ausstéiss géifen an d'Atmosphär geblose gi wéi 1990.

Dat géif bedeuten, éischtens, dass déi industrialiséiert Länner sech engagéieren - verbindlech awer, dat wëll ech betounen -, hir Emissioune kuerzfristeg ém 25 bis 40% bis 2020 ze reduzéieren. Mir begréissen hei wuel d'Virreiderroll vun der EU mat deenen eventuell an d'Fénster gestallten 30%. Ech wëll awer och betounen, dass trotz allem och dës 30% nach émmer net déi historesch Schold vun der Europäischer Unioun duerstellen. Duerno misst et da weider erofoen, sou dass ém 2050 aus dëse Länner praktesch iwwerhaapt keng CO₂-Emissioune méi kommen.

Zweetens, d'Schwellen- an Entwécklungslänner misste sech engagéieren, bis 2020 ém déi 15 bis 30% vun hirem prognostizierte Emissiounerpart no énnen ofzobriechen. Well si awer net schëlleleg sinn a si sécherlech och e Recht op Entwécklung hinn, misste mir dat Aschränke finanzierien. An do soen déi gréng ganz kloer an däitlech: zousätzlech - ech betounen: zousätzlech - zu därf bestehender Entwécklungshëlfel.

Drëttens, bis 2050 misst eng Konvergenz ughestriert ginn, fir dass duerno all Land eng fest an déiselwecht Quantitéit CO₂ pro Awunner zegutt huet. Optimiste schätzen dës Quantitéit op zwou Tonne pro Kapp, Pessimisten - oder soll ech soen: d'Realisten? - schwätze vlächt vun engen hallwer Tonn CO₂ pro Kapp.

Véiertens, wann een eis historesch Responsabilitéit géif korrekt uwenden, dann hätt

den Norden eigentlech ab 2030 keng eenzeg Tonn CO₂ méi zegutt. Mir sinn eis awer eens, dass dat weder technesch nach politesch émsetzbar ass, an duerfir kënnen och mir eis virstellen, dass mat engen Iwwergangszäit nach e gewëssenen Emissiounerhandel géif stattfannen. Ech wëll awer ganz kloer soe mat all deene viru mer, déi dat scho gesot hinn: net a Form vun deenen CDMen, déi elo stattfannen. Do musse ganz kloer transparent Kritären ugewannt ginn, ökologesch Kritären, sozial Kritären; et muss eng ganz neutral Kontroll gemaach ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass et wierklech, wéi de Virriedner Eugène Berger hei dat esou schéi geschildert huet, absurd ass, wa Lëtzebuerg Wandmillen a China subventionéiert an duerfir hei weider ka virun CO₂ an d'Loft erausloossen. Dat fanne mer wierklech absurd. Mä ech sinn der Meenung, dass, wann et nach CDM gëtt, déi wierklech beschränkt musse sinn op déi äermst Länner op dëser Welt.

Grad an dëse Wochen ass jo déi Kritik un den CDMen extrem no vir komm. Et war en Treffe vun ONGen, internationale ONGen, an ech ka vlächt hei en Zitat maache vun engem eminenten indesche Wëssenschaftler, dee gesot huet: „Geschaffen für den Kampf gegen den Klimawandel, hat sich CDM stattdessen zu einem billigen Mittel für die Industriestaaten entwickelt, ihre eigenen Treibhausgase nicht zu reduzieren.“ Ech mengen, dat résuméiert an engem Saz e bëssen dat, wat aus dësem gutt geduechtenen Instrument ginn ass. Also, et huet op jidde Fall säin Zil verfeelt, insgesamt CO₂ ze reduzéieren a gläichzäiteg en Technologie-Transfer an eng Entwécklung an de Länner am Süden ze maachen. Ech mengen, do muss bal alles frësch op de Leescht geholl ginn an nei gemaach ginn.

Mir däerfen och keng Senke méi an den Emissiounerhandel mat eranhuelen. Ech hat d'Chance, selwer virun engem gudde Mount am Ecuador am Kader vun engen Studierees mam Klimabündnis eng sougenannten - téschent Anführungszeichen - „Senk“ kenne besichen ze goen. Do stellt ee sech dann awer zumindest e Bësch vir.

Abee, léif Kolleginnen a Kolleegen, dat Eenzeigt, wat mer gesinn hinn op 3.500 m Héicht an den Anden, dat waren e puer verkréppelt Piniebeem, déi souwisou vun der Aart net dohipassen. Mir hu just festgestallt, dass do indigen Communautéit schonn dräi Joer virum Kyoto-Protokoll vun engen hollännescher Firma massiv iwwert den Dësch gezu gi sinn.

Dat ass wierklech pervers. Do schummt ee sech als Europäer, wann een dann déi do Situatioun vun Indios duergeluecht kritt. Also, dat kann et net sinn, dass mir nach als Lëtzebuerg hëlfelen, och némmen een Euro an ee Sou an esou Projeten ze stiechen. Dat ass wierklech Kolonialismus an der puerster Form am 21. Jorhonpert. Dat däerft net geschéien.

Wann ech dann héieren, dass anscheinend donidden um Terrain elo och schonn erëm Firmaen aus dem Norden déi sougenannt REDD-Mechanismen testen, dann hu mir kee gutt Gefill bei därf ganzer Saach. Mir hinn dat Gefill, dass deemoools viru Kyoto hollännesch an aner europäesch an amerikanesch Firmen donidden Tatsaache geschaf hinn, behaapt hinn, dat wär d'Zukunft, an därf Drock gemaach hinn, fir dass zu Kyoto esou Mechanismen iwwerhaapt ugeholli ginn. A mir fäert, dass eigentlech elo zu Kopenhagen eppes Ähnleches mam Mechanismus REDD geschitt.

Duerfir, ech kommen herno bei der Motioun nach dorop zréck, géife mer wierklech d'Lëtzebuerg Regierung biden, zumindest derfir ze suergen, dass zu Kopenhagen iwwer REDD selbstverständliche geschwatt gëtt, mä op jidde Fall e Moratoire décidéiert gëtt an op kee Fall doru geduecht gëtt, esou Mechanismen haut schonn an den Emissiounerhandel mat eranhuelen. Dat wär eng eenzeg Katastroph fir déi Leit donidden um Terrain.

Et sinn awer och Leit, Dir Dammen an Dir Hären, déi émmer méi soen, dass mer müssen ewechkomme vun engen Diskussiouen téschent Emissioune téschent räiche Länner an aarme Länner an hi-

kommen eigentlech zu enger Diskussiouen téschent Emissioune vu wuelsituéierte Leit an aarme Leit. Et sinn net némmen déi räich Länner, déi d'Emissioune provozéieren. Eigentlech misst ee soen, et sinn déi räich Leit, déi eise Liewensstil adaptéiert hinn, déi responsabel sinn, an därgëtt et och an de Länner am Süden.

Ech mengen, eng Lëtzebuerg Wittfra mat der Mindestrent, déi an engem klengen Appartement wunnt, keen Auto huet an net mam Fliger an d'Vakanz flitt, ass héchstwahrscheinlich bei engem CO₂-Emissiouen, déi méi no bei der chinesescher Moyenne ass, wéi vlächt iergendeen arabesche Scheich, dee mam Rolls-Royce duerch d'Géigend fiert. Ech mengen, et wäert eng Kéier kloer ginn, dass et eng Diskussiouen ass téschent deenen, déi en iwwerdiwwene Liewensstil féieren op d'Käschte vun deenen aneren. Déi Diskussiouen steet nach un. Dat soll beileiwen elo net d'Responsabilitéit vun de Länner aus dem Norde schmäleren, mä mir müssen eng Kéier ganz kloer iwwert déi do Distributioun am Allgemengen diskutéieren.

Meng Virriedner hinn et scho gesot: Mir wëssen, dass mer am Moment wäit ewech vun esou engem Accord sinn, wéi ech probéiert hinn, ze skizzieren. Ech ginn och net méi am Detail op all déi Ursachen an, meng Virriedner hinn dat exzellent gemaach.

Ech mengen, dass niewent deem, wat schonn alles gesot ginn ass, ech vlächt nach e puer aner Grénn wëll hei un den Dag féieren. Mir mengen, dass eigentlech net déi richteg Leit um Verhandlungsdësch op deene wichtige Plazen, wou d'Décisioun geholl ginn, sétzen. Am G20 sétzen net déi äermste Länner, déi herno am meeschten um Klimawiessel ze leiden hinn. Et sétzen och néierens um Verhandlungsdësch Vertrieber a Vertriederinne vun deenen nächste Generatiounen. Et sinn awer déi, déi de Klimawandel wäerten auszédréne kreien.

An och néierens, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sétzen Stied a Gemenge mat um Dësch. Et gëtt émmer méi kloer, a souguer d'Europäesch Kommissiouen huet dat erkannt, dass et ouni d'Gemengen an d'Stied Klimaschutz net wäert ginn, mä bis elo sétzen déi och nach néierens mat um Verhandlungsdësch. Et sinn awer genau déi lokal Strukturen, déi de Klimawandel oder d'Klimaschutzpolitik müssen émsetzen.

Ech mengen, et gëtt awer virun allem ee wirtschaftlech grondsätzleche Problem, an dat ass, well d'Energie net dee richteg Präis huet. Wann ech lech soen, dass an engem Barrel, deen - losse mer emol soen - haut 80 Dollar kascht, esou vill Energie stécht, wéi wann ee Mensch zwee Joer laang onënnerbrach 24 Stonnen den Dag géif schaffen, dann ass et gutt illustréiert, wou eise Problem ass. Wann ee mat 80 Dollar esou vill Energie huet wéi e Mensch, deen zwee Joer laang 24 Stonnen den Dag géif schaffen, da wësse mer, wou de Problem ass, da wësse mer, dass d'Energie net hire richteg Präis huet.

Wann een dann nach weess, dass am Norden nach émmer ganz staark Autos- an Energielobbye sinn, déi nach émmer probéieren, éischtens ze maachen, wéi wann et de Klimaproblem net géif ginn, an déi alles probéieren ze versichen, dass beileiwe kee Vertrag, weder an hire Länner nach zu Kopenhagen, zustane kënnt, da brauch ee sech schlussendlech net ze wonnen, dass mer net méi wäit sinn.

Ech hu viru kuerzem eng Etüd gelies, déi gesot huet, dass nach dëst Joer an den USA, fir de President Obama ze contre-carréieren, déi do Lobbyen net manner wéi 200 Milliouen Euro ausginn hinn, fir alles ze maachen, fir dass keen Accord am Senat a soss anzwousch zustane kënnt.

Dat ass awer insgesamt, mengen ech, duebel onverständlich, dass mer eis Hausaufgaben net gemaach hinn, well och - an och dat hu meng Virriedner scho gesot - ouni Klimaproblematik, Här President, musst mer eise Wirtschaftsmodell op eng CO₂-neutral Gesellschaft émstellen, well d'Enn vum Uelechzäitalter ass age-laut.

Ech hinn och de Cri d'alarme vun der internationaler Energie-Agence gelies dës



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

Woch, déi dréngend dozou oprifft, dréngend op alternativ Energien émzesteigen. An och dat konnt een an engem Artikel an enger franséischer Zeitung liesen, d'Energie-Agence schreift et zwar nach net, mä an de Kulisse soe se et: „Den «peak oil» steet virun der Dier.“ Eenzelner menge souguer, e wär 2006-2007 gewiescht.

Wat dat fir den Uelechpräis heesch, leif Kolleginnen a Kollegen, do brauch ee kee Wirtschaftswissenschaftler ze sinn, fir ze wëssen, wou mer an deenen nächste Joren domadder wäerten hikommen.

Mir brauchen also méi eng industriell Revolutioun, fir a 40 Joer eng fossilo-hängig Gesellschaft op en CO₂-neutrale Modell émzekrampelen. Jo, do wäert et Verlängerer ginn, mä énnert dem Stréch wäert et méi Gewënner ginn. Et si Wirtschaftsinstituter, déi ausgerechent hunn, dass fir een Job, deen an der fossiler Wirtschaft verluer geet, siwen neier an der Solaragesellschaft wäerten entstoen.

Da kommt, mer ginn dann endlech dem CO₂ dee richtige Präis. Fuerscher vun der UNO soen, mir misste métte- a laangfristeg op 120 Dollar d'Tonn kommen. De Conseil supérieur pour un développement durable fixéiert zwar och kee Präis fir Lëtzebuerg, mä seet awer och, dass dat deen eenzege Wee ass, fir dass d'Leit sech och klimakonform an Zukunft wäerte verhalen. Déi Europäesch Èmweltagentur seet, mat 50 Euro sollte mer ufänken an all Joer bis 2020 fénnef Euro droptässelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Senn ass och eigentlech Kopenhagen keng Klimakonferenz, mä eng Weltwirtschaftskonferenz, wéi de Joschka Fischer viru kuerzem an engem Interview gesot huet. An duerfir wär et och wichteg, wa sämtlech Stats- a Regierungschefe mat hire Wirtschafts- a Finanzministere géifen dohi goen.

A Lëtzebuerg dann an deem Ganzen? Abee, wann d'Situatioun weltwäit net roseg ass, dann ass se zu Lëtzebuerg an eisen Ae katastrophal. Mir louchen 2007 nach bei 25 Tonne pro Kapp, an ech wëll betounen: ouni Tanktourismus, awer mat dem importéierte Stroum. Dat ass 2,5-mol esou vill wéi en Duerchschnëtteuropäer, sechsmol esou vill wéi e Chinees an zwielefmol esou vill wéi en Inder. Mir hunn eis 1997 verflicht, 28% Reduktionspar rapport zu 1990 ze maachen.

Wat hu mir gemaach? Eng Zuel vun der Europäesch Èmweltagentur gëtt ze denken, déi seet, mindestens fir 2007, Lëtzebuerg wäert mat grousser Wahrscheinlichkeit 28% flexibel Mechanismen zoukafé mussen, fir sain Zil ze erreechen.

Domat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäerte mir eis héchstwahrscheinlich zu 100% fräikafe mam Scheck. Mir hunn émmer do virdru gewarnt. Mir hu gesot, dat kann et dach net sinn, weder moralesch nach wirtschaftlich ass dat sénnvoll. An duerfir ass dat, well dat elo awer agetratt ass, an eisen Aen e Skandal.

Dobäi hat Lëtzebuerg sech 1997 zu Kyoto eigentlech zu engem ganz einfachen Zil verflicht. Sécherlech kléngt minus 28% no bausse ganz gutt, mä ech wëll nach eng Kéier dorun erénnerner, dass de Kyoto-Protokoll net 1990 énnerschriwwé ginn ass, mä 1997, a wou ware mer do? Ech hunn hei e Graphique. Ech sinn iwverzeegt, Dir gesitt dat souguer vu wäit. Hei ass 1990, hei ass 1997, an hei ass dat, zu wat mer eis am Kyoto-Protokoll verflicht hunn. Mir waren 1998 zwee Prozent énnert deem, zu deem mer eis dat joer virdrun...

(Interruption)

Här Lux, dat ass richteg. Jo!

Bon, ech mengen, mir haten eis industriell Revolutioun hanner eis. Ech wëll just soen, nach eng Kéier: Et sinn awer Länner, déi sech 1997 zu Resultater verflicht hunn, déi se nach net erfëllt haten, déi wierklech reell Reduktionshu missen agoen. Mir haten eigentlech eist Zil, wéi mer et énnerschriwwen hunn, schonn duerch den Èmbau vun der Stolindustrie erreacht. Et wär duergaang, opzepassen, wat an deenen eenzelne Béräicher géif passéieren an eis Emissionen ze stabiliséieren. Stattdessen hu mer se an zéng Joer praktesch ém ronn 30% klamme geloossen.

Ech wëll och mat enger anderer Graphik beweisen, dass ee muss ophale mat deem

Märchen, dass dat just duerch den Tanktourismus ass. Hei gesitt Der d'Kurv vum Inlandsverkéier. Hei ass déi, wéi mer se hätte missen, laut Kyoto, maachen. Hei ass dat, wat geschitt ass. Mir waren 1990 op 0,8 Milliouinen Tonnen, mir sinn haut bei 1,6. Dat ass och eng Verdueblung vun den Emissiounen duerch den Inlandsverkéier. Dat ass also net némmen den Tanktourismus, deen eis haut Problemer mécht. Praktesch all Secteur, ausser dem industriellen, mécht der.

Et ass och duerfir vläicht normal, dass an der Majoritéit leider keng Bereetschaft do war, am Kader vun déser Orientéierungsdébatt kritesch Bilanz ze zéien an och Ursachefuerschung ze bedreiwen, well natierlech déi jeeweileg Regierunge responsabel un déser katastrophaler Situatioun sinn.

Ech menge kënnen ze soen, dass am Ufank de Problem énnerschat ginn ass. Et ass ze laang gewaart ginn, fir den Dossier konsequent unzegoen. Déi positiv Initiativen, déi deelweis geholl si ginn, sinn awer des Öftere stümperhaft ugaange ginn. Ech erénnernen un den Op an Of vun de Reglementer iwwert d'alternativ Energien. Ech erénnernen och un den Debakel vun enger gutt gemengter, awer schlecht ausgefeierter Autosteier. Schlussendlech, menge ech, feelt awer bis haut de Courage, de politesche Courage, fir de Leit d'Wourecht ze soen, nämlech, dass och Lëtzebuerg sech esou oder esou muss émstellen.

déi gréng mengen awer och, dass eng grouss Verantwortung läit bei deem Mann, dee vläicht den Owend President vun Europa gëtt. Ech wëll dat hei ganz kloer an däitlech soen: déi gréng erkennen dem Jean-Claude Juncker seng wichtig Roll am europäischen Integrationsprozess un, a mir wünschen him, dass hien dee Posten, fir deen hie sécherlech net dee mannst Qualifiziererten ass, den Owend kritt.

déi gréng soen awer gradesou kloer, Här President: Zu Lëtzebuerg huet de Jean-Claude Juncker am Klima- an Energie-dossier op der ganzer Linn versot. Och hien huet an eisen Aen den Dossier jore-laang vornoléisseg an énnerschat.

Mir hu seng Rieden zur Lag vun der Natioun nogekuckt. Et huet bis 2006, néng Joer no Kyoto, gedauert, bis e wierklech eeschthaft sech mat désem Problem a senger Ried befaasst huet. All dat anert, dat waren e puer Sätz. Mä dat war wierklech net de Problem ugepaakt.

A wann een zréckdenkt, wat alles énnert senger Regie geschitt ass, da muss een awer soen: Huet net de Finanzminister Juncker et verpasst, d'Accisé vum Pétrol unzepassen an domat den Tanktourismus aus dem Rudder lafe gelooss?

Huet net de Finanzminister Juncker et bei deene grousse Steierreformen 2001-2002, mä och nach 2007-2008 verpasst, eng ökologesch Steierreform duerchzeféieren an domat deen néidege Strukturwandel zu Lëtzebuerg anzeleeden?

Wien huet et verpasst, den Tram a senger Partei an deelweis och bei senge Koaliounspartner duerchesetzen?

Här President, de Jean-Claude Juncker huet op déser Tribün gesot, et wär e Verbriechen un der nächster Generatioun, wa mer keng Pensiounsreform geschwé géiféugen. déi gréng deelen dës Meenung. Bei de Pensiounen hu mer awer wéinstens nach e puer Joer Zäit. Beim Klima hu mer zu Lëtzebuerg keng Zäit méi.

Duerfir si mer der Meenung als Gréng, dass, wat während deenen dräi leschte Regierungen énnert dem Premierminister Juncker am Kontext Klimaschutz gemaach ginn ass - oder soll ech besser soen: net gemaach ginn ass? -, e Verbriechen un der nächster Generatioun ass. Well et muss jo kee mengen, dass déi radikal Ännernungen, déi virun der Dier stinn, net och zu Lëtzebuerg misste geschéien.

D'Verbriechen ass, Här President, dass mer se elo müssen duerchférieren a kierzester Zäit a bei ellenen - pardon -, jo, ellenen, awer virun allem eidele Keesen, wou mer Geleeënheet gehat hätten an deene leschten zwielef Joer, se a Rou a bei volle Keesen unzegoen.

Mir sinn derniewent ganz schlecht virbereet. Mir hunn emol keng Virstellung

vun enger ökologescher Steierreform. Elo kann ee vun der Taxe carbone a Frankräich a vun der Iddi vun den Hollänner, fir elo d'Autoen anescht ze besteieren, halen, wat ee wëllt. Do sinn awer emol Iddien um Dësch, do gëtt driwwer diskutéiert; zu Lëtzebuerg wäit gefeelt.

Mir hunn nach émmer keng uerdentlech Dynamik an den alternativen Energien. E puer Graphiken, déi de Kolleg Henri Kox bei EUROSOLAR ausschaffe gelooss huet, weisen, dass mer emol net an deem konservativen Zeenario vun der LuxRes-Étud dra sinn. Och do ass d'Dynamik éischter gebrach, wéi dass se an d'Lucht geet.

Mir hunn nach émmer keng flächendeckend Energieberodung. Nach laang wäert den Tram net fueren, an nach émmer ass keng Bereetschaft am Inneministère do, fir de Gemengen déi Roll zouzegestoen, déi néideg ass, fir dass mer de Klimaschutz an de Gréff kréien.

Trotz déser dramatescher Situatioun humer dat Gefill, dass an déser Majoritéit och nach un Asiicht feelt, den haarde Realitéiten an d'Aen ze kucken. Dat ass och d'Ursaach, dass mir dès Motioun vun der Majoritéit net droen. Ech erkennen d'Bereetschaft vun der Majoritéit un, eis en Deel Wee entgéintzekommen.

Mir haten eng Rei konkret Propose gemaach. Ech sinn och dankbar, dass eng Rei vun deenen opgeholli si ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass, besonnesch wat déi kritesch Analys, besonnesch awer wat d'Oplosse vun neien Hannerdieren, besonnesch awer wat d'Gravitéit vun der Situatioun ubelaangt, d'Motioun dat net total erémgéett. An dofir hu mer wuel déi Motioun als Basis geholl, awer eng Rei Saachen, déi eis ganz wichteg sinn an eis um Héierz leien, dragesat. A mir géife lech déi zum Vote dann och virleeën.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- vu la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), signée à Rio de Janeiro en juin 1992 et ratifiée par la Chambre des Députés en 1994;

- vu le protocole de Kyoto, signé en décembre 1997 et ratifié par la Chambre des Députés en 2001;

- considérant que, dans ce contexte, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012 de 28% par rapport à leurs niveaux de 1990;

- considérant que le Luxembourg n'a guère réussi à réduire ses émissions domestiques des gaz à effet de serre et que pour atteindre les objectifs susmentionnés le pays a dû prendre de façon prépondérante le recours aux mécanismes flexibles - surtout moyennant les «mécanismes de développement propre CDM»;

- considérant que la décision N°406/2009/CE du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 impose au Luxembourg un objectif de réduction de 20% d'ici 2020 par rapport à 2005 des émissions des secteurs qui ne sont pas concernés par le système européen d'échange de quotas d'émission;

- considérant que la 15^e Conférence des Parties à la CCNUCC respectivement la 5^e réunion des Parties au protocole de Kyoto auront lieu en décembre 2009 à Copenhague, en vue de renforcer la CCNUCC et de donner une suite aux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre du protocole de Kyoto;

- affirmant sa volonté de voir aboutir Copenhague à un accord international ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant également tous les pays qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto et les pays émergents;

- faisant siennes les conclusions du monde scientifique, en particulier du Groupement intergouvernemental des experts sur le climat (GIEC), selon lesquelles la hausse de la température moyenne mondiale ne doit pas dépasser de plus de 2° Celsius les niveaux de l'ère préindustrielle, qu'il est dès lors indispensable que les émissions

mondiales de gaz à effet de serre soient réduites d'au moins 50% d'ici 2050 par rapport à 1990, que cela signifie que les pays développés devraient réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050 par rapport à 1990, tandis que les pays en développement pris ensemble devraient rester en-deçà du taux de croissance des émissions prévu actuellement;

- considérant les conclusions sur le changement climatique du Conseil Environnement de l'Union européenne du 21 octobre 2009 et du Conseil européen du 30 octobre 2009;

- notant que la conclusion par la Communauté européenne et ses États membres d'un nouvel accord international au titre de la CCNUCC nécessitera un accord de répartition des charges entre les États membres sur base des résultats de la conférence de Copenhague et conformément à la décision N°406/2009/CE;

invite le Gouvernement

- à adopter la position d'établir sur base scientifique un budget global terrestre pour les émissions à effet de serre jusque 2050 et d'établir par la suite une stratégie de transition qui vise finalement à répartir ces émissions équitablement par tête d'habitant de la planète;

- à soutenir, sur le plan international, l'adoption à Copenhague, d'un accord international de lutte contre le changement climatique, suffisamment ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant tous les pays, et avec des objectifs de réduction ambitieux pour les pays développés ainsi que des engagements fermes de la part de ces pays en vue d'un financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement;

- à plaider pour l'intégration des secteurs de l'aviation et de la navigation dans les accords de Copenhague;

- à traiter la question des unités de quantité attribuée (UQA) inutilisées de sorte que la gestion du surplus d'UQA n'affecte pas l'intégrité environnementale de tout accord conclu;

- à s'abstenir dans sa future stratégie de toute utilisation de ces quantités attribuées (UQA) inutilisées;

- à prévoir des mesures d'incitations pour faire participer le secteur privé à la coopération technologique;

- à œuvrer sur le plan européen pour porter l'objectif de réduction communautaire de 20% à au moins 30% d'ici 2020 par rapport à 1990, pour autant que d'autres pays développés s'engagent à atteindre des réductions d'émission comparables et que les pays en développement apportent une contribution adaptée à leurs responsabilités et leurs capacités respectives;

- à plaider pour une priorité aux actions au niveau national avant d'avoir recours aux mécanismes flexibles au niveau international comme élément complémentaire aux actions au niveau national;

- à plaider pour une révision des critères applicables aux «mécanismes de développement propre CDM» afin d'intégrer les aspects du développement durable et d'éliminer les projets «puits» (absorption des gaz à effet de serre par par exemple reforestation) de ces mécanismes ainsi que plaider pour un monitoring des projets CDM par une organisation neutre;

- à plaider pour une approche par étapes des projets «Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation REDD» et à ne pas reconnaître à ce stade de tels projets comme élément du marché de carbone ou pour la réduction des gaz à effet de serre;

- à adopter, dans le cadre de l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, un objectif de réduction ambitieux au niveau national;



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

- à soutenir les efforts de l'Union européenne pour atteindre un accord sur le financement des mesures visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre des stratégies ambitieuses en matière d'atténuation et d'adaptation, dont le surcoût global est estimé par la Commission européenne à quelque 100 milliards d'euros par an d'ici 2020, et à définir la participation du Luxembourg en fonction de l'accord sur le financement obtenu;

- à plaider pour la supplémentarité de ces moyens financiers pour ainsi garantir le maintien intégral du volume actuel des aides internationales au développement;

- à plaider pour une claire distinction entre les fonds que les pays contribuent dans le cadre de l'aide publique au développement et les fonds à verser dans le cadre de leur responsabilité «climat»;

- à faire dans notre pays cette claire distinction entre les fonds «aides au développement» et «responsabilité climat»;

- à tenir la Chambre des Députés informée des négociations et des conclusions de la conférence de Copenhague;

- à faire entamer, sur base des résultats de Copenhague, les travaux de préparation d'un 2^e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de mettre en place une table ronde sur le changement climatique (sur l'exemple français du «Grenelle de l'Environnement»);

- à élaborer ce plan d'action en étroite collaboration avec les responsables du niveau communal et à considérer les communes luxembourgeoises comme partenaires essentiels pour la mise en œuvre de ce plan d'action;

- à présenter le projet du 2^e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre en séance plénière à la Chambre des Députés dans le cadre d'un débat de consultation;

- de créer un institut luxembourgeois du climat, dont l'objectif serait de développer des stratégies concrètes et des plans d'action pour lutter contre le réchauffement climatique ainsi que de faire une évaluation régulière de la situation au Luxembourg.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ouni Kyoto, och ouni Kopenhagen musse mer eraus aus der Ofhänggekeet vum Uelechbaxter, un deem déi Lëtzebuerger Wirtschaft an déi Lëtzebuerger Gesellschaft méi wéi anerer hänken. Mir mussen eraus aus der Uelechfal, wou mer déi sozial Schwaach amgaang sinn ze féiere mat eise schlecht isoléierten Haiser an eiser Autofixéierheet.

Dat gëtt net einfach. Däers si mir als Gréng eis och bewosst. An duerfir musse mer och nei Diskussiounsmethoden erfannen, eraus aus deene klasseschen Décisionsprozess, eraus aus der Tripartite, eraus op d'Place publique.

Nennt et Grenelle du climat, nennt et Klima-Quadripartite, nennt et Forum, eis ass dat egal. Wichteg ass, dass dës Kéier awer wierklich mat alle Kreesser an intensiv diskutéiert gëtt, an net némmen déi eng oder aner Alibidiskussioun stattfënnt.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat gëtt Heulen an Zähnekirschen, Här President, awer déi gréng sinn der Meenung, dass trotz allem déi Ustregung sech lount. Firwat? Stellt lech Lëtzebuerger am Joer 2030 vir: Den Tram, deen durch d'Stad an d'Randgemenge fier; Strosse mat manner Autoen, mat manner Stau, mat Elektroautoen, déi mat gréngem Stroum fueren; Dierfer a Stied mat Solaranlagen op all Daach; mir wunnen a Gebaier, déi méi Energie produzéieren, wéi se brauchen; Uertschafte gëtt et, wou Wunnen, Schaffen a Fräizäit erém beineee lieien; e Land mat gesonde Liewensmëttel an enger propperer Loft.

Dat ass jo awer keng Horrorvisioun, oder? Duerfir, kommt, mir paken dat dach end-

lech un! Mir sinn eis, awer virun allem, Här President, der nächster Generatioun dat schëlleq.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gira Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et vergeet keen Dag, wou mer net mat engem Katastrophenzenario konfrontéiert ginn, wéi Iwwerschwemmungen, staark Hëtzewellen oder aner Naturkatastrophen. An anscheinend soll et émmer méi schro ginn.

Dat alles gëtt mat engen Ärderwäermung explizéiert, déi émmer méi staark soll ginn, an all déi grouss Metropolen, déi no beim Mier sinn, haupsächlech an Asien, wéi Jakarta, Schanghai, Dhaka, souguer Finanzzentre wéi Hongkong a Singapur solle vun dëse Katastrophe befall ginn. De WWF appelliert un déi entwéckelt Länner, fir finanziell an technologesch ze intervenéieren, fir esou Katastrophen ze verhënneren.

Fir dës dramatesch Entwécklung ze erklären, ass ee Responsabele fonnt ginn, nämlech den CO₂. Richteg un d'Rullen ass dës Problematik eréischt komm, wéi den amerikaneschen Exvizepräsident Al Gore mat sengem Film sech massiv fir de Bloe Planéit agesat huet an hin an hier gereest ass, fir d'Leit iwwert d'Konsequenze vun der Ärderwäermung ze warnen.

Här President, fir an engen Debatt komplett ze sinn, muss een awer och déi Wissenschaftler zitiéieren, déi eng aner Meenung vertrieben a kontradiktoresch Aussoe maachen. Hirer Meenung no soll d'Äerd sech net bis 2100 ém veier oder sechs Grad erwäermen, mä ém 1,3 Grad. Hirer Meenung no gouf et émmer kal a waarm Zyklon, a mir géifen elo erém an eng méi Kalfront kommen.

Hirer Meenung no wär den CO₂ net eleng den eenzege Responsabele vun der Ärderwäermung, mä do géifen och aner Gaspartikelen a Fro kommen, nämlech de Waasserdamp, dee proportionell vill méi héich wéi den CO₂ representéiert ass. An hirer Meenung no misst een alles relativéieren an net den Däiwl un d'Wandmolen. An déi vill ze vill apokalyptesch Iddien, déi vun de Medien an Émweltorganisatiounen promulgéiert ginn, géifen iwwert si erausgoen a vill ze vill politiséiert ginn.

Bon, mir haten en Hearing an der Chamber. Wat mer bedaueren, ass ebe vläicht déi kontradiktoresch Ausso, déi mer gebraucht hätten. Mä, Här President, bei dése kontradiktoreschen Aussoen ass et natierlech fir eis schwéier, well mer jo keng Wissenschaftler sinn, déi richteg Approche ze fannen. Mä mir wëllen eis net laang an eng Querelle d'école amëschen. Duerfir loosse mir de Principe de précaution gëllen a mir ginn dovunner aus, dass den CO₂ da responsabel un der Ärderwäermung ass. Duerfir müssen déi néideg Mesuren ergraff ginn, fir den CO₂-Pegel ze senken. A mir däerfen eis net eiser Verantwortung entzéien.

Fir dass d'Temperatur net méi wéi zwee Grad steige soll, müssen am Duerchschnëtt bis 2050 d'CO₂-Reduktione bis zu 50% par rapport zu 1990 zréckgoen. Dat heescht, dass déi entwéckelt Länner hir Emissiounen ém 80 bis 95% zréckschrauwe müssen.

Also, Här President, beim beschte Wëllen, fir aktiv un déser Problematik matzeschaffen a matzehëlfen, dat schéngt eis awer irrealistech an utopesch ze sinn. Do muss een eis erklären, wéi dat ze erreechen ass.

Esou een Zeenario bedeut awer och drastesch Konsequenzen. Gëschter ass e Rapport vum Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA, publizéiert ginn, an do stéet geschriwwen: «Il faut d'urgence aider les femmes à faire moins d'enfants pour lutter contre le péril climatique. La natalité galopante des pays en développement est l'un des principaux moteurs du réchauffement et l'un de ses premiers risques.

Certes, un nouveau-né nigérien promet de créer au cours de sa vie une empreinte

écologique bien moindre qu'un petit Américain. Mais les pays en développement connaissent une croissance rapide et très émettrice en carbone, argumente le Fonds des Nations Unies pour la Population.

Ainsi, dans un monde aux ressources limitées, freiner la croissance de leur population permettrait aux pays pauvres, non seulement de sortir de la misère, mais aussi de réduire le volume de leurs émissions de CO₂ et de mieux s'adapter aux effets du réchauffement - manque d'eau, insécurité alimentaire -, estime l'agence de l'ONU, selon laquelle „des modes viables de consommation et de production ne peuvent être atteints et maintenus que si la population mondiale ne dépasse pas un chiffre écologiquement viable“.

Also, hei ginn déi aarm Länner, déi net um Klimawiessel schëlleq sinn, invitéiert, fir manner Gebuerten ze hunn,... pour le moins ass dat étonnant.

Wéi schon hei zitiéiert, meng Virriedner, den Här Negri an den Här Gira, hu gesot, dass an Holland eng Tax géif agefouert gi vun dräi Cent pro gefuere Kilometer mat Tendenz no uewen, fir d'Leit ze obligéieren, esou wéineg wéi méiglech mam Auto ze füeren.

Mir mussen awer ganz genau oppassen, wou mer histeieren. De Leader vun der britescher Émweltadministratioun huet virgeschloen, datt all Bierger e perséinleche Kuelendioxidkonto soll kreien. Fir de Moment leie mir an der Moyenne bei néng Tonne pro Joer pro Kapp un CO₂-Emissiounen. Hei a Lëtzebuerg si mer souguer bei 30 Tonnen. An déi néng Tonnen, déi sollen da bis op ee Véierel eroft gesat ginn, bis op zwou Tonne pro Joer pro Kapp.

Dat bedeut, wéi gesot, eng massiv Aschränkung vun der Liewensqualitéit, haapsächlech da fir eis. Ee Véierel vun de Vakanzen, ee Véierel vun den Autofahrten, ee Véierel vun Stroumverbrauch, ee Véierel vun Konsum sinn dann nach erlaabt.

Offensichtlech kënnt et hei zu engen Aféierung vun engen Contrainte mat totalitaire Moossnamen, déi déi ganz Wirtschaft géifen ofwiergen. Den einzelne Bierger muss ee Kuelendioxid-Ausweis bei sech hunn, wou all déi Operatiounen, déi hien tätigt, agedroe ginn, also zum Beispill d'Akaf vu Bensin, vu Fleesch, d'Stroumrechnung, d'Buchung vun de Vakanzen, an alles, wat vum CO₂ ofhängeg ass. Esou falen zum Beispill d'Orangen aus der Türkei méi an d'Wo wéi d'Orangen aus Frankräich, well déi jo méi ee laangen Transportwee hunn.

Wann elo jiddweree säi Kontingent iwwerschrott huet, da muss hien Emissiounenrechter akafen oder eng Strof bezuelen.

Wa mir elo dat heiten Denken extrapoléieren: Zum Beispill, wa mer elo e Kuelendioxid-Pass fir e Bauerebetrib ausstellen - d'Kéi produzéiere jo och CO₂ a Methan -, da riskéiere mir, net méi kredibel ze sinn. Huet dee Bauerebetrib sain CO₂-Kontingent erschöpft, da muss dése Betrib entweder eng Strof bezuelen, Emissiounenrechter akafen oder schlicht an einfach x Kéi an d'Schluechthaus féieren. Domadder géif déi aktuell Mëllechiwwerproduktiouen vläicht geléist ginn, mä de Bauer hätt do e méi klenge Revenu. Ass dat de Senn vun der ganzer Saach?

Mir mengen, hei muss ee mat de Féiss um Teppech bleiwen. Wann een CO₂-Reduktione proposéiert, da müssen déi awer realisabel sinn.

Mir haten hei zu Lëtzebuerg eis engagiert, fir 28% CO₂-Reduktioneen duerchzusetzen. Mat der Schléissung vun den Héichvuwunnen vun der ARBED wär dat méiglech gewiescht, mä den Tanktourismus an den Inlandsverkéier hunn eis dunn e Stréch duerch d'Rechnung gemaach.

Hei a Lëtzebuerg kéinte mir ganz schnell mat eisen CO₂-Emissiounen an de Soll-Beräich kommen. Mir kéinten den Tanktourismus opginn, mir kéinten d'Zementfabrik opginn, mir kéinten d'Kueleregulationzentral opmaachen. Dann hätte mir eisen CO₂-Problem geléist. Mä wat bedeut dat fir déi Gesamtatmosphär, wann dës ökonomesch Secteuren déi aner Sait vun der Grenz géifen delokaliséiert ginn? An ech wéilt hei op d'Beispiller vu Cattenom a vum Ikea hiweisen, déi guer kee Problem

geléist hunn, weder d'Angschir virun engen Atompann nach de Verkéier.

Här President, zu Kopenhagen gëtt haapt-sächlech déi finanziell Enveloppe definiert, déi d'Länner droe müssen, dat heescht, och de Bäitrag vu Lëtzebuerg. Esou, wéi eisen Ausseminister undeite gelooss huet, wär et wénschenschwäert, wa mir de Surplus vun der Aide au développement gutgeschriwwen kréichen.

Mir bezuele jo 0,96% vum RNB, mir bräichte jo némmen 0,7% ze bezuelen. Déi Differenz soll eis, wann ech gelift, Här Minister, bei de Verhandlungen uge-rechent ginn. Dofir sollt Dir lech aseten.

Mir därfen eis hei net austrickse losse mam Argument, well de PIB héich ass, datt mer e ráicht Land sinn, datt mer dat kenne finanzéieren. Mir sinn och an engen ganz sozialer Kris, wéi allegueren déi aner Länner. Mir hu scho Solidaritéit bewisen. An och bei de Katastrophen, déi déi lescht Zäit komm sinn, hu mir eise Bäitrag gemaach. Mir hunn en extrae Fonds do opgemaach, fir déi Leit ze énnerstéten.

Iwwregens, Här Minister, sollt Dir déi aner Leit invitéieren, fir datt déi och op 0,7% hir Part sollen eropschrauen, an net wéi elo énnner 0,7%. Dat géif den anere Länner hëlfen, fir och hiren Hongerproblem ze léisen. Dat wär ganz wichtig.

Här President, datt mir eis fir alternativ Energiequellen asetze sollen, dat steet hei net zur Diskusioun. Domat si mer d'accord. Mir wëllen, datt déi Recetten, déi mir als Land erafueren an déi mat den CO₂-Emissiounen a Verbindung sinn, och hei am Land investéiert ginn an der Fuer-schung vun neien Technologien, an der Promotioun vun alternative Forme vun Energien an als Énnerstézung vum eenzelne Bierger bei der Renovation vu senge véier Mauer. Den CO₂-Problem muss realistesch a mat klorem Ménschever-stand ugepaakt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Colombera Merci. Als nächste Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ief Kolleginnen a Kollegen, wann d'Haus brennt, da fänkt ee méiglechst direkt un ze läschen an et waart een net onbedéngt, bis dee leschte Pompjeesauto och ukomm ass. Fir mech ass et selbstverständliche, dass ee muss versichen zu Kopenhagen respektiv dann duerno zu engem internationalen Accord ze kommen, deen den Erausfuerderunge gerecht gëtt.

Wann dat awer net de Fall ass, wann dat net méiglech ass, da kenne mer eis net verstoppé derhannert, dass et net zu engem Accord komm wär. Da musse mer eis eege Verantwortung iwwerhuelen. An dat heescht fir mech konkret, eis eege Verantwortung: d'Europäesch Union eng Reduktionioun vu mindestens 30% bis d'Joer 2020, onofhängeg dovun, zu wat déi aner Diskussiounspartner zu Kopenhagen sech wëllen engagéieren.

An dat heescht da selbstverständliche fir Lëtzebuerg entspriedend Reduktioniounspartner, déi deem Prozentsaz entsprieden. Dat ass iwwregens och de Vorschlag an dem Avis vum Conseil de développement durable.

Fir nach eng Kéier, obwuel et hei des Öftere scho gesot ginn ass, op d'Gréissen-uerdnung hinzeweisen, mat däi mir hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn. Mir verbrauchen am Moment iwwer 20 Tonne pro Persoun. Mir missten am Joer 2050 op maximal zwou Tonnen, anerer soen eng Tonn, pro Persoun kommen. Dorunner gesäit een, mat wat fir engen dramatescher Aufgab dass mer konfrontéiert sinn.

Dat geet net, mengen ech, ouni dass mer eise Wuesstumsmodell, eisen Entwick-lungsmodell och hei zu Lëtzebuerg zur Diskussioun stellen. An dat heescht fir mech natierlech och eise Produktiounsmodell a Konsummodell.

Elo weess ech net, Här President, ob mer nach émmer beim Modell 1 oder beim Modell 2 ukomm sinn, well nom Modell 1 wär ech scho färderdeg.



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

(Hilarité)

► **Une voix.**- Braucht Dir dann de Modell 2?

► **M. le Président.**- Fuert emol virun, Här Hoffmann!

► **M. André Hoffmann (déri Lénk).**- Ech fueren emol einfach onbegrenzt...

► **M. le Président.**- Mir kucken, op wivill Minuten datt Der kommt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et weess een ni, ob 2 oder 3.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Soulaang et net ze vill CO₂ mécht...

► **M. André Hoffmann (déri Lénk).**- Also, Dir hutt awer elo gesinn, wat een an zwou Minute ka soen, gell?

(Interruption)

Net vill.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Dat war schonn net schlecht.

► **M. André Hoffmann (déri Lénk).**- Zweetens, ech kommen awer nach eng Kéier dorobber zréck, wat mer gëschter diskutéiert hunn. Ech bleiwe ganz décidéiert der Meenung, dass déi 0,9% Entwécklungshëlfet net däerfe geholl ginn, fir dorauser och d'Klimahëlfet ze finanzéieren. Ech sinn émgedréint der Meenung, dass mer dat maachen, wat d'Regierungen elo zénter Jore versprach hunn, ugekennegt hunn, dass mer op ee Prozent Entwécklungshëlfet solle kommen an dass selbstverståndlech alles, wat mer am Beräich vun der Klimahëlfet finanzéieren, onbedéngt dorobber muss gesat ginn.

Ech gi jo de toute façons dervun aus optimistesch, dass eis Projeten am Kader vun der Entwécklungshëlfet no de Kritäre vun der nohalteger Entwécklung émmer de toute façons gepréift ginn; ech ginn emol dovunner aus. An ech wéll awer och nach eng Kéier énnersträichen, dass d'Klimafro eng sozial Fro ass, eng Verdeelungsstro, an dass mer dorunner net däerfe spueren.

D'Onglächheet vun der Responsabilitéit spigelt sech erém an enger Onglächheet bei dem Droe vun de Konsequenzen. Déi am mannte Responsabel sinn, leiden am meeschten, bezuelen am meeschte fir d'Konsequenze vum Klimawandel.

An ech si mam Här Gira absolut averstanen, wann e seet: Et muss ee selbstverståndlech an deene Länner, deene mer d'Klimahëlfet ginn, déi vum Klimawandel beträff sinn, sozial differenzéieren. Selbstverståndlech. Dat musse mer selbstverståndlech, awer och hei. Dat heescht also, och hei d'Fro stelle vun der sozialer Gerechtegkeit par rapport zum Klimawandel oder zu der Klimagerechtegkeit weltwäit. Dat heescht also, och hei.

Wat den Emissounshandel betréfft an déi flexibel Mechanismen, hunn ech princiell gréisser Bedenken, well se - wat och schonn hei gesot ginn ass - ganz oft net transparent sinn, dass Magouillen dermat gedriwwen ginn. Ech mengen, esou däerf een et schonn nennen. An ech mengen, dass se allze oft och benutzt ginn als Alibi, als Virwand, fir am eegene Land net genuch ze maachen.

Ech kann d'Motioun vun der Regierung, wa se net émgeänner gëtt duerch Amendementer, déi ugekennegt gi sinn an en aneren Inhalt kritt, net stëmmen. Ech erklären da bei menger Abstentioun firwat.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Dann hätt den Här Boden nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Här President, nodeem datt de Marcel Oberweis am Numm vun der CSV op d'Problematik vum Klimaschutz agaangen ass, wéll ech hei och nach eng Kéier kuerz Stellung bezéien zur Positioun vun der CSV. Eng Positioun, déi am Fong érëmgespigelt gëtt an däi Motioun, déi ech eréisch déposéiert hat, a wou eng ganz Partie Kolleegen a Fraktioune sech ugeschloss hinn.

Ech géif also wëllen an zéng Punkte résumentieren, wat d'Positioun vun der CSV ass.

Eischtens emol hätt d'CSV gären, datt en Accord bei der Klimakonferenz zu Kopen-

hagen erauskéim, op d'mannst ee Kader-accord, deen déi wichtegst Ziler, Parameter an Instrumenter verbindlech festleet. De Klimawandel fénnt nämlech statt, an et muss méiglechst schnell eng Trendwend do geschéien.

Zweetens, an et ass vu ville Riedner hei evirgestrach ginn: Désen Accord muss den Erausforderunge vum Klimaschutz gerecht ginn a sech op wëssenschaftlech Erkenntnisser baséieren. Wat dat am Detail a puncto Reduktionsziler bedeit, ass och hei schonn e puermol erwähnt ginn. Ech wéll dat net nach eng Kéier verdéiwen.

Drëttens: Désen Accord muss méi ambitiéis, muss méi global si wéi de Kyoto-Protokoll. Dëse Kyoto-Protokoll hat wuel de Verdéngscht, eng éischte Kéier verbindlech Engagemerter festzehalen, wat d'Reduktioun vun den Zäregasemissionen ubelaangt, mä hat den Nodeel, datt ganz wichteg Emissounslänner wéi Amerika, China, Indien, Brasilien, Mexiko an anerer net matgemaach hunn, an datt déi festgehalen Ziler net duerginn, fir de Klimawandel ze bremsen.

Et muss also, véiertens, zu engem Accord kommen, wou d'Länner all matmaachen, wou d'Engagemerter fir d'Reduktioun vun den Emissioune vill méi ambitiéis sinn, wéi dat beim Kyoto-Protokoll de Fall war. Besonnesch déi industrialiséiert Länner musse mam gudde Beispill virgoen. Si hunn, an et ass gesot ginn hei, eng Bréngschold. Mä och d'Entwécklungslänner, besonnesch déi méi avancéiert, musse strategesch Aktiounspläng entwéckelen, fir den CO₂-Ausstouss ze reduzéieren. Mir sinn der Meenung, datt do 15 bis 30% manner Ausstouss wéi geplant misst méiglech sinn.

Fënneftens: Et däerf ee beim Accord op déi wichteg Komponent vum Emissounshandel net verzichten, an et muss een och bei dësem Emissounshandel d'Entwécklungslänner konsequent mat abannen. Den Handel mat Emissiounsrechter helleft hinne, hir Aktiounspläng ze verwierkelechen an nohalteg Projeten ze entwéckelen an och se finanzéieren, an dat, wéi gesot, no Aktiounspläng an no sektoriellen Objektiver.

Déi international Spillregele musse geännert ginn. Si müssen esou opgestallt ginn, datt d'Fuute de carbone an d'Delokalisatioun vu Betriber a Länner, déi manner héich Uspréch stellen, vermiede ginn. Den Emissounshandel an déi flexibel Mechanisme müssen dozou féieren - a si können dat -, datt all Länner, och d'Entwécklungslänner, zu enger méi karbonaamer Wirtschaft higefouert ginn. Beim Opbau vun hirer Industrie däerfen net déi nämlech Feeler gemaach ginn, wéi dat bei eis de Fall war. Duerfir ass den Technologietransfert ganz wichteg, an de Privatsecteur muss incitéert ginn, fir an Innovatioun a Recherche ze investéieren, fir nei kuelestoffaarm Technologien ze entwéckelen, fir alternativ Energien ze fördern a fir insgesamt den CO₂-Ausstouss ze reduzéieren.

Sechstens: D'Finanzéierungsmodalitéit musse Bestanddeel vum Accord ginn, an den Aspekt vun der Solidaritéit, den Aspekt vun der sozialer Gerechtegkeit, och dat ass hei vun anere gesot ginn, muss kloer zum Droe kommen. Déi aarm Länner däerfen net am meeschten énner dem Klimawandel leiden. Hei stinn déi industrialiséiert Länner an der Flucht, se net hänken ze loessen, fir hinnen och duerch öffentlech Gelder finanziell ze hellefen, beim Opbau vun hirer Ekonomie a bei der Reduktionsplang vun den Emissioune.

De globale Käschtepunkt gëtt ab 2020 op 100 Milliarden Euro pro Joer geschat. Dës Sue solle finanzéiert ginn deels duerch den Erléis vum Handel mat Emissiounsrechter, duerch international öffentlech Hëlfet, zum Deel och vun den Entwécklungslänner selwer, besonnesch d'Schwellenländer. An hei ass et wichteg an evident, datt d'EU, datt och Lëtzebuerg muss en ugemiessene Bäitrag zu der internationaler öffentlecher Hëlfet bäidroen, an datt dës Gelder zousätzlech zu deene vun der bestehender Entwécklungshëlfet komme müssen.

Mir sinn d'ailleurs - hei wéll ech eng Klammer opmaachen - frau iwwert de groussen Engagement vum Lëtzebuerger Stat, vu villen ONGen an der Entwécklungshëlfet. Dee leschte Sonndeg war eng Partie vu

Leit hei aus der Chamber derbäi, beim 50. Gebuertsdag vun der Entwécklungshëlfet vun de Lëtzebuerger Jongbauer vum Jongwénzer. Et konnt ee sech do iwwerzeegen, wat fir eng Pionéieraarbecht si an Afrika gemaach hunn, énnert dem Motto: „Hilfe zur Selbsthilfe“. Ech mengen, dat verdéngt Respekt an Unerkennung. A wéi gesot, et si vill ONGen, déi sech an deem Beräich ganz staark engagéieren.

Siwentens: Mir begréissen ausdrécklech, datt d'EU sech zu engem gemeinsame Verhandlungsmandat duerchrénge konnt.

Dést erlaabt hir, eng Virreiderroll bei de Verhandlungen zu Kopenhagen ze spille.

Mir énnertet d'Offer vun der EU, fir énnert gewësste Konditiounen op 30% Reduktionsplang eropzegoen.

Aachtens: De Flugverkéier an d'Schéeffahrt müssen och mat agebonne ginn, well dës Verkéiersmëttelen en enormen CO₂-Ausstouss hunn, dee mir einfach net ignoreren können.

Néngtens: Lëtzebuerg muss ambitiéis Ziler upeilen. Trotzdem muss de spezifische Constrainten, an däi bestinn der an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, Rechnung gedroe gi bei der Opdeelung vun den Oplagen an der EU. An och wa Kopenhagen net sollt zum gewünschten Erfolleg féieren, müssen d'Ziler vun der EU a vu Lëtzebuerg ambitiéis bleiwen, an d'Négociatiounen müssen um internationale Plang weidergefouert ginn. Méiglechst vill Länner muss ee mat an d'Boot kréien, fir kenne wierklech eppes ze erreechen.

Zéngtens dann: D'CSV encouragéiert d'Regierung, esou wéi et d'ailleurs och an der Regierungserklärung virgesinn ass, a wéi aner Memberstate vun der EU dat och gemaach hunn, bis 2012 en nationalen Upassungsplang fir de Klimawandel auszeschaffen, deen eng ganz Rei vun Domänen émfaast, wéi d'Upassung vun der Ekonomie, de Kampf géint d'Iwwerschwemmungen, d'Gestioun vun de Bëscher, d'Landwirtschafts-, d'Waasser-, d'Naturschutz-, d'Gesondheets- an och d'Beschäftigungspolitik. An dësen Upassungsplang soll e wichtige Bestanddeel si vun der Gesamtstrategie am Kampf géint de Klimawandel.

Mir encouragéieren d'Regierung och, op der Basis vun de Resultater vun der Klimakonferenz vu Kopenhagen, en zweeten nationalen Aktiounsplang auszeschaffen, deen eis et engersäits erlaabt, eis Kyoto-Ziler ze erreechen, an anersäits déi vun der EU fixéiert Objektiver, wat d'Reduktionsplang vun den Emissioune bis 2020 ueblaangt, an deene Secteuren, déi net vum europäischen Emissiounspquotenhandel ofgedeckt sinn. D'Zivilgesellschaft, déi concernéiert Kreesser an och de Syvicol, well d'Gemengen, dat ass beim Hearing kloer erauskomm, wëllen an hunn och an der Émsetzung vun esou engem Plang eng wichteg Roll ze spille bei der Ausschaffung vun dësem zweete sozialen Aktiounsplang consultéiert ginn.

Am Kader vum Hearing sinn eng ganz Rei vun interessanten, wann heiansdo och kontradiktoresche Virschléi an Iddié virbruecht ginn, déi et derwáert sinn, datt ee sech domat weider auserneesetzt. A mir hätten natierlech gär, esou wéi mer dat, wéi gesot, och an der Motioun froen, datt d'Chamber e Projet vum zweeten nationalen Aktiounsplang virgeluecht kritt, an datt mer doriwwer och hei an der Chamber eng Consultatiounsdebatt féiere können.

Well den Objet vun der Orientéierungsdebatt vun haut net d'Diskussioun ass iwwert dësen zweeten nationalen Aktiounsplang, fir d'Zäregasemissionen zu reduzéieren, wéll ech och net am Détail op dës Problematik agoen. Ech wéll just soen, datt mer d'Stoussrichtung, déi an der Regierungserklärung opgezeechent ass, begréissen, an ech zitéieren: «Le Gouvernement visera à accomplir les efforts de réduction post 2012 en priorité par des mesures nationales. Ces dernières étant complétées par le recours aux mécanismes flexibles et l'échange de droits d'émission entre pays.»

Also, et ass kloer an der Regierungserklärung gesot, wou d'Prioritéit lieien. Dat, wat den Här Berger also d'éischt hei gesot huet, ass net richteg, a wat anerer gesot hunn, datt d'Regierung wéllt

100% akafen: neen! An der Regierungserklärung ass kloer dokumentéiert, datt d'Prioritéit op nationale Moosname soll lieien, an dat soll jo och dann am zweeten Aktiounspogramm zum Virschäin an zum Droe kommen.

Ech wéll och soen, datt d'CSV zu den Iddié steet, déi zu dësem Sujet an der Regierungserklärung entwéckelt ginn. An de Statsminister huet och a senger Ried vun der Regierungserklärung do eng ganz kloer Sprooch geschwät, ech zitéieren: „Mir wëllen d'Kyoto-Ziler erreechen. Mat alle Mëttelen. An ouni Finanzéierungs-virbehalt. Mir leeën den Akzent op Energiespüren an op erneierbar Energien a ginn der Albausnéierung, der privater an der öffentlecher, ee kräftege Schubs.“ Ech mengen, dës Ausso kann d'CSV voll a ganz énnertet an d'Regierung encouragéieren, dës Moosnamen ze ergräifen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Fernand Boden Merci, an elo kritt d'Wuert den Nohaltegeeketsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech fänken och un, andeem ech dem President vun der Kommissioun an der ganzer Kommissioun Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gelesen hat. Ech mengen, dat war an deene puer Wochen, puer Méint, wou mer elo haten, vull Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Haapsächlech och fir den Hearing heibannen, wou eng ganz flott Diskussioun erauskomm ass, wou eng ganz Rei Iddié konnten ugeschwät ginn, a wou och eng ganz Rei Associatiounen d'Méiglechkeet haten, fir sech zu deem do Sujet ze expriméieren, wat a mengen Ae scho wichteg war. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ass, datt ech och fréi sinn, datt mer hoffentlech dann haut aus dëser Diskussioun eng Motioun erauskréien, wou d'Regierung an deenen Diskussiounen, wat schwierig Diskussiounen ginn, déi elo zu Kopenhagen am Dezember kommen, dann och e Kader huet respektiv e Réckhalt huet, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Ech wéll ufánken, andeem ech am Fong soen, datt an all deenen Diskussiounen, déi mer elo heibannen haten, déi ech mat lech gefouert hinn, déi mer zu Lëtzebuerg féieren, an all deenen Diskussiounen, déi international gefouert ginn, well dat hei ass jo am Fong d'Virbereeding op d'Diskussiounen, déi mer um internationale Plang, net némme mat europäische Länner, mä mat sämtleche Länner vun der Welt féieren, awer d'Ufuerderungen, de Kader e weinig anescht sinn.

Ech wéll och haut an deem, wat ech äntwerten, mech dann op dat konzentriéieren, wat elo an deenen nächsten dräi Woche wäert virun eis stoen, also déi Emissounen, déi heischt virbereeding op d'Diskussiounen, déi mer um internationale Plang, net némme mat europäische Länner, mä mat sämtleche Länner vun der Welt féieren, awer d'Ufuerderungen, de Kader e weinig anescht sinn.

Ech fannen et emol fir d'éischt extrem wichteg, datt mer et fäerde bruecht hinn, op europäesch Niveau - an dat ass heibannen esou als Evidenz eriwwerkomm, mä dat war alles guer net esou evident, och an deene leschte Méint net -, ech sinn emol fréi, datt mer op europäesch Niveau eis konnten duersetzen, fir ze soen, datt all déi wëssenschaftlech Zilsetzungen, déi mer hinn...

An Dir hutt, Här Colombera, gesot: „Et weess een net, wiem ee méi soll gleewen.“ Duerfir hutt Der elo emol de Principe de précaution. Mä ech soen awer ganz kloer: De GIEC ass am Fong eng Zesummesetzung vun deene gréissste Wëssenschaftler, déi aus alle Länner kommen, wou et hei awer gemeinsam zu wëssen-



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

schaftleche Konklusioun komm ass. Ech sinn och net Wéssenschaftler, mä ech soen, wann awer esou vill Wéssenschaftler do zesummekommen, déi zu enger gemeinsamer Konklusioun kommen, da ginn ech awer dovunner aus, datt ech kann dat unhuelen an datt ech dat ka gleewen, wat do steeet.

Dir hutt dat mat e wéineg Zweifel émschriwwen, an dat huet duerno e wéineg gequietscht, wéi Der erém op de Wee zréckkomm sidd. Dir hutt duerno gesot, Dir kënnnt dat deelen. Ech sinn och frou dorriwwer, mä ech wéll soen, dat muss awer kloer si fir jiddwereen, viru wat fir Erausfuerderunge mer hei stinn an datt mer net kënnne Saachen a Fro stellen, déi, mengen ech, net méi a Fro ze stelle sinn.

Zwee Grad Opwiermung ass den absolute Maximum, dee mer kënnen akzeptéiere bis 2050. Eng Erofsetzung vu 50% respektiv 80-95% fir d'industrialiséiert Länner ass och déi Zilsetzung, déi mer mussen hunn an déi, Gott sei Dank, an Europa jiddweree mat akzeptéiert huet.

Schwierig an den Diskussioune wäert et och nach ginn, fir datt mer, niewent där enger Zilsetzung vun 2050 - wou et u sech jo liicht ass, dorriwwer eens ze ginn, well all déi Politiker, inklusiv mir, wéissen, datt mer héchst-wahrscheinlich 2050 jo awer net méi esou derbäi sinn, well mer ginn emol dovunner aus, duerfir ass et liicht, sech dorriwwer eens ze ginn -, fir déi fir 2020. Dat heescht, datt mer à partir vu Januar ufänken, Moossnamen ze huelen. Do fänken d'Diskussioune un da vill méi haart ze ginn.

Duerfir sinn ech frou, datt Europa sech zesummegeaft huet a gesot huet: Mir maachen emol direkt minus 20. Mir maachen dat ouni Konditiounen. Mir maachen dat elo a mir maachen et direkt. Alles dat war awer net esou evident. An datt Europa gesot huet: Mir maache minus 30, mä mir hätten awer trotzdem gär, datt, wa mir minus 30 maachen, dann awer och aner Länner e Stéckche vun deem Wee maachen. Mir froe jo net, datt alleguer déi Länner och musse minus 30 bis 2020 maachen. Mä mir froen awer, datt se e räsonnableben Deel vun deem Wee do matginn, datt mer gemeinsam kënnen déi Zilsetzung errechen.

30% just fir Europa bréngt der Welt net ganz vill, wa keen anere matmécht. 30% fir Europa bréngt der Welt vill, wa mer Partner fannen, déi op deem Wee do matginn. An dat ass dat, wat mer probéieren.

Ech sinn och frou, wa mer konnten déi Leadership-Roll, déi mer haten, och als Europäer mat op Kopenhagen huelen. Dat ware wierklech net onbedéngt einfach Diskussiouen. Dir konnt dat an deem leschte Mount jo alleguer an der Zeitung suivéieren. Ech sinn och frou, datt mer hoffentlech duerno e Back-up vun deene Positiounen an der Chamber elo hei kréien. Dat war deen éischte Punkt.

Dann ass et a mengen Aen och relativ kloer, wat och an der Motioun erauskënnt, déi relativ gutt déi Zilsetzung, déi mer eins gesot hunn, beschreift, datt mer och mussen eng Rei Messagé weiderginn, datt mer och musse kloer an däitlech soen, datt mer déi finanziell Héllefe fir d'Entwécklungslänner och selbstverständlech weiderféieren an datt all déi finanziell Mesuren, déi an dem Klima zur Verfügung gestallt gi fir Entwécklungslänner, och Mesuré musse sinn, déi additionnel sinn. Mir hunn et an der Motioun supplementar genannt; de richtegen Term, esou wéi e gebraucht gëtt weltwäit, ass „additionnel Moosnamen“, wou ee sech kann drop fiéieren, datt se och kommen.

Mir mengen awer just, datt et och net onsénnvoll wär, wann de Pak vun deenen additionnelle Mesuren oder Moosnamen definéiert gëtt, datt mer dann och kënnne soen: Ma kuckt emol, wat mir scho vun 0,97 maache par rapport zu Länner, déi wesentlech manner maachen. An an deem Pak vun additionnelle Moosnamen, datt mer do soen, datt déi grouss Efforten, déi mir elo schonn amgaang sinn an der Entwécklungshéllefe ze maachen, mat respek téiert ginn.

Mä kloer ass: D'Mesuré mussen additionnel sinn. A kloer ass och, datt all déi Moosnamen, déi mer huelen, net kënnne fir eis Entwécklungshéllefe op dár enger Säit kontabiliséiert ginn a fir de Klimaschutz op dár anerer Säit. Et muss kloer an däitlech eng Trennung vun der Kontabilisatioun bestoent. Et kann een næmmen op enger Säit eppes unzielen. Dat schéngt mer och logesch ze sinn. Dat schéngt mer och deen normale Prinzip ze sinn.

(*Interruption*)

Duerfir wollt ech dat och kloer hei soen. Kuckt, wat an der Motioun elo steeet, esou, wéi mer et hei hunn.

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Här President, däerf ech eng Fro stellen?

► **M. le Président**.- Erlaabt Der, Här Minister, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

(*Assentiment*)

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Ech wollt lech just froen, ob Der lech mat eisem Här Ausseminister ofgeschwat hutt? Well deen huet géschter eppes anescht zu dár do Fro gesot.

(*Interruption*)

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, d'Positioun, déi mer hei festgesat hunn, déi ech elo gesot hunn, ass eng Positioun, wou mer soen, datt mer op dár enger Säit eng Additionalitéit mussen hu vun deene Moosnamen, an op dár anerer Säit evidenterweis déi Efforten - an dat ass och dat, wat den Här Ausseminister och gemengt huet -, déi Efforten, déi mer elo scho maachen, mat unerkannt kréien an deem Kontext, wéi ech en elo genannt hunn. Datt mer déi Moosname musse mat unerkannt kréien, dat steet jo och bei eis an der Motioun, enger Motioun, déi vun alle Parteien heibannen énner-schriwwen gëtt.

Deen nächste Punkt, deen ech wéll soen, dat ass deen, datt ech der Meenung sinn, an och dat war eng schwéier Diskussioune, datt d'Fligerei an d'Schéffahrt, déi net a Kyoto dra sinn, fir eis mussen och am Kader vun enger sektoriellem Approche um internationalen Niveau unerkannt ginn. Well mer soss, wa mer dat net um internationalen Niveau unerkennen a wa mer just eenzeg an eleng fir Europa d'Fligerei an d'Schéffahrt mat eranhuelen, dann eng Distorsioun vu Konkurrenz hunn, déi mer absolut musse vermeiden. Duerfir ass dat fir eis eng absolut Obligation, datt d'Schéfferei an d'Fligerei och mat doranner ageschriwwen ginn.

E puer aner Saachen, déi och wesentlech sinn, dat sinn déi, datt mer musse kucken, wéi mer mat de sougenannten AAUen ém-ginn. An do, mengen ech, hu mer e klengen Énnerscheid. Duerfir kann ech och déi Motioun vun de Gréngens net esou akzeptéieren an dár Absolutheet, wéi se dosteet.

Mir sinn natierlech der Meenung, datt, wann déi attribuéiert Emissiounsquote vu Kyoto, déi eng Rei Länner hunn, haapt-sächlech och déi nei Länner an Europa - Russland, Ukraine -, datt, wann déi an der Allgemengheet esou unerkannt ginn a kënnne gebankt ginn, mer dann natierlech e Problem hunn, fir d'Intégritéit vun eisen ekologeschen Ziler och oprocht ze halen. Dat schéngt eis evident ze sinn.

Mä ech muss op dár anerer Säit soen, wann ee wéllt an dár Diskussioune weiderkommen, an dat ass fir déi Länner och eng wesentlech Diskussioune, da kann een net eng Attitud hunn, wou ee seet: „Doriwwer diskutéiere mer net.“ Dat geet einfach net. Et muss en eng Attitud hunn, fir ze soen, mir wéllen am Kader vun dár Diskussioune, wat eng wesentlech Diskussioune ass, d'Intégritéit vun den Émweltziler net gefährden, a mir musse kucken, wa mer iwwert de Verkaf oder de Banking vun AAUe schwätzen, datt déi Länner dann och d'accord sinn, fir Objektiver, méi ambitiéis Reduktionsobjektiver ze akzeptéieren, fir datt d'Zilsetzungen, d'Émweltzilsetzungen och kënnnen an hirer Intégritéit bewahrt bleiwen. Dat schéngt mer och e wesentleche Punkt ze sinn.

Vläicht nach kuerz e puer Äntworten op Saachen, déi hei gesot gi sinn an der Diskussioune. Ech wéll och nach eng Kéier

kloer setzen, wat zu Létzebuerg dann déi Situatioun war, vun där mer ausgaange sinn. Et muss een einfach gesinn, datt mer 1990 en Ausstooss vun 13,2 Milliouen Tonnen haten, déi essentiellement op d'Sidérurgie, op de Secteur ETS, op d'Sidérurgie zréckzeféiere waren, datt mer 2005 op e Quotum vun 13,4 Tonnen eropgestiege sinn, nodeem datt mer awer zum Schluss vun den 90er Jore relativ wäit bis op néng eroftaange waren an deelweis do schonn déi Ziler erreecht haten.

Mä d'Ziler waren awer net fir Enn 1990 festgesat. D'Ziler ware festgesaten Ziler fir déi Joren, déi elo kommen. Also sinn an deenen anere Joren Efforté gemaach ginn. Mir sinn awer elo an eng Situatioun erakomm gewiescht, wou d'Ekonomie sech extrem schnell développéiert huet, wou mer och déi ganz Froe vun der Consommation vu Bensin haten a wou sech eng Rei Evolutionen zu Létzebuerg gestallt hunn, déi relativ particulier waren, déi also den Tonnage eroftaange hunn. A wann ee vun 2005 bis elo kuckt, da gesäßt een, datt dat och erém liicht eroftaangen ass, sou datt mer momentan dovunner kënnen ausgoen, datt mer par rapport zu 1990 net eroft, mä eng Baisse vu 5,2 % bis 5,5% momentan wäerten erreecht hunn.

Ech wéll awer och eng Kéier kloer soen a kloerstelle fir all déi Leit, déi soen, mir wären an d'Luucht gaangen: Mir sinn net genuch eroftaangen, mä mir sinn awer an der Richtung eroftaangen.

Et ass och wichteg, fir eng Kéier ze gesinn hei zu Létzebuerg, wat fir eng Verhältnisser dat eent an dat anert huet. Well fir all déi Leit, déi da soen, datt déi Politiken, déi an de leschte Joren en place gesat gi sinn, guer keng Effikassitéit haten: Et muss een emol einfach gesinn, wéi an deene verschidde Secteuren d'Evolutionen sinn, well déi weisen engem jo, wou Problemer sinn a wou keng Problemer sinn.

An der industrieller Produktioun hu mer téschent 1990 an 2008 eng Baisse vun 63% vun dem CO₂-Ausstooss. An an deene leschte Jore -4,3%. An dem nationalen Transport - och dat ass wichteg - hu mer eng Augmentatioun téschent 1990 an 2008 vun 88%. Vun 88% téschent 1990 an 2008.

Elo muss een och kucken, wéi e Demographie an d'Luucht gaangen ass an den 90er Joren, wéi vill Mobilitéit mer bääkritt hunn, wéi vill Besoin mer bääkritt hunn. Wann een awer da kuckt, wéi et 2007 an 2008 gaangen ass, do hu mer eng Baisse vu 4,9% op dem nationalen Transport routier.

Duerfir hätt ech awer och gär, datt mer déi do zwou Zuelen, déi vun 1990 bis 2008, kucken, mä awer och kucken, wéi d'Evolutionen an deene leschte Jore war, wou mer et hei mat enger Baisse ze dinn haten. Bei den Transports routiers, exportation de carburants routiers hate mer déi enorm Hausse, déi eis natierlech hei eis Schwierigkeiten bréngt, déi téschent 1990 an 2008 170% an d'Luucht gaangen ass. An dat mécht jo eise ganze Bilan esou problematesch. Mä och do an deene leschte Joren, 2007, 2008, hu mer eng Baisse vu -1,6%.

Wann een da kuckt, wat d'Consommation vun de Ménagen, de Commercen an de Servicer ass, esou gesi mer, datt mer iwwert déi ganz Period eng Baisse vu -1,4% haten, a vun 2007 op 2008 eng Baisse vu -1,2%, sou datt ech soen, datt déi Politiken, déi an der leschte Regierung en place gesat gi sinn, wann een déi Zuele kuckt, wéi et 2007, 2008 evoluéiert huet, op alle Secteuren negativ Resultater opzeiwen hunn. Ech wollt et einfach eng Kéier fir d'Korrektheet vun der Diskussioune hei soen. Ech hoffen, datt déi Evolutionen och esou weiderlafen.

Nach eng aner Diskussioune, déi hei ugeftschwatt ginn ass. Ech wollt net ze vill op déi national agoen, well mir hu jo nach Geleeënheit genuch, dorop anzegoen. Mä et sinn e puer Saachen gesot ginn, wou ech einfach wéll mat den Zuele soen, wéi d'Situatioun ass, fir datt et jiddwerengem kloer ass.

Wa mer op déi Diskussioune aginn, well mir soe jo oft, datt mir e ganz grousse Problem hunn, well mer dee Verkaf vun dem internationale Bensin, dat heesch den Tank-tourismus, op eis zougeschriwwen kréien.

Dat gëtt jo oft gesot an dat ass jo och richteg esou. Da gëtt eis geäntwert: „Jo, mä op där anerer Säit kréie mer jo net ugerechent d'Elektresch, dat hei verbraucht gëtt, well dat gëtt jo am Ausland produzéiert. Gutt. An dat ass jo och richteg.

Sou, wat heesch dat awer an Zuelen? Well dat ass jo dat, wat interessant ass, wat dat an Zuelen heesch.

(*Interruption*)

Wa mer et géifen nämlech émdréinen a wa mer géife soen, déi normal Logik wende mer hei un, an zwar d'Logik vun der Consommation nationale, dat heesch, wat hei verbraucht gëtt, Elektresch, wat haut verbraucht gëtt, Bensin, wou wäre mer dann drun? Dann hätte mer eng Emissionsbaisse, déi ém déi 20% géif leien.

Einfach fir déi Zuelen eng Kéier mateneen ze vergläichen. Dat eent Räsonnement stëmmt, dat anert Räsonnement stëmmt och. Wann een zwee Räsonnementer zesummenhëlt, komme mer op -20% vun den Evolutionen. Ech wollt just déi Zuel, ouni se elo ze vill ze verdéiven, awer fir d'Nuance vun der Diskussioune eng Kéier hei opbréngen.

Da krut ech gesot, datt mer hei kee Plan d'action hätten. All Dag, dee verluer geet, ass e verlueren Dag. All Dag, dee verluer geet, Här Berger, ass e verlueren Dag. Domat sinn ech jo och d'accord. Elo wéll ech awer och hannendru soen, datt mer dat wéissen an datt mer jo net elo emol véier Méint náischt maachen, mä datt mer eng ganz Rei Moosnamen amgaange sinn ze kucken, eng ganz Rei Moosnamen amgaange sinn ze analyséieren, Préparationen ze maachen, an datt mer da prett sinn, hoffen ech, fir am Januar, wa mer alles dat zesummen hunn, fir dann eng grouss Diskussioune lancéieren.

Dir gitt jo net einfach an eng Diskussioune esou eran, onvirbereet. Mir sinn amgaang, eng ganz Rei Moosnamen ze maachen, deelweis déi, déi Der ugeschwat hutt, déi wesentlech sinn, déi wichtig sinn; eis Gedanken dorriwwer ze maachen, wéi mer kënnen ufänken, a mir mengen, datt mer prett sinn am Januar, Februar, Mäerz, fir eng öffentlech Diskussioune lancéieren. Mat all deene Partner, déi da wëlle mat eis diskutéieren.

Mir sinn hei amgaangen, och elo ze kucken, wat fir eng Form déi Diskussioune soll hunn, mä dat muss jo alles organiséiert ginn. Et muss ee wéissen, wien, wou, wéini, wien dat soll leeden, wéi d'Konklusiounen erauskommen. Ech menge wierklech, datt mer aus esou enger Diskussioune, déi wesentlech a mengen Aen ass, dann och müssen eppes Grousses maachen, well et kann een esou Diskussioune jo haapsächlech gutt benotzen, fir déi Cause, déi ee wéllt verständlech maachen, dann och dobaussen ze explizéieren, a fir Plattformen - d'Regierung, d'Chamber, all déi Leit, déi dorunner interesséiert sinn - ze fannen, fir déi noutwendeg Explikatiounen dobaussen ze ginn.

Well de grousse Problem duerno, dat gëtt jo deen, an dat wéisse mer all, an all déi, déi Responsabilitéiten an Émweltberäicher hunn, déi hunn dat jo an deene leschte Jore gespier, de grousse Problem gëtt jo deen, wa mer déi Moosnamen eng Kéier definéiert hunn, fir se dann och émzersetzen, an haapsächlech, fir se dobaussen akzeptéieren ze doen. Well et ass jo ganz schwéier. Oder et ass ganz einfach.

(*Interruption*)

Ech kréien hei am Fong de Soutien zu deem, wat ech elo gesot hunn, vun deem Richtegen, fir deen ze ginn. Et ass jo einfach, dat hei...

(*Interruptions diverses*)

► **Une voix**.- Wann een eng Autosteier huet, fir Wandmillen ze bezuelen, dat geet net riicht aus.

► **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Et ass jo einfach, fir dat alles hei ze décidéieren. Duerno muss een et och émsettzen. An d'Émsetzung, déi muss explizéiert ginn.

Ech mengen, datt an deem Plan d'action national, dee mer musse maachen, wa mer e grouss uleeën, wa mer esou vill Leit wéi méiglech un den Dësch bieder, fir



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

kennen matzediskutéieren, mer och deelweis e Konsens op deene Moosname kréien, déi mer virstellen. Op jidde Fall erhoffen ech mer, datt mer d'Bewoosstiss vun der Problematik kennen doduerch e gutt Stéck weiderdreien.

An dann, Här Berger, déi Dossieren, déi Der ugeschwat hutt, déi vun der Mobilitéit. Mä ech soen lech, mir si wierklech amgaang, dorunner mat Volldamp - wann ech mech däerf nach esou ausdrécken - ze schaffen. All déi Froe vun dem Zuch, vun dem Tram, vun dem mobil 2020, vun alles deem, wat do émgesat gëtt, mä et ass jo net, datt mer opgehalen hunn do. Au contraire!

All déi Froe vun Albausanéierung, déi Der ugeschwat hutt, och do ass de Logementsministère amgaang, sech Froen ze stellen, wéi en d'Rearticulatioun vun de Primé soll maachen, wéi een d'Facilitatioun vun deene Primé soll maachen, och wéi déi Froe vun der Energie an den Haiser soll anesch reglementéiert ginn. Den Här Schank, wann e wéllt, kann do sécherlech nach e puer Wuert vill besser wéi ech dor-iwwer soen. Mä alles dat si Reflexiouen, déi lafen.

An dann, ech soen lech nach eng Kéier, mir hunn dat schonn e puermol gesot: Ech fannen déi Kontradiktion, déi Der émmer siche gitt téschent Schinn a Strooss, einfach eng Kontradiktion, déi net zäitgeméiss ass, well se einfach net stëmmt. Mir mussen hei eng Mobilitéit garantéieren. Mir mussen hei eng Mobilitéit an dësem Land assuréieren. Dommerweis fueren och an engem Modell vu 75/25, wou mer erreecht hätten, nach 75% vun de Leit iwwert d'Strooss, an 80% vum öffentlechen Transport geet och nach iwwer d'Strooss. Duerfir kann een net einfach soen: „Dir macht dat eent ze vill, an dofir dat anert net.“

Mir probéieren, e Konzept ze entwickelen, wat global ass, wou den öffentlechen Transport Prioritéit huet, mä wou d'Stroossen noutgedrongenerweis och nach gebraucht ginn. A wa mer Diskussiounen iwwer zum Beispill den Tram an der Stad maache respektiv den öffentlechen Transport an der Stad, ma da muss een natierlech och iwwerleeën, well mer da manner Plaz fir den Individualverkéier wäerten an der Stad hunn, wou mer en Deel vum Verkéier aus der Stad eraushalen, wéi mer deen da ronderém d'Stad féieren. Alles dat sinn awer Froen, déi einfach vun der Realitéit, der Basisrealitéit sinn an déi een och muss beantwerten, wann ee wéllt einfach deene Konzepter vum öffentlechen Transport déi Realitéit ginn, datt en eng Chance huet, fir uerdentlech ze funktionéieren.

(Interruption)

► **M. le Président**.- Här Berger, de Minister huet d'Wuert. Wann Der gär eng Fro stellt, da stellt eng Fro, mä gräift net einfach esou an d'Diskussioun an. Wéllt Der eng Fro stellen, Här Berger?

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Neen, ech wollt elo net direkt eng Fro stellen, ech wollt awer nach eng Kéier...

► **M. le Président**.- Jo, neen, Här Berger, entweder Dir stellt eng Fro oder Dir loosst den Här Minister ausschwätzen, mä derzwéshent gëtt et näisch.

(Interruption)

Da stellt Är Fro, wann ech gelift.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Mengt de Minister dann net, e seet, et bräicht een esou Saachen, wann een dann nieft de Schinne Projeten huet wéi den Ausbau vun der Autobunn op dräi Spuren, datt dat awer net dat falscht Signal ass, datt een do d'Leit encouragéiert, nach méi den Auto ze huelen, amplaz datt een aner Mesuren hält, wou ee se éischté découragéiere gëif, fir den Auto ze huelen?

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Fuert Dir elo virun, Här Minister. Dir hutt elo ganz eleng...

(Interruption)

Neen, neen. Also ech hätt elo wierklech gär, datt mer hei dem Minister nolauschten. Jiddwereen, dee wéllt, ka sech jo herno nach eng Kéier androen. Mä elo schwätzt ganz eleng de Minister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.

Also, den Här Berger huet awer eng Fro gestallt. Obwuel ech em drop geäntwert hätt, och wann et keng Fro gewiescht wär, Här Berger.

(Hilarité)

Also ech mengen, datt och deelweis en Ausbau vun Autobunnen, do wou mer momentan 60, 70, 80.000 Véhiculé par jour hunn, wou mer eng Rei Sécherheetsproblemer hunn, wou mer zwee Verkéieren hunn, déi nieftenee lafen, de Penetratiounsverkéier vun der Stad an en Duerchgangsvrekéier, wat téschent Frankräich an der Belsch leeft, wou all Dag Accidenter geschéie mat Stauen, wou mer wéissen, datt, wa mer eng Verbreedering maachen, mer do einfach vun den Accidenter der wesentlech manner hunn an dee Moment vill méi Fluiditéit op der Autobunn, schonn eppes ass, wat ee sech kann iwwerleeën, ouni domat an der Mobilitéit, déi mer wëllen dësem Land ginn, eppes ze maachen, wat negativ ass.

Ech menge schonn, datt dat ka Senn hunn. Evidenterweis muss ee kucken, wéi een an deem Finanzkader, deen een an deenen nächste Joren huet, sech seng Prioritéit gëtt. Domat sinn ech jo och d'accord.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

An dann, muss ech soen, ass alles dat, wat Der gesot hutt: „Mir sinn hei mat de CD-Men an Ähnleches an enger Nébuleuse, an dat ass alles net transparent.“ Ech muss soen, dat, wat de Fernand Boden scho vir-dru gesot huet: Mir wëllen evidenterweis déi national Mesuré prioritär hei maachen. Mir wëllen déi prioritär maachen.

Mä et muss een awer och gesinn, wa mer 100 Milliouen Euro, déi mer zur Disponibilitéit hunn, géifen elo alleguer - a mir maache scho ganz vill an der Albausanéierung, mir kennen eng Kéier doriwwer wierklech schwätzen, well déi Milliouen, déi all Joer an d'Albausanéierung fléissen, notamment fir den Neibau vun de staatleche Gebaier, wou mer gutt weiderkomm sinn am Konjunkturpak, dat léisst sech duerhaus weisen -, mä géife mer all déi Milliouen an d'Albausanéierung maachen, da muss een och kucken, wat dat als CO₂-Resultat immédiat hätt. Well mir hu jo awer eng Obligation, fir eis CO₂en erofzeseten. An ech soen: Déi do Suen alleguer just op deem Typ vu Projet benotzen, huet als eenzegt an eleng Resultat vum Abaissement vun CO₂, sécherlech net dat, wat mer mussen erreichen.

An elo soen ech hannendrun: An däi Diskussioun, an déi mer kommen, ass dat do e wesentleche Facteur. Déi „cost efficiency“, déi mer hunn, ass e wesentleche Facteur; e wesentleche Facteur bei internationale Moosnamen, e wesentleche Facteur bei nationale Moosnamen. A fir datt mer déi do Diskussioun och kenne féieren op eng korrekt Aart a Weis, op eng uerdentlech Aart a Weis, hätt ech och wierklech gär, datt mer eis géifen en Instrument ginn, wou mer kucken, wat dann déi Suen, déi mer an CO₂-Moosnamen, Spuermoosnamen investéieren, wat déi dann och als Effikassitéit duerno hunn. Ech wéll wéissen, wat et eis kascht, kuerzfristeg a laangfristeg. Ech wéll einfach wéissen, wat et eis kascht. Ech wéll wéissen, wat fir eng Mesuren effizient sinn, wat fir eng manner effizient sinn, wat fir eng laangfristeg effizient sinn. Dat däerf ee jo awer wéissen.

Ech gesinn, si kucke mech kritesch hei un. Ech fannen dat wesentlech, datt mer wéissen, wat fir eng... Dobäi soen ech jo net hannendrun, datt mer némmen dann déi bëllegrëst Mesuré musse maachen. Dat ass jo net domadder ausgedréckt.

(Interruption)

Gelift?

► **Une voix**.- Soss maache mer némmen CDMen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Soss maache mer némmen CDMen. Ech soe jo net, datt mer net déi bëllegrëst Mesuren, just déi musse maachen.

(Interruptions)

Mir müssen och déi maachen, déi mer brauchen, déi mer wëllen, well mer wëllen op e gewëssene Créneau goen. Alles dat schéngt mer jo och sénnvoll a logesch. Mä

ech wéll et just wéissen. Ech wéll wéissen, fir eben esou Diskussiounen ze vermeiden, fir ze soen: „Maacht just Albausanéierung.“ Ech wéll wéissen duerno, wou mer dostinn, an dat ass och en Deel vun der Iwwersichtschlechkeet, déi ee muss an der Politik kréien, well hei geet et jo awer schlussendlech ém relativ vill Suen, déi mer wären an der Zukunft fir déi do Projete brauchen an, Gott sei Dank, och zur Verfügung gestallt kréien.

Sou, elo nach zum Schluss e puer Wuert iwwert d'Motiounen. Ech mengen, iwwert déi Motioun vun der grénger Fraktioun brauch ech net laang ze schwätzen, well déi Diskussioun hate mer an der Kommissioun selwer, an déi Moosnamen, déi mer bâigesat hunn, déi Dir bâigesat hutt an d'Motioun, do hunn ech schonn eng ganz Rei Saachen ugeschwat, an dat ass de Grond firwat ech recommandéieren, datt mer d'Motioun 4 also net kenne stëmmen.

Bei der Motioun 2, mengen ech, seet den Här Schank nach zwee Wuert driwwer, well déi éischter Logementsfroe betréfft.

Bei der Motioun 3 géif ech dem Här Berger proposéieren, datt mer e puer Saachen ännerner. Wann e mat den Ännernungen d'accord wär, da géif ech suggéreréieren, datt een déi kéint och stëmmen.

An zwar géif ech do proposéieren, datt mer bei de Consideranten deen drëttesch Tires an deen zweetleschten Tires ewechhuelen: «regrettant qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun bilan précis». Mir hunn iwwert all déi Moosnamen, déi mer gemaach hunn, selbstverständliche Bilanen. Si sinn och a Questions parlementaires vu mengem Virgänger scho beantwert ginn. A wa se sollen an enger Kommissioun zur Verfügung gestallt ginn an nach eng Kéier diskutéiert gi respektiv nach eng Kéier opbereet ginn op den aktuelle Stand, da maache mer dat selbstverständlich.

Deen zweetleschte Punkt: «insistant sur la nécessité d'avoir une totale transparence dans ce domaine». Wann ech elo soen, Dir sollt deen ewechhuelen, da gesäßt dat natierlech schrecklech aus, wann ech dat soen, well hei wéllt Der jo just Transparenz froen.

Ech soen lech awer, firwat ech mengen, mer mussen et ewechhuelen: Mir hunn an enger ganzer Rei vun deene Kontrakter do Prix négociés. Fir déi Prix négociés steeet eng Clause de confidentialité dran an duerch déi Clause de confidentialité kann een net déi Präisser publiziéieren, well mer eis engagéiert hunn, se net ze publiziéieren, an da kann een och net esou déi Transparenz dann hei garantéieren, wéi een dat normalerweis gewinnt ass. Dat ass kontraktuell bedéngt. Mä ech wéll och, datt et esou verstane gëtt, an net elo gesot gëtt: „Si wéll keng Transparenz hunn, elo huele se dat ewech.“ Esou ass et net geduecht.

Da bei den Inviten, do wéll ech just eng Remarque maache bei dem zweeten Tires: «vérifier que les projets auxquels il a participé respectent les critères écologiques, sociaux et économiques de durabilité». Ech wéll just soen, déi Projeten, déi mer elo maachen, déi si vum CDM-Executive Board ugeholl ginn an déi respektéieren déi Kritären, déi am Kader vun der Conférence des partis geholl ginn an déi vun den UNFCCC definéiert gi sinn. An et ass par ailleurs schwéier, fir déi par rapport zu engem Land, wa mir se missten als Land elo all eenzel da vérifiéieren. Dofir musse mer zu engem Deel Vertrauen hunn op eng Vérification, déi dann en anere mécht. Wann et esou ze verstoen ass, mengen ech, kann een dat akzeptéieren.

Par contre, dee leschten Tires: «se désengager des projets n'apportant aucune plus-value en termes de durabilité». Also ech mengen net, datt mir iergendwelche Projete gemaach hunn, déi «aucune plus-value en termes de durabilité» hätten. Et kann een natierlech diskutéieren, wéi vill se der hunn, dat ass schonn eng Diskussioun, déi ee ka féieren. Mä esou ass d'Formulatioun, mengen ech, net akzeptabel. An ech mengen och net, datt ee ka soen, mer missten eis direkt désengagéiere vu Projeten, well et si jo awer Kontrakten, déi lafen. Wann hei elo gemengt gëtt, déi wären net durabel genuch, kann ech mech

awer net, well Kontrakter geholl ginn, désengagéieren.

Ech géif lech eng Formule proposéieren, déi géif heeschen: «à veiller à ce que les projets qu'on accepte ou acceptait acceptent une grande plus-value en termes de durabilité»...

► **Une voix**.- Apportent.

► **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Jo, „apportent“. Ech konnt et net méi liesen. Also: «à veiller à ce que les projets apportent une grande plus-value en termes de durabilité». Dat heescht, mir soen eppes fir d'Zukunft, an et ass mer evident. Ech soen zwar och hannendrun: Wann de Projet keng Plus-value „en termes de durabilité“ huet, géife mer en och net maachen. Mä mir kennen et awer och schreiwen. Dat ass awer kee Problem.

Wann Der domat kéint d'accord sinn, ech mengen, da géif ech suggéreréieren, datt mer déi Motioun mat deenen do Modifikatiounen kéinte stëmmen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat war dat, wat ech wollt soen.

► **M. le Président**.- Ech géif dem Här Schank fir d'éischt d'Wuert ginn, a mir kommen zréck bei déi eenzel Motiounen, Här Berger, wann Der domadder d'accord wiert. Pardon, ech hu vergiess de Knäppchen ze drécken. Voilà, Här Minister Schank, Dir hutt d'Wuert. Dir wollt Stellung huelen zur Motioun N°2.

► **M. Marco Schank**, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.- Ganz genau. Ech wollt am Numm vun der Regierung soen, datt inhaltlech déi Motioun N°2 dem Claude Wiseler a mir eigentlech ganz léif ass, well dräi wesentlech Aspekte dra virkommen, déi och elo diskutéiert goufen. Dat engt ass d'Albausanéierung, e ganz wesentlechen. Dat anert ass dee vun der Berodung, an deen drëtten ass dee vun de Finanzéierungskonzepter.

Ech muss awer soen, datt genau déi Aspekte do prezis am Accord governemental stinn an och eis eigentlech ganz wichteg sinn. Mir sinn och amgaang iwwert déi Saachen ze diskutéieren an ze kucken, wat mer kennen en place setzen, wa mer d'nächst joer déi Diskussioun féiere mat all deenen Acteuren, déi néideg sinn.

Wat mer awer net wollten hunn, dat ass, an dofir wollte mer proposéieren, fir se ofzelehn; mir wollten eis elo net festleéen, mat wéi engen Acteuren datt mer dat maachen a mat wéi enge Konzepter datt mer dat maachen. An och, wann ech dee leschten Tires kucken: «créer un service de consultation» an esou weider. Dee Service gëtt et jo schonn. Mir wëllen awer dee Service méi performant maachen, optimiséieren. Vun dohier, mengen ech, ass dat och net korrekt, esou wéi et elo dosteet.

Mä am Résumé, de Fong vun der Motioun steet am Regierungsprogramm a fir déi verschidde Punkten Albausanéierung, Berodung, déi wesentlech sinn, soe mer och, wéi ee Programm mer eis wéile ginn an der Promotioun vun den Économies d'énergie, vun den erneierbaren Energien an och déi Régimes d'aide, déi mer wëllen nei agencéiere respektiv weiderféiere mat de Projets pilotes Plus-Energiehaiser, no haltegt Bauen an esou weider. Alles dat wéll mer maachen.

Ech wéll och betounen, datt mer net eréischt ugefaang hu virun enger Woch oder esou, mä datt mer direkt no der Vereedegung eigentlech gekuckt hunn, fir ze kucken, wou mer wëllen higoen. An da wéll mer d'nächst joer breit mat der Zivilgesellschaft, mat den Acteuren och um Niveau vun deem neie Plan d'action a puncto Klimaschutz schaffen.

► **M. le Président**.- Ech soen och dem Här Minister Schank Merci fir seng Wuertmeldung. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir géifen dann zur Diskussioun an zur Ofstëmmung vun deenen einzelne Motiounen kommen.



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

Mir hu véier Motiouen hei virleien. Ech géif se der Rei no huelen, wéi se hei déposéiert si ginn.

Motion 1

Mir hunn eng Motiou N°1, déi déposéiert ginn ass vum honorabelen Députéierte Fernand Boden, déi fennet Énnerschréften huet. Gëtt et zur Motiou N°1 eng Wuertmeldung?

(Interruption)

Jo, den Här Colombera.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ech wollt nach eng Kéier do nofroen. Do steet an der Motiou: «à plaider pour la supplémentarité de ces moyens financiers». Ass dat, wat Dir, Här Minister, virdru gesot hutt,... déi Mesures additionnelles? Versteet een dat als Mesures additionnelles, oder versteet een do Moyens financiers, wéi d'Wuert et seet, wéi et am Term draasteet? Wéllt Dir gär méi Suen engagéieren oder ass et dat, wat Der virdru gesot hutt?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Sot mer nach eng Kéier.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- «À plaider pour la supplémentarité de ces moyens financiers pour ainsi garantir le maintien intégral du volume actuel des aides internationales au développement.» Ass dat elo datselwecht, déi Moyens financiers, wéi dat, wat Der hei op der Tribün gesot hutt, déi Mesures additionnelles?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also mir wëllen, wat de Klimaschutz ugeet, Mesures additionnelles maache par rapport zu deene Suen, déi momentan engagéiert sinn an der Aide au développement. War dat d'Äntwert op Är Fro?

(Interruption)

Ech verstinn d'Fro net richteg.

(Interruption)

Okay.

► **M. le Président.**- Okay. Ass soss nach eng Wuertmeldung zu där Motiou? Den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déri Lénk).**- Ech wäert mech enthalten. Ech hätt och kennen d'Enthalung elo begrënne; dat ass jo egal. Ech wéll drop hiwisen, wou ech Problemer mat der Motiou hunn. Bei dem Dispositif, een, zwee, dräi, véier, fenneften Abschnitt, déi 30%: «pour autant que d'autres pays développés s'engagent», hat ech virdru gesot: «Ech sinn der Meenung, dass een déi 30% och onofhängig vun engem Accord sech soll als Zil setzen.»

Deen Abschnitt duerno: «priorité aux actions au niveau national» an «mécanismes flexibles (...) comme élément complémentaire». Dat ass mer relativ vag, wat do Priorité heesch a complémentaire.

Op der zweeter Sät den drëtten Abschnitt, leschten Niewesaz: «qui, tout en donnant la priorité aux mesures nationales, tient compte de nos circonstances nationales spécifiques». Dat ass esou e Gummi, eng Gummibestëmmung, déi eigentlech d'Dier fir alles opléisst.

An et sinn zwee Aspekter, déi mir wierlech wichtig schéngen an déi an der Motiou guer net ugeschnidde sinn. Dat ass awer déi Fro vun der Klimagerechtekeet, also an engem soziale Sénn, an d'Fro vun dem Wuesstumsmodell a vum Produktionsmodell.

An no deenen Erklärunge vum Här Asselborn gëschte a vum Här Wiseler haut weess ech nach émmer net genau, wéi dat dann elo geet.

(Interruption)

Ech mengen, si wëssen et och selwer nach net genau, wéi dat dann elo geet mat deene Fongen aus der Entwicklungshélf respektiv deene fir d'Klimahélf.

(Interruption)

Also wann dat, wat den Här Wiseler esou gesot huet, däitlech stëmmt - dat huet elo

näischt mat mengem Vote ze dinn -, dann ass et natierlich dat, wat ech och mengen. Dat heescht, Entwicklungshélf 0,9, émmer no de Kritäre vun der Nohaltegeek, plus, selbstverständliche net do mat eragerechent, alles, wat mer am Kader vun der Klimahélf hunn. Mä dat war net dat, wat Der geschter gesot hutt.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Merci, Här Hoffmann. Den Här Gira huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Camille Gira (déri gréng).**- Merci, Här President. Ech hat während menger Ried schonn e puer Ursache gesot, firwat mir eis bei déser Motiou, déi zu engem gudden Deel, besonnesch wat déi international Démarche ubelaangt, eis Vuen deckt, awer wäerten enthalten an eng eege Motiou eragerech hunn, déi sech och zu engem gudden Deel op déi Motiou basiert, awer a Punkte méi wäit geet. Ech wollt dozou nach zwee Wuert awer soen an och kuerz an engems op déi eng oder aner Ausso vum Minister zréckkommen.

Mir hunn e Problem zum Beispill mat der Analys am Considerant Nummer 4. Mir sinn eben net der Meenung, dass déi Politiken, déi an deene leschten zweief Joer gemaach si ginn, ambitiéis waren an dass mer esou besonnesch Situations haten. Ech wéll dat opgräifen, wat de Minister gesot huet. Et ass zwar elo, wa mer 2006, 2007 rechnen, den Tanktourismus eraus, de Stroum derbäi, dass mer minus 20 sinn. Ech wéll awer nach eng Kéier drun erënneren, dass 1997, wéi mer dee Kyoto-Protokoll énnerschriwwen hunn, deen Territorialprinzip eis eigentlech konnt egal sinn. Do war dee Montant, deen duerch den deemolegen Tanktourismus entstanen ass, identesch mat deem, deen deemools mam Stroumimport konnt verrechent ginn. Dat war jo awer jiddwerengem bekannt, a wat mir einfach soen, dass een dann net einfach hätt därfen den Tanktourismus fortlafe loessen. Et hätt ee misse wëssen, dass all Liter Diesel oder Bensin, deen zu Lëtzebuerg an Zukunft géif méi getankt ginn, op dës Rechnung géif maachen.

An da wéll ech awer soen, dass een och fir de Rescht... Mir erkennen un, dass vläicht dat eenzig Spezifisch, wat Lëtzebuerg an där Zäit hat, dat ass déi demographesch Entwicklung. Mä och wann ee seet, dass mer vläicht ém 20% Population bälkrit hunn, dann ass dat nach keng Erklärung, dass mer 88% méi Emissiouen am nationale Verkéier hunn.

Dat ass ganz einfach, well mer eng falsch Mobilitéitspolitik déi ganz Jore gemaach hunn, well mer eréischt ganz zum Schluss eng Autosteierreform ugaang sinn, déi mir och émmer matgedroen hunn, wou awer och émmer gesot ginn ass: «Dat ass deen éischt Punkt.»

Wat mer all deene Regierunge virwerfen, ass, dass se haapsächlich keng Strategie hunn. Mir hunn déi Autosteierreform émmer matgedroen als Gréng, zu enger Konditioun: Dass mer, wa mer déi privat Leit bestieert hätten, duerno d'Betreibsautoe geïfen ugräifen. A wat ass geschitt? Déi al Regierung huet hiert Wuert net gehal, an ech hu bis elo och näischt am Koalitionsofkommes vun där neier gelies, dass mer elo och déi dote Reform uginn.

Ech si sougwer iwwerzeegt, dass dat vill méi géif bréngen... Wann ee gesot kritt aus informéierte Kreesser, dass mer 20 bis 30.000 Betreibsautoen doruechter lafen hunn, wou Salarié vun hirem Patron gratis den Auto, de Bensin an alles zur Verfügung gestallt kréien, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da musst Der wierlech immens Idealist sinn, wann Der dat gratis zur Verfügung kritt, quritte dass Der e klengen Deel muss versteieren, wann Der dann nach géift den Zuch huelen, fir vun Esch, vun Diddeleng oder vun hanner Metz an d'Stad ze fueren.

Mir sinn der Meenung, dass do e risege Potenzial ass. Dat ass zum Beispill eng Mesure, déi kascht guer näischt. Déi géif dem Stat nach e ganze Koup Suen era;bréngen. Mir fannen et och sozial ongericht a mer wonneren eis, dass eng LSAP, déi en éischten Deel vun där Autosteier konnt matdroen, nach net bereet ass, endlech deen zweeten Deel unzegraphen, wou Leit, déi

meeschters scho keng schlecht Pai hunn, wou déi och nach en Auto, ech soen emol halfe gratis zur Verfügung gestallt kréien.

(Interruption)

Dann hu mer just nach zwou Saachen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här Gira, däarf ech lech just berouegen, dass d'Revision vun de Konditiounen vun der Ofsetzbarkeet bei de Betriebsween eng Dispositioun ass, déi am Koalitionspogramm drasteet.

► **M. Camille Gira (déri gréng).**- Da waarde mer mat Spannung, wéini dass dat dann endlech ugaange gétt a wat dann d'Resultat ass.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Et steet awer dran.

► **M. Camille Gira (déri gréng).**- Da wollt ech nach just kuerz soen, dass mer nach zwou Saache bägefügt och hunn. Dat eent ass eng Propos, déi hei am Hearing opkomm ass, déi mir awer och deelen. An dat ass d'Geschicht vun engem Institut luxembourgeois du climat.

Ech konnt een déi zweief Joer, wou mer hei diskutéiert hunn, émmer erém feststellen, dass mer eng miserabel Datenlag hunn an dass mer deelweis Jore gebraucht hunn, ier mer eis iwwerhaapt eens waren, wien dann elo wéi vill Tonnen CO₂ an deem Land géif emittéieren. Ech hunn och dat Gefill, dass mer haut nach émmer deelweis schwammen, och wa mer lues a lues méi eens sinn. Ech mengen, mir bräichte wierlech een onofhängegt Institut, wat éischtens géif hellefen, och Strategien auszeschaffen, och basiert op wissenschaftliche Kritären, wat awer virun allem och eng neutral Evaluatioun géif maachen. Ech mengen, dat géif därf ganzer politescher Diskussioun och zeguttkommen, dass mer net émmer erém streiden iwwer Chifferen.

Mir hunn dee Paragraph iwwert d'Gemengen eragesat. Mir begréissen, dass am Koalitionsofkommes virgesinn ass, e Pakt mat de Gemengen ze maachen. Mir mengen awer och, dass endlech muss d'Regierung dem Innenminister soen, dass Klimaschutz ouni d'Gemengen net méiglech ass, an dass ouni Kompetenze vun de Gemengen am Energieberäich d'Gemenge keen aktive Klimaschutz kenne maachen. Dat ass e wesentleche Punkt fir eis. Dat erklärt e bëssen, dass mer niewent der Majoritétsmotiou, wou mer eis wäerten enthalten, eng eege presentéieren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. Den Här Schiltz huet d'Wuert nach gefrot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, ech wollt zu där Fro „Entwicklung a Klima“ nach eng Kéier Stellung huelen, well einfach hei Saache behaapt ginn, déi op kenger textlecher Grondlag baséieren. Et muss een einfach déi international Dokumenter kucken, och wat d'Applikatiounsregule vu Kyoto ubelaangt, wou kloer an däitlech drasteet, datt déi Finanzement, déi am Kader Kyoto bereestgestallt ginn, net zu engem Détournement vun Entwicklungsgelder därfen feieren. Dat huet Lëtzebuerg énnerschriwwen, dat hunn déi aner Länner énnerschriwwen, dat ass geltend internationale Recht.

Elo kenne mer iwwer Kommaen an de Motiouen hei diskutéieren an den Text no riets an no lénks kéieren, dat ännert náischt un deenen internationalen Engagemerter, déi de part et d'autre geholl gi sinn. Ech soen awer derbäi, datt ech lech elo scho viraussoen, datt aner Länner wäerten déi international Engagemerter a Fro stellen.

Am Iwwrege wonneren ech mech, datt mer just hei fir de Maintien intégral vum Volume international des aides au développement plädéieren. Et kennt jo emol heeschen, datt mer net méi wëllen, datt déi aner op 0,7 ginn. Mä ech mengen net, datt dat d'Intentioun ass. Duerfir brauche mer den Text och net ze ännern.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Schiltz Merci. Den Här Berger huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech hat schonn an der Kommissioun ugekennegt, datt mir géifen déi Motiou hei och énnerstétzte respektiv matstëmmen, well eng Rei Saachen dra sinn, deene mer kennen zoustëmmen. Ech hat awer och virdru gesot a menger Ried, datt et eng minimalistesch Motiou ass,

datt ee kennt méi wäit goen. Ënner anerem ass déi Motiou vun deene Gréngen eis ganz sympathesch, wou och zum Beispill d'lddi vum Institut du climat dra wirkën. Nämme fir ze soen, datt mer déi hei wäerte stëmmen, awer och herno da wäerten déi vun deene Gréngen, déi méi wäit geet, matdroen.

► **M. le Président.**- Zum Ofschloss vun der Diskussioun zu der Motiou géif ech dann der Regierung nach eng Kéier d'Wuert ginn.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Just fir Stellung ze huelen zu zwee, dräi Punkten. Den éischt Punkt iwwert d'Entwicklungshélf, mengen ech, huet den Här Schiltz elo perfekt erkläret, besser wéi ech dat hätt kennen. Mä et ass ganz kloer, datt dat d'Descriptioun vun der Situations ass.

Ech wéll just hennendrügen - wann Dir sot: „Alles dat ass jo mat de Kritären net kloer an net transparent“ - ech mengen, mir ginn hei e Prinzip un, eng Philosophie, wéi mer wëllen an d'Verhandlungen eraugen, an d'Verhandlungen zu Kopenhagen, wéi mer déi Equilibre wëlle maachen. Wat dann duerno definitiv prezis an däitlech bei de Verhandlungen erauskënnt, dat décidéiere mir jo elo net heibannen. Duerfir, mengen ech, musse mer de grosse Prinzip elo festleéen - deen hu mer an der Motiou festgeluecht - a mat deem Prinzip an deem Négociationskader muss d'Regierung kennen déi Diskussiounen zu Copenhagen feieren. An et ass dat, wat mer wëllen hei erreechen.

Zweete Punkt, deen ech wéll soen - Dir sot: „Et muss ee minus 30 direkt elo ginn“ - mä do och nach eng Kéier, mir schwätzten hei émmer wéi wa mer just zu Lëtzebuerg déi Diskussioun hei géife feieren. Mir sinn hei an Négociations. D'Regierung an déi aner europäesch Regierunge müssen op Copenhagen goen a müssen en Négociationskader hunn. Mir soen: „Minus 20 gi mer“, mä mir müssen awer och kennen eng Négociations feieren, a mir müssen och kennen déi aner Länner bewegen, datt se och matmaachen.

An déi Zilsetzung, an ech wéll dat kloer an däitlech soen, vun eisem Diskussiounen a vun eisem Négociations zu Copenhagen als Lëtzebuerg an als Europäer, dat ass op minus 30 ze kommen. Mir géife gär dohinner kommen. Mir wëllen dat maachen. Mä mir hätten awer och gär, datt déi aner op deem Wee do matginn. An ech mengen, dat brauche mer awer als Négociationsbasis an als Kontext, an eppes wat mer op den Dësch leeën, wa mer dee Répondant kréien, an esou ass et och ze verstoen.

Dann déi Geschicht vun deene spezifische Saachen, déi Spécificités nationales, déi mer hunn. Ech gesinn der awer e puer méi wéi déi, déi den Här Gira elo virdru gesot huet. Wann een einfach kuckt, d'Gréiss vun eisem Land an d'Influenz, déi d'Implantatioun vun enger Fabrik hei zu Lëtzebuerg huet, déi engem dee ganze Prozentsatz, deen een do ausrechent, duerch d'Ophalen oder duerch d'Neiopriichte kann duerjerneegeheien, esou ass et awer a kengem anere Land, esou ass et bei eis.

Mir hunn awer an den 90er Jore Circonsances particulières gehat, datt mer méi wéi all anert Land mat eiser Demographie an d'Luucht gaange sinn, datt d'Ziel vun de Frontaliere massiv an d'Luucht gaangen ass an domat d'Mobilitéit, déi mer brauchen, fir d'Frontaliere op déi Aarbeitsplätze ze kréien, wou mer fru sinn, datt se hei sinn. Alles dat ass awer particulier fir Lëtzebuerg.

Schlussendlech och deen Transit, dee mer awer duerch d'Gréiss vun eisem Land an haapsächlich duerch d'geographesch Situations vun eisem Land kennen, dat sinn awer Circonsances particulières, deenen einfache Rechnung ze droen ass, a wou déi Situations an déi Prozentsatz méi schnell anesch kenne ginn oder méi schwéier prévisibel sinn, a mer duerfir eng gewësse Flexibilitéit ganz einfach an deem System brauchen, méi wéi vläicht en aneren.

► **M. le Président.**- Vläicht, mengen ech, sollte mer d'Diskussioun elo ofschleissen. Et hat jiddwereen d'Geleeënheet, fir alles ze soen, wat en derzou ze soen hat.



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

Ech géif wëllen zum Vote vun der Motioun N°1 iwwergoen. Ass de Vote électronique gefrot oder kénne mer dat duerch Handofstëmmung maachen? Maache mer dat duerch Handofstëmmung?

(Assentiment)

Ech stellen da fest, wéi d'Fraktiouen do stinn.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat der Motioun 1 d'accord?

Wien ass do dergéint?

A wien enthält sech?

Dat sinn zwou, véier, sechs Enthalungen. Sechs Enthalungen a véier. Bei zéng Enthalungen ass déi Motioun dann ugeholle.

(Interruption)

Jo, dat war fennet a véier an eng, dat ass zéng.

Den Här Hoffmann wëllt seng Abstentioun nach eng Kéier motivéieren, obschonn Dir et schonn, Här Hoffmann, an Ärer éischter Interventioun...

(Interruptions)

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Ech weess selbstverständlich den Ennerscheed.

► **M. le Président**.- D'Reglement gesäit vir, datt den Här Hoffmann däarf seng Abstentioun motivéieren.

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Ech géif dat och mengen. Ech weess och den Ennerscheid téschent Obligationen vu Mëttelen an Obligationen vu Resultat bei internationale Verhandlungen. Dat kennen ech. An dorunner géif sech och náischt ännener, wann ee bei deem zweetleschten Abschnitt vum Dispositif e Punkt géif setzen hannert 1990. Dat heesch also, déi Bedéngung, datt déi aner matmaachen, géif ewechloossen. Da wier et nach émmer némme: „Invite le Gouvernement à œuvrer“ an déi dote Richtung, a selbstverständlich net eng Verflichtung, zu deem Resultat ze kommen. Also insoufern war dem Här Minister seng Äntwert am Fong geholl net eng op meng Propositioun zu deem doten Abschnitt.

► **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Dat war awer elo keng Motivatioun zu Ärer Abstentioun, dat do.

(Interruption)

► **M. André Hoffmann** (déri Lénk).- Wat dann? Wat war dat do dann?

(Interruption)

Motion 2

► **M. le Président**.- Fir datt mer an der Rumm bleiwe vun der Diskussioun hei, géife mer zur Motioun N°2 iwwergoen. D'Motioun N°2 ass déposéiert gi vum Här Eugène Berger. Här Berger, wëllt Dir d'Wuert nach eng Kéier?

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo, Merci, Här President. Wann ech deenen Explikatioun vum Minister Schank konnt suivéieren, wier him am Fong geholl déi Motioun hei ganz sympathesch, well eng Rei Saachen dra sinn, déi d'Regierung och wëllt émsetzen. Duerfir géif ech et jo awer dann émsou méi interessant fannen, wann d'Chamber hei kënnt massiv der Regierung de Réck stäipe mat déser Motioun, fir datt se dann och duerch de Bësch géife kommen. Duerfir verstinn ech net, firwat d'Majoritéit déi Motioun net wëllt stëmmen, an invitierere se nach eng Kéier, se ze stëmmen.

► **M. le Président**.- Bon, mir géifen zum Vote kommen. Ech ginn dovun aus, datt hei de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

De Vote fänkt un. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: Mat Jo hunn 20 Deputéiert gestëmmt a mat Nee 37.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est rejetée par 20 voix pour et 38 voix contre.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M.

André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Ali Kaes), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Raymond Weydert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Weiler), Laurent Mosar (par M. Norbert Haupert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Motion 3

Mir géifen dann zur Motioun N°3 kommen. De Minister huet dem Här Berger, deen och hei den Dépôt gemaach huet vun der Motioun, eng Rei vu Propositioun gemaach, énner welchen d'Regierung kénnt mat dár Motioun d'accord sinn. Här Berger!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Jo, Merci, Här President. Ech hunn effektiv den Erklärunge vum Minister genau no gelauscht, an en huet jo och verschidden Explikatiounen ginn, déi ech ka verstoan an déi ech och kann akzeptéieren, an ech wier duerfir och d'accord mat deene Modifikatiounen, déi hie proposéiert.

Fir eis ass virun allem wichteg d'Zil do vunner, dat heesch, datt mer d'Bilanz kénne maache vun deene Projeten, wou mer engagéiert sinn, an och dann deem entspachend herno kénne Korrektur vir huelen, an némme wierklech a Projete ginn, wou och wierklech d'Nohaltegeet garantéiert ass, wa mer mussen eben déi flexibel Mechanisme gebrauchen. Ech hoffen, datt mer dann doduerch och an Zukunft net méi an der Situationsinn, datt mer mat eiser Autosteier Wandmillen a China musse bezuelen.

Merci.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Berger Merci. Ech géif vlaicht nach eng Kéier résuméieren, datt an der Motioun, esou wéi se déposéiert ginn ass, dann an de Considéranten den zweetleschten an dréttleschte Considérant géife gestrach ginn, an dass am Dispositif dee leschten Dispositif géif heesch: «à veiller à ce que les projets apportent une grande plus-value en termes de durabilité». Wann dat esou akzeptéiert ass, da géif ech déi Motioun zum Vote stellen.

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le Protocole de Kyoto définit trois mécanismes flexibles, à savoir le commerce de droits d'émissions, la mise en œuvre conjointe et le mécanisme de développement propre dans la stratégie visant à une réduction des gaz à effet de serre;

- considérant que le Luxembourg a largement recours à ces mécanismes flexibles;

- considérant le Plan National d'Allocation de Quotas II (PNAQ II) couvrant la période de 2008 à 2012;

- considérant que des sommes considérables sont engagées par le fonds de financement des mécanismes de Kyoto, en vue de la participation aux différents projets de CDM (Clean Development Mechanism) et de II (Joint Implementation);

- considérant que la Chambre des Députés est soucieuse du nombre d'engagements financiers pris dans le cadre des mécanismes flexibles;

- considérant la participation du Grand-Duché de Luxembourg aux Fonds Carbone de la Banque Mondiale et de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement;

- insistant sur la nécessité de la priorité d'actions nationales en matière de lutte contre les changements climatiques; invite le Gouvernement à

- présenter dans les meilleurs délais un bilan détaillé des mécanismes flexibles auxquels le Luxembourg a eu recours;

- vérifier que les projets auxquels il a participé respectent les critères écologiques, sociaux et économiques de durabilité;

- vérifier si les réductions d'émissions de gaz à effet de serre accréditées sont à la hauteur des moyens financiers engagés;

- veiller à ce que les projets apportent une grande plus-value en termes de durabilité.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Fernand Etgen, Camille Gira, André Hoffmann.

Vote sur la motion 3 modifiée

Ech ginn dovun aus, datt mer déi par main levée kénnen elo ofstëmmen.

Wien ass domadder d'accord?

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

Mat Unanimitéit wär déi Motioun 3 ugeholle.

Motion 4

Mir géifen dann zur Motioun 4 kommen, déi vum Här Camille Gira déposéiert ginn ass. Giët et do nach Wuertmeldungen? D'Regierung huet proposéiert, déi Motioun ofzelehn.

Wa keng Wuertmeldungen do wären, da géif ech gär zum Vote kommen.

Den Här Colombera freet d'Wuert nach.

► **M. Jean Colombera** (ADR).- Jo, ech wollt den Här Gira froen: Wien ass alles op dár Table ronde do derbäi? Wie géift Dir do invitierieren?

(Hilarité et interruptions)

► **M. le Président**.- Bon, ech mengen, mir kéint zum Vote...

► **M. Camille Gira** (déri gréng).- Jo, komme mer zum Vote, soss sëtze mer muer de Moien nach hei, wann ech dem Här Colombera all déi Leit muss opzielen, déi do sollen derbäi sinn.

► **M. le Président**.- Här Gira, hätt Der gären de Vote électronique?

► **M. Camille Gira** (déri gréng).- Jo, jo!

► **M. le Président**.- Da géife mer dee lancéieren.

Vote sur la motion 4

De Vote ass un.

► **Une voix**.- Da kénne mer se net mat stëmmen...

► **M. le Président**.- Mir géifen dann iwwergoen op d'Procuratioun. De Vote wär ofgeschloss.

D'Resultat vum Vote vun déser Motioun ass: 14 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 40 mat Nee an een Deputéierten huet sech enthalten.

Résultat définitif après redressement: la motion 4 est rejetée par 41 voix contre, 14 voix pour et une abstention.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox).

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Lucien Weiler), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M.

Michel Wolter), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Lucien Lux);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser. S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Domat wär dann d'Diskussioun vun désem Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss. Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ém d'Orientierungsdebatt iwwert d'Finanzierung vun de groussen staatlechen Infrastrukturen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht ginn. Et hu sech bis elo ageschrifwen: den Här Etgen, den Här Diederich, den Här Bausch, den Här Henckes, den Här Hoffmann an den Här Negri. Den honorabelen Här Fernand Boden presentéiert eis de Rapport vun der Commission du développement durable. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

3. 6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Fernand Boden** (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Leif Kolleginnen a Kolleegen, no 2006, 2007 an 2008 hu mer haut hei an der Chamber déi véierte Kéier den Débat iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojeten, déi de Stat realiséiert. Nei ass, datt dést Joer, bedéngt duerch déi nei Regierungsopdeelung, do duerch, datt mer elo e Ministère vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen geschaf henn, datt mer een Débat spueren, well haut souwuel den Domän vun den Travaux publics wéi och dee vum Transport hei zesumme virgestallt ginn.

Zénter Joren ass an der Chamber an och an der Regierung dorivwer diskutéiert ginn, wéi d'Plangen, wéi de Bau vu gréisseren Infrastrukturen vum Stat kéinte méi schnell gemaach ginn, méi transparent gemaach ginn, méi einfach, ouni datt awer d'Matsproocherecht vun der Chamber, d'Kontroll vun der Chamber géife beschnidde ginn.

Zénter 2006 géett also eng nei Prozedur applizéiert, sou datt ech net nach eng Kéier dorobber wëll agoen. Ech wëll lech just, Här President, eng Lëscht hei iwwerreeche vun allen Infrastrukturprojeten, déi an deenen dräi leschte Joren eng Autorisation vun der Chamber duerch déi nei Prozedure kritt henn. Déijéineg, déi dat nokucken, wäerte gesinn, datt dat scho ganz appréciabel ass.

(M. Fernand Boden dépose une liste récapitulative des projets ayant fait l'objet d'une autorisation par motion.)

► **M. le Président**.- Merci.

► **M. Fernand Boden** (CSV), rapporteur.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Eropsetzung vu 7,5 Milliounen Euro op 40 Milliounen Euro vun deem Seuil, vun deem un all Engagement vum Stat muss duerch e Gesetz autoriséert ginn - dat ass am Abrëll vum leschte Joer geschitt -, ass och déi Prozedur, déi hei ofgemaach war, e bëssen émgeännert ginn. Et sinn e puer nei Ännunge komm.

De finanzielle Seuil vun de Projeten, déi an der Nohaltegeektskommissioun all Joer musse presentéiert ginn, deen ass vu 7,5 Milliounen net op 40, mä op zéng Milliounen eropgesat ginn. Gläichzäiteg kréien d'Deputéiert, déi mat deem engen oder anere Projet net d'accord sinn, awer d'Geleeënheet, fir hei an der Chamber eng separat Motioun ze presentéieren niewent dár genereller Motioun, fir datt och iwwer hir Positioun kann ofgestëmmt ginn.



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

Well awer och èmmer méi Urgencë virkommen, déi een net virausgesi kann, och beim beschte Wëllen net, war et néideg, d'Autorisatiounsprozedur och e bëssë méi flexibel ze gestalten. Duerfir kann d'Chamber an esou Fäll vun Urgence och am Laf vum Joer duerch eng Motioun fir Autorisatioun fir spezifesch Bauprojekte ginn.

Wat elo soss d'Matsproocherecht an d'Kontroll vun der Chamber ugeet, bleibt et esou, datt fir Projeten, déi méi wéi 40 Milliouen Euro kaschten, e Projet de loi muss ausgeschafft an och hei an der Chamber gestëmmt ginn.

Wat de finanzielle Suivi vun de Chantieren ugeet, déi schonn amgaange sinn, ass et säit e puer Joer esou, datt de Minister all sechs Méint an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire kënnt, fir déi finanziell Evolution vun de Projeten do ze presentéieren.

Dëse Modus Vivendi soll och bääbehale ginn, mä soll sech net némmen op déi Projete vun engem Käschtepunkt vun iwwer 40 Millioune begrenzen, mä soll ziele fir all Projet, dee méi wéi zéng Milliouen Euro kascht. Fir d'Ausféierung vun de Projeten téschent zéng a 40 Milliouen Euro, fir déi kee Gesetzesprojet muss ausgeschafft a gestëmmt ginn - et ass awer net verbueden, wëll ech hei derbäfügen -, ass d'Comexbu stänneg mat agebonnen, wat de finanzielle Suivi ubelaangt. De Minister ass och bereet, fir déi fir d'Infrastrukturen zoustänneg Kommissioun regelméisseg ze informéieren iwwert de Weidergang vun de Projeten téschent zéng a 40 Milliouen, fir déi d'Ausschafe vu Pläng an Etüden autoriséiert ginn ass. Sou datt wéi gesot déi zwou Kommissiounen och permanent iwwert de Fortgang vun de Projete Bescheid wëssen.

Dir gesitt, dës puer Ännérunge vun der Prozedur erlaben eis méi eng grouss Flexibilitéit; se erlaben der Regierung am Noutfall méi séier kënnen ze reagéieren, an trotzdem behält d'Chamber nach déi néideg Kontroll iwwert dat Ganzt.

Dir Dammen an Dir Hären, modern Infrastrukture si wichteg fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land. De Konjunkturprogramm gëtt 2010 op vollem Niveau weidergefouert. Dat ass wichteg a richtig, fir eise Betriber ze hëlfelen, dës Kris ze iwwerwannen. Mä et ass och wichteg, fir datt hei zu Lëtzebuerg d'Land no der Kris gutt dosteet an datt potenziell Investisseur hei am Land këinne performant Infrastrukturen ugebuede ginn.

Gewëss, mer wëssen alleguer, datt de Budgetsdefizit 2010 - an doriwwer kréie mer nach Geleeënheet ze schwätzen - ganz héich ass an datt mer 2011 müssen ufänken, zolidd ze spueren, fir deen Defizit erém ofzebauen. Dat wäert ganz sécher net ouni aschneidend Moosname goen. Och bei den Infrastrukturen. Mä et däerf een awer net deen einfache Wee wielen a virun allem beim Ausbau vun den Infrastrukturen Gelder aspueren, well trotz Budgetsdefizit musse gewëssen Investissementer elo gemaach ginn, fir datt mer no der Kris net nach méi schlecht dostinn, wéi dat soss de Fall wär.

No dësem kuerzen Exkurs wëll ech da kuerz och op d'Lëscht vun de Projeten agoen, well dat an der Prozedur virgesinn ass, d'Projeten, déi de Minister eis an der Kommissioun virgestallt huet.

Mir hunn d'ailleurs vum Minister a vu senge Mataarbechter all Informationen an Äntwerte kritt, déi mer gebraucht hunn. Duerfir soen ech hinnen all Merci fir déi gutt an effikass Zesummenaarbecht.

D'Chamberskommissioun huet all eenzelne Projet vun der Lëscht analyséiert an och diskutéiert. Duerfir verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport, fir dat méi am Detail nozeliesen. Hei wëll ech déi Projeten eenzel a ganz kuerz virstellen.

Ech fäcken u mat de Projete vun den Travaux publics, an do mat deene vun der Bauverwaltung. Fir d'éischt geet et èm d'Renovéierung vun de militäreschen Infrastrukturen um Häreberg. D'Gebaier

um Häreberg stamen aus de 50er Joren. Se sinn an engem schlechten Zoustand, duerfir muss dréngend eppes geschéien. Et geet hei èm eng Gesamtsurface vu 74.000 m², an do gëtt gekuckt, ob se am beschte renovéiert ginn, oder wat fir eng müssen ofgerappt an nei opgebaut ginn. De Käschtepunkt beleeft sech op ronn 100 Milliouen Euro.

Da kommen eng ganz Rei vu Schoulprojekten. Dir gesitt also, d'Regierung leet prioritar och Gewiicht op de Bau vun neie Schoulinfrastrukturen. Et geet fir d'éischt èm den Ausbau an d'Renovéierung vum technesche Lycée vu Bouneweg. Dës Aarbechte sinn néideg, fir de Lycée vu Bouneweg de modernen Ufuerderungen un d'Schoul gerecht ze maachen, fir nei pedagogesch Konzepter do kënnen unzibidden, zum Beispill d'Ganzdagsschoul. Et gi provisoresh Strukturen ofgerappt, an den Alimentatiounsberäich gëtt HACCP-konform gemaach. Dësen Investissement kascht de Stat 105 Milliouen Euro.

Da geet et èm de Bau fir eng Schoul vun der zweeter Chance. Dës Schoul ka bis 400 Schüler ophuelen, déi sech an engen Iwwergangphas téschent Schoul an Aarbechtswelt befannen. 40 Milliouen Euro wäert de Stat hei investéieren, fir datt dës Schüler besser Chancë kréien, fir eng Aarbechtsplatz um Aarbechtsmaart ze fannen.

Da geet et èm d'Kantinn an d'Sportshal vun der Handwierskerschoul hei an der Stad. 25 Milliouen Euro kascht et, fir datt e Restaurant fir 350 Schüler, datt eng Cafeteria mat 170 Plazen an eng Sportshal mat dräi Unitéite gebaut ginn. Des Weidere gëtt e Solarlabo agericht, e Parking fir 110 Autoe gebaut an d'Alentours ginn aménagéiert.

Da kéime mer un de Centre de logopédie. Déi bestehend Infrastrukture stamen aus dem Joer 1971, se ginn den aktuellen Ufuerderungen net méi gerecht, a fir ronn 20 Millioune ginn déi al Gebailechkeeten ofgerappt a ginn neier opgeriicht.

Da gi mer un d'temporär Strukturen, déi néideg sinn, fir datt den Athénäum ka komplett renovéiert ginn. Bei dësem Projet handelt sech èm eng qualitativ ganz héich-wäerteg temporär Struktur vun 11.000 m², déi ronn 1.400 Schüler aus dem Kolléisch ophuele kann während der Renovéierung vum Athénäum. Déi héich Käschte vun 20 Milliouen Euro fir eng temporär Struktur, déi erkläre sech doduerch, datt et sech hei èm eng ganz héichwäerteg prefabbrizierte Struktur mat gudden Energiewäarter handelt. Dës Infrastruktur soll eng Liewensdauer hu vun zéng bis 20 Joer a si soll an engen zweeter Phas och këinne genotzt ginn, wann aner Lycéeën um Geesseknäppche renovéiert ginn.

Da kéime mer un de Sportslycée um INS - Fetischenhoff. Dëse Projet, deen déi néideg Strukture schaft, fir datt 350 bis 450 jonk talentéiert Sportler Schoul a Sport optimal énner een Hutt kréien, kascht 6,9 Milliouen Euro. Ech wëll net verheemlechen, datt dëse Projet dem Éierepräsident vun der Déschentennisfederatioun, dee víru Joren d'Sportsklasse mat initiéiert huet, ganz vill Freed mécht.

Da kéime mer un de Lycée technique pour professions de santé am Süde vum Land. Momentan gëtt et nach kee richtige Site fir dëse Lycée, dee Platz fir 430 Schüler vun de Gesondheetsberuffer soll hunn an deen dës Formatioun, déi och haut schonn am Zentrum an am Norden ugebuede gëtt, soll weider dezentraliséieren. Momentan si verschidden Terrainen am Süde virstellbar, mä sollt deen neie Lycée fir Gesondheetsberuffer op e gemeinsame Site komme mat engem anere Lycée, si selbstverständliche eng Rei vu Synergië méiglech, zum Beispill am Beräich vun de Sportshalen oder am Beräich vun der Restauratioun. De Budget wäert sech op ronn 30 Milliouen Euro belafen.

Da kéime mer un d'Extensioun vun der Cour des Comptes. Ech mengen, mir wëssen alleguer, èm wat fir e Gebai et sech do handelt. Ènner anerem soll hei eng Vergréisserung a Richtung fréier Gebai vum Service national de la Jeunesse virgeholl ginn. Et soll eng eenzeg Entrée an der Avenue Monterey geschaf ginn. Weider Detailer fannt Der am schrëftleche Rapport. D'Käschte belafe sech op ronn 7,4 Milliouen Euro.

Da kéim de Bâtiment Jean Monnet 2 fir déi Europäesch Kommissioun. Dëst Gebai, fir dat nach kee Budget definéiert ass, gëtt an zwou Phase realiséiert. An enger éischter Phas entsteet Plaza fir 1.850 Leit, an enger zweeter Phas fir 1.050 Leit, sou datt ronn 3.000 Leit insgesamt wäerten an deene Gebailechkeete kënnen fir Aarbechtsplatz fannen. Insgesamt wäert dést Gebai um Kierchberg eng Surface hu vun 200.000 m², an et ass virgesinn, datt dat Ganzt iwwer eng Location-vente soll bezuelt ginn. De Stat prefinanzéiert also an e kritt d'Sue vun der EU-Kommissioun erëmbezuelt.

Erlaabt mer dann, datt ech zu de Projete kommen, déi vun de Ponts et Chaussées réalisiert ginn.

Do geet et fir d'éischt èm e Contournement Olm-Kielen. Dëse Projet, deen als prioritar agestuert ass, steet och am Avant-projet de plan directeur sectoriel «Transports». E soll d'Aktivitéitszone vu Capellen a vu Kielen effikass un d'Stroossennetz ubannen, an e soll d'Uertschafte Kielen an Olm entlaaschten, fir deenen hir Liewensqualitéit ze verbesseren, wat jo ganz sécher eisem Frénd Félix Eischen vill Freed wäert maachen. Dëse Projet kascht de Stat 18,26 Milliouen Euro.

Da kéime mer un de Flughafen, wou en neien Dépôt fir de Kérosène soll geschaf ginn. Deen aktuellen Dépôt ass an de 70er Jore gebaut ginn, erfëllt net méi déi heiteg Normen an Exigenzen an de Beräicher vun der Sécherheet, vun der Gesondheet, vum Èmweltschutz. Des Weideren ass och d'Capacitéit vum aktuellen Dépôt net grouss genuch, fir dem momentane Loftverkéier kënnen gerecht ze ginn. E gëtt zwar permanent iwwer eng NATO-Pipeline versuergt, mä e muss awer op d'mannst fir fënnef Deeg Reserven hunn. Duerfir faasst deen neien Dépôt elo dräi Reservoir vun jeeweils 5.000 m³. D'Reservoire sinn duebelwänneg, ginn an de Buedem agegruewen an erfëllen duerfir elo all Normen. Èsichten Evaluatiounen no gëtt dëse Projet op 20 bis 30 Milliouen Euro geschat.

Här President, l'éif Kolleginnen a Kolleegen, ech kéim dann ofschléissend zum Volet Transport. Do geet et fir d'éischt èm d'Erneierung vun der Nordstreck. Bei dësem Projet vun enger finanzieller Envergure vu 85 Milliouen Euro ass virgesinn, verschidde Streckenofschnëtter téschent der Stad an Èlwen op engen Gesamtlängt vun 52 km ze erneieren. Fir d'lescht ass do téschent 1982 an 1989 un dëser Streck erneiert ginn. Et sinn dräi Streckenofschnëtter concernéiert, Luerenzweiler-Miersch, vu Cruuchten op Ettelbréck-Bürden a vu Wëlwerwolz op Clief.

Dann dee leschte Projet, deen och op der Nordstreck ass. Et ass d'Rekonstruktio vun engem Bréck iwwert d'Uelzecht virun der Ettelbrécker Gare. Hei soll d'Zuchbréck iwwert d'Uelzecht virun der Ettelbrécker Gare nei gebaut ginn. Dës Bréck ass 1860 gebaut ginn. Se ass 1884 an 1900 zweimal staark èmgeännert ginn. Och nom Zweete Weltkrich ass nach eng Kéier dru geschaft ginn, well de Krich seng Spuren do hannerlooss hat.

Duerch eng staark Augmentatioun vum Zuchverkéier huet d'Bréck an de leschte Joren awer staark gelidden, sou datt se a kengem gudden Zoustand méi ass. Et goufen zum Beispill Rëss an der metallener Struktur festgestallt, wou d'Schinnen drop leien. Dës Schied si wuel gefléckt ginn. Mä eng Etud ass zur Konkusioun komm, datt et besser wär, dës Bréck esou séier wéi méiglech ze ersetzen, wat iwwregens och positiv Auswierkungen op d'Iwwerschwemmungsgefö zu Ettelbréck hätt, also och en zweet positiv Element, wat mat dem Neibau vun dëser Bréck verbonne wär. Momentan beleeft dëse Projet sech op 17 Milliouen Euro.

Ofschléissend wëll ech soen, datt d'Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung keng extra Awänn hat géint déi verschidde Projeten, déi ech elo grad virgestallt hunn. D'Kommissioun huet also en eestëmmegegen a favorabelen Avis ginn zu alle Projeten, déi, wéi ech schonn ufanks gesot hunn, zur Verbesserung vun den Infrastrukturen vun dësem Land bäädroen.

Aus dësem Grond réit also d'Kommissioun der Chamber, hiren Accord ze ginn, fir

datt déi noutwendeg Etüde fir d'Verwierklechung vun de Projete kënnen ausgeschafft ginn.

Domadder huet, wéi gesot, de Rapporteur säi mëndleche Rapport ofgeschloss. Ech géif dann als Spriecher vun der CSV-Fraktioun den Accord vun eiser Fraktioun zu dëse Projeten bréngen.

Ech déposéieren eng deementspriechend Motioun, déi och an der zoustänneger Kommissioun guttgeheescht ginn ass. Si ass vu bal alle Fraktiounen énner-schriwwen. Déi gréng Fraktioun wollt nach op d'Äntwert vum Minister waarden, fir och eventuell hir Ènnerschrëft dorënner ze ginn. Ech wëll se also hei um Chambersbüro déposéieren.

Merci bien.

► **Une voix.**- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précédent;

les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 et du 10 juillet 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et budgétaire;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du département du Développement durable et des Infrastructures en 2009/2010, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors des séances des 14 et 28 octobre 2009 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée,

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2010 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'administration des bâtiments publics

- procéder à la modernisation des bâtiments existants de la caserne Herrenberg alors que les infrastructures actuelles datent des années 50 et se trouvent dans un état vétuste; rénovation selon les principes de la performance énergétique actuels;

- réaliser une extension et une rénovation Lycée technique de Bonnevoie permettant de supprimer définitivement les structures provisoires hébergeant 35 salles de classe, permettre la mise en conformité des infrastructures alimentaires (normes HACCP) et offrir un concept pédagogique novateur (Ganzdagsschoul);



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

- construire une École de la Deuxième Chance sur le territoire de la Ville de Luxembourg permettant aux jeunes «décrocheurs scolaires», «primo-arrivants» et aux jeunes n'ayant pas trouvé de poste d'apprentissage d'avoir une formation et un diplôme;

- réaliser pour le Lycée technique des Arts et Métiers une cantine et des infrastructures sportives alors que les infrastructures existantes pour ces deux fonctions sont insuffisantes à l'heure actuelle;

- construire un nouvel immeuble pour le Centre de Logopédie à Luxembourg/Strassen alors que les bâtiments actuels datent de 1971 et se trouvent dans un état vétuste; la nouvelle construction sera également réalisée conformément au concept de la performance énergétique actuelle;

- ériger une structure temporaire pour les besoins de l'Athénée de Luxembourg qui sera complètement rénové et assaini;

- construire un bâtiment définitif pour le Lycée Sports-Études à l'INS Fetschenhof qui fonctionne depuis un an à cet endroit dans des structures provisoires;

- réaliser un Lycée technique pour Professions de Santé au Sud du pays afin de pouvoir continuer la décentralisation de cette formation qui est offerte également au Centre et au Nord du pays;

- procéder à la rénovation des bâtiments de la Cour des Comptes, rue Monterey suite au départ du Service national de la Jeunesse;

- effectuer, pour le compte de la Commission européenne, les études et, par la suite, la réalisation d'un nouveau Bâtiment Jean Monnet 2;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'administration des ponts et chaussées

- construire à l'aéroport de Luxembourg un nouveau dépôt de carburant en particulier au motif que la capacité de stockage de l'actuel dépôt est trop faible et qu'il échec de réaliser, pour des raisons de sécurité, des réservoirs «enterrés»;

- réaliser le contournement de Olms-Kehlen [N6-A6-N12], inscrit dans l'avant-projet du plan sectoriel transports afin de raccorder efficacement les zones d'activités de Capellen et de Kehlen au réseau routier primaire.

c) en ce qui concerne le champ d'intervention du département des transports

- procéder au renouvellement de différents tronçons de voie de la Ligne du Nord avec amélioration de la plate-forme en vue de la mise en œuvre de traverses en béton pour en augmenter la durée de vie et diminuer les coûts de maintenance;

- réaliser la reconstruction du pont rivière situé au point kilométrique 46,930 en Gare d'Ettelbruck pour remplacer un ouvrage d'art à la limite d'usage.

(s.) Fernand Boden, Lucien Clement, Fernand Diederich, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Roger Negri.)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Boden fir säi Rapport am Numm vun der Kommissiouen. Ech géif dann als éischte Riedner den Här Etgen bidden, hei bei d'Pult ze kommen.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleginnen a Kolleegen, Lëschte gëtt et der iwwerall an eisem Alldag: To-do-Lëschten, Akafslëschten, Lëschte mat Cadeau fir de Kleeschen oder fir Chréschttag an esou weider an esou fort. Dës Lëschten hunn alleguer eppes gemeinsam: Si sinn dofir do, datt mer wichtig Saachen net vergiessen. Si sinn dofir do, datt mer e Stéckchen Uerdnung an eist Liewe kréien. Si sinn do, fir ofgeschaaft ze ginn.

Wat passéiert dann elo, wa mer dës Lëschten zum Beispill am Gewulls vun engem onopgeraumte Büro géife verléieren oder einfach vergiessen? Da gëtt d'Steiererklärung net gemaach, mëttes ass kee Bifdeck um Teller, a virun dem Chréschtbeamche sätze Kanner, déi kräischen.

Här President, mir sollen haut an dësem Haus iwwert d'Lësch mat de Prioritéit vun de groussen Infrastrukturprojeten diskutéieren. An ech hunn d'Gefill, wéi wann d'Regierung dee leschten Akafsziedel am

Gewulls verluer huet, well vill vun deene Projeten, iwwert déi mer an deene leschte Joren hei diskutéiert hunn, sinn nach émmer net als Projet de loi an d'Chamber zréckkomm.

Jiddwereen heibannen ass sech der Wichtegkeet vun der Prozedur, déi zénter 2006 applizéiert gëtt, fir en optimale finanzielle Suivi vun de groussen öffentlechen Infrastrukturprojeten ze garantéieren, bewosst. Déi grouss Infrastrukturprojeten, déi op dëser Lësch stinn, sollten eigentlech dat Joer drop oder méi Joren drop an enger méi detailliérter Form hei an d'Chamber kommen.

Vun all deene Projeten, déi zénter 2006 op deene verschiddene Lëschte stoungen, ass d'Chamber bei villen nach net mat engem entspreechende Projet de loi befaast ginn. An et sinn net déi mannsten, jo, et sinn eigentlech déi wichtegst Projete fir d'Zukunft vun eisem Land. Et sinn déi deierst Projeten. Et sinn déi komplizéiertst Projeten, déi an de vergaangene Joren net ofgeschaaft gi sinn. Ech wéll der némmen e puer zitéieren.

2006 stoungen op der Lësch d'direkt Zuchlinn tëschent der Stad an Esch, woubäi e Kolleeg, den Eugène Berger, viru kuerzem eng Fro un de Minister gestallt huet, well ee sät Méint näischt méi vun deem Projet héieren huet. 2006 hate mer och schonn all déi aner grouss Projeten op der Lësch, déi den Transportminister Henri Grethen a sengem intégréierte Verkéierskonzept Mobilitéit.lu virgesinn hat: d'Gares périphériques, den Tram an esou weider an esou fort.

(Interruption)

Här President, mir hu mat der Prozedur vun 2006 een Tube geschaf, deen eis et sollt erméigelen, fréizäiteg iwwer grouss Projeten ze diskutéieren, ier se énner enger konkreter Form vu Projet de loi nees an d'Chamber zréckkommen.

Ech stelle fest, datt dësen Tube verstoppert ass mat grousse Projeten, déi net ofgeschaaft ginn. Ech stelle fest, datt d'Regierung et net färdeg bréngt, wichteg Projeten ofzeschafen, déi essenziell si fir d'Liewensqualitéit vun de Lëtzebuerger a fir d'zukünfteg wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land. Ech stelle fest, datt d'Regierung den Iwwerbleck verluer huet, fir d'Prioritéit bei den öffentlechen Infrastrukture festzeleeën.

Wéi eng Projete ginn dann elo fir d'éischte realiséiert? Déi, déi haut op der Lësch stinn, oder déi, déi scho sät 2006 dorobber waarde realiséiert ze ginn? Dës Prozedur därf net zu enger purer Ukënnungsprozedur verkommen, wou de Minister just Tape à l'œil mécht, fir vläicht opgereegt Gemidder dobaussen ze berouegen.

Den Timing, fir dës Projeten ze realiséieren, hänkt net némme vum Minister senge Wénsch a Wonschvirstellungen of. Ech wollt duerfir de Minister froen, wéi et mam Timing ass vun all deene Projeten, déi an deene leschte Joren dës éischte Etapp passéiert hunn. De Bauprogramm ass eng Saach, et kénnt awer op d'Programmation financière un.

Wat fir eng Enveloppe stellt dëse Programm duer? A wat fir eng Enveloppe huet de Superminister - oder méi richteg ausgedréckt: den Investitioun minister - an deenen næchste Joren zur Verfügung?

Mir mussen de Bauprogramm och finanzéiert kréien. D'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger hu scho wéineg Verständnis derfir, wann dee ganze Wahlprogramm énner Finanzéierungsvirbehalt steet. Ech mengen, si hätte guer kee Verständnis, wann elo och nach d'Politik vum Minister énner eben deem Finanzéierungsvirbehalt géif stoen. Ech huelen un, datt de Minister duerno ee Wuert dozou seet.

An dësem Kontext wëll ech och op d'Reflexionen hiweisen, déi de Conseil d'Etat a sengem Avis zum Budget 2009 an 2010 zu den öffentleche Finanze gemaach huet. Et ass sécher richteg, déi öffentlech Investitiounen a Krisenzäiten an der Logik vun enger antizyklischer Politik héich ze halen. De Conseil d'Etat weist och drop hin, datt déi öffentlech Investitiounen am Verglach zum PIB proportionell méi héich sinn, wéi bei eisen Noperen de Fall ass.

Mir mussen also eng méi déif gräifend Analys maache fir déi kommend Budgetsjoren. A wirtschaftlech méi schwéieren Zäite gëllt et och, d'Prioritéiten ze iwwerpréiwen an op hir Opportunitéit ze analyséieren.

Dës Debatt iwwert de Finanzement vun deene groussen Infrastrukturprojete vum Stat soll awer och derzou déingen, fir drop hinzuweisen, datt net némmen de Finanzement wichteg ass, mä datt all Virgäng an der Planung effizient musse gesteiert ginn. Et gëllt d'Projeten esou ze felicieren, datt se a puncto Effizienz beschtméiglech geplangt sinn. Virun allem mussen d'Érausforderungen, esou wéi se am IVL-Konzept duergestallt sinn, gemeeschert ginn.

Mir mussen eis drugi mam IVL an der Mobilitéitsorganisatioun. Als DP bedauere mir hei haapsächlech, datt de Stat et net färdeg bréngt bei sengen Décisiounen, déi grouss Linne vum IVL ze respektéieren. An dobäi misst dach grad bei engem integrative Konzept de Stat mam gudde Bei-spill virgoen.

Nach émmer gëtt un deem sougenannte Plan sectoriel erëmgodoktert, ouni datt mer haut ee koordinéiert Konzept hinn. Nach émmer wësse mer net, wat een hei am Land op engem bestëmmte Metercarré dierf maachen, well d'Plans sectoriels fir deeselwechte Metercarré verschidden an awer konträär Méiglechkeete virgesinn.

Dat ass gläich bei enger ganzer Rei vu Projeten, déi vun 2006 un op de Prioritéits-lëschte stoungen, de Fall. All dës Projete sinn awer Deel vun engem Gesamt-konzept, wéi d'Transportwiese sech hei zu Lëtzeburg soll weiderentwéckelen, wéi den öffentlechen Transport ausgebaut an organiséiert gëtt, wéi d'Entwécklung vum Stroossennetz dorobber opbauend soll virugoen.

Et dierft och net méi virkommen, datt de Stat nei Bauprojeten op een net IVL-kompatibile Site implantéiert. Dëse Prioritéiteprogramm mécht méi wéi däitlech, datt de Stat beim Festsetze vun de Prioritéite bei der klassescher Duebelstrategie bleift: engersäits Ausbau vun den öffentleche Verkéiersinfrastrukturen, an anerer-säits Ausbau vun den Infrastrukture vum Individualverkéier.

A well et esou ass, wëlle mir als DP op en Neits drop hiweisen, datt weider Efforté musse gemaach gi fir d'Ariichte vu groussen Opfangparkinge laanscht den Eisebunnsréseau; esou wéi dat iwwregens och am IVL virgesinn ass. Dës Opfangstrukture si wichteg, well wann d'Leit alle-gueren d'Flemm hinn, wa se laang no enger Parkplatz gesicht hinn a keng fonnt hinn, dann ass et normal, da fuere se léiwer direkt mam Auto op hir Schaff. Wann d'Leit op de Garë keng Parkméiglechkeete fannen, maache se, an dat ass och logesch a mënschlech verståndlech, ganz einfach net Gebrauch vum öffentlechen Transport.

Deen Exercice, dee mer dagdeeglech vun hallwer aacht un zu Miersch, zu Ettelbréck, zu Élwen an op verschiddene Grenzparkinge können observéieren. Den Transfert vun enger Platz op déi aner muss séier goen. De Verkéier, egal ob den öffentlechen oder den individual, muss flësseg, séier an duerchgehend vun enger Platz A op eng Platz B goen.

Här President, fir d'Prioritéit bei de groussen Infrastrukturprojete musse folgend Considératioonen a Betrucht gezu ginn: d'Sécherheet verbesseren, d'Liewensqua-litéit eropschrauben, Infrastrukture fir d'wirtschaftlech Kompetitivitéit optiméieren, a last but not least Infrastrukture fir d'Ausbildung vun eiser Jugend schafen.

D'Sécherheetsproblemer op der N7 si bekannt a wäerte sech mam zouhuelende Verkéier an deenen næchste Joren nach verschärfen. Déi rezent Mesuren, fir akute Sécherheitsmängel bázekommen, ginn net onbedéngt an déi richteg Richtung. Hei kann ee scho vun engem regelrechte Schilderwirrwar schwätzen. Verkéiers-berouegung schaft een net mat bemoltem Blech. An domadder mengen ech ee Verkéiersschéld hannert deem aneren. Mä Verkéiersberouegung geschitt an de Käpp vun de Leit an haapsächlech awer duerch der Situations ugepassten Infrastrukturen.

Här President, erlaabt mer elo e puer Projekte vun der Lësch vun dësem Joer méi genee ze analyséieren.

D'Émgehung Ollem/Kielen ass scho laang am Gespräch. Bei enger Stäerkten-Schwächten-Analys kénnt een hei zur Konklusioun, datt all Elementer - d'Verkéierssécherheet, de Konfort vun de Benutzer an Urainer, dee wirtschaftlechen Aspekt opgrond vun de bestehenden Industriezonen, d'Ubannen un d'Autobunnsnetz - dëse Projet rechtfertegen.

Dat Erfreelechst bei dësem Projet ass awer, datt en eng wesentlech Verbesserung vum öffentlechen Transport an de concer-nierten Uertschaften a besonnesch vum Bridel aus a Richtung Stad méiglech mécht. D'Landschaftszerstécklung bleibt op een akzeptable Minimum beschränkt.

Här President, op der Lësch fanne mer dëst Joer och ganz vill Schoulgebaier. Als DP wëlle mer dat ausdrécklech begréissen. De Stat huet et an deene leschte Jore verfeelt, d'Gebaier infrastrukturelle de Besoiné vun eiser Zäit unzepassen. Adequat Ge-bailecke prägen déi, déi an hinen enseignéieren a léieren. Do, wou d'Leit wéi d'Hierken an der Tonn sätzen, entsteet keng Atmosphär vu konstruktivem Schaffen a kreativem Zesummesinn, an d'Schüler kréien d'Gefill, datt se näischt wäert sinn. Dat wierkt sech op hir ganz Astellung vis-à-vis vun der Schoul a vum Studium aus. Mir mussen eis eis Schoulen eppes kaschte loessen, well d'Formationen vun eise Kanner dovunner ofhänkt an domadder verbonnen, ouni wëlle pathetesch ze sinn, ee Stéck vun eiser eegener Zukunft.

Haut solle mer haapsächlech vun de Projekte schwätzen, déi op der Prioritéits-lësch stinn, an net vun deenen, déi net op der Lësch stinn.

► **Une voix.** - Très bien.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, ech kommen awer net derlaanscht, fir e puer Wieder iwwert d'Schoulland-schaft an der Nordstad ze verléieren. Besonnesch fir de Lycée technique Ettelbréck vermëssen ech ee kohärent Gesamt-konzept. Mat Gepléiscters a Geflécks geet et hei net méi duer. Opgrond vun de Problemer, déi sech hei weisen, brauche mer hei Léisungen, déi een direkt kann émsetzen, an net eréisch an aacht oder zéng Joer. Et huet een den Androck, datt d'Regierung d'onzoummutbar Zoustänn am Lycée technique verkennt, op déi liicht Schéller hält a ganz einfach net eescht hält.

Och wëll ech widderhuelen, datt den aktuelle Site vun der Ackerbauschoul net gëegeet ass fir den Nordstad-Lycée op-zehuelen, nach fir eng Erweiderung vum Lycée technique. Dëse Standuert zitt zousätzleche Verkéier an de Stadzentrum, ganz besonnesch awer an déi elo schonn iwwerlaaschten Avenue Salentiny.

Nei Infrastrukture gehéieren op d'Zen-tralachs, op d'Achs Ettelbréck-Dikrech.

► **Une voix.** - Aahhh!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Hei hu mer wierklich ee Paradebeispill, wou de Stat d'IVL-Kritäre mat Féiss tréppelt.

Et geet net duer fir ee Ministère fir no-halteg Entwécklung ze schafen, vun no-halteger Entwécklung ze schwätzen, et muss een och kénnen Décisiounen iwwer-denken.

Grad bei Investitiounen a Schoulgebaier, déi vill Va-et-vient, vill Trafic op sech zéien, wou d'Accessibilitéit enorm wichteg ass, ass et eng absolut Noutwendegkeet, ouni Kompromisser duerch de Bréll vun der Nohaltegeet ze kucken.

An dësem Senn begréisse mer d'Investitiounen an d'Schinnennet. Well d'Nord-streck némmen egleiseg ass, ass et émsou méi wichteg, den Tronçon Lëtzebuerg-Elwen ze erneieren, fir ee permanenten optimale Fonctionnement op alle Seg-menter sécherzestellen.

D'Eisebunnsbréck op der Ettelbrécker Gare päßt net némmen aus deem leschte Lach,



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

si ass zum Deel och nach eng vun den Ur-saache fir grouss Iwwerschwemmungen. D'Erneierung vun déser Bréck ass iwwer-fällig.

Här President, zum Schluss wollt ech aus-drécken, datt dës Prioritéitslësch keng Simple déclaration d'intention ass, mä datt konkret elo op désem Projet geschafft gëtt an eng Realisatioun a kuerzer Zäit méig-lech gëtt. Prioritéite setzen, däerf jiddefalls net heeschen, déi Projeten auswielien, déi solle leie bleiwen.

No all deenen Explikatiounen, Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktiou zu déser Lësch, an och wat d'Motio ubelaangt, ginn. Et geet hei ém Inves-titiounen an d'Zukunft, mat Gelder, déi ons vum Steierzueler uvertraut ginn. Ech géif mer wënschen, datt all Projeten, well si sinn all néideg, gutt virukommen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, ouni awer wëllen dem Rapporteur, dem Kolleg Fernand Boden, Merci ze soe fir säi prezise schrifftlechen a mëndleche Rapport.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech hunn lech, Här Etgen, doranner verstanen, datt Der dem Här Boden wëllt Merci soen.

► **M. Fernand Etgen (DP)**.- Fir säi schrifftlechen a säi mëndleche Rapport.

► **M. le Président**.- Well déi Aart a Weis, wéi Der Äre Saz gedréint hat, deen huet exakt de Contraire gesot, mengen ech, vun deem, wat Der wollt soen.

(**Interruption**)

Ech soen lech Merci fir Är Wuertmeldung an ech géif d'Wuert weiderginn un den Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Diederich (LSAP)**.- Merci, Här President. Kolleginnen a Kolleegen, Här Minister, de Rapporteur ass elo grad op déi aktuell Prozedur am Zesummenhang mat de groussen Infrastrukturprojete vum Stat agaangen an huet déi néideg Erklärungen och iwwert déi eenzel Projete ginn. Ech wëll him Merci soe fir säi Rapport an ech ka mech da limitéieren op e puer kuerz Remarquen zu eenzelne Projeten.

Wat d'Verwaltung vu Bâtiments publics ubelaangt, esou concernéiere sive vun zéng Projeten d'Éducation nationale. Dëst entsprécht dem Regierungsprogramm, an och de Minister Claude Wiseler huet an der leschter Kommissionssëtzung drop higewisen, datt d'Schoulgebaier niewent anere soziale Strukturen zu de Prioritéite gehéieren.

Wichteg ass d'Konstruktioun vun engem Gebai fir d'École de la deuxième chance, dëst op dem Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Zu Hamm soll déi Schoul hi-kommen. Fir datt mer déi Schoul méig-lech schnell kënnen a Betrib huelen, nodeem d'Gesetz vun der Éducation nationale schonn eng Rei Méint gestëmmt ass.

Bei anere Lycéeën handelt et sech virun allem ém Extensiounen oder Renovatiounen vu bestehende Gebaier. De Rapporteur ass op Bouneweg agaangen, huet och do vun den Norme geschwat, déi mussen erreecht ginn, a besonnesch am Zesummenhang mat der Kichen a mat de Liewensmëttel, déi do och verschafft ginn. An interessant war och seng Ausso iwwert de Projet vun der Ganzdagsschoul.

Fir den Athénäum gi provisoresh Strukture fir 1.400 Schüler opgeriicht, déi et erlabe sollen, dat bestehend Gebai etappeweis ganz ze renovéieren. Dëst Gebai am Préfabriqué soll iwwer zéng Joer stoe bleiwen, fir och aner Chantieren ze erlauben um Campus Geeseknäppchen.

Mir konnten eis viru kuerzem mat de Ministeren Delvaux a Wiseler iwwerzeuge bei der Feier zu Gréiwemaacher bei der Aweiung iwwert dat Gebai, wat do steeft, als Iwwergangstruktur, a wat et erlaabt, datt de Schoulbetrieb net gestéiert gëtt, bis dat definitiivt Gebai fäerdegt ass.

Een definitiivt Gebai soll och de Lycée „Sports-études“ um INS Fetschenhoff

kréien, dee provisoresh a Strukture funktionéiert an dee sech viru kuerzem an enger interessanter Porte ouverte virgestallt huet. Hei gëllt et, beschtméiglech Konditiounen ze schafen, fir datt déi talentéiert jonk Sportler souwuel an hirem Sport kënné gefördert ginn, awer och all Chancé behale fir hir schoulesch a berufflech Ausbildung.

Am Süde vum Land soll e Lycée technique pour professions de santé realiséiert ginn. Beim Vote vum Gesetz iwwert de Lycée an der Stad war schonn drop higewise ginn, den Ausbau ze dezentraliséieren, déi Offer ze verbesseren am Norden, awer och am Süden, Här Boden. Ech mengen, et funktionéiert schonn eng Schoul de Moment zu Bascharage, déi fréier zu Esch war, an enger fréierer Primärschoul, an et gëllt elo, wéi gesot, dat Gebai nei ze gestalten, fir dann och déi Offer méi auszedehnen am Süden.

Um Härebierg, et ass schonn hei gesot gi vu menge Virriedner, sollen déi bestehend Infrastrukturen erneiert a renovéiert ginn. Mir konnten eis allegueren do iwwerzeuge mat deenen zwou Kommissiounen, déi viru kuerzem Visite um Site gemaach hinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virgëschter huet den Ausseminister a senger Deklaratioun op d'Wichtegkeet vun europäischen Ariichtunge fir d'Visibilitéit vun enger europäischer Haaptstad higewisen an op eng Rei Chantieren higewisen, déi schonn an engem méi oder wéineger avanciéerte Stadium sinn. An désem Zesummenhang soll en neit Gebai och entstoen: Jean Monet 2, an zwou Etappen, fir dat aalt Gebai ze ersetzen, wou all Servicer vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg wäerten énnerbruecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt mäi Kolleg Roger Negri spéider nach kuerz wëllt op e puer Projete vum Transport a vun der Eisenbunn agoen, wëll ech hei d'Zoustëmmung ginn zu de Bau-projeten, zu deenen zéng allegueren, wou ech elo net zu all Projet wollt schwätzen, fir net, wéi gesot, alles ze widderhuelen, wat den Här Rapporteur scho gesot huet. An ech wëll lech Merci soe fir d'Nolauscheren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Mir soen och dem Här Diederich Merci a ginn da bei den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt elo d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng)**.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll elo, am Contraire vläicht zu anere Kolleegen, déi hei méi generell Ausfluch gemaach hinn an d'gesamt Transportpolitik vun der Regierung an der Baute-politik, dat net maachen, well ech mengen, dat ass haut net dee richtegen Dag fir dat ze maachen. Do kréie mer aner Geleenheeten.

Mä ech wëll mech reduzéieren op dat, wat haut usteet, nämlech déi Projeten, vläicht och fir ze preziséieren, a wat fir engem Zeenario - ech hinn heiansdo e bëssen d'Impressioun, datt et nach émmer net esou richteg kloer ass bei der Diskussioun hei - mer hei sinn. Mir diskutéiere jo hei nach net iwwert de Projet als solches, mä eréischt iwwert de Stadium, wou d'Regierung dierf iwwerhaapt Gelder labber maachen, fir Etüden ze maachen iwwer e Projet.

Ech mengen, dat ass eng grouss Differenz, dat dierf een net vergiessen. Wa mer och hei dann décidéieren, zum Beispill deen een oder anere Projet, an däer Motioun hei, da wëllt dat net heeschen, datt deen herno och gebaut gëtt; fir dat emol eng Kéier kloer esou ze soen.

Ech wëll direkt soen, datt mir bei deem Gros vun deene Projeten hei kee Problem gesinn, fir der Regierung gréng Luucht ze ginn, fir Etüde lasszekappen, fir ze kucken, ob déi Projeten do realisabel sinn. Et ass een - ech kommen nach duerno drop zréck -, wou mer e puer Froen hinn un de Minister an op Basis vun den Indiquen, ob mer herno d'Motioun stëmmen oder eis wäerten enthalen.

Ech wëll fir d'éisch aganks eng Bemier-kung awer maachen. Et si ganz vill Saache vum Héichbau hei dran, ganz vill Schoulgebaier, wéi scho gesot ginn ass. Also, vill Gebailechkeeten, déi hei gebaut ginn. A

wat eis ganz uewe läit, dat ass natierlech net némme, datt zum Beispill vill Schoule gebaut ginn, mä och, wéi se gebaut ginn an haapsächlech den energeteschen Aspekt.

Mir hunn elo just vill diskutéiert iwwert d'Wichtegkeet vun der Energie am Beräich vum Wunnen oder vun de Gebaier insgesamt, wou mer eis ophalen als Menschen; losse mer emol esou soen. An deementspriechend fanne mir op alle Fall, datt bei all Neibau, bei all Renovation oder Extensioun vu bestehende Gebaier obligatoresh eigentlech mindestens den Niddregenergiestandard misst zréckbehale ginn.

Bis elo huet d'Regierung nach keng ganz kloer Linn doranner. Ech wär vrou vläicht vum neie Minister gewuer ze ginn, ob d'Regierung awer net wélles hätt, an Zukunft mindestens obligatoresh op dee Standard ze goen, wéssend eben och dat, wat mer virdrun diskutéiert hinn, wat fir eng Wichtegkeet deen Aspekt huet am Kontext och vun de Klimadiskussiounen.

Da wëll ech am zweete Punkt agoen op dee Projet, wou mer e puer Froen hinn. An dat geet ém de Contournement vun Ollem/Capellen. Fir d'éisch emol virausschéckend, datt eigentlech - dat ass natierlech eng Feststellung; do kënné mer haut näischt méi drun änneren - dee Problem, dee sech stellt - Ollem/Capellen hat ech virdru gesot; Ollem/Kehlen, pardon - zu Kehlen.

Zum Beispill dee Misär, deen d'Leit hinn, datt esou vill Camionen duerch hir Uertschaft do fueren, deen huet natierlech emol un alleréischter Stell mat enger schlechter Landesplanung vun der Vergaangenheit ze dinn. Well déi Aktivitészonen, esou wéi se do geplangt ware respektiv entwéckelt gi sinn, entspriechen net onbedéngt deem, wat eng gutt Landesplanung kéint sinn. Mä bon, dat ass eng Feststellung, déi mer haut musse maachen a mat däer mer haut musse lieven. Déi sinn elo do.

Et sinn Aktivitéiten do an de Problem ass, datt d'Leit zu Kehlen de Misär hinn, datt déi Camionen natierlech dauernd duerch hir Uertschaft fueren. Duerfir hu mir och absolut Verständnes, datt se gär eng Léisung hätten, datt d'Camionen net méi duerch hir Uertschaft fueren.

D'Fro, déi sech natierlech elo stellt: Wat maache mer an deem dote Fall? Gëtt et eng Variant? Gëtt et méi Varianten, déi mer analyséieren? Dat ass dat eent. Mä bon, ech mengen, et geet jo hei an d'Richtung, fir éischter eng Variant erauszesichen.

Do interesséiert eis natierlech virun allem d'Fro vun der Étude d'impact, déi soll gemaach ginn. Gëtt déi gemaach? Wat fir eng gëtt gemaach? Mir hätte gär do Prezisiounen herno vum Minister an däer Hisiicht, a wéi eng Richtung en do wëllt goen. Dat ass fir eis extrem wichteg bei der Décisioun, wéi mer eis wäerten herno verhalen.

Dann natierlech och virun allem d'Analyse de trafic. Dat heescht, et ass jo net némme wichteg, ze soen: Mir bauen eng Strooss. Mä mir müssen och eng Trafic-Analys maachen, wa mer herno dann déi Strooss gebaut hinn, ob se och dat bréngt, wat mer gären hätten. Respektiv: Gëtt et net och vläicht aner Méiglechkeiten, wéi mer können zu deem Zil kommen, fir datt ebe keng Camione méi duerch déi Uertschaft do fueren?

Wéi gesot, dat sinn déi Froen, déi mer gäklaert hätten, ier mer eis hei positiv derzou wäerten ausdrécken.

Dann, de leschte Punkt ass awer eng ganz kloer - ech wëll net soen, eng Warnung, mä - eppes, wat mer awer wëllen hei mat aller Stäerk zum Ausdrock bréngen. Mir hoffen, datt et sech hei effektiv némme ém d'Suerg dréit, fir de Contournement ze baue vun Ollem/Kielen, dat heescht, fir déi Leit vu Kielen an Ollem ze entlaaschte par rapport zu de Camionen.

Mir hoffen net, datt et hei eng éischte Salamischeifchen ass vun enger Strategie, fir no an no mat émmer méi Contournementen d'Westtangente ze baue vun der Nordstrooss. Dir wësst, datt do e Projet an der Diskussioun war. Laang si ganz grouss Iddi gegeeschert am Baute-

ministère bei Ponts et Chaussées, fir d'Westtangente awer nach ze bauen.

Ech wëll ganz kloer soen hei am Numm vu menger Fraktiou, datt mir dat wierklech géife katastrophal fannen, well dat de falsche Wee wär, dee mer géife wielen, fir déi och nach ze bauen. Wéi gesot, mir hätte kee Problem hei, fir an d'Richtung matzedenken, fir deene Leit aus deenen Uertschaften do hire Problem ze léisen. Mä mir hinn awer e grousse Problem domadder, wann et sech soll ém eng Salamitaktik handelen, fir dann iergendwann eng Kéier déi Westtangente awer ze réalisieren. Och do wäre mer vrou, wa mer e klarend Wuert vum Minister kréichen.

Dat wären déi Saachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi meng Fraktiou zu däer Motioun an zu deene Projeten à ce stade hei ze soen hätt. Wéi gesot, wa mer zefridde stellend Äntwerte kréien, stëmme mer d'Motioun mat. Ansonste wäerte mer e enthalen.

Merci.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Bausch Merci a ginn d'Wuert virun un den Députéierten Henkes.

► **M. Jacques-Yves Henkes (ADR)**.- Merci, Här President. À première vue gesait sech déi Debatt an déi Lësch, déi mer hei krut hinn, wéi eng Lësch un, déi d'Kanner un de Kleesche solle fir de 6. Dezember verschécken. Dat heescht, datt een also e Wonschziedel un d'Regierung erugétt, wat soll hei gebaut ginn. Dat ass och, mengen ech, ze verstoen aus der Prozedur, déi d'Chamber sech ginn huet. Mä jiddwéere weess, datt natierlech de Wonschziedel heiansdo grouss ass, mä datt en och nach muss herno finanzierétt ginn. An duerfir wollt ech e puer Froen un de Minister stellen an deem Kontext.

Mir hinn elo schonn eng etlech Projeten énnert der viregter Regierung an och schonn énnert déser Regierung gestëmmt. Mir géifen also gäre wéssen, wou déi Projeten dru sinn, ob Der ons dat kéint a schrifftlecher oder mëndlecher Form soen, dat heescht, ob déi Projeten elo effektiv schonn ausgeschriwwen sinn oder ginn, wou een do drun ass. Well et héiert een næischt méi dovunner, au moins natierlech, datt ee géif d'Soumission-publiques döhierter novollzéien, wat net onbedéngt awer ons Missioun ass. Duerfir wier ech vrou, wann ee kéint do Opschloss kréien. Entweder, wann Der et kënnent maachen, mëndlech, wann net, datt Der ons dat da schrifftlech kéint matdeelen.

Da geet et och doriwwer, datt mer eng etlech Projeten hinn, déi zwar elo net méi müssen duerch d'Chamber goen, mä déi awer wichteg si fir eenzel Administratiounen oder fir eenzel Servicer. Duerfir wier ech och vrou, wa mer och do kéinten eng Lësch kréie vun deene Saachen, déi d'Regierung als signifikativ ugesäßt, déi elo schonn amgaange si réalisiert ze gi respektiv déi réalisiert solle ginn a wou et drëm geet also och Informationen ze kréien, wat eigentlech effektiv duerchgezu gëtt.

Ech ginn nuren ee Beispill. Et ass geschwat gi vun engem Velodrom, dee soll um Zéissenger Tipp gebaut ginn. Vu datt den Zéissenger Tipp relativ schwéier ass, fir datt een do eppes kéint drop bauen, soll dann eng Autobunn vergréissert ginn, an den Zuch soll och nach téshent dem Velodrom an dem Piff an der Kaul fueren. Do stelle sech also eng etlech Froen. Ech wier zum Beispill bei esou engem Projet nawell vrou gewuer ze ginn, ob dee Projet dann elo réalisiert gëtt.

Duerfir hinn ech gefrot, datt mer ent-weder mëndlech oder schrifftlech vun der Regierung sollden eng Lësch kréie vun deene Projeten, déi och net elo op déser Lësch sinn, ob se réalisiert ginn oder net. Well dat sinn awer interessant Froen, wann herno och sech finanziell Enkpäss sollte stellen.

Wat déi Projete selwer hei ugeet, do wëll ech direkt soen, datt mir als ADR déi Projeten als nützlech ugesinn an datt mer och dofir déi Motioun an deem Senn, déi virgeluecht ginn ass, mat énnerschriwwen hinn. A mir wäerte se och matstëmmen.

Nach stelle sech an désem Kontext awer e puer Froen, wou ech d'Impression hinn, datt et gutt wier, datt ee géif positiv



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

denken, fir éischtens, verschidden Norme festzeleeën an enger Zäit, wou et schwierig ass um finanzielle Gebitt fir de Stat a fir d'Gemengen, datt do d'öffentlech Hand misst soen: Wat sinn déi ekologesch Normen, déi solle bei de Gebailechkeeten ugewantt ginn? Wat sinn d'Normen a Mettercären a Metercuben, déi solle gebraucht gi fir eenzel Gebailechkeeten? An datt dat net vum Ministère no changéiert.

Duerfir wär et wichteg, datt een also do verschidden Normen hätt, datt een och en nationalen Aktiounsplang hätt. An ech ginn nuren ee Beispill vun enger Saach un. Dat ass, fir eng Schoul ze bauen, eng Primärschoul, do gëtt et verschidden Normen, déi festgeluecht gi vum Ministère de l'Éducation nationale. Wann dann um véier Auer dat Schoulgebai oder en Deel vun deem Schoulgebai net méi gebraucht gëtt fir Schoul, mä als Crèche oder Garderie, da gëllen aner Normen, déi vum Ministère de la Famille festgeluecht gi sinn an déi villech méi wäit ginn. Et sinn awer déiselwecht Kanner.

Och do gesäit een, datt et gutt wier, wa méi Kohärenz an deem Ganze wier. An duerfir wëll ech och soen, datt mer eng Motioun hei déposéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen ze kucken, fir méi d'Ökoproduiten an d'Ökotechnologien an dem öffentlechen Akaf ze favoriséieren, fir Norme festzeleeën, wéi d'Gebailechkeete solle gebaut ginn, a fir datt dat uniform ass. Well dat gëtt jo verlaagt. Niddrenergiehaiser gi jo verlaagt bei private Leit. Si gi verlaagt bei den Entreprisen. A beim lëtzebuergesche Stat gëtt et keng Normen. Duerfir wier et gutt, wann een do eenheetlech Normen hätt, an net en Duercherneen.

Déi Motioun hunn ech elo fir den Ablack eleng énnerschriwwen. Ech géif propoiséieren, datt et méiglech wier, fir mam zoustännege Minister déi Motioun an der zoustänner Kommissioune kënnen ze diskutéieren, fir datt mer herno och zu konkreten Aktioune kënne kommen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'État ne peut ignorer dans sa gestion quotidienne les objectifs de développement durable qu'il souhaite voir prendre en compte par les entreprises et les consommateurs;

- considérant que les dépenses de fonctionnement des administrations doivent apporter une contribution significative face aux défis environnementaux et sociaux;

- considérant que ces dépenses de fonctionnement doivent être économiquement et financièrement efficaces et contribuer au soutien des écoproduits et des écotecnologies;

- considérant que les administrations doivent établir les dispositions assurant la prise en compte des objectifs d'un développement durable dans le fonctionnement des services et des établissements publics placés sous leur responsabilité;

- considérant qu'il y a lieu d'établir des normes éco-responsables et financièrement efficaces pour la construction d'immeubles pour compte de l'État et des communes;

- considérant qu'il y a partant lieu d'établir un programme d'optimisation des achats éco-responsables de l'État et des communes incluant le but de réduire les frais de fonctionnement administratifs et les coûts de construction notamment par la professionnalisation des acheteurs publics, la mutualisation des achats, le suivi de la performance; demande au Gouvernement

- d'élaborer un Plan national d'action pour des achats publics durables et un guide des administrations éco-responsables.

(s.) Jacques-Yves Henckes.

Ech mengen, et huet als Senn an als Zweck, datt mer ökologesch responsabel, nohalteg kënnen ageéieren, mä et huet och zum Zweck, an därselwechter Motioun, fir ze kucken, datt een d'Dépensié bei Gebailechkeeten, beim Achat vu Gidder ka reduzéieren. Do gëtt et haut Méiglechkeeten, iwwer Centrales d'achat an esou weider, iwwert d'Gruppementer vun Achaten, an datt een déi ganz Problematik do eng Kéier duerchhëlt mat deenen Optiken, déi ech elo grad gesot hinn.

Dat ofschléissend nach eng Kéier, datt mer mat deene Propositiounen, wéi se hei vir-geluecht sinn, d'accord sinn. An ech wëll och dem Rapporteur e grousse Merci soen. Hie war ganz explizit an huet mer duerfir och erlaabt, datt ech zu deem Sujet do e bësselche méi kuerz konnt sinn.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Henckes Merci. De leschten age-schriwwene Riedner fir dése Projet ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt och dem Rapporteur Fernand Boden Merci soe fir sain excellente Rapport a wäert am Numm vun der LSAP just e puer Wuert un lech riichten zu den Infrastrukturen, déi d'Eisebunn, de Strossebau an d'Fligerei betreffen.

Mir färken u mat der Eisebunn. Hei geet et ém e Renouvellement vun de bestehenden Anlage vun der Nordstreck. Dir gesitt, dass och d'Nordstreck permanent an der Rei gehale gëtt. Et ass enorm wichteg, dass déi bestehend Anlage permanent erneiert ginn. Dir wësst, dass d'Eisebunn d'Reckgrat ass vun eisem ganze Konzept, dat eise fréieren Transportminister Lucien Lux mam Konzept Mobil 2020 op d'Be gestallt huet a vu wou aus d'Feinverdeelung geschitt op Bus a spéider Tram.

Ech wëll just nach eng Kéier hei ernimmen, dass déi dräi Projete vun der Nordstreck, wéi gesot, en einfache Renouvellement sinn, e Renouvellement pur et simple. D'Liewendsdauer vun esou engem Gleis ass ém déi 30 Joer. Do si mer à échéance. Wann dat net erneiert gëtt, dann entsti Sécherheetsproblemer, déi een net ka ver-äntwerten. Duerfir gëllt dee sougenannte finanzielle Virbehalt hei net. An ech mengen, do däerf een net domat spiller. Bei neie Projeten, déi kann ee verschieben, mä bestehend Anlagen, wou dauernd Zich drop fuere mat 120 Stonnekilometer, do ass net ze spaassen. Duerfir wëll ech nach eng Kéier derfir sensibiliséieren, dass, wann déi ganz Iwwerleeungen iwwert d'Investissementer kommen, een deene Sécherheetsconsidératiounen do Rechnung dréit.

Deen zweete Projet geet an déiselwecht Richtung, dat ass déi Bréck vun der Nordstreck och zu Ettelbréck. Den Här Boden huet elo gesot, si ass 1860 gebaut ginn, wéi d'Streck gebaut ginn ass. Et ass eng genitte Bréck. Si ass wierklech an engem ganz schlechten Zoustand. Déi grouss Suerg, déi d'Eisebunn huet, ass, dass bei Iwwerschwemmungen am Uelzechtdall - an dat kënnnt jo net selte vir - déi Bréck een immense Problem mat där Dispositioun vun de Pilieren huet. An do ass et esou, an dat weess ech aus menger eegener Erfahrung, wann do d'Waasser kënnnt, da ginn op déi Bréck do schwéier Eisebunns-wagone gesat, déi voll beluede sinn, fir d'Bréck unzehalen, fir dass se net fort-schwëmmt. Ech wëll dat eng Kéier ganz däitlech soen.

Ech mengen, dat weist ganz kloer, dass hei wierklech groussen Handlungsbedarf ass, fir dass et net eng Kéier zu enger Katastrof kënnnt. An ech géif de Minister och froen, dass bei deem neie Konzept och wierklech dat do berücksichtegt gëtt, dass déi Situations vun deem Setze vun de Wagonen net néideg wier. An deem Senn hunn ech awer all Zouversicht, dass och déi Projeten do vun der Eisebunn züegig kënnne realiséiert ginn, fir dass mer do keng Sécherheetsproblemer kréien.

Dann zum Projet vum Contournement, vum Strossebau zu Kielen. Dat begréissee mer, dass do déi Etüde gemaach ginn. Et ass kloer, dass mer elo hei jo am Beräich vun den Etüde sinn, an net scho vun der Exekutioun an Approbatioun. Et müssen also all Prozeduren agehale ginn. Dovunner gi mer aus. Ech wëll awer just hei ganz kloer soen, dass Kielen eng Uertschaft ass, déi wierklech ganz grave vum Verkéier be-laascht gëtt mat de Camionen. Op enger Distanz vu manner wéi engem Kilometer leie véier S-Kurven hannereneen, wou ganz vill Camionen duerchfueren. Déi Leit, déi do wunnen, hu wierklech guer keng Liewensqualitéit, an et ass och immens geféierlech, iwwert d'Strooss ze goen, virun allem fir d'Kanner, an do ass och nach e Foyer du jour. Also dat ass wierklech geféierlech. Ech géif do wierklech och sensibiliséieren, fir dass do an däi Richtung d'Zilsetzung dovunner.

Wann een da seet: Deen éischte Vote, dat war am Dezember 2006, dat sinn elo nach keng dräi Joer hier. A wann een da seet: Firwat sinn déi Projeten nach net alleguer ugefaangen? Wa mer hei Projete votéiert hu virun dräi Joer, wou nach am Fong näischt um Pabeier war, dann ass dat am

Gradesou wichteg ass et och an deem Projet, de Raccord un déi bestehend Zone industrielle vu Kielen ze maachen, op d'Strooss téschent Mamer a Kielen, gradesou gutt wéi de Rond-point, deen elo amgaangen ass geschwënn ugefaangen ze ginn, mat den Aarbechte vu Mamer Richtung Kielen, fir och do d'Zone industrielle vun deem neie Parc d'activité vu Capellen do unzeschléissen an domat och deene Leit aus der Kieler Strooss zu Mamer eng Entlaaschtung ze bréngen, fir och hir Liewensqualitéit ze verbesseren.

Dann nach e lescht Wuert zu deem Projet vum Findel, deen ech och ganz wichteg fannen. D'Approvisionnement vum Kerosin duerch d'NATO-Pipeline ass jo am Fong eng ökologesch Léisung, wou mer keng Camione mussen iwwert d'Strooss op de Findel permanent schécke mat wierklech explosivem Kerosin. Dat ass eng ganz gutt Saach. Et ass awer och ganz wichteg, an dat ass mäi leschte Saz dozou, dass déi Tanken erneiert ginn, well se am Fransousegrond leien. Dir kennt déi Situations. Dat ass en ökologesch sensibelt Gebitt, wat jo zougemaach ginn ass, wou een awer énnendränner weess, dass dat vum émwelttechnesche Punkt gutt ass, dass dat elo sanéiert gëtt. An deem Senn wëll ech och de Minister encouragéieren, do esou séier wéi méiglech ze handelen.

An domadder ginn ech och den Accord zu den Infrastrukturprojete vun der LSAP. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Negri Merci. Domat wier d'Diskussioun ofgeschloss, an ech géif der Regierung d'Wuert ginn. Ech géif, dans la mesure wou mer nach zwee Voten hunn, all d'Kolleegen elo bieder, déi puer Minuten nach auszehalen, well mer si just op der Limite vun deem, wat benéidegt gëtt, fir dass mer nach de Quorum hunn. Ech soen lech Merci fir Aert Entgéintkommen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech probéieren och an der Limite vun deem ze bleiwen, wat dann zoumuttbar ass a mech kuerzzeffaassen. E puer Froe sinn awer gestallt ginn. Ech wëll fir d'éischt nach eng Kéier drun erénnern, wat mer mat dëser Motioun wëllen, well ech awer an den Interventions eng ganz Rei Remarquen héieren hunn, déi gutt an aneren Diskussiounen gewiescht wieren, mä net onbedéngt an dëser.

Wat wëlle mer mat dëser Motioun? Mat dëser Motioun wëlle mer am Fong der Regierung d'Méiglechkeet ginn, eng Planifikatioun ze maachen, déi méi wäit geet wéi dat am Fong virun dräi oder véier Joer nach de Fall war. Fir déi, déi nach net an der Chamber ware respéktiv dat net esou genau suivéiert hunn, wëll ech eng Kéier rappeléieren: Mir soen hei, datt mer wëllen an zwou Etappes an d'Chamber kommen. Virdru si mer just mat engem Gesetz an d'Chamber komm.

Elo komme mer an zwou Etappes an d'Chamber, an zwar ganz, ganz fréi, do, wou am Fong nach guer näischt op engem Projet gemaach ginn ass, ausser datt de Projet als Projet an de Käpp existéiert an e puer Méiglechkeete gekuckt ginn, wat geet a wat net geet - bei verschidde Projeten ass jo och emol nach net genau definéiert, wou en hikénnt -, fir da kënnnt de Gesetzestext wesentlech méi spéit ze maachen, well mer da wëlle wieder kommen an den Diskussiounen, well mer da wieder wëlle kommen an der Planifikatioun, fir hei an d'Chamber ze komme mat vill méi prezise Pläng, wou mer och finanziell méi no bei der Realitéit duerno sinn.

Déi heite Prozedur ass entstanen duerch all déi Problemer vun Dépassementer, déi mer sengerzäit hate mat Pläng, déi net esou prezis waren a wou een net konnt finanziell esou no goen, wéi mer dat hei kënnent. Dat ass am Fong d'Zilsetzung dovunner.

Wann een da seet: Deen éischte Vote, dat war am Dezember 2006, dat sinn elo nach keng dräi Joer hier. A wann een da seet: Firwat sinn déi Projeten nach net alleguer ugefaangen? Wa mer hei Projete votéiert hu virun dräi Joer, wou nach am Fong näischt um Pabeier war, dann ass dat am

Fong eng Normalitéit. Eng Rei Projete si mer amgaang elo schonn ze maachen; eng Rei Projete sinn nach an der Planifikatioun, well dat laang Zäit brauch, well d'Autorisationen nach net alleguer do sinn, well d'Gesetzesprocedur amgaang ass, oder well mer amgaang sinn, d'Terrainen ze kafe respektiv Empreisen ze kafen. Dat alles ass awer am Beräich vun dem absolut Normalen.

Wann ech dann déi Lëscht kucken - well ech hu se matbruecht - vun deem, wat 2006, 2007 an 2008 votéiert ginn ass, da muss ech soen, da sinn awer och eng Rei Projete schonn am Bau, wéi zum Beispill d'Lycée vu Miersch, de Lycée Belval, d'Universitéit, de Bâtiment administratif, wou alles Projete sinn, déi 2006 stoungen, déi elo schonn ugefaangen hinn, déi also d'ganz Prozedure vun hanne bis vir d'uerchgelaf sinn. Aner Projete sinn an der Planifikatioun färdeg, fir déposéiert ze ginn. De Boulevard Raiffeisen, de Pont frontalier de Grevenmacher sinn och eppes, wat relativ kuerzfristeg kann ufänken.

Wann ech op 2007 eriwwerginn, all déi Lycéeën, déi am Norde sinn, déi sinn amgaangen ugefaangen ze ginn. D'Cour de Justice européenne, den A, B, C misst theoretesch haut gestëmmt ginn. Just no dësem Vote. Dat ass eppes, wat mer 2007 ofgehaakt hinn. De Lycée agricole, dor-iwwer hutt Der selwer geschwat, datt deen an der Kreatioun, an der Planifikatioun ass; de Lycée Sports-Études d'selwecht, do si mer amgaange mat den Autorisationen mat der Stad Lëtzebuerg ze kucken. Beim Pont Adolphe si mer quasiment färdeg mat dem Pont provisoire. Also, do sinn ech bei 2007, ech kann esou weiderfueren op 2008 och nach. Also, ech si gär bereet, an déi Kommissioune kommen an all eenzel Projet mat lech d'uerchzékucken, wou mer...

(Interruption)

Eng kleng Note, hein? Dat wär dat Bescht.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also, ech komme gär an d'Kommissioune, fir dat mat lech d'uerchzediskutéieren, wou mer do dru sinn, fir lech déi noutwendeg Explikatiounen evidenterweis op deene Projeten ze ginn.

An da muss ech soen, ass dat hei jo och keng Finanzdiskussioun, déi mer féieren. Hei ass eng Diskussioun iwwert do, wou mer plangen, an dann duerno ginn eng Rei Projeten, déi urgent sinn, kucke mer an d'Planifikatioun, an de Pluriannual eranzekréieren. Eng Rei aner Projeten, do si mer färdeg mat der Planifikatioun. A wann en net an de Volume vun de Finanzen erageet, mä da musse mer duerno kucken, wéini mer e kënnen drasetzen. Well wa mer hei ufänken ze plangen, weess ech jo nach guer net, wat finanziell kann erauskommen. Ech ginn lech bei verschidde Projeten eng Rei Indikatiounen, do, wou ech mengen, datt mer wéissten, wou mer hikommen. Bei anerer gi mer iwwerhaapt keng Indikatiounen, well ech net weess.

Also ass et och ganz schwéier, fir elo ze soen, wéini dat an all Projet ufankt, well et en fin de compte deelweis vum Resultat vun den Etüden erauskönnt an da vun der Finanzéierungsplanifikatioun, déi mer kënnen op däi Basis maachen.

Dir wësst, well Der de Budget hutt, wat an deenen næchste Joren als Somme-globalen an deene verschidde Fonge stéet, sou datt Der lech kënnnt virstellen, wat fir e Volume an deenen næchste Joren ausgëtt. Prezisiounen mussen awer elo nach an deenen næchste Méint gemeinsam gemaach ginn, well Der jo och wësst, datt mer déi ganz Planifikatioun müssen am Gréff behalen, fir iwwert d'Ronnen an deenen næchste Joren ze kommen.

Dann ass et esou, datt nach e puer Froe gestallt gi sinn, notamment iwwert d'Aart a Weis wéi mer bauen. Niddregenergiehaiser - ech mengen, dat wär den Här Bausch, deen dat gefrot huet: Mir wëllen à



SÉANCE 8

JEUDI, 19 NOVEMBRE 2009

partir vun 2010, datt all déi Bauten, déi mer maachen an deem Kontext, och déi öffentlech Bauten, déi mer maachen an deem Kontext, esou kënne gemaach ginn. Niddregenergie soll e Standard gi beim öffentleche Bau. Mir kënnen net iwwerall op Passivenergie eriwwergoen, well notamt Schoule sech net onbedéngt als Passivenergiefächten eegnen. Par contre ass awer dee Standard, dee mer elo schonn an de Schoulen amgaange sinn ze bauen, een, dee sech méi wäit wéi Niddregenergie an zwëschent Niddregenergie a Passivenergie befénnt.

Dat heescht, do si Konzepter, déi développéiert gi sinn, déi och scho virgestallt ginn, an déi mer an all deene leschte Bauten, déi mer ugefaangen hu respектив plangen, an d'Realitéit émsetzen. Dat schéngt mer normal ze sinn, a mir hunn och virgesinn, datt mer zwee Projeten elo ufärken zu plangen, wou mer Positiv-Energie-öffentlech-Baute wëlle probéieren emol, wéi een d'Planifikatioun ka maachen a wéi wäit mer mat esou engem Projet kommen. Also schonn eng relativ grouss Recherche an deem Contournement... an deem Kontext.

(Hilarité)

Wann ech da wëll op... Ech hunn dat hei opgeschriwwen, Contournement, dat war mäin nächste Punkt, mä wann ech da wëll op d'Motioun vum Här Henckes kommen, ech mengen, datt d'Regierung do extrem vill scho gemaach huet. Et muss een einfach wëssen, datt mer elo schonn den ekologesche Leitfaden hunn, wou all déi Bauaart a -weisen, wéi soll ekologesch gebaut ginn, sämtlechen Architekten, déi fir eis bauen, zur Verfügung gestallt ginn, respектив och deenen Architekten, déi wëlle fir Gemente bauen, kënnen zur Verfügung gestallt ginn, wa se sech wëllen dorunner halen, respектив datt mer och fir den öffentleche Bau evidenterweis grouss Prinzipië festgeluecht hunn, wéi mir wëllen un d'öffentlech Bauten erugoe mat Energie spueren.

Et sinn awer an der Diskussioun - ech hat elo net genuch Zäit, fir iwwer Är Motioun ze kucken -, mä et sinn natierlech an deem, wat Der an der Diskussioun gesot hutt, eng Rei Saachen, déi natierlech och problematesch sinn. Also, déi Geschicht mat de Centrales d'achat. Dat ass also eppes. Dir wësst, datt mer am Juni gekuckt hunn hei, wéi mer solle kënnen eis Kritären, wéi mer kënnen Marchés de gré à gré maachen, eropzeseten, fir méi schnell këinne virunzemaachen. Wa mer elo déi aner Richtung vun de Centrale-d'achaten erëm ginn, da gi mer awer erëm total an

en anere Wee, dee kontradiktoresch ass zu deem, wat mer hei am Juni décidéiert hunn, fir schnell këinne virunzekommen, fir och mat PMEE kënnen ze schaffen. Dir wëllt elo den anere Wee goen. Ech weess net, ob dat gutt ass...

► **M. le Président.**- Här Minister, déi Motioun ass souwisou geduecht, fir emol an der Kommissioun eng Kéier gekuckt ze ginn.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also géif ech mengen,....

(Interruption)

...datt ech d'accord sinn, datt mer se sollen an der Kommissioun eng Kéier ganz seriö an allen Detailer duerchdiskutéieren.

Dann zu zwou anere Froen, dat ass déi vum Velodrom, déi hei gestallt ginn ass. Do muss ech soen, äntwerten ech lech net drop, well de Velodrom ass net en Objet, dee bei dem Budget vum Ministère vum Développement durable stéet, mä ass e Projet, deen zesumme gemaach gëtt mat dem Sportsministère a mat deene Gemengen, déi dat maachen, sou datt dat elo net hei den Objet vun haut ass.

Da wëll ech dem Här Bausch nach äntwerten op seng Fro, déi hie ganz prezis gestallt huet iwwert de Contournement vun Olm-Kehlen, a wéi mer dat ugi mat de ganze Prozeduren, respектив wat fir eng Prozedure mer wielen. D'Antwort op déi Fro ass relativ kloer an däitlech, duerfir wëll ech se och esou soen: Mir hunn eng nei Prozedur jo am Juni zesummen hei gestëmmt an der Chamber, déi de Gesetzes-text, dee mer fréier haten, wat mer de 97/11/CE nom Numm vun der Direktiv genannt hunn, deen déi vereinfacht, dee se administrativ wesentlech méi einfach mécht.

An deem neie Gesetzestext, do ass e Reglement, wat momentan nach net publiziéiert ass, well et nach beim Conseil d'État läit, wat ganz genau Kritäre virgesait, wéini e Projet muss an dat - wat ech soen - déi kleng Prozedur oder an déi grouss Prozedur goen. D'Impaktstudië ass Partie vun där grousser Prozedur.

Elo ass et esou, datt deen hei Projet net énnert déi grouss Prozedur géif falen, wann ech e just vu senger Längt géif huelen, well en an der Längt net esou grouss ass, datt en automatesch misst drënnner falen. Dann hu mer awer an dem Reglement an am Gesetz d'Méiglechkeet, fir en trotzdem drënnner falen ze loassen, wann en eng Rei Zones protégées d'intérêt communautaire sträift. Duerfir hunn

ech viru 14 Deeg oder dräi Wocher, den 2. November, der Administratioun Instruktioun ginn, datt mer wëllen hei déi grouss Prozedur maachen, datt, well mer hei Zäit hu bei deem Projet, mer dat och sollen nun ulafe loessen, datt se also sollen déi Studien, esou wéi d'Gesetz virgesait, maachen, wou se eng Deskriptioun vum Projet musse maachen.

Ech liesen lech dat einfach vir, datt Der genau wësst, wat hei gemaach gëtt:

« une description du projet au stade d'avant-projet sommaire comportant des informations relatives au site, a la conception et aux dimensions du projet,

- une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remédier,

- les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la sécurité,

- une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le maître de l'ouvrage et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement,

- un résumé non technique des informations visées aux tirets précédents.»

Da geet e selbstverständliche an déi Konsultatiounsprozedur, esou wéi een esou e Projet wëllt maachen. Ech mengen, dat ass normal fir dat, wat mer hei maachen. Duerfir wëll ech dat hei kloer an däitlech soen.

Ech hoffen dann, datt Der déi Motioun hei och esou kënnnt an deem Kontext mat énnerschreiwen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Minister och Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Et ass eng Motioun N°1 eragereeht ginn, zu därt den Här Bausch d'Wuert freet.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, énnert deenen dote Konditiounen si mer d'accord, fir d'Motioun ze énnerschreiwen a se och matzestëmmen.

► **M. le Président.**- Da géif ech d'Motioun erofginn, dass Der dat kënnnt direkt maachen.

Ass dozou nach eng Wuertmeldung?

(Négation)

Da kéime mer zum Vote iwwert déi dote Motioun.

Vote sur la motion 1

Ech ginn dovun aus, se ass vun all Fraktionen elo énnerstëtzzt, dass mer dann dat kënnne par main levée maachen. Mir hunn de Quorum heibannen; ech hunn dat kontrolléiert.

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass déi Motioun unanime ugeholl ginn.

Motion 2

Mir hunn dann nach eng Motioun 2. Do hunn ech e Problem vun der Recevabilitéit zurzäit. Et ass eng Énnerschrëft drop.

(Interruption)

Ech ka se leider net an d'Kommissioun ginn, seet d'Sekretariat mer, soulang se net recevabel ass. Mä den Här Henckes kann awer an enger nächster Kommissionssitzung, ginn ech emol dovun aus, ouni dass et sous forme de motion ass, déi Froen hei eng Kéier op den Ordre du jour bréngen.

Ech gesinn de President vun der Kommission, deen nickt zoustëmmend, sou datt ech mengen, datt mer déi Motioun hei net als Form vu Motioun, mä als Form vu Input vum Här Henckes an eng Kommissionssitzung géife ginn.

4. Ordre du jour

Mir hunn dann nach e leschte Punkt um Ordre du jour: de Projet de loi 6019. Et ass gefrot ginn opgrond vun der Zäit, an därt mer sinn - et ass zwanzeg op siwen -, dass mer dee Projet haut den Owend net géife stëmmen an dass mer dee géife reportéieren op d'Woch vum 1. Dezember, wou en zesumme mat zwee anere Bauprojeten, déi da wäerten um Ordre du jour sinn, këint behandelt ginn.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, da stellen ech fest, dass mer domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm sinn. D'éi nächst Sitzunge si virgesinn den 1., den 2. an den 3. Dezember.

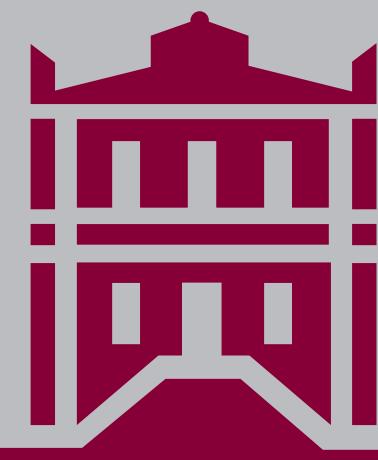
Ech géif och domadder d'Sitzung dann op hiewen an lech Merci soen.

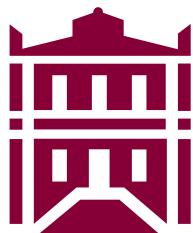
(Fin de la séance publique à 19.21 heures)

d'Chamber online op www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





SÉANCE 9

MARDI,
1^{ER} DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias
 - *M. Xavier Bettel, M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
2. Communications
 - *M. le Président*
3. 6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs
 - *Déclaration de recevabilité: M. le Président*
4. Ordre du jour
 - *M. le Président*
5. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010
 - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Neen, Här President.

(*Interruption*)

► **M. le Président.** - Den Här Bettel freet d'Wuert.

1. Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wollt lech just froen, d'Regierung huet jo keng Matdeelung hei gemaach, fir eis ze informéieren, mä ech hu festgestallt, dass den Här Biltgen an engem Interview gesot huet, dass e Gesetzesprojet iwwert d'As.b.l.en him net géif goen. An ech zitieren: «Je me suis tout de suite dit qu'il faudrait changer le projet de loi sur les associations en tant que nouveau ministre de la justice.»

Mir kréien émmer hei vun der Regierung matgedeelt, wann en neie Projet de loi déposéiert gétt, et ass émmer e solennelé Moment. Mä mir kréien net matgedeelt, wann iergendwéi mat engem Projet de loi e Problem ass. Dat heesch, et wier vlächt net schlecht, wann e Minister wéilt e Projet de loi zréckzéien, dass dat och esou hei ugekénegt gétt, an net, dass een duerch d'Press gewuer gétt, dass e Minister net mat engem Projet de loi zefriddent ass.

Dowéinst sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass de Minister net do ass, fir eis och déi Informatiou matzeginn.

► **M. le Président.** - Den Här Finanzminister Luc Frieden, wann ech gelift.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, ech kann den Här Bettel berouegen. D'Regierung zitt de Projet de loi iwwert d'As.b.l.en net zréck. Mä d'Regierung, esou wéi bei all Projet de loi, deen um Instanzewee ass, lauschtet no, wou gutt Suggestiounen sinn.

Dee Projet de loi, dee vun där leschter Regierung abruecht ginn ass, huet eng ganz Rei Amélioratioun fir de Funktionsnem vun den As.b.l.en an de Fondatioun virgesinn. Déi kann een op engen Rei Punkte verbessern. An dat geschitt am Kader vun der Procédure législative. Et ass net d'Intentioun vun der Regierung, duerch e formellen Akt dee Projet de loi zréckzezéien. Datt e verbessert gétt, domat huet d'Regierung, esou wéi och bei aner Projet-de-loien, kee Problem.

ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 27.11.2009

6091 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles en Ukraine

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2009

3) Du 28 septembre au 2 octobre 2009 s'est tenue à Strasbourg la 4^e partie de la session ordinaire de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise à savoir, la présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Norbert Haupert et les membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (13 résolutions et sept des recommandations) ont été distribués.

La 1^{re} partie de session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 25 au 29 janvier 2010. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Berne, le 20 novembre 2009.

3. 6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 26. November huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilité vun engen Proposition de loi ausgeschwatt. Et handelt sech èm d'Proposition de loi N°6086 vum Här André Hoffmann géint ongerecht Entloossungen.

Schléisst d'Chamber sech dem Vorschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 26. November huet d'Presidentekonferenz fir dés Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëttag hu mer d'Presentation vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2010.

Muer de Mëttag um hallwer dräi hu mer: de Projet de loi 6090 iwwert de Bau vun Annexe fir den EU-Justizhaff nom Basismodell; zweetens, de Projet de loi 6043 iwwert de Bau vun der Maison des sciences humaines zu Belval, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6061 iwwert de Bau vun der zweeter Phas vum Laboratoire national de Santé zu Diddeleng, och nom Basismodell; an dann de Projet de loi 5823 iwwert d'Permission de voirie nom Modell 1. Dann zum Schluss hu mer d'Question avec débat N°4 vum Här Jean Huss iwwert d'Antitubakgesetz.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer den Exposé vum Finanzminister iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2010.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommission iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'Joer 2010, an dat esou wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehalen ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel.

5. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, Madame an Häre Ministeren, et ass nees esou wáit! Wann d'Chamber sech iwwert de Budget hiermécht, da geet d'Joer op sain Enn zou, da sinn de Kleeschen an d'Chrëschtkéndchen net méi wáit an da rabbelt et an de Buttekseesen. Dat wáert och dést Joer net vill anescht sinn. An dat, obwuel jiddweree spiert, datt iergendeppes sech geännert huet an datt et net méi gradesou ass wéi soss, net méi esou, wéi mir et an deenen zwee leschte Jorzéngte gewinnt waren, wéi et dem Gros vun eis Létzebuerger dach net allze schlecht gaangen ass.

Ech hu mir erlaabt, eng Etikett op mäi Budgetsrapport ze pechen. Eng al Déformation professionnelle, mat där ech an engems hoffen, menge fréiere Beruffskollegen aus der Press d'Liewe méi liicht ze maachen, andeems ech hinnen direkt en Titel fir hir Article matliwweren. Ech hu mäi Rapport iwwerschriften: Un budget pour l'année charnière 2010. E Budget fir e besonnesch Joer, well et wuel en Iwwergangsjoer vun enger dach éischter gällener Zäit an eng méi moer Period wáert sinn, déi dem Land a senge Leit a virun allem hire Politiker eppes méi wéi soss wáert ofverlaangen.

Dofir, an ech hoffen, datt Dir mir dat net iwwel huelt, huelen ech e bësse méi wáit a mengem Rapport aus a probéieren lech iwwert de Bord vum Teller, an désem Fall iwwert d'Joer 2010 eraus, matzehuelen, fir e bëssen iwwert dat nozedenken, wat op eis zoukomme kéint a wéi mir deem begéine kéint.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, et kann een natierlech net iwwer eist Land a seng Zukunft nodenken, ouni dee méi breeden internationale Kontext a Betruecht ze zéien. Mir Létzebuerger, a grad mir, liewen net op enger verloossener Insel wáit ewech vun allem a vun allen an némnen op eis eleng ugewisent. Just de Contraire ass wouer. Mir sinn, wat een esou nennt, eng offen Ekonomie, an zwar där eng, déi ouni Exporter an Importer iwwerhaapt net bestoe kéint, an dat am Contraire zu eise groussen Noperen, déi sech noutfalls - awer némmen noutfalls - nach émmer an eng gewëssen Autarkie flüchten an als Selbstversuerger iwwerliewe kéint.

Dat ass jo och de Grond firwat mir eis sät iwwer 150 Joer a gréissere Wirtschaftsraim erémdreinen a firwat mir vun Ufank u bei Europa derbäi waren. Dat Europa, iwwert dat mir eis dacks genuch iergeren, mä dat eis um Enn dach jett méi bruecht huet, wéi mir eis selwer agestoe wéllen.

Dat lescht Joer war vun enger vun deene schlëmmste Wirtschaftskrisie sät Menschegedenke markéiert. Bal esou schlëmm wéi deemools virun 80 Joer, wéi Amerika an d'Depressioun geschliddert ass an e gudden Deel vum Rescht vun der Welt mat sech gerappt huet.

Och déi Kéier ass d'Kris vun de Finanzmäert ausgaangen, méi genee vun Amerika, wou vill ze laang eng Politik vun de bëlleje Sue bedriwwen ginn ass, fir de Leit esou eppes wéi en éiwege Boom virzemaachen. Mam Resultat, datt op Däiwei komm eraus Sue gepufft gi sinn, bis datt dann dat Ganzt gebascht ass.

D'Verschöldung vun den amerikanischen Haushalter bei de Banke war awer an der Tëschenzäit en drolege Wee gaangen. Dee louch net méi bei de Banken, war net méi an hire Bicher, mä e war iwwert de Wee vu



sougenannten Titrationsprodukte - fréier hätt ee gesot Scholdschäiner - iwwert de ganze Globus gestreet ginn.

Duerch d'Globalisierung, déi aus der Welt en eenzegt grousst Duerf gemaach huet, ass et eréischt méiglech ginn, datt en Duerchschnëttsverdénger an Europa, deen eppes fir seng al Deeg wollt maachen, ouni et ze wëssen, där fauler Scholdschäiner aus Kalifornien oder soss an zwousch an Amerika kaift huet.

Mat un deem Rad hunn esou muncher gedréit an dobäi och kräfteg verdéngt. Fir d'alleréischt d'Banquieren an déi aner Mëttelsmänner aus der Finanzwelt, déi déi schéi verpaakte Scholdschäiner - am Fachjargon "Subprimes" genannt, well vun Ufank u gewosst war, datt et sech net grad ém dat Gielt vum Ee géif handelen -, also déi, déi an Zertifikater an an aner blénkege Pabeier verpaakte Subprimes un de Mann respektiv un d'Fra bruecht hunn.

Dobäi waren hinnen déi sougenannt Ratingsagencë behëlleflech, fir bei den Titrationspäck déi beschten Nouten opzekliewen an esou hiren Deel derzou báziedroen, datt um Wee aus enger Hand an déi aner déi Wäertpabeieren émmer méi deier gi sinn, derbannst a Wierkleeket hire Wäert émmer méi ofgeholl huet.

Dat Spill konnt einfach net riicht ausgoen, och wa muche Spezialist geduecht hat, elo hätte mir den Trick vun dem an d'Onendlecht wuessende Räichtum fir jiddwereen eraus. Mir kennen all d'Enn vum Lidd. Et huet gehéireg gerabellt. Et sinn e puer Banken d'Baach eroftaangen, dorënner eng vun deene gréisssten amerikanischen Investmentbanken, derbannst déi aner mat Milliardespriézen aus de Statskeesen hu misse virun der Faillite gerett ginn.

Déi grandios Blos mat hire Milliarden Zommen, deenen nach just e klenge Brochdeel, e ganz klenge Brochdeel u reelem Wäert géigeniwerstoung, war geplatzt an hat Millioune Spuerer ronderém d'Welt ém hir Sue bruecht.

Op eemol ware si ganz kleng ginn, déi bis dohinner bewonnerten a beneidte Goldjongan oder Goldjéngelcher, déi mat deenen anere Leit hire Sue Casino gespillt, sech domat d'Täsche geféllt a sech liichtfankeg iwwert déi ekonomesch Grondregel ewechgesat haten, datt de Gewënn an enger direkter Relatioun zum Risiko steet. Mä dat hat si kaum gedréckt. De Gewënn hate jo si, an de Risiko hir Clienten; an um Enn de Stat, also de Steierzueler, well deen huet missen asprangen, fir d'Finanzwelt virum Kollaps an d'Wirtschaft virun enger katastrophaler Depressioune retten.

An der Téschenzäit war de Fonke jo op d'ganz Économie iwwergesprongen. Déi Éischt, déi et gemierkt hunn, war d'Autosindustrie, virun allem déi amerikanesch, bei där nach derbäikoum, datt si sech vill ze vill laang däers allgemengen Trends zu méi spuersamen a méi émweltfréndlechen Autoe fouteiert hat. Kee Wonner, datt do déi Firma, déi jorzéngelaang déi gréisssten op der Welt war, nämlech General Motors, op eemol an d'Schliddere geroden ass an némme mat honnerte vu Milliounen Dollar aus der Statskeess virun der Faillite gerett konnt ginn. An dat ass némme ee Beispill vu villen.

D'Politik, déi bis dohinner éischter passiv all deene Goldjongan an hiren Gespills nogekuckt hat a si souguer ém hir Succèsé beneit huet, ass dunn endlech erwacht an huet sech op d'hénnesch Bee gestallt, fir d'Kar erém aus dem Dreck ze zéien. A si huet dës Kéier dat Richteg gemaach. Si ass net, wéi deemoools nom Schwarze Freideg am Oktober '29 an der Wall Street, mat zwee Féiss op d'Brems gesprongen, wat zwar als Reflex ze verstoen ass, mä wat d'Saach deemoools nach vill méi schlëmm gemaach hat a schliesslech an dár grousser Depressioune géennegt ass.

Dës Kéier gouf genee den émgekéierte Wee geholl. Esou wéi den John Maynard Keynes et an den 30er Jore virgeschloen hat, hunn d'Regierungen dës Sait an déi Sait vum Atlantik net op d'Brems, mä op

de Gas gedréckt. Si hunn eben dat gemaach eigentlech, wat jiddweree vun lech weess, wat ee muss maachen, fir aus der Kéier ze kommen ouni am Gruef ze landen. Doduerch, datt all Regierunge Suen an hir Ekonomié gepompelt hunn, fir d'Banken an der Riicht ze halen, den Entreprises hir Optragsbicher ze fëllen oder erém ze fëllen a virun allem d'Kafkraft vun de Leit ze stäipen, konnt dat Schlëmmst verhennert ginn.

Esou hunn déi Regierungen et fäerde bruecht, hir Ekonomié virum Däiwelskrees vun der Rezessioun an hirem Ofsacken an d'Depressioun mat all hire wéischte Konsequenzen ze retten. Dat alles huet allerdéngs säi Präis. De Revers vun esou enger antizyklischer Politik ass déi Verschäldung, an déi dann och d'State mat hire Rettungsaktiounen gerutscht sinn. Déi Wéinegst hate genuch Suen op der Sait, fir hir Ekonomien ze stäipen an hunn dofir misse pufte goen, wat natierlech zu enger onmoosseger Verchäldung geféiert huet.

Eng Rëtsch vun europäesche State sinn dann och entre-temps iwwert déi Maastrichter Kritären erausgeschoss; d'Fransouse louchen am Summer scho bei 75% vun hirem PIB; d'Belsch si längst erém iwwer 100%; a souguer déi däitsch Musterschüler sinn entre-temps mat 63% iwwert d'Maastricht-Grenz eraus.

Här President, bei eis heiheem schéngt dat alles net esou schlëmm ze sinn, well mir leien nach émmer mat eiser Statsverchäldung énner 20% a kéinten eis deemno nach deen een oder aneren Hoff leeschten. Dat ass jiddefalls d'Meenung vun esou muncherengem hei am Land; wat och ze verstoen ass, well keen drop versiess ass, elo op d'Spuerbrems ze drécken an eventuell de Rimm e bëssen unzezéien. Mä just dat kéint eis elo bléien, well de Krisesturm och net iwwer eist Land ewechgezunn ass, ouni seng Spuren ze hannerloossen.

Natierlech huet et och dobäi eis Banken erwësch, fir d'alleréischt eis Banken, well mir haten et jo fir d'éischt mat enger Finanzkris ze dinn. Do wär et wuel e Wonner gewiescht, wann eis Finanzplaz ongeschueren dervukomm wär. Eis zwou traditionell Privatbanke kruten allerdéngs duerch hir Mammen am Ausland, an net, well si heiheem net gutt geschafft hätten, d'Kris voll ze spieren an hunn am September d'lescht Joer an enger Weekendsaktioun misse vum Stat gerett ginn: déi eng mat enger Garantie iwwer véier an eng halfe Milliard, déi aner mat enger Kapitalspriéz vun zwou an enger hallwer Milliard.

Déi Suen - dat muss een allerdéngs wëssen - sinn awer net à fonds perdu, well iergenda kritt der Stat se erém, an an der Téschenzäit kasséiert hien Zénsen an Dividende vun deenen zwou Banken.

Och déi aner Banken, vun deene mir der nach knapps 150 bei eis hei am Land hunn, kruten es of, wann och net an deemselwechte Mooss wéi hir Schwësteren an hir Mammehaiser am Ausland. Dat hänkt domat zesummen, datt déi meescht Geldinstituter, déi bei eis aktiv sinn, eng éischter konservativ Schinn fueren a sech net un där verréckter Spekulatioun bedeelegt haten, an déi sech déi sougenannt Investmentbanke gestierzt haten. Déselwecht, déi - niewebäi gesot - schonn erém ganz schéi monter sinn an erém an hir al Naupe verfallen, nach éier d'Politiker hinnen d'Zamgeschier ugedoen hunn.

Well si mat deem reelle Geld vun hire Clienté geschafft hunn, an net mat deene Monopolis-Sue vun hire Kolleegen Investmentbänker, hunn eis Banken net déi-selwecht Risqué geholl an och net an deemselwechte Mooss Sue verluer. A well si allegueren Universalbanke sinn, déi op méi Been danze können - eng Kéier op deem vum Zénsmarsch, eng aner Kéier op deem vum Kommissiounsgeschäft -, hu si esou eppes wéi eng Féckmillchen: Wann dat eent emol manner gutt leeft, da leeft dat anert émsou besser, an émgekéiert.

Trotzdeem kruten eis Banken allegueren eng gewéitscht. Déi eng méi, déi aner manner. Hir Resultater ware schonn zejoert fénnef Prozent no hanne gaang. An 2009 gesäit et nach e bësse méi schlëmm aus; besonnesch am Private banking, wat aller-

déngs net némme mat der Kris ze dinn huet. 780 Aarbeitsplazen, dat heescht, zwee Prozent vum Emploi am Secteur si schonns an de Banke verschwommen, an et däerften der nach bis zu dräimol méi an der nächster Zäit ewechfalen, well eng Rëtsch vu Banke wahrscheinlich bei eis de Buttek zoumaache wäerten.

De Stat kritt dann och dat bei de Recetten ze spieren, well eleng bei der Kierperschaftssteier sinn d'Banken an déi aner Finanzacteure mat zwee Drëttel derbäi. Deemno wéi een elo rechent, kritt d'Steierverwaltung fir dëst Joer némme e Brochdeel vun där gewinntter Kierperschaftssteier, well d'Banken all déi faul Titren - si haten der och an hire Portefeuilles - hu misse provisionnéieren, an dat waren iwwer véier Milliarden 2008, wat da mat sech bruecht huet, datt den Imposable - also do, wou d'Steieren drop gerechent ginn - deementsprielchend geschrompt ass.

Net vill besser ass et deem anere Bee vun eiser Finanzplaz, nämlech den Investmentfonge gaang. Deenen hir Avoiré ware vun 2.100 Milliarden Euro op 1.600 Milliarden eroftgebonzelt. An et ass eréischt sät kuerzem, datt et dank der Hause op de Bourseen erém biergop geet. Och dee Creux huet de Stat ze spiere kritt. D'Taxe d'abonnement, déi op den OPC, also den Organismes de placement collectif ufält, wäert dëst Joer ronn 135.000 Milliounen Euro manner erabréngen, wéi nach dat Joer virdrun, an domat 170 Milliounen énnert de Budgetserwaardunge leien. Datt do dem Finanzminister seng Rechnung net méi opgoe kann, läit wuel op der Hand.

Am beschte schéngent nach d'Assurances dervukomm ze sinn, och wann hiert Schuechtschéff, nämlech d'Liewensversécherungsgeschäft, iwwert d'Grenzen ewech - dat heescht da Libre prestation de services, ofgekierzt LPS - eng zimlech Bëlls kritt huet. Wann et énnert dem Stréch trotzdem gutt ausgesäit, da virun allem doduerch, datt déi gréissste Réckversécherungsgesellschaft vun der Welt kierzlech hiren europäeschen Headquarter bei eis opgeschloen huet an d'Resultater do- duerch kräfteg no uewe gepusht gi sinn. Wat alt erém eng Kéier - a Klammere gesot - weist, datt een an enger klenger Économie wéi eiser net ze vill mat makro-ekonomesch Miessinstrumenter hantéiere soll, well eng eenzig Firma d'ganz Statistik iwwert d'Kopp geheie kann; natierlech am Gudde wéi am Schlechten.

Mä domat emol einstweile genuch iwwert d'Finanzplaz. Eis Économie besteht schliesslech net némme aus Banken, och wann déi bal e Véirel zu eisem PIB báziedroen, wann een d'Émgeréits matrechent souguer en Drëttel.

Méi nach wéi d'Finanzplaz goufen Eenzelner vun deenen anere Wirtschaftssecteure getraff, virop eis Industrie. Ob et elo d'Betriben sinn, déi fir d'Automobilesindustrie schaffen an déi duerch d'Kris bis zu 40% vun hirem Émsaz agebéisst hunn, oder eis Stolindustrie, déi némme nach mat hallwer Krafft an hire Lëtzebuerger Wierker fiert, well net méi Commanden do sinn. Dat soll elo neiderdéngs erém e bësse besser ausgesinn, well weltwáit d'Konjunktur erém unzezéie schéngt. Mä mir sinn nach e gutt Stéck vun däit Vitesse de croisière ewech, mat där mir virun der Kris gefuer sinn.

Am mannsten hunn nach déi Beräicher vun eiser Économie gelidden, déi méi op de Bannemaart fixéiert sinn; op de Lëtzebuerger Bannemaart, wuelgemierkt. Mol ofgesi vun eiser Landwirtschaft, déi sech mat miserable Maartpräisser souwuel fir d'Käre wéi och fir d'Fleesch a besonnesch fir d'Méelch erémschloe muss an op öffentlech Héllef ugewisent ass, schéngent déi aner Secteuren um Bannemaart d'Kris ouni ze vill Blessen hannert sech bruecht ze hunn, wann och déi eng emol mat méi Blesse wéi déi aner.

Dat gëllt fir de Bausecteur, dee sech allerdéngs némme méi mat dem Wunnensbau iwwer Waasser hale kann, well de Marché vun de Bürosgebaier quasi um Buemed läit.

Eng ähnlech Erfahrung mécht och am Ablack eis Luxair, déi zwar weiderhin äifreg Inclusive-Tours fir d'Vakanze verkeeft, mä mat eidele Businessséitzer doruechter flitt,

well an de Betriben dat grousst Spueren ausgebrach ass.

Dat gesäit een e bëssen iwwerall. Alles, wat mat den Entreprises ze dinn huet, ass massiv zréckgaangen. Mä soubal d'Privatkonsumenten an d'Spill kommen, dann ass d'Kris esou gutt wéi ewechgeblossen.

Dat huet natierlech eppes mat d'r antizyklischer Politik ze dinn, déi d'Regierungen iwwerall an och bei eis heiheem praktizéieren. D'Païen an d'Nettoakommes vun deene meeschte vun eis hinn nach net gelidden. Ofgesinn natierlech vun deenen, déi an der Kuerzaarbecht hänken oder souguer hiren Job verluer hunn. Mä well et sech bei deene Leschten nach ewell gär fir d'éischt ém Grenzgänger handelt, mir also zum Deel eise Chômage exportéieren, ass d'Kris eigentlech nach net esou richteg an deene meeschte Käpp bei eis ukomm.

Hei hu mir Politiker, a mat eis, géif ech soen, och d'Medien, eng Aufgab ze erfëllen, laantscht déi mer eis net drécken däerfen. A wann et och nach esou désagréabel ass, musse mir de Leit d'Wourecht soen. Déi Wourecht, datt mir riskéiere vun eiser gewinntter Flughéicht eroft méi no bei déi aner ze kommen an dann an d'Gewulls ze geroden.

An anere Wieder: Wa mir vun eisem Duerchschnëtswesstum vun ém déi 5% an der Vergaangenheit eroft op 3 oder souguer 2% falen, wou déi meesch aner Länner sech erémkappen, da musse mir eis méi waarm undinn an e puer agréable Gewunnechtes Äddi soen, déi mir eis bis elo leeschte konnten.

Ech weess, datt keen dat gär héiert an datt de Budgetsrapporteur mat esou Aussoen net onbedéngt dat erémgëtt, wat deen een oder deen aneren och heibannen an désem héijen Haus denkt. Mä ech menge, et ass besser, datt mir eis op e bësse manner gutt Perspektiven astellen, fir herno keng béis Surprise ze kréien. Wann et sech dann erausstelle sollt, datt den Härgott dach nach émmer e Lëtzebuerger ass an derfir suert, datt mir an aller Gemittlechkeet weiderfuere kenne wéi bis elo, derbannst ronderém eis all déi aner sech an Austéritéit übe müssen, da kenne mir desto méi frô doriwver sinn. Mä ech kann net esou richteg doru gleewen.

Här President, an dëst agestoenermoosse subjektivt an nach laang net vu jiddwerengem gedeelte Stëmmungsbild era situéiert sech dann de Budget fir 2010, iwwert dee mir elo befanne sollen. Dir kennt alleguer seng Eckwärter, well Dir lech sät der Rentrée intensiv dermat beschäftegt hutt, esou datt ech lech elo net mat Zuele bombardéiere muss. Déi fannt Dir souwisou an deem déckeche Buch vun eisem Finanzminister an an ofgespeckter Form och a mengem schrifteleche Rapport.

D'Zäiten, wou mir en ausgeglachene Budget haten a wou mir souguer eppes op d'Sait leeë konnten, fir den Ausbau vun eisen Infrastrukturen ze finanzéieren, sinn einstweilen eriwwer. D'Chiffere loosse nun ebe keen anere Schluss zou. Et huet keen Zweck, eis an d'eegeen Täsch ze léien an ze maachen, wéi wann náischt geschitt wier.

Mir hunn eis mat d'r antizyklischer Politik, déi - dat sief nach eng Kéier énnertstrach - déi eenzeg richteg Reaktioun op d'Kris war, e kënschtleche Wuelstand erhalen, fir dee mir mat enger progressiver Verchäldung bezuele müssen. Wann, wéi dat am Budget fir dat anert Joer de Fall ass, d'Dépensié vum Stat ém bal 6% an d'Luucht ginn, an déiselwecht Zäit deemselwechte Stat seng Recetten ém bal 8% zréckginn, da misst ee sech dach eigentlech eeschtlech Gedanke maachen!

Et brauch ee kee Mathematiker ze sinn, fir zur Konklusioun ze kommen, datt déi Rechnung net opgoe kann. Deen Écart vun 13 Prozentpunkte mécht een Defizit vun 1,3 Milliarden Euro aus. Dat wieren an ale Frangen 53 Milliarden.

Déi 1,3 Milliarde müssen da bei déi 2,2 Milliarde gezielt ginn, déi eis schonn 2008 an der Keess gefeelt hunn, well mer d'Banken deemoools hu misse retten, an och bei déi 400 Milliounen, déi dem Finanzminister um Enn vun désem Joer feele wäerten, obwuel hie vum engem ausgeglachene Budget ausgaange war. Zesumme mécht dat e Lach vu bal véier



SÉANCE 9

MARDI, 1^{ER} DÉCEMBRE 2009

Milliarden, dat dann aus der Reserv gefellt muss ginn. A well och déi amgaang ass eidel ze ginn, bleibt soss keen Auswee méi wéi Verschöldung. An déi wäert dat anert Joer gär iwwer siwe Milliarde klammen, an dat ass da ronn ee Fenneftel vun deem, wat mir esou an engem Joer erwirtschaften.

Et ass eigentlech net verwonnerlech, datt sech do d'Leit Froe stellen. Zum Beispill déi, wéisou mir nach weiderfueren, wéi wann näischt wier, an dobäi d'Waasser eis geschwë bis un den Hals steet. Oder, méi gehuewen ausgedréckt: Wéi laang kenne mir eis nach dee keynesianeschen „deficit spending“ iwwerhaapt leeschten? Wat dann den normale Bierger erém esou iwwersetzt: Wann et esou schlëmm ass, wéini klamme mir dann endlech op d'Brems, amplaz nach weider Gas ze ginn?

De Lëtzebuerger, Kolleginnen a Kollegen, Dir wësst et, ass duerch d'Bänk vu klenge Leit hier an huet duerfir e ganz feint Gespier fir déi ekonomesch Virgäng. Hie spiert, datt do eppes net klappe kann, wann d'Schéier téschent Dépensen a Recetten émmer méi wäit opgeet, wann d'Reserven eidel ginn an op eemol keng Sue méi do sinn, fir dem Land déi Infrastrukturen ze ginn, déi him et och nach an Zukunft erlabe sollen, mat deenen anere Länner matzehalen.

Duerfir muss een de Leit dobaussen erklären, firwat mir trotz där quokeleger Finanzsituatioun nach émmer e kënschleche Wuelstand erhalten oder einstweilen nach erhalten, amplaz eis direkt der Decken no ze strecken.

Mir wëssen, wéi all déi aner och, datt esou enger antizyklischer Politik Grenze gesat sinn. Nämmen, do, wou d'Meenungen auserneeginn, ass iwwert den Zäitpunkt, wou ee vun der Gas- op d'Bremspedal wiessle muss. Déi eng mengen, datt dat scho laang hätt misse geschéien, well grad e klenkt Land wéi eist sech keng esou eng déck Schold leeschte kéint wéi e grouss Land.

Déi aner mengen, dat alles däerft een net esou enk gesinn, zémoools mir nach e bësse Sputt hätte fir eis ze verschélden. Mol eng Kéier dovunner ofgesinn, datt béis Säiten, déi eng wéi déi aner, alt esou hir Hanner gedanken hunn, wa se hir Positiounen verdeedegen, wäerte mir wuel maache wéi déi aner Länner och an déiselwecht Zäit wéi déi aner op d'Brems tréppelen.

Wann een esou héiert, misst dat am Laf vum iwwernächste Joer sinn. E bësse méi fréi, wann et den Europäer géif nogoen, déi esou séier wéi méiglech zu geuerdnete Finanzverhältnisser zréck wëllen; e bësse méi spéit, wann een den Amerikaner nolaschert, déi sech offensichtlech net esou vill Gedanken iwwert hir Verschöldung maachen, obwuel déi all Rekorder brécht.

Mä och dat wäert net esou einfach sinn, fir déi Kéier ze huelen. Schliesslech wier dat, wéi wa mir vum fennefte Gank an de Réckgank géife schalten, wat bekanntlech net ouni Gekrätschs ofgeet. Déi Kéier ka wuel nämme mat Beduecht geholl ginn, net abrupt an och net am Powerslide. Dat heescht awer, datt et seng Zäit wäert daueruen, bis mir eis gedréit hunn, an datt an där Zäit d'Verschöldungsauer monter weiderleeft.

Kolleginnen a Kollegen, Här President, op d'mannst sollt ee sech elo alt emol scho Gedanken driwwer maachen, wou een den Hiewel usezte muss, fir d'Situatioun émgekéiert ze kréien an erém aus dem Scholdelach erauszekommen.

Normalerweis ginn et an esou enger Situations dräi Léisungen. Entweder fänkt de Stat u kräftegt ze spueren, fir iwwert dee Wee erém an d'Gläichgewicht ze kommen, oder hien dréit d'Steierschrauf erop, fir esou zu deene Suen ze kommen, déi hie fir seng Budgetsbalance brauch, oder awer e kombinéiert déi zwou Léisunge mateneen, fir op déi Aart a Weis sái But ze erreechen.

Elo kéinte mir hei stonnelaang driwwer streiden, wat fir eng dann elo déi beschte Solutioun wier. Ech mengen awer, et soll ee kee Reliounsträt aus där Fro maachen. Ech hätt perséinlech eng liicht Preferenz fir déi kombinéiert Léisung, déi awer doranner bestoe géif, datt ee fir d'éischt

probéiert, esou vill wéi méiglech ze spueren, a wann een do all Ecken aus gekraaft huet an dat nach émmer net duergeet, da soll een eréisch un d'Steierschrauf dréie goen.

Fir esou eng Reiefolg gëtt et natierlech e Grond. Mir si jo alleguer driwwer eens, datt ee fir d'éischt déi Sue verdénge muss, déi ee verdeele wëllt. Fir awer Sue lousen ze kennen, muss een déi néideg Viraussetzung matbréngen, zu deene virun allem d'Kompetitivitéit vun der eegener Ekonomie gehéiert. An déi erém hänkt eng Kéier zu engem gudden Deel vun der Produktionscapacitéit vun der Vollekswirtschaft of.

Ech weess, d'Patroné sinn droleg Gesellen, an déi eng sinn emol méi, déi aner emol manner frou mat hinnen, mä ouni si an hir Produktionsapparater geet et nun eemol net. Wann een hinnen awer elo d'Steierschrauf zoudréit, well een et jo do huele soll, wou angeblech eppes ze huelen ass, da kéint et emol eng Kéier engem bléien, datt déi Patroné sech anerwärts etabléieren oder iwwerhaapt emol guer net bei eis an d'Land kommen, an da misste mir kucken, mat wat mir eis Suen da géife verdéngen.

D'une voix. - Très bien!

D. M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. Duerfir soll een net ze séier un d'Steierschrauf dréie goen, fir seng Finanzen an d'Rei ze bréngen. Et gëtt bestëmmt eng Rëtsch vu Méiglechkeete fir ze spuere beim Stat an a sengem Liewensstil, deen net émmer vu Spuersamkeet gekennzeichent ass.

Op anere Plazen ass scho probéiert ginn, de Verwaltungsapparat énnert d'Lupp ze huelen an de Spuerhiewel unzeseten. Esou e Screening mécht sech meeschten bezuelt a wier an eisem Fall sécher ubruecht, well een dach d'Tendenz huet, a gudden Zäiten e bësse méi large am Émgank mat de Suen ze sinn an domat gewéssen Onsitten aräissen, déi mat der Zäit richteg an d'Geld schloe können. Zwar ass an deene leschte Joren d'Kontroll an deem Beräich däitlech verstärkt ginn, mä eng gréndlech Radiographie, déi bis an de leschten Tirangseck kucke géif, gouf et esou nach net.

Da sief och d'Fro erlaabt, ob een net gutt géif drun doen, fir emol erém déi gutt al Budgetsnorm aus dem Schaf ze huelen, un där sech fréier Regierunge festgehalen hunn. Esou eng Norm, déi an der Regel aus engem Mix vu méttelfristegem Wuess-tum, Inflatiounserwaardung an engem Elastizitätsfacteur besteet, mat deem der Steierprogressioun Rechnung gedro gëtt, géif als Riichtschnouer déngen, un déi sech da jiddweree beim Stat ze halen hätt. Grad an esou enger Situations wéi déi, an där mir eis haut befaffen, géif esou en Disziplinscorselet wuel sain Déngscht maachen.

Wa mir schonns vu Rigueur budgétaire schwätzen, da soll hei och e Wuert iwwer eng Iddi verluer ginn, déi de Kolleg Roger Negri sengerzäit als Budgetsrapporteur hei op d'Tapéit bruecht hat a bei däi et sech ém eng méi performant a méi transparent Budgetisierung handelt. D'Fransousen hunn esou eppes, bei hinnen heescht dat „loi organique relative aux lois des finances“, ofgekierzt LOLF; mä ech hunn nach iwwer eng hallef Dosen aner Bei-spiller uechtert d'Welt fonnt, déi et all der-wäert sinn, studéiert ze ginn.

Entre-temps huet sech eis Cour des Comptes erféelecherweis der Saach ugeholl an un engem Lëtzebuerger Modell gezammert, deen op eis Verhältnisser zugeschnidden ass a mat deem mir eis hei an der Chamber emol méi intensiv beschäftege sollen, genee wéi mat der Proposition vum Kolleg Roger Negri, déi jo schonn eng Zäit hei virläit.

Knäipe bei deenen anere soll an dësem Fall emol ausnahmsweis net verbuede sinn.

Fir dat Kapitel iwwert d'Budgettechnik ofzerénnen, dierft een nach wuel e puer Wieder iwwer zwou weider Iddié verléieren. Et geet op där enger Sait ém d'Evaluatioun vun de Recetten, déi natierlech net mat leschter Prezisioun virausberechent kenne ginn, mä ouni méiglechst exakt an aktuell Donnéeën ass et schwéier, e verstännege Budget opzestellen. Dofir misste mir eis Evaluationsmethod nach e bësse verfeineren.

Den éischte Schrëtt ass jo schonns domat gemaach ginn, datt de Finanzminister eis Kommissioun - d'Budgets- a Finanzkommissioun - um Lafenden iwwert d'Steierrecetten hält. Mä déi Methodologie léisst sech nach perfektionéieren, fir datt d'Extrapolatiounen an d'Previsiounen am Budget esou no wéi méiglech un déi ze erwardend Realitéit erugefouert kenne ginn.

Deen anere Punkt huet eppes mat der Transparenz vum Budget ze dinn an domat, wéi en och fir den Netageweichten, fir de Bierger verständlech gemaach ka ginn. Dat ass awer grad mat der Maastricht-Method net méi einfach, mä am Contraire méi kompliziéiert a méi onduerchiichteg ginn. Säit zu Maastricht d'nei Kritäre fir d'Budgete vun de Memberen opgestallt gi sinn, fuere mir zweegleiseg, wat dauernd zu Konfusiounen feiert.

Eisen traditionelle Budget fousst um Statskontabilitéitsgesetz vun 1999, dat nämmen de sougenannten Zentralstat berücksichtegt, dofir awer d'Spezialfongen net ausklamert, déi sengerzäit als eng Zort Spuerbecks erfonnt goufen, fir doraus déi grouss Infrastrukturaarbechten ze finanzéieren.

D'Maastricht-Method, déi hirersäits op dem europäesche Kontabilitéitsystem SEC 95 basiert, këmmt sech net ém eis Fongen, zitt awer dofir d'Sozialkeesen op där enger Sait an d'Gemengen op där anerer Sait mat a Betruacht.

Dat erklärt dann och, firwat mir bei Maastricht besser mat eisem Budget ewechkommen, well eis Pensiounskeesen nach émmer Iwwerschëss ausweisen a well op där anerer Sait d'Gemenge bis elo émmer als finanziell ausgeglach op Bréissel geomelt gi sinn.

Dat si se wahrscheinlech net. Mä well eis Gemengen därmosse mat hirem Reporting hannendra sinn - ech entschéllege mech bei de Kollege Buergermeeschteren -, gëtt alt ganz einfach fir Finanzsituatioun iwwert den Domm geschat.

Kee Wonner, datt kee sech méi an deem Duercherneen erémpennet, a scho guer net de Bierger, deem mir jo grad de Budget an iwwerhaapt d'Politik méi no bréngt wellen. En éischte Versuch, fir e bëssen den Duerchbléck ze kréien, gouf virun dräi Joer gemaach an huet domat géennegt, datt sech de Budget ém en drëtte Band vergréissert huet, dee Maastricht mat eranhält. Mä wann ee wierklech transparent wëllt ginn, an dat ass een dem Bierger schéllég, da misst ee sech vläicht iwwer eng eenheetlech Presentatioun eens ginn, an där da jiddweree sech géif erémpfanen.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, et gounz éinst vill iwwert d'Kris an iwwert hir Auswirkunge Rieds an et gouf do och schonn drop higewisen, datt eis Ekonomie, an domat mir allegueren, vläicht méi rauen Zäiten entgéintginn. Elo huet dat eent awer nämmen indirekt mat deem aneren ze dinn an et soll een déi zwou Saachen ausenanerhalen, fir net ze vill Duercherneen ze maachen.

D'Kris, déi grouss Weltwirtschaftskris, ass virun allem eng Konjunkturkris, eng ganz gehéireg wuel, awer dach eng, déi eriwwergeet, wéi all Kris eriwwergeet, déi ass engem iwwerhétzte Marché entstanen ass. Wëllt dat dann elo heeschen, datt, wann d'Kris eriwwer ass, a si ass jo anscheinend schonn um beschte Wee dohinner, dann erém alles esou gëtt wéi vir-drun? Virausgesat natierlech, d'Politik setzt sech duerch an hält d'Finanzjungleuren an d'Gitt, éier déi erém an hire Casinoskapitalismus verfallen.

Dat wäert wuel esou kommen. D'Weltwirtschaft erhält sech erém, et geet op en Neits biergop bis uewen un d'Spëtz an op déi nächst Surchaaffe zou, an duerno geet et erém biergof an iergendwéi rabbelt et erém. Dat war nach émmer esou, just datt déi Achterbahn mat der Zäit entschäerft ginn ass an net méi esou extrem Héichten an Déifte kennt. D'Politiker a virun allem d'Zentralbanquiere kenne haut relativ séier op Konjunkturschwankunge réagieren an hinnen d'Spëtzten ofbriechen. Wëllt dat dann elo heeschen, datt och mir Lëtzebuerger deemnächst aus dem Schneider sinn? Lande mir erém do, wou mir virun der Kris waren?

Ech fäerten net. Et huet sech nämlech an der Kris eppes gedoen, dat gréissendeels iwwersi ginn ass an dat sech elo eréischt esou richteg bemierkbar mécht. Et ass net ausgeschloss, datt sech hannert däi grousser konjunktureller Weltwirtschaftskris eng aner Kris verstoppt, déi némme mat Lëtzebuerg ze dinn huet an déi net konjunktureller, mä struktureller Aart ass; also eng Kris hannert der Kris.

Em wat geet et da bei däi Kris? Mä an alleréischt Hisiicht ém eis Finanzplaz, déi definitiv a stiermesch Waasser geroden ass an elo riskéiert, dat eent oder anert vun hire Segelen ze verléieren.

Mir wëssen, datt ee vun hire gréissten Atouten an der Vergaangenheit d'Bankgeheimnis war, op deem se zu engem gudden Deel opgebaut ginn ass. Haut ass dat zwar net méi grad esou, well mir eis dach awer mat der Zäit aus däi Ofhanggekeet vun dem Secret bancaire erausgeschafft hinn. Datt mir awer de Secret weiderhi brauchen, steet fest. Well hie gehéiert einfach zum Bild, wat d'Clienten dobausse vu Lëtzebuerg hinn: nämlech dat vun enger Finanzplaz, wou d'Sue gutt verwalt ginn a wou dem George Orwell sái Big Brother bis elo nach näischt verluer hat. Mir halen op deen Nimbus vun der seriöser, zolitter a kompetenter Finanzplaz, déi nach Respekt virun deem huet, wat den Englännner „privacy“ nennt an op dat eigentlech all Mensch en Utrecht huet - och de Bankclient.

Dat gesinn déi meeschta aner Länner awer net esou. Hinne geet et net duer, datt si iwwert de Wee vun der Quellesteier, déi mir virun e puer Joer agefouert hinn, zu Hiren kommen, well mir hir Résidentë besteieren, wa se e Kont bei eis hinn, an dann d'Suen anonym natierlech an hiert Heemechtsland iwwerweisen. Neen, si hätte gär nach méi. Si hätte gär en total transparente Steierzueler, iwwert dee si automatesch alles gewuer ginn, wann hien e Kont am Ausland huet.

Déi ganz Geschicht mam Bankgeheimnis huet sech mat der Kris nach zougespëtzt. Op däi éischt Sitzung vum G20 zu London, op däi Ausweeër aus der Finanzkris sollte fonnt ginn, hat ee vun de Statschefe sech därmassen an d'Bankgeheimnis verbass, grad wéi wann dat schold un der Kris gewiescht wier, an huet sech net ginn, bis datt seng Roserei op déi sogenannt Steierparadäiser hiren Néierschlag och am Schlusscommuniqué fonnt huet. Dat war deemoools, wéi déi ominéis schwarz oder gro Lëscht entstanen ass, mat däi quasi all Finanzplaz - natierlech bis op deen Groussen hir! - dozou gezwonge goufen, dem Drock nozeginn an hire Secret méi labber ze maachen.

Domat können d'Lëtzebuerger an hir Finanzplaz nach zur Nout lieuen. Virausgesat, et bleift bei enger Kontrollmat-deelung op Ufro, enger Entraide administrative sur demande téschent de Fiskalverwaltungen eben dee Moment, wann et e Verdacht op Steierhannerzéitung gëtt. Just dat awer ass a Fro gestallt. Allerdéngs nämmen am Fall vun deenen zwee EU-Staten Éisträich a Lëtzebuerg. An anere Wieder: Fir all aner Finanzplaze soll d'Entr'aide sur demande gëllen, derbannst, wann et der Bréisseler Kommissioun no geet, automatesch alles iwwer eis Bankclienten un deenen hire Fisc am Ausland misst geomelt ginn.

De Luc Frieden ass net ze beneiden, wann hien eist Bankgeheimnis an domat e Stéck vun eiser Finanzplaz verdeedige muss. Well hien huet dobäi ausser den Éisträicher keng Alliéiert, op déi hien ziele kéint, duerfir awer lauter Kollegen, déi esou séier wéi méiglech mat der Lëtzebuerger Finanzplaz oder op d'mannst mat hirem Bankgeheimnis Schluss maache wëllen an dobäi net mierken, datt souguer esou eng Operatioun mat engem kräftege Selbstgoal fir Europa endege wäert.

Mir halen eisem Finanzminister an deenen, déi muer mat him zu Bréissel - muer, hein! - zu Bréissel am ECOFIN untriede müssen, d'Daumen, fir datt et hinne geléngt, dat Schlëmmst ofzewieren, och wa se déi aner alt erém eng Kéier net vun der Stéchhalte-



keet vun eisen Argumenter iwwerzeeght kreïst sollten.

Eise Finanzminister wäert hinne fir d'x-te Kéier erklären, datt en automateschen Informatiouensaustausch zu enger flagranter Konkurrenzverzerrung bannent der EU féiere wäert, well déi meescht aner Länner bei sech doheem un hirer Quellesteier festhale wäerten a keng automatesch Kontrollmattheit am Land selwer aféiere wäerten. Dat heescht, den däitsche Fisc géif automatesch alles iwwer en däitsche Bankclient zu Létzebuerg gewuer, mä näischt, wann dee säi Kont zu Tréier hätt.

Datselwecht Argument, dat Argument vum berühmten „level playing field“ gëllt och vis-à-vis vun den Dréttlännner, déi natierlech eis Létzebuerger eng laang Nues dréine wäerten, well si keen automateschen Échange, mä némmen een op Demande hi maache mussen. Datt Europa sech domadder an den eegene Knéi schéisse géif, well d'Suen dann all aus Europa erausgéingen, schéngt eise léiwe Partner nach net opgaangen ze sinn. Am Contraire zu deemoos, wéi Létzebuerg grad mat deem Argument um Sommet zu Feira d'Quellesteier fir sech an nach zwee aner Länner duerchgesat hat.

Et steet also muer esou muches um Spill zu Bréissel. Ech wéll elo net der Däiwel un d'Mauer molen a behaapten, et géif muer ém alles oder näischt. Eis Finanzplaz ass och entre-temps esou gutt opgestallt, datt si jo och ouni Bankgeheimnis net gläich énnergöe géif. Mä ongefíer 6.000 Aarbechtsplazen, heescht et, wiere wuel duerch d'Päif, wa mir d'Privatkonnegeschäft ofschreive missten - d'Privatkonnegeschäft, bei deem et émmerhin ém gutt 250 Milliarden Avoire geet a vlächt nach e bësse méi, well en Akzident an eisem Private banking derzou féiere kéint, datt eis Plaz lues a lues vill Substanz verléiert, datt si um Enn net méi genuch kritesch Mass huet, fir weiderzebestoer.

A wann een da weess, wéi vill Gewiicht déi Finanzplaz an eiser Ekonomie huet - leider, muss ee soen -, da kann ee sech liicht ausmolen, op wéi engem dënnen Áis mir am Ablack heiheem danzen. Mä och ouni datt et zu deem GAU kënnt, ass déi Virstellung, datt mir an Zukunft méi kleng Bréidercher bake missten, guer net esou dernieft. Eng och némme liicht deziméiert Finanzplaz an eng Exportindustrie, där d'Konkurrenz aus de Béleglännner émmer méi op de Pelz réckelt, sinn op alle Fall net déi beschte Viraussetzungen, fir erém zu engem ekonomeschen „high flyer“ ze ginn, wéi mir dat bis elo waren.

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, esou eng Perspektive sollten eis dann och derzou unhalen, net ze liichtfankeg un der Verscheldungsschrauf ze spiller, némme fir datt mir eis net der Decken no strecke mussen, déi eppes méi kuerz ginn ass.

Näischt géint eng krisebedéngt Verscheldung, géint en „deficit spending“, mat deem d'Spiral no énnen an d'Depressioun évitéiert ginn. Och näischt géint eng Verscheldung, déi duerch d'Investitioun an d'Infrastruktur vum Land entsteet, well schliesslech profitéiere virun allem déi dovunner, déi no eis kommen. An da kénne se jo och mat upake beim Bezuelen.

Mä bei där Scholdelaascht inklusiv Zénsen an Zréckbezüele wäert et net bleiwen. Mir tässelen eise Kanner an eise Kandskanner nach eng weider Laascht op de Bockel, déi zum Iwwerdross net ofhuelen, mä permanent zouhuele wäert. Dir hutt et geroden: Ech schwätzte vun de Pensiounen.

Et stëmmt, mir hunn am Privatsecteur dee beschte Pensiounsregime wäit a breet, mä e Schéinheetsfeeler huet en dach: Hie basiert op dem Prinzip vun der Répartitioun, also vun engem sougenannten Émlageverfahren, bei deem déi, déi schaffen, fir d'Pensiounen vun hire Virgänger opkommen.

Dee System funktionéiert awer némmen esou laang gutt, wéi sech Aktiver a Pensionéiert d'Woschuel halen. Wann deen Équilibre eng Kéier gestéiert ass, geet d'Rechnung net méi op! Entweder wiisst

d'Zuel vun den Aktive méi séier wéi déi vun de Pensionéiert, da gëtt et en Iwwerschoss an de Pensiounskeesen. Dat ass jo haut de Fall, do leien am Moment mengen ech - néng Milliarden, genuch fir eis véier Joer laang iwver Waasser ze halen ouni een Euro Recette.

Wann et awer émgekéiert ass, an dat schéngt eis elo ze bleien, wann d'Beschäftigung weinst der méi lueser Wirtschaftsentwicklung offlaacht, da gëtt et och deen anere Wee, da gëtt d'Laascht émmer méi grouss fir déi Aktiv, déi ès eng Kéier wuel genuch kréien an dat vlächt spéitstens dann, wa bis d'Halschent vun hirem Revenu fir der Virgängergeneratioun hir Pensiounen dropgeet.

An hirer Etüd iwwert d'Zukunft vun eise Pensiounen, op déi ech e bësse méi wäit a mengem schrifteche Rapport aginn, huet d'Inspektion vun der Sécurité sociale ausféierlech op déi Problematik higewisen. Bei der Lecture vun deem Dokument kënnen engem schonn d'Hoer zu Bierg stoer. Zum Beispill dann, wann d'IGSS engem virrechent, datt mat némme méi 2% Wuess-tum an der Moyenne bis 2060 - dat ass vill méi nobäi, wéi déi meescht mengen den Emploi hei am Land sech verdräifache misst an datt da bei eiser demographescher Entwicklung op ee Létzebuerger véier Frontaliere komme missten, fir datt mir iwverhaapt nach d'Kéier mat eisem Pensiounssystem kréichen.

Et misst deemno jiddwerengem aliiichten, datt mir eppes éinnerhuele mussen, an zwar geschwënn. Et ass eng vun deene vir-drénglechsten Aufgabe vun déser Regierung, dee Pensiounproblem, virun deem mir eis vlächt vill ze vill laang gedréckt hunn, endlech richteg an de Grapp ze huelen an Ausweeér aus der Sakgaass ze fannen, ier mir an déi berühmt Rente-mauer knuppen.

Un Iddien a Virschlei feelt et net: Vun engem no hanne geréckelte Pensiounsalter iwwer eng Verstärkung vum zweeten a vum drëtte Pilier - wuelgemierkt als Ergänzung, net als Ersatz fir déi gesetzlech Pensioun - bis op eng Méschformel téshent Émlo- a Kapitaldeckungsverfahre fénnt sech esou alles, wat denkbar ass, an deem Iddiekuerf. Et brauch een némme dranzegräifen. An dat schéngt jo am Moment an deem Rentegrupp vum Sozialminister ze geschéien, deen enger 15 Punkte fir eng Reform erausgeschielt huet.

Här President, wann ee vu muer schwätz a sech wéi eis Regierung Gedanken - hoffentlech - doriwwer mécht, wéi mir eis op-stelle mussen, fir eis och nach muer als Land ze behaapten, als klengt Land, deem haut näischt méi geschenkt gëtt an dat gehéireg struewele muss, fir mat deene grousse mathalen ze können, da kënnt een net derlaantscht, sech Gedanken iwwert d'Zukunft vun eiser Ekonomie ze maachen. Mir haten hei an der Chamber deen Exercise am Ufank vum Joer gemaach, wéi mir eis am Kader vun eiser Spezialkommissioun mat der Wirtschafts- a Finanzkris aus-neegesat hunn, an dat énnert der Mathélf souwuel vun de Wirtschaftskräften, vun in- an auslänneschen Experten an och vun der Regierung selwer.

Ech wéll elo net méi hei all dat opdëschen, wat deemoos an der Krisekommissioun zesummegedroe gouf a wat a liicht aktualiséierter Form och haut nach Bestand huet, och wann et deemoos e bëssen an der virelektoraler Wull énnergoung. Hei némme just e puer Gedanken iwwert dat, wat mir éinnerhuele kéint, éinnerhuele missten, fir eise Liewensstandard méig-lechst ze erhalen an och deenen, déi no eis kommen, en Handwerksgeschier ze hannerloosse, dat hinnen erlaabt, op d'mannst net méi schlecht wéi hir Vir-gänger ze liewen.

Wat eis Ekonomie ubelaangt, ass de Mot d'ordre ganz einfach deen heiten: Mir müssen eis Finanzplaz konsolidéieren, well ouni si geet et einstweilen emol nach net, a mir müssen eis Ekonomie diversifizéieren, fir datt se och an Zukunft op méiglechst stabile Bee stéet.

Wat d'Finanzplaz ubelaangt, gëllt et, déi Diversifizéierung weiderzeféieren, un därt sät jeehier geschafft ginn ass. De Wee ass dobäi bal émmer deeselwechten. Et gëtt gekuckt, wat sech esou doruechter an der Welt an deem Beräich deet, wou sech nei

Mäert opdinn, wou nei Clienten ze huelen sinn a wéi eng Produkter grad am Komme sinn. Da gëtt, wann néideg, e gesetzleche Kader fir dat neit Produkt oder déi nei Produkter gezammert, ginn d'Acteuren op der Plaz an hir Mammenhaiser iwwert déi ugestrieften Innovatiounen an d'Bild gesat, a schliesslech ginn d'Marketingspezialisten an d'Welt geschéckt, fir déi néideg Reklamm fir déi nei Produkter ze maachen.

Wann Dir mech elo frot, wat eis Finanzplaz dann elo Neies ze bidden huet a wat am Tube ass, kann ech lech némmen dat widderhuelen, wat och schonn am Premier senger Regierungserklärung gesot ginn ass. Eis Plaz ass amgaang, sech als Spezialist vun der Begleedung an der Mikrofinanz ze etabléieren. Si huet sech hannert d'Philanthropie geklemmt, déi sech als vill-verspriedend Pist erausstellt, a si huet den „islamic banking“ an d'Viséier geholl, ém dee sech zwar am Ablack jiddweree rappt, deen awer aus enger Rëtsch vu Grénn zu Létzebuerg besser opgehewe wär, wéi soss anzwousch an Europa.

Dernieft gëtt et natierlech weider déi scho klassesch dräi Piliere vun eiser Plaz, ronderém déi dauernd nei Aktivitéiten entstinn, sief et elo an der Verméigensverwaltung, am Fongegeschäft oder bei der Liewensversécherung.

Eng nei Pist am Private banking wär déi, d'Clienten aus dem Beräich vun de sogenannten „high net worth individuals“ - an der Ofkierzung HNWI - unzezéien, fir all déi Konnen ze erzeten, déi der Plaz duerch dat Gedeessems ém d'Bankgeheimnis verluer ginn, well et ginn der verluer. Or, ech héiere schonn d'Gejáiz, datt mir keen zweet Monaco wëlle ginn. Mä ech schwätzet hei vu Clienten, déi kengesfalls Steiere strëppe wëllen, mä déi just op der Sich no enger zolitter, politesch zolitter, sozial zolitter Finanzplaz sinn, déi déi néideg Kompetenz opzeweisen huet, fir hir Verméigensverwaltung gutt ze maachen.

Bei de Fongen deet sech och en neie Créneau op mat engem Produkt, dat wuel net méi ganz esou nei ass, awer scho muncherengem den Hick gëtt, wann een et némme ernimmt. Ech mengen d'Hedge-Fongen, déi nuren doduerjer a Verruff gerode sinn, well si an deene falschen Hänn gelant waren, an déi un a fir sech genee wéi d'Trítisatiounsprodukter total an der Rei sinn. Mir kënnen dann natierlech e spatzé Mëndche maachen a soen, mir wéilten dat alles net bei eis.

Abee gutt, och dat wär e Choix. Dann huelen déi aner sech eben dee Business a verdéngen domat déi Suen, op déi mir gefleet hunn.

An hirem Rapport hat d'Krisekommissioun sech och des Laangen an des Breede mat den Diversifizéierungsméiglechkeete vum Rescht vun eiser Ekonomie beschäftegt an dobäi virun allem d'Betounung dorop geluecht, datt mir némme op déi Façon fäerde bréngen, eis lues a lues aus därf geféierlecher Offhängegkeet vun eisem Haaptsektor, nämlech der Finanzplaz, erauszestrewelen.

Och wann den Trend hin zur Déngschaftsleeschtung net ze leegnen ass, bleiwen am Industrieberäich dach nach émmer genuch Nische fir Kleng- a Mëttelbetriber, déi an hiren Ateliere Komponente fir all Zorte vu Gidder produzéieren. Nure müssen déi Nischeprodukter esou élaboréiert an esou sophistiquéiert sinn, datt si genuch ofwerfen, fir eisen Écart zu den Niddreg-lounlännner ze kompenséieren.

Do, wou awer eis gréisste Chancé leien, ass am Serviceberäich. Do hu mer jo schonns eis Erfahrungen dran, ugefaange beim RTL Group, deen zwar haut engem däitsche Konzern gehéiert, deen awer weiderhi seng Zentral zu Létzebuerg huet an do seng Roll als Pivot vun engem Multi-mediascluster spilt. Datselwecht kann ee vun eiser Satellitefirma SES ASTRA soen, déi och Maartleader an hirem Beräich ass, déi gläich e puer nei Satelliten a Commande ginn huet an déi sech elo och mat anere Létzebuerger Firmen an de Galileos-projet gehaangen huet. Dir wësst jo: deen europäische Pendant zum amerikanesche GPS, deen zwar genial ass, awer deen een Nodeel huet, an zwar den Nodeel, datt en de Monopol vun engem Groussmuecht ass,

déi muer de System ausschalte kéint, wa si et fir militäresch noutwendeg géif halen.

Dat beschte Beispill fir e Cluster-Zesummespill ass natierlech d'Cargolux, déi leider vill Schlagzeilen am Moment mécht, mä därt hir Problemer awer wahrscheinlech elo gelést sinn. D'Cargolux, déi e ganze Schwaarm vun Transporteuren ugezunn huet an d'Regierung op d'Iddi bruecht huet, voll op d'Logistik ze setzen, an do deet sech och esou Etleches.

Genesou wéi am Beräich vum E-Commerce, an deem eist Land sech zimlech gutt positionéiere konnt, well et gelongen ass, e puer Schwéiergegewicheter aus därm Branche wéi Apple, eBay, Amazon an esou weider dozou ze bréngen, hiert euro-päesch Haaptquartéier hei zu Létzebuerg opzeschloen.

Och wann ee vun eise Standuertavantagen, nämlech déi niddreg TVA, bis 2015 seng Attraktivitéit sollt abéissen, well eben eis léif europäesch Partner eis dee Succès net grad vergonnen, kéinte mir dach nach am Geschäft bleiwen, net fir d'lescht, well déi Acteuren, déi scho bei eis sinn a sech hei wuelfillen, déi beschte Reklamm fir eist Land vis-à-vis vu méiglechen aneren Acteure sinn.

Et léisst sech nach villes iwwert den Ausbau vun eisem Wirtschaftsapparat soen, och iwwert dat, wat sech am Handwerk an am Commerce deet, déi zwar alle bëid am Moment nach némme eng kleng Roll am Export spiller, deenen hir Begleederfunktioun an eiser Ekonomie een awer net énnerschätzen därf. Hei schaffen émmerhin eng 130.000 Leit, also e gudden Drëttel vum Gesamtemplo.

Eng vun de virrangege Ambitionen vun deen zwee Secteuren - ech mengen d'Handwerk an de Commerce - muss elo déi sinn, iwwert déi al Grenzen eraus de Maart vun der Groussregioun opzerullen, sief et doduerch, datt d'Handwiersbetriber sech déi entspriedend Dimensioun ginn an datt de Commerce säi But erreicht, d'Handelsmetropol vun der Groussregioun ze ginn, enger Groussregioun, vun därt Létzebuerg schonn den Haaptemployeur ass. Dat solle mer net vergiessen!

Wa mir vu Wirtschaftsdiversifizéierung a vun Innovatioun schwätzten, da sollte mir och dat formidabelt Instrument net vergiessen, dat mir eis virun e puer Joer ginn hu mat eiser Uni. Och wa sech fir mun-chereen d'Uni op eng simpel Standuertfro ze reduzéiere schéngt, stécht dach immens vill méi do derhannert.

Dank der zolitter finanzieller Énnerstëtzung duerch de Stat, déi op kee Fall gekierzt därf ginn, an och dank enger dynamischer Féierung - dat soll een och emol eng Kéier soen - huet eis Uni sech a kierzester Zäit op der akademischer Weltkaart positionéiert an zitt haut Studente vun iwwer-all un. Mä de Studium ass némme déi eng Facette, déi aner ass d'Recherche, déi op der Uni bedriwwen gëtt an déi zum Deel schonn éischt Resultater bis an d'praktesch Verwäertung duerch d'Ekonomie eran op-zeweisen huet.

Dank der Uni si mir amgaang, eis zum Kompetenzzentrum, zum Centre of excellence an eenzelne Beräicher wéi dem euro-päesch Recht oder de Finanzwëssenschaften ze entwécklen.

A wann een dann nach bedenkt, datt énnert der Regie vun därselwechter Uni ganz nei Créneau wéi beispillsweis am Beräich vun der Biomedizin amgaange sinn, sech opzedinn, da versteet een, firwat déi Uni vun existenzieller Wichtigkeet fir eist Land ginn ass. Et kann ee sech just froen, firwat mer esou laang domat gewaart hunn.

(Interruption)

Well ech a mengem schrifteche Rapport e bësse méi in extenso op de Marketing an op d'Promotioun vum Standuert Létzebuerg a senge Produkter aginn - déi, déi mech kennen, déi wëssen, datt dat mer besonnesch um Häerz läit -, wéll ech dee Punkt hei iwwersprangen - also, ech ivverwanne mech - an zum Schluss kommen, well ech hunn Ä Gedold scho laang genuch strapazéiert.

(Interruption)

Mäi lescht Uleies ass dat, wat och schonn am Rapport vun der Krisekommissioun



SÉANCE 9

MARDI, 1^{ER} DÉCEMBRE 2009

kuerz ugeschnidde gi war a mat deem ech mech dës Kéier e bësse méi intensiv am schréftleche Rapport befaasst hunn. Dir wësst, datt de Begréff, deen haut vun de Politiker, den Ekonomisten, Statistiker am dackste beméit gëtt, dee vum Produkt intérieur brut, vum PIB ass, mat deem d'Leeschtungskrafft vun enger Vollekswirtschaft gemooss gëtt. Elo ass et awer esou, datt dat Instrument némme just d'Produktioun, dat heescht déi ekonomesch Performancë moosst, also reng quantitativ Moossstäb uleet an och némme materiell Wälder berücksichtegt. Dat war jo bis elo an der Rei, mä et ass awer dach vill ze kuerz geograff, well d'Wirtschaft nun emol net den Alpha an Omega vun der menschlecher Natur ass.

Vun der Ekonomie eleng kann de Mensch net liewen. Eisem PIB, esou wéi mer en haut hunn, feelt ganz einfach déi human Dimensioun. Duerfir gëtt scho méi laang no engem Ersatz fir dat Moossinstrument gesicht. Déi eng hu gemengt, et misst een e PIB du bonheur ausschaffen, wat natierlich e bëssen naiv war, well wéi kann ee schonn dat ganz individuell a subjektiv Element Gléck moassen? Anerer hu vun engem PIB vert geschwät, wat scho méi

realistesch, awer vlächt dach e bëssen ze kuerz geograff ass.

Elo schéngt sech dann eng Eenenung iwwert de Begréff PIB du bien-être ofzeechenen, deen op dräi Aggregater berout: éischtens op dem ekomeschen, also op de Bestanddeeler vum aktuelle PIB, allerdéngs a verfeinerter Form; zweetens dem nohaltegen, dat jo och scho laang am Gespréich ass a grad elo erém mam Klimawiessel aktuell ginn ass; an drëttens dem sozialen, mat deem dann de Mensch mat alle sengen duerhaus subjektive Befindlechkeeten definitiv an de Mëttelpunkt vun allem gestallt soll ginn.

Iwwert déi dräi Stäipe besteet haut am Prinzip méi oder wéineger Eenenung. Mä wéi se berechent gi sollen, doriwwer zerbriche sech d'Spezialisten nach d'Kapp. D'Fransousen hunn elo kierzlech probeiert, sech schlauzemaachen, a si hu gläich zwee Nobelpräisdréier derhannert gespaant. Een dovu war de Joseph Stiglitz. De Joseph Stiglitz, deen eigentlech jiddwer Journalist säin Härz misst méi héich schlöe loessen, well hien d'Theorie opgestallt huet, datt et déi ideal Demokratie esou laang net gi kann, bis datt all Mensch d'selwecht gutt a

komplett informéiert ass. Ech hoffen, datt meng al Kolleegen dat matkritt hunn.

Dee Punkt fénnt sech allerdéngs net an deenen zwielef Recommandatiounen vun der Stiglitz-Kommissiou fir de PIB du bonheur erém. Mä déi Recommandatiounen sinn dach e ganz wäertvolle Bäitrag zur émmer méi breet geféierter Diskussioun iwwert de Wuesstumsmodell vu muer, un deem elo e bëssen iwwerall gezammert gëtt.

Et wäert awer wuel nach Joren, wann net Jorzéngten daueran, bis déi Aarbechten ofgeschloss sinn a jiddweree mat de Kritären d'accord ass, op deenen deen neie PIB als weltwäit akzeptéiert Norm opgebaut wäert sinn.

Et kéint een natierlich soen: Wat hu mir kleng Létzebuerger dann an deem Spill ze sichen, dat am Enn dach déi Grouss énner sech ausmaache wäerten? Mä ech mengen, datt et wuel derwäert wär, datt mir eis dodranhänken an datt eise Statec vun Ufank u mat um Dësch sëtz, wann déi Kritäre fir de PIB du bien-être ausgeschafft ginn. Net well mir onbedéngt de Rescht vun der Welt wëlle mat eisen Usiichte schoulmeeschteren, mä well mir

och eng Meenung doriwwer hunn, wéi de Mensch mat all sengen Ambitiounen, senge Stäerkten an och sengen Onzou länglechkeete sech a sengem Emfeld positionéiere misst.

An anere Wieder: Dat vill beméite Schlagwuer vun eis Politiker vum „Mensch am Mëttelpunkt“ soll kee Schlagwuer méi bleiwen, mä et soll endlech Realitéit ginn. Wa mir dat ronnkriéien, dann hu mir schonn eppes gelesen, fir eis selwer an nach méi fir déi, déi no eis kommen.

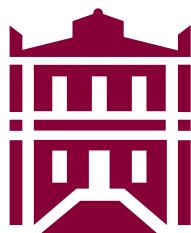
Déi wäerten eis dofir Merci soen, esou wéi ech lech elo fir Är Gedold, fir Är Ausdauer a fir Är Opmiersksamkeet och Merci soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci an ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun. En Donneschdeg um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Finanzminister Luc Frieden. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.05 heures)



SÉANCE 10

MERCREDI,
2 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: M. Fernand Kartheiser
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
2. 6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Gast Gibéryen
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3. 6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Ali Kae
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006
 - M. Jean Huss, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Ech gesinn, et ass nach kee Regierungsvertrieder hei. Da brauch ech also och net ze froen, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

Eisen éische Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6019

betreffend de Bau vun Annexe fir den EU-Justizhaff. D'Riedezaït ass nom Basismodell festgeluecht an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

1. 6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Lucien Clement** (CSV), rapporteur. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stater Quartier Kierchbierg gëtt zénter Jorzéngten niewent de Banke virun allem vun imposante Gebaier vun der Europäische Unioun dominéiert. Ènnert deene Gebaier stiechen natierlich direkt déi Handvoll Héichhaiser an d'Aen, déi ronderém d'Place de l'Europe stinn.

► **M. le Président.** - Ech géif lech och bieden allegueren, e bësselche besser opzepassen. Da géif een och den Här Clement besser verstoen.

► **M. Lucien Clement** (CSV), rapporteur. Geet et elo besser? Nach net.

Ènnert hinne befanne sech zénter dem Joer 2008 och déi zwee Tierm vun Europäische Geriichtshaff, déi am Kader vun der véierter Erweiderungsphas gebaut gi sinn. Mat désem Neibau huet sech de Geriichtshaff vun den europäische Communautéite ganz kloer zum Site Létzebuerg bekannt a seng Präsenz elei am Land nach weider gefestegt.

Dobäi ass de Geriichtshaff eng vun deenen europäischen Institutounen, déi hire Sëtz vun Ufank un elei zu Létzebuerg hat an déi net am Laf vun der Zäit op Bréissel oder Stroossbuerg geplënnert ass.

Esou hat den Europäische Geriichtshaff vun 1952 bis 1972 säi Sëtz fir d'éischt an der Villa Vauban an an engem Gebai an der Côte d'Eich, éier en dunn 1972 definitiv op de Kierchbierg geplënnert ass.

Am Laf vun de Joren ass dat Gebai um Kierchbierg regelméisseg èmgebaut respektiv och vergréissert ginn. Esou koum 1985 d'Gebai Erasmus, 1989 d'Gebai Thomas More, am Dezember 1990 d'Gebai C an ebe viru kuerzem, am Dezember 2008, déi zwee Tierm an d'Vergéisserung vum Haaptgebaier derbäi.

All dës Gebaier stellen zesummegeholle schonns en imposanten architektoneschen Ensemble duer. Allerdéngs leien téschent

deenen dräi éischtien Erweiderungen an där véierter ronn 18 Joer, wat derzou féiert, datt déi eenzel Gebaier vum Europäische Geriichtshaff net déiselwecht modern Aarbeitsbedéngungen hunn an deemno och keen eenheetlecht Bild no baussen duerstellen.

Fir deem entgéintzwerken, huet d'Létzebuerger Regierung am Accord mat dem Geriichtshaff décidéiert, fir déi bestehend Gebaier A, B an C ze renovéieren a se deem modernsten Deel vum Geriichtshaff dann och unzepassen.

An désem Senn huet de Bauteaminster, den Här Claude Wiseler, de virleinden Text de 24. Mäerz 2009 an der Chamber déposiert. De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 22. September 2009 ofginn. An an der Sëtzung vun der Bautekommission vum 26. Mäerz 2009 gouf ech zum Rapporteur vun désem Gesetzesprojet genannt. An der Réunioun vum 14. Oktober 2009 hunn d'Membere vun der Nohaltegeekskommission de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert, fir dunn den 28. Oktober och de Rapport unzehuelen.

Här President, de virleide Gesetzesprojet wäert déi méi al Gebaier vum Europäische Geriichtshaff zwar renovéieren, mä gläichzäiteg awer och Wäert drop leeën, datt d'Gronderscheinungsbild vun de Gebaier net déif gräifend verännert gëtt. Esou wäerte bausse just d'Diech erneiert an den Zugang zum Erasmusgebaier vergréissert ginn. An de Gebaier selwer gi virun allem d'Büroen, d'Audienzsäll, d'Iwwersetzkabinnen, d'Sanitäirstallationen an déi zwee Parkinger moderniséiert. Ausserdem wäert d'Sécherheet verbessert ginn an d'Energiespwersamkeet vun de Gebaier gëtt och verstärkt. Am grousse Ganze stellen déi betrachte Gebaier eng Gesamtfläch vu 60.000 m² an e Volume vu 219.000 m³ duer.

Fir déi gesamt Renovéierung si maximal 88 Milliounen Euro am virleide Projet virgesinn. D'Finanzierung ass dann och konform mam Gesetz vum 13. Abrëll 1970, dat d'Konditiounen festleet, no deenen d'Regierung Gebaier baue kann, déi vun öffentlechem Interessi sinn.



Dëst Gesetz vun 1970 gesät och vir, datt de Remboursement souwuel vum Invest wéi och vun de Chargé vun esou Gebaier garantéiert ass. D'Formel, op déi sech de Lëtzebuerger Stat an den Europäesche Gerichtshaff bei désem Projet gëeenege hunn, ass iwwregens Location-vente. Op désem Prinzip hate sech de Stat an den Europäesche Gerichtshaff schon zum Deel 1994 an enger Konventioun an dunn definitiv 2007 an engem neien Zousazvertrag gëeenege.

Här President, de virlejende Gesetzesprojet gouf vum Statsrot den 22. September aviséiert. Déi héich Kierperschaft hat mat verschiddene Bestëmmunge vum Text Problemer, notamment mat der legaler Limite fir öffentlech Investissementer, bei där d'Regierung net den Accord vun der Chamber froe muss, an hat souguer eng formell Oppositioun dobäi ugekënnegt. Allerdéngs huet déi zoustänneg parlementaresch Kommissioune dem Statsrot senge Bedenke Rechnung gedroen an dëse Passage am Gesetzesprojet dann och gestrach.

Ze soe bleift nach, datt et sech elei èm e Virfinanzierungssystem handelt an de komplette Montant vum Invest laut Konventioun vun der Europäescher Communautéit zréckbezuelt gëtt. Des Weidere ginn d'Frais de fonctionnement, déi sech op 2.350.000 Euro pro Joer belafen, vun deem Dag un iwwerholl a bezuelt, wou d'Cour de justice d'Gebaier och occupeert.

Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, esou vill vu menger Sait. Fir weider Detailler zur Renovatioun vun de Gebaier A, B an C vum Europäesche Gerichtshaff, déi éischter technescher Natur sinn, verweisen ech op mäi schriffléche Rapport a selbstverständlech och op de Gesetzestext.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, denken awer, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung elei an der Chamber fanne wäert a ginn och den Accord vun der CSV zu désem Projet.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Rapporteur Lucien Clement Merci. Als éischten an och gläichzäiteg leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet 6019 iwwert d'Mise à niveau vun den ABC-Gebaier vum Europäesche Gerichtshaff um Kierchbierg ass d'ADR och d'accord. Ech soen och dem Här Rapporteur Merci fir sái gudde Rapport a seng ausgezeichnet Aarbecht. Ech wéilt duerfir och net vill Wieder iwwert de Projet selwer verléieren, mä éischter d'Géleeënheet notzen, fir e puer méi allgemeng Froen ze stellen - freeft lech net ze fréi, Här Wolter - an e puer Iwwerleeunge mat lech ze deelen.

De Financement vum Projet 6019 geschitt iwwert de Wee vum Garantiegesetz vun 1970. D'ADR wéllt an deem Zesummenhang den Här Minister froen, fir der Chamber en aktualiséierte finanzielle Iwwerbléck iwwer all déi Garantien ze ginn, déi de Stat am Ablack iwwert dat Gesetz gëtt. Mir wären och frou fir eng Confirmatioun ze kréien, datt déi Zommen net ènnert d'Maastricht-Kritäre falen.

Et géif eis och interesséieren, fir e synopteschen Tableau iwwert déi verschidde grouss europäesch Bauprojete vun deene leschte Joren um Kierchbierg ze kréien, mat hirem jeeweilege Finanzierungsmodus, dee jo variabel ass, a mat enger Beschreibung vun der jeeweileger Situation am Hibleck op d'Propriétéit respektiv d'Notzungsrechter vun deene betraffenen Terrainen.

Wat speziell den Europäesche Gerichtshaff ugeet, wäre mir frou, fir kenne vum Här Minister gewuer ze ginn, wéi wäit der Projet vum drëtten Tuerm ass, an och, ob schonn de Finanzierung vun deem Tuerm konnt mam Gerichtshaff gekläert ginn.

D'ADR ass der Meenung, datt dee sougnante klenge Kueb misst renovéiert ginn,

fir de Sëtzungssall beschtméiglech fir Kongresser kënnen ze notzen. An deem Kontext stellt sech dann och d'Fro vun der definitiver Ënnerbréngung vum euro-päesch Institutionen, déi mer implanteieren, Reservterraine virzegesinn, och bei deem hei. Mä d'Diskussiounen, fir méi definitiv momentan un den drëtten Tuerm ze goen, déi sinn net entaméiert an do sinn och nach keng prezis Projeten do.

Här President, den europäesche Quartier um Kierchbierg huet ongefíer deen urbanistesche Charme vu Brasilia. Mir wäre frou, wa mir an däi zoustänneger Kommissioune kréint vum Fonds du Kierchbierg e Konzept presentéiert kréien, wéi e bësse Fuerf a Liewen an dee Quartier sollt bruecht ginn.

Och den Dossier vun enger neier Nationalbibliothéik muss viru verfollegt ginn. Wéi steet et èm d'Planifikatioun fir d'Verleéee vun de Servicer vum Europaparlament? A wéini gëtt d'Schuman-Gebai ofgerappt? Ass d'Regierung nach èmmer däi Meenung, datt déi nei Nationalbibliothéik soll op déi aktuell Plaz vum Schuman-Gebai kommen?

Här President, d'ADR ènnersträicht d'Wichtegkeet vum Koordinatiounscomité fir d'Installatioun vun europäeschen an internationale Organisatiounen. Si hätt gär, datt dee Comité sollt èmmer esou zesummegesat sinn an och genuch Handlungsméiglechkeiten hunn, fir kenne aktiv matzehélfen, fir nei Institutionen op Lëtzebuerg ze bréngen.

D'ADR huet den Androck, datt d'Regierung vill ze vill passiv un d'Sézefro erugeet a kee Konzept huet fir déi weider Stäerkung an den Ausbau vum Siège. Niewent den europäeschen EU-Institutionen sollten, wa méiglech, och nach aner europäesch oder international Institutionen op Lëtzebuerg bruecht ginn. D'ADR freeft duerfir d'Regierung, fir an der aussepolitescher Kommissioune hire Konzept an der Sézefro ze presentéieren.

Schliesslech wéilt ech nach ènnersträichen, datt d'Regierung sollt aktiv am Dialog mat de franséischen Autoritéiten a mat deene concernéierten Associatiounen bleiben, fir datt dee wichtegen Dossier vum Lycée Vauban kann esou séier wéi méiglech virudriwwen ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Déi Fro ass net némme wichteg am Kontext vum Siège, mä och fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir auslännesch Entreprisen. Villmools Merci, Här President.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Kartheiser Merci. An elo huet d'Wuert den Här Nohaltegeeketsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Éischtens wéllt ech och dem Rapporteur an der ganzer Kommissioune Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn. Mir sinn och frou, datt mer désen Text elo kenne schnellstméiglech iwwert d'Bühn kréien an datt mer den Accord vun alle Fraktiounen dozou hunn.

Ech hunn eng Rei Froe vum Här Kartheiser gestallt kritt, woubäi ech wéll bemierken, datt déi Froen am Fong, ausser déi éischt vläicht, mä soss keng, hei näischt mat dem Projet en tant que tel ze dinn hunn, datt ech der e puer hei beäntwerten, bei enger Rei anerer awer, mengen ech, elo net den Nohaltegeeketsminister den Adressat vun der Fro direkt ass.

Déi éischt Fro: Evidenterweis ass et iwwerhaapt kee Problem, fir en aktualiséierte Iwwerbléck der Chamberskommissioune, wa se dat gär hätt, zoukommen ze loossen iwwer all déi Projeten, déi iwwert d'Loi de garantie lafen, respektiv iwwert d'Previsioun vun de Remboursementer, déi geommaach gi vum Bezuelen. Dat ass kee Problem. Do brauch entweder d'Finanzkommissioune oder d'Commission de l'exécution budgétaire, oder wien och èmmer dat wünscht, némmen ze froen, fir den Tableau ze kréien.

Dat Zweet, dat ass vun de Maastricht-Kritären: Souwält meng Informatiounen elo sinn, falen déi hei Gebaier och éinner Maastricht, énnert d'Dépense, déi geommaach ginn. An do ass eng Diskussioun nach noutwendeg, sécherlech, mat den europäeschen Instanzen.

Drëtte Punkt, dat ass dee vum drëtten Tuerm: Et ass esou, datt dat reservéiert ass

bei der Cour de justice als Extensiouns-méiglechkeet, déi d'Cour ka kréien. Mir hunn èmmer probéiert bei allen euro-päesch Institutionen, déi mer implanteieren, Reservterraine virzegesinn, och bei deem hei. Mä d'Diskussiounen, fir méi definitiv momentan un den drëtten Tuerm ze goen, déi sinn net entaméiert an do sinn och nach keng prezis Projeten do. Wat de klenge Kueb ugeet, do ass et och esou, datt momentan an dem ganze Projet vun der Renovatioun vum Centre de conférences, wat jo een enorme Projet ass, wou mer mëtten dra momentan sinn, wou och elo wäert de Centre de presse hannendru ganz fréisch gemaach ginn. Par ailleurs wéll ech soen, datt dee Sall, dee Plenarsall, deen elo scho fäerdeg ass, immens flott ass an och ka scho benotzt ginn an och scho benotzt gëtt. Mä wat de klenge Kueb ugeet, ass elo nach kee Projet definitiv do, fir deen och fréisch ze maachen. Mir sinn elo emol frou, wa mer déi Projeten, déi mer amgaang sinn, esou schnell wéi méiglech fäerdeg kréien.

Wat de Quartier ugeet vum Kierchbierg selwer, do loossen ech dem Här Kartheiser sain egent Jugement, ob en et schéi fénnt oder net schéi fénnt.

Ech stelle fest, datt mer hei e Quartier hunn, deen a senger Konzeptioun an de 60er Joren als en europäesche Quartier geplant war, mat enger urbanistescher Konzeptioun, déi déi vun de 60er Jore war. Datt awer an den 90er Joren déi Konzeptioun och fundamental geändert huet an datt extrem vill Efforté gemaach gi sinn, fir vun enger urbanistescher Konzeptioun aus de 60er Joren eriwwer ze kommen, fir dorauser e Stadquartier ze maache mat all senge Funktionalitéiten, ob dat elo Bürosraum, europäesche Bürosraum, anere Bürosraum ass, oder ob et Commercé sinn, oder ob et Wunnen ass, oder ob et sozial Infrastrukture sinn, oder ob et kulturell Infrastrukture sinn. A wann ee kuckt, wat alles u kulturellen a sozialen Infrastrukture geschaf ginn ass um Kierchbierg, do gesät een déi grouss Efforten, déi souwuel vun der Privathand wéi vun der staatlecher Hand, vun der öffentlecher Hand an de Kierchbierg eragaange sinn.

Weider wéllt ech soen, datt och um ganze Kierchbierg Konzepter si fir d'Mobilité, fir d'Mobilité douce, Konzepter si fir Kultur, Konzepter si fir Parkinfrastrukturen ze maachen. A schlussendlech och déi Wunnquartieren, déi um Kierchbierg installéiert ginn, an déi weider installéiert ginn, déi hunn eng gewësste Liewensqualitéit, déi schonn derwært ass. Mä, wéi gesot, mir kommen aus de 60er Joren aus engem aneren Urbanismus eraus, an dat däarf een och net vergissen.

Wat d'Nationalbibliothéik ugeet, esou ass déi Fro einstweilen um Standpunkt, datt mer kucken, wéini d'Europaparlament kann aus dem Schuman erausgoen, fir d'Nationalbibliothéik ze installéieren. Dat ass awer nach eng Diskussioun, déi op ass, an ech wéll net en definitiven Datum momentan avancéieren, well den definitiven Datum, deen hänkt jo evident dovunner of, wéini d'Europaparlament mat sengen neien Infrastrukturen, déi d'Europaparlament selwer um Kierchbierg baut, déi also net vun der Administratioun vun de Bâtiments publics gebaut oder vum Stat prefanzéiert ginn, fäerdeg ass.

A schlussendlech dee leschte Punkt, deen den Här Kartheiser gesot huet, deen èm d'Sézefro geet. Do géif ech mengen, datt nun effektiv den Nohaltegeeketsminister elo net an der Regierung dee richtegen Adressat ass, fir iwwert d'Sézefro ze äntworten. Do musst Der scho bei Diplomaten aus der Aussepolitik ufroen, fir dat ze maachen.

Ech soen lech Merci, an nach eng Kéier Merci fir d'Ënnerstëtzung fir dee Projet.

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6019.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass heimat ofgeschloss an de Projet de loi 6019 ass ugeholl mat 58 Jostëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henkes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6043 iwwert de Bau vun der Maison des Sciences humaines zu Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch an den Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo der Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

2. 6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zénter 2005 steet fest, datt de gréissten Deel vun der Uni Lëtzebuerg a ganz nei Gebaier um Site vun den alen Industrieblöcken op Esch-Belval plénnere wäert. Dovunner beträff si ganz sécher emol d'Fakultéit vun de Wëssenschaften, der Technologie an der Kommunikatioun, an d'Fakultéit vun de Sproochen, den Humanwëssenschaften, der Konscht an den Erziehungswëssenschaften.

Zu där integraler Implantatioun vun dëse bëide Fakultéiten op Belval huet sech déi nei Regierung an hirem Koalitionsprogramm gëeenege oder bekannt. D'Uni Lëtzebuerg wäert op Belval dee wichtigste Bestanddeel vun der sougenannter Cité des Sciences duerstellen, een Ensemble vun zéng bis 15 Gebaier, déi allegueren op därfreierer Héichuewenterrass gebaut ginn an déi all déi wichteg universitär Funktiounen enthalte wäerten. Dat geet u bei der Fuerschung iwwert den Unterrecht hi bis zur Administratioun.

Als éischte konkrete Projet vun der Cité des Sciences gouf an der leschter Legislaturperiod vun der Chamber de Bau vun der Maison du savoir gestëmmt. Zur Erënnerung, d'Maison du savoir enthält d'Infrastrukture fir allgemeng Courses, fir Konferenze souwéi fir d'Administration vun der Uni, dorënner och d'Büro vum Rektorat. D'Maison du savoir ass also deen éischte Bausteen vun dem zukünfte Site vun der Uni Lëtzebuerg op Esch-Belval.

Iwwert deen zweete Steen solle mir dann haut ofstëmmen, well dee virlejende Projet mat der Nummer 6043 de Bau vun der Maison des Sciences humaines virgesäßt. Wéi den Numm et schonns seet, wäert dat geplante Gebai de Sétz vun den Humanwëssenschaften ginn, déi jo en Deel vun der Fakultéit vun de Sproochen, Humanwëssenschaften, der Konscht an der Erziehungswëssenschaft ass.

An dësem Senn huet de Bauteminister, den Här Claude Wiseler, de virlejenden



Text dann och den 12. Mee 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet sain Avis zum Projet den 22. September 2009 ofginn. An der Sitzung vun der Kommission vun der nohalteger Entvécklung vum 14. Oktober gouf ech dann och zum Rapporteur vun désem Gesetzesprojet genannt. An därselwechter Réunioun hunn d'Membere vun der Nohaltegeekommission de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert, fir dunn den 28. Oktober och de Rapport heivunner unzehuelen.

Här President, d'Konzept vum zukünftegen Haus vun den Humanwissenschaften erlaabt e Maximum u Funktionalitéit. Doduerch gëtt et méiglech, datt Synergien téschent de Fuerscher geschafe ginn an datt d'Equipementer optimal genotzt wäerte ginn.

D'Struktur vum Gebai wäert flexibel sinn an d'Andeeling a verschidde Kompartimenten erméiglechen, esou wéi se grad dann och gebraucht ginn. Esou ass eng séier Upassung un d'Besoiné vun der Fuerschung, déi sech jo bekanntlech ganz séier och verännere kann, méiglech.

Déi Haaptaktivitéite vun der Maison des Sciences humaines sinn dann och d'Fuerschung an den Unterrecht. Derniewent wäerten et nach sekondär Aktivitéiten, wéi eng logistesches Ênnerstëtzung oder kultuell a sozial Aktivitéiten, hei ginn.

D'Maison des Sciences wäert op engem Grondstéck gebaut ginn, dat nördlech vum Haaptgebai vun der Dexia läit. Westlech vum Gebai wäert deen neie städtsche Boulevard Porte de France verlafen, während sech op där östlecher Säit d'Maison du savoir befanne wäert.

D'Parzell, op där d'Maison des Sciences humaines gebaut gëtt oder gebaut gi wäert, huet eng Fläch vun 8.300 m². Op désem Stéck gëtt allerdéngs net némnen d'Maison des Sciences humaines gebaut, mä och nach 140 Studentewunnungen an 30 Appartementer fir Fuerscher vun der Uni. D'Entrée vun der Maison des Sciences humaines läit op der Säit vun engem iwwerdeckte Parvis, wou sech och eng universitar Librairie an en öffentleche Bistro befanne wäerten.

D'Häerstéck vum neie Gebai ass awer ouni Zweifel de Foyer, vu wou aus een an déi verschidden Deeler vum Haus wäert goe kennen. De Foyer wäert dofir och déi Plaz sinn, wou sech dat sozialt Liewen am Haus ofspille wäert, well jiddwereen, ob Student, Professer, Fuerscher oder Visiteur, gezwongen ass hei duerchzegoen.

Um Rez-de-chaussée an der Verlängerung vum Foyer ass eng Salle polyvalente geplant, déi ënnerschiddlech grouss age-deelt ka ginn. Um éischt Stack wäerte sech d'Unterrechtssäll, d'Säll fir déi praktesch Aarbechten, fir de Multimediaréach an d'Sprooche befannen. Op den énnerierdesche Stack befanne sech schliesslech all déi spezifesch Fuerschungsraim mat deenen noutwendegen techneschen Installatiounen.

Här President, fir dem Konzept vun der nohalteger Entvécklung och Rechnung ze droen, ass bei der Maison des Sciences humaines bewosst op eng relativ einfach Architektur zréckgegraff ginn, déi sech duerch eng massiv Struktur, e kompakte Volumen an der Reduzéierung vun techneschen Installatiounen auszeechent. D'Gebai ass dann och esou gebaut, datt et net vill Energie wäert verbrauchen a gläichzäiteg awer e grousse Confort ubidde wäert.

Fir dee ganze Projet vun der Maison des Sciences humaines um Belval huet d'Regierung eng Enveloppe vu maximal 67.414.725 Euro virgesinn. De jährleche Coût d'entretien ass op 1.473.000 Euro ugeschloen.

Wat de Parkraum ubelaangt, ass ze soen, datt fir dee ganze Site 3.500 Parkplätze virgesi sinn. Haut si mer bei ronn 500. De Parkraum ass public an entsprécht a senge Berechnungen oder Estimatiounen engem "modal split" vu 60/40. Wann een déi estiméiert Zuel vun de Studente kuckt, esou ass fir 20% vun hinnen eng Parkplatz virgesinn. Et geet een deemno dervun aus, datt 80% vun de Studenten öffentlech Verkéiersméglichekeiten notze wäerten.

Wat d'Zuel vun de Studenten ugeet, gëtt et u sech zwou Estimatiounen no zwee Zeenarien.

Deen éischten ass deen, dee mir haut kennen, an zwar, datt 1,65% vun der Bevölkerungszuel dann och Studente sinn. Laut Statec lieuen hei zu Lëtzebuerg am Joer 2020 ongefíer 511.000 Leit. Dat gëft beim éischten Zeenario vun 1,65% bedeuten, datt ongefíer 8.432 Studenten op der Uni wieren.

Europawäit gëtt et awer eng aner Estimatioun oder eng aner Tatsaach. Well do humer an der Moyenne 3,3% vun der jeweileger Bevölkerung als Studenten op den Unien. Bei désem Prozentsaz këim een dann awer praktesch op dat Duebelt, vu 16.863 Studenten. Hei muss een also kucken, wéi dat Ganzt sech dann an Zukunft entwecke wäert.

Zum Schluss wëll ech dann nach soen, datt de Statsrot ausser e puer méi klenge Bemerkungen, déi mam Konzept selwer ze dinn hunn, déi mam öffentlechen Transport ze dinn hunn, déi mat der Mobilitéit vun handicapéierte Persounen ze dinn hunn, mam virlerende Projet d'accord ass. Op déi vum Statsrot opgeworfene Froe krute mer an der Kommission Antwerten an och zefridde stellend Erklärungen.

Här President, esou wäit vu menger Säit. Fir weider Detailer, wat de Bau vun der Maison des Sciences ugeet, verweisen ech dann och, wéi beim leschte Projet, op den Exposé des motifs an op mäi schrëftleche Rapport.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen zu désem Projet och den Accord vun der CSV-Fraktiou.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Rapporteur Clement Merci. Als éischt Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo. Merci, Här President. Ech ka ganz kuerz sinn. Ech wéilt éischtens dem Rapporteur Merci soe fir sain ausféierleche Bericht.

Wat elo déi technesch Aspekter ubelaangt, wëll ech virun allem ervirsträichen, datt hei e besonneschen Akzent op d'Nohaltegekeet beim Gebai geluecht gëtt, wat ech begréissen, besonnesch wat d'Energiekonzepter ubelaangt. Et steet wéinstens emol am Projet de loi, datt do géift vill Méi sech gemaach ginn, fir do déi lescht Technologië kennen dann och ze applizéieren.

Mir begréissen awer och dëse Projet, well et ass e wichtige Baustee vun der Uni Lëtzebuerg. An et ass och dorriwwer eraus e wichtige Baustee fir d'Friché vun Esch-Belval, déi mer wëllen développéieren. Duerfir hoffe mer virun allem, datt dat hei elo ka schnell émgesat ginn, net wéi zum Beispill aner Projeten op deem Site, wéi Belval Plaza. A mir hoffen och, datt geschwenn all déi aner Elementer vun deem, wat do soll op de Friché geschéien, kennen deemnächst an Ugréff geholl ginn. Dat, fir ze soen, datt mer och natierlech als Fraktiou wäerten deem Projet zoustemmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächst Riedner ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, also fir d'éischt natierlech e Merci un de Rapporteur, deen net némmen de Bauprojet vun der Maison des Sciences humaines op Belval presentéiert huet, mä och e gudden Iwwerbléck ginn huet iwwert de Gesamtkontext, an dee sech de Projet agliddert. An dofir wäert ech dat natierlech net maachen. Ech wollt dat alles net widderhuelen, mä just e puer Punkten ervirsträichen, déi entweder nach net zur Sprooch komm sinn oder net esou am Detail zur Sprooch komm sinn.

Mir hunn natierlech als Land prezis Virstellungen, wéi sech d'Uni an deenen nächsten zéng bis 15 Joer soll entdéckelen. A mir hunn natierlech op d'Erfahrungen aus dem Ausland zréckgegraff, fir anzeschätzen, wéi grouss déi nei Gebaier musse sinn, déi mer plangen, wivill Raum déi eenzel Beräicher vun der Universität missten

hunn a wat fir spezial Équipementer misste gebraucht ginn; well mir hunn dat jo schonn oft hei mat op de Wee kritt.

Vun Natur aus ass eng Uni eng Insti-tutioun, déi sech émmer erém entdéckelt an déi, virun allem, wa se an der Opbauphas ass, net émmer esou genau ka virausgesinn, wat fir wéi eng Bedürfnisser - Léier a Fuerschung - an zéng oder 20 Joer muss do sinn. Dobäi ass eng Uni e Projet, dee vill méi laangfristeg ugueluecht ass, well wäit iwwert deen doten Zäitraum muss e jo nach kennen énner gedde Bedéngunge funktionéieren.

Ma genau dorobber - an am Usaz huet de Rapporteur dat och scho gesot - ass dése Projet vun der Maison des Sciences humaines ganz gutt virbereet, well gebaut gëtt an Etappen, esou dass et méiglechst schnell genuch Raimlechkeet fir e gudde Start op deem neie Site Belval gëtt, a gläichzäiteg awer - an dat ass wichteg - alles virbereet gëtt, fir dass d'Gebaier parallel zur Entdécklung vun de Studenzuelen kënne wuessen.

Och vum Konzept hier ass d'Maison des Sciences humaines esou geplant, dass d'Opdeelung vum Raum innerhalb vum Gebai flexibel ass. Also, och do nees déi nämlech Flexibilitéit: multifunktionell Säll, déi kënne énnerschiddlech énnereedelt an och genotzt ginn, a wou déi eenzel Équipementer kënne mat ville Studenten an och als kleng Seminärraim genotzt ginn. Dat ass wierklech wichteg.

Doriwwer eraus bitt de Site op Belval nach Ausbauméglichekeiten. Dat hu mer hei och schonn e puer mol énnestrach. An dat war jo och eent vun den Argumenter, dass d'Regierung am Dezember 2005 dovun iwwerzeugt war, fir op de Site vu Belval ze goen. Eng nei Uni, déi nach voll am Opbau ass, brauch Platz a Flexibilitéit. A si brauch, fir net isoléiert ze sinn, eng urbanistesches Ubannung un déi gewusse Struktur ronderém, wat jo mat der Mixitéit vun de Funktioune vun eben deem Quartier, deen um Territoire vun zwou Gemenge läit, ginn ass.

E Virworf, deen d'Politik oft gemaach kritt, wann et ém grouss Bauprojete geet - an dat ass och hei an deem Zesummenhang an der Vergaangenheit net aneschters gewiescht -, ass deen, dass ze vill Wäert géift op de Prestige geluecht ginn an net genuch Wäert op d'Funktionalitéit; dass mer ze vill Sue géifen ausginn, fir - gëtt dann émmer gesot - den Numm vun internationalen Architekten an de Vierdgrond ze stellen, fir eng iwwerdriww luxuriéis Ausféierung vum Projet ze mache par rapport zur Benutzerfreidlechkeet.

Majo, bei der Maison des Sciences humaines am Quartier Belval ass dat mat Sécherheet net de Fall. Den Optrag vun den Architekte war et, e flott, innovativt Konzept auszeschaffen, wat de Studenten an dem Personal et virun allem géift erméiglechen, fir sech an hirem Quartier an an hirer Uni wuel ze fillen an énnere optimale Bedéngungen ze schaffen. An dat net némmen an deenen éischt Joren, mä och nach an deenen nächste puer Joréngten, fir déi jo awer déi do Gebaier an déi ganz Uni konzipiert sinn.

Mir si bei eis an der Fraktiou der Meenung, dass d'Architektin, d'Madame Fabeck, dës Aufgab ganz exzellent geléist huet an plus e ganz attraktive Projet hei virgeluecht huet. Doriwwer eraus konnt si och allen anere Wénsch Rechnung droen, wéi et och zum Deel elo scho gesot ginn ass, fir e méiglechst effizient Energiekonzept, dat an enger Cité des Sciences eng Selbstverständlichkeit misst sinn an an désem Fall och ass.

Vun Ufank u mat agefloss sinn och Iwwerleeungen zu de spéidere Maintenance-käschen, wat net némmen a Krisenzäiten, mä och énnert de Kritäre vun der Nohaltegekeet absolut Sénn mécht.

Meng Fraktiou ass deemno der Meenung, dass de Bau vun der Maison des Sciences humaines net némmen e wichtegen, mä och e gutt konzipierte Projet ass an engem wirtschaftleche Gesamtkontext, Universitéit a Fuerschung, deen eiser Meenung no fir d'Zukunft vun eisem Land onverzichtbar ass.

Ech géift domat d'Zoustëmmung vu menger Fraktiou zu désem wichtegen Projet mat op de Wee ginn.

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Lydia Mutsch Merci. Als nächst Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleg Lucien Clement als Rapporteur Merci soe fir dése Projet an och gläichzäiteg zu désem wichtegen, fir eis och wichtige Projet d'Zoustëmmung vun eiser Säit aus bréngen.

Ech wollt, Här President, wann Der erlaabt, déi puer Minuten, wou mer hei zoustinn, eng allgemeng Remarque maachen. Mir stëmmen haut de Métteg hei an der Chamber dräi Projeten, déi all zesummen eng Valeur hu vu ronn 200 Milliounen Euro oder aacht Milliarden aler Frang. Dovunner sinn 88 Milliounen, déi mer als Stat rembourséiert kréien iwwert d'Euro-päesch Communautéit iwwer eng Konvention, wat d'Cour de justice ubelaangt um Kierchbierg. Mä et bleiven trotzdem dann nach 112 Milliounen fir de Stats-budget iwwreg.

Mir hu viru 14 Deeg hei an der Chamber eng „Hall“ gestëmmt fir eis Arméi um Häreberg zum Präis vu 64 Milliounen. Wann een dat kuckt, dat waren 2,6 Milliarden aler Frang. Dat, wou ech mat déser Interventioun wëll drop opmiersam maachen, dat ass, datt mir hei iwwert d'Funktionalitéit an iwwert d'Wichtegkeet vun de Projete schwätzen an do an der Regel eis och émmer eens sinn, mä datt mer net méi iwwert de Präis schwätzen.

Mir stëmmen hei déi Projeten, wéi wa mer géifen eng Dose Bréidercher kafe goen. Mir hu Projeten hei, déi kaschten zwou Milliarden oder aacht Milliarden, stëmme mer, aler Frang, haut de Métteg. A mir hunn de Modèle de base gewielt, fir heir-iwwer ze diskutéieren. Dat sinn zwee bis dräi Pei-Muséén, déi mer de Métte hei stëmmen, wat d'Valeur ubelaangt.

A wann ech dann zréckdenken, wat mer deemools Diskussiounen haten iwwert dat Geld, datt dat ze vill war, an et ass méintelaan a Joren driwwer gestriidet ginn. Hei stëmme mer de Métte fir 200 Milliounen Euro Projete laut dem Modèle de base a mer maachen eis net mat enger einzelner Minutt Gedanken iwwert de Finanzement.

Ech wëll dat net als e Virworf gesinn, well mir hunn och als Partei émmer déi dote Projete matgestëmmt, a mer stëmme se och haut mat. Mä ech wëll just drop opmiersam maachen, datt gëschter de Kolleg Lucien Thiel hei als Rapporteur drop opmiersam gemaach huet, datt mer misste Sue spueren, an datt en am Fong gesot huet: Mir müssen och beim Stat kucken, ob mer net kennen all Dépenses duerckucken, wou mer kenne spueren. Et ass geschwat gi vu méi klenge Bréidercher baken.

Alles dat ass richteg, mä ech géift mengen, datt grad op désem Punkt, wat d'Investis-sionen ubelaangt, mer kéinte spueren. Mer kéinte spueren! An duerfir géift ech invitáieren, datt mer als Chamber eis géife mat deenen zoustännege Ministeren ze-summesetzen, fir emol eng Kéier seriö driwwer ze diskutéieren, wéi mer déi Projeten do kéinte méi analyséieren, wat de Finanzement ubelaangt, wat d'Investis-sement ubelaangt, well mer jo awer wéssen, datt mer virun enger Rei vu Joren - och do maachen ech kee Virworf -, wéi et eis nach terribel gutt gaangen ass am Fong, gesot hunn no baussen: Wat kascht de Rescht vun der Welt? Mir Lëtzebuerger, mir kafen et.

An an deem Genre hu mer och gebaut hei zu Lëtzebuerg. Et ass weider net nom Präis gekuckt ginn. Dat Schéinst an dat Bescht war grad gutt genuch.

Mir gesinn awer, datt am noen Ausland ähnlech Gebaier opgeriicht ginn, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg och oprichten. A wa mer dann d'Präisser vun deene vergläichen, wat déi investéieren, fir esou eppes ze réaliséieren, a mer kucken, wat mir investéieren hei zu Lëtzebuerg, da gesi mer, datt dach awer do e risen Énnerscheid téschent den Investis-sionskäsche läit.



Meng Interventioun geet dohinner - wéi gesot, ouni e Virworf ze maachen -, datt mer eis sollten, sief et an der Comexbu, an der Finanzkommissiou oder an der Kommissiou vun der Nohaltegeket, mat der Regierung zesummesetzen an emol eng Kéier kucken, wat fir eng Moyené mer hunn a wat fir eng Kritären datt mer kéinte setzen, fir an Zukunft och d'Projete méi iwwert d'Finanzéierung kënnen ze duerchliichten.

Mir wëssen allegueren, datt d'Investissementsfonge vum Stat 2010 op en Enn ginn. Mir hunn also alleguer en Intérêt drun, fir ze kucken eis Projeten esou finanziell anzestufsen, datt mer och nach all Projete realiséiert kréien, déi mer brauchen, déi d'Land bluttnéideg brauch un Infrastrukturen, net datt mer elo drop lassschloen.

Wa mer kucken, wat dëst Parlament elo an deene puer Wochen, wou mer zesumme sinn, scho fir 200 Milliounen Projeten hei gestëmmt huet - ouni déi Projeten, déi d'Regierung realiséiert, fir déi se net méi brauch an d'Chamber ze kommen, déi énner 40 Milliounen leien -, da muss ee sech d'Fro stellen, ob mer herno och nach Suen hunn, fir déi Projeten ze realiséieren, déi och an zwee, an dräi, a véier Joer musse realiséiert ginn. Dat schéngt mer trotzdem eng Diskussioun ze sinn, déi haut méi wéi jee wichteg ass.

Ech wollt dat mat an dës Diskussioun era-bréngen, wéi gesot, ouni Virworf, mä datt mer eis sollen, d'Regierung an d'Chamber, zesummesetzen, fir zesummen ze kucken, wéi mer datselwecht Resultat fir manner Geld kënnen errechen.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**.- Merci, Här President. Ech soen och hei dem Rapporteur villmools Merci fir déi gutt Aarbecht an der Kommissiou, och fir déi schnell Aarbecht, déi gemaach ginn ass. An och der Ennerstëtzung vu sämtleche Fraktiouen villmools Merci.

E puer Remarquen awer zu deem, wat den Här Gibéryen gesot huet. Dat Éischt, wat ech wëll soen, dat ass, datt d'Chamberskommissiou fir Nohaltegeket an Infrastrukturen an däer leschter Sëtzung, déi se hat, eng Diskussioun mat der Regierung iwwer staatlech Investissementer hat, wou mer gekuckt hunn, wat d'Prioritéit sinn an no wat fir enge Prioritéiten déi zu-künftig Politik en général sollt ausgerichtet ginn.

An et ass evident, datt och de Projet, wéi zum Beispill deen, dee mer elo stëmmen iwwert d'Uni Lëtzebuerg, ee vun deene Projeten ass, deen awer, och wa mer a schwéieren Zäiten haut sinn, zukunfts-vibereedend ass, well en eis en nie Créneau opmécht a well en eis aus der schwiereger Situatioun, wou mer elo dra sinn, erausbréngt a Weiche setzt, déi eis an Zukunft ekonomesch mat Investissementer och kënnen op däer Platz do hëllefen.

Ech si selbstverständliche an d'Regierung ass selbstverständlich bereet, an der Kommissiou och weiderzefueren Diskussiounen ze féieren iwwert d'Investissementer, wéi mer wat a wat fir enger Zäit investéieren. A wann ech an der Kommissiou kann eng Diskussioun féieren dor-iwwer, wéi mer eenzel Projete këinne méi bëllech maachen, si mer selbstverständlich och bereet dozou.

Ech wëll awer just déi ganz kleng Remarque maachen, datt ganz oft an der Kommissioune Froe gestallt ginn, a wa mer lech all Kéier géife positiv drop äntwerten, se oft net deen Effekt hätten, wéi Der en elo beschriwwen hutt, mä heiansdo de konträren Effekt hätten, deen Der beschriwwen hutt.

Dofir sinn ech ganz frou, wa mer déi Tendenz gemeinsam këinne probéieren an de Gréff ze kréien, Här Gibéryen.

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler Merci.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6043.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6043 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Da kíeme mer elo zum Projet de loi 6061 iwwert de Bau vun der zweeter Phas vum Laboratoire national de Santé zu Diddeleng. D'Riedezäit ass och nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech schwéieren age-schriwwen: déi Häre Berger, Bodry an Henckes. D'Wuert huet elo nach eng Kéier de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

3. 6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur**.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Gesetz vum 19. November 2003 huet der Regierung d'Erlaabnis ginn, fir zu Diddeleng en neien nationale Gesondheetslaboratoire ze bauen. D'Missioun vun deem Laboratoire ass et, ze kontrolléieren, ze diagnostizéieren a mat anere Fuer-schungs- a Gesondheetsinstituter zesummenzeschaffen. Fir dës Aktivitéite vum nationale Gesondheetslaboratoire ze garantéieren, gouf dann dunn och décidéiert, fir d'éischt emol ee Gebai ze bauen. Mam Bau vum éischten Deel vum Laboratoire ass dann och am Januar vun désem Joer ugefaange ginn.

De virlerende Projet gesäßt logescherweis de Bau vun dem zweeten Deel vum Gesondheetslaboratoire zu Diddeleng vir. An dësen zweeten Deel wäerten de Vétérinärs-laboratoire, de Service vun der molekularer Pathologie, den Institut vun der Gerichts-medizin an de radiophysicsche Laboratoire drakommen. Am Ufank war och geplant, fir de Waasser- an Èmweltlaboratoire zu Diddeleng ze bauen, mä am Februar 2006 huet d'Regierung décidéiert, fir dëse Laboratoire op Esch-Belval ze setzen.

An dësem Senn huet de Bauteminister de virleinden Text och den 23. Juli 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet och heizou sain Avis den 22. September

2009 ofginn. An der Sitzung vun der Kommissiou vun der nohalteger Entwécklung vum 23. September 2009 gouf ech zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet genannt. An der Réunioun vum 14. Oktober 2009 hunn d'Membere vun der Nohaltegekeetskommissiou de Gesetzes-projet an den Avis vum Statsrot analyséiert, fir dann den 28. Oktober och de Rapport unzehuelen.

Här President, well e Laboratoire e Gebai ass, dat duerch seng spezifesch Funktioun bestëmmt gëtt, gouf et fir d'Architekten deemono och kee grosse Spillraum. Esou baséiert d'Struktur vum Gebai op enger strenger Organisatioun vun de Laboratoiren an integréiert deemno all déi néideg an technesch Infrastrukturen. Gläichzäitig bitt d'Gebai eng grouss Flexibilitéit, esou datt et zu all Moment un déi verändert Besoinie vun der Fuerschung an der Technik ugepasst ka ginn.

Den typesche Laboratoire wäert eng Déift vun 8,6 m an eng Héicht vun 3,5 m hunn. Deen Deel vum Laboratoire, dee sech laanscht dem Gank befënnt, enthält all déi technesch Apparater, während an deem Deel, dee sech op der Säit vun der Fassad befënnt, d'Büroe sinn. Déi zwee Deeler sinn duerch eng Fénster ee vun deem anere getrennt. D'Ausgesi vum Gebai gëtt duerch Flächen, déi relativ zou sinn, an duerch eng hellbeige Bétonsschicht bestëmmt.

Et sief och drop higewisen, datt dat geplangte Gebai alle Sécherheitsfuaderungen entsprécht an datt deen neie Laboratoire energiespuersam gebaut wäert ginn.

Ech denke schwonn, datt et Senn mécht, fir déi verschidde Laboe beieneen ze bauen. Verschidde Synergie wäerten och hei entstoen. Dës Iddi vun deem Labo-Campus entsprécht och dem Wëllen hei vun der Chamber, déi dat dann och per Motiou zum Ausrock bruecht hat.

Fir dee ganze Projet vum zweeten Deel vum nationale Gesondheetslaboratoire zu Diddeleng huet d'Regierung eng Enveloppe vu maximal 45.125.000 Euro virgesinn. D'Entretienskäschte belafe sech op 866.000 Euro pro Joer.

Zum Schluss bleift nach festzestellen, datt de Statsrot mam virlerende Projet d'accord ass.

Här President, esou vill vu menger Säit. Och elei fir weider technesch Detailer zum zweeten Deel oder zum Bau vum zweeten Deel vum nationale Gesondheetslaboratoire verweiseen ech op mäin Exposé, op den Exposé des motifs an op mäi schréfleche Rapport.

Här President, dat war elo deen drëtte Rapport vu mir iwwer Bauprojete fir de Mëttég. An do wëll ech un dat unhaken, wat den Här Gibéryen gesot hat. Et waren zäitlech gesi relativ kleng Rapporten, mä dofir émsou méi deier Rapporten. Mir hunn elo an enger gudder Dräivéierelstonn 200 Milliounen gestëmmt, wat schwonn enorm ass. Allerdéngs muss een do berücksichtegen, datt, wéi den Här Gibéryen dat och gesot huet, 88 Milliounen Remboursement wäerte kommen.

Et ass bei allen dräi ém relativ zimlech vill Geld gaangen, mä et muss een awer och soen, datt et lauter Projete waren, déi een awer muss an enger Kontinuitéit gesinn, wou schwonn en Ufank gemaach ginn ass an déi een einfach net an der Halschecht kann ophalen. Dëi musse weidergebaut ginn.

Dat gesot, Här President, sinn ech frou, wann dee Projet hei och eng grouss Zoustëmmung an der Chamber kritt, a bréngen och wéi bei deenen aneren den Accord vun der CSV-Fraktiouen.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, Merci. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Merci. Ech wéilt dem Rapporteur hei vun dëser Plaz aus Merci soe fir säi kuerzen, awer ganz ausférleche Rapport. Mir wëssen allegueren, datt en nationale Laboratoire zu Lëtzebuerg eng Noutwendegkeet ass. Ech ka mech erënneren un Zäiten, et ass nach

net allze laang hier, wou mer Diskusiounen haten, well mer guer keng Infrastruktur hei zu Lëtzebuerg dofir haten, datt de Laboratoire a schlechte Raimlechkeete war. Mëttlerweil hu mer eng éischt Phas scho gestëmmt gehat. De Projet geet och ganz gutt virun. Mir waren eng Kéier mat enger Kommissiou dat kucken. Elo si mer dann amgaang, déi zweet Phas ze plangen, ze stëmmen, wat also eng gutt Saach ass, wat mer kënné begréissen.

Bon, méi speziell als Süd-Députierte géif ech och soen, datt ech frou sinn, datt esou e Projet, en nationale Projet, an de Süde kënné an datt och net némme alles op Esch-Belval kënné, mä datt och aner Standerten am Süde ganz interessant sinn, wéi hei eben Diddeleng, an datt mer dat also och begréissen.

Dat gesot, géif ech dann och den Accord vu menger Fraktiouen abréngen.

► **M. le Président**.- Ech soen dem Här Eugène Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Dir Dammen an Dir Hären, d'sozialistesche Fraktiouen begréisst, dass de Stat seng Efforté fortsetzt, fir déi öffentlech Laboratoiren éischtens ze reggruppéieren an zweetens hinen och modern a funktionell Infrastrukturen zur Verfügung ze stellen.

Déi Leit, déi an deene leschten 20 Joer d'Chance oder de Pech haten, an de Statslabo an d'Stad kucken ze goen, wëssen, énner wat fir enge Konditiounen do huet misse geschafft ginn. Ech muss soen, dass et héich Zäit ginn ass, dass do endlech Neel mat Käpp gemaach si ginn an dass elo u sech déi Projete vun neie Laboen ufänken, konkret Konturen ze kréien. Och wann dat ursprünglech Zil, wat nach 2003 hei an der Chamber och festgehale gi war, fir sámlech öffentlech Laboen um Site vun Diddeleng ze reggruppéieren, elo net wouergemaach gëtt, well décidéiert ginn ass, fir d'Laboe vun der Waasser-wirtschaft respektiv vun der Èmwelt op Belval ze implantéieren.

Et ass esou, dass de Statslabo amgaang ass, gebaut ze ginn. Eng Enveloppe vun 88 Milliounen war fir déi éischt Phas hei vun der Chamber accordéiert ginn. An de Bau, deen elo effektiv monter virugeet, soll bis spéitstens Enn 2011 fäerdeg sinn. Haut geet et dorém, dass déi zweet Phas gestëmmt gëtt vun deem neie Statslabo. Véier nei Servicer, véier nei Laboe solle bei deen am Bau befindlechen Deel vum Statslabo zu Diddeleng derbäkommen.

Installéiert ginn déi Gebailechkeiten an enger kommunaler Aktivitészon. Et ass d'Gemeng Diddeleng, déi déi Zon do erschloss huet an déi d'Terrainen un de Stat weiderverkaeft huet.

Mä de sympatheschen Diddelenger Buergermeeschter huet mer viru kuerzem an d'Ouer geflüstert, Dir Häre Ministeren, dass déi vertraglech Verflchtungen, déi de Stat géigeniwwer der Gemeng agaangen ass, net respektéiert gi si bis haut. Dat heesch, 1,8 Milliounen Euro, dat ass fir d'Gemeng Diddeleng relativ vill Geld, stinn nach émmer aus,...

(Interruption)

...obwuel d'Échéancen, déi festgehale waren an engem gemeinsame Compromis, scho laang erfall sinn.

► **Une voix**.- Abée jo!

(Interruptions)

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- All Versich, fir bei der staatlecher Verwaltung do un déi richteg, zoustänneg Leit ze kommen, si bis elo gescheiert. Ech wär also frou, wann deen Dú vun der Gemeng och géif an nächster Zäit ausbezuelt ginn, esou wéi och d'Gemeng probéiert, géigeniwwer dem Stat hire Verflchtungen nozkommen.

Et ass ugeduecht, an dat ass wichteg - de Wirtschaftsminister huet déi eng oder aner Iddien an déi Richtung schonn entwéckelt -, dass ronderém dee Statslabo do an däer Aktivitészon och aner Aktivitéiten an Zukunft uegebaut këinte ginn, déi sech am Beräich Gesondheetstechnologie oder Èmwelttechnologie géife bewegen. Et géif Senn maachen, dass ee géif probéieren,



SÉANCE 10

MERCREDI, 2 DÉCEMBRE 2009

vun deem Statslabo do ze profitéieren, fir eng Rei vun zousätzleche Servicer, Aktivitéiten dorop opzebauen, also Synergie méiglech ze maache mat aneren, och privaten Instituter, déi kéinten do sech usiedelen.

Et ass och ugeduecht vu Säite vun der Gemeng Diddeleng respектив vum CHEM oder vun der Fondation François-Elisabeth, fir en neien Zenter eigentlech fir déi geriatresch Rehabilitatioun och bei deem Statslabo do unzesiedelen. D'Gemeng Diddeleng huet op jidde Fall an deene leschte Méint do zousätzlechen Terrain kaaft, fir dat doten och praktesch méiglech ze maachen.

Dëse Projet ass, dat wëll ech betounen, och e Beispill vu konkreter Dezentralisatioun bei der Uplanzung vu staatlichen Institutiounen, eng Politik, déi awer relativ nei ass, déi nach e bëssen an de Kannerschong stécht, mä déi awer lues a lues Fortschrëtter mécht an och konform ass zu de Richtlinnen, déi d'Landesplanung zénter laange Jore schonn an dår doter Hisicht gëtt.

Et ass och esou, dass den Emplacement en direkten Uschluss huet un eist Netz vun den Autobunne respектив och eng Zuchverbinding an der direkter Noperschaft ass. Konkret gëtt och geplangt un enger Buslinn, fir ze garantéieren, dass also d'Ubung un d'öffentlech Verkéiersnetz garantéiert ass op deem dote Site, wat wichteg ass, well jo och do eng ganz Rëtsch vun Aarbechtsplazien dohinner kommen, wou bis elo weider keng Aktivitéité waren.

Dat ass also elementar, wéi et och wichteg ass - an den Nohaltegeeketsminister weess dat och a senger aler Fonctioun als Bauminister -, dass déi Opfahrt an Ausfahrt vun der Collectrice du Sud op Biereng muss émgebaut ginn, dass do muss e Rond-point hikommen, och am Hibleck op d'Erschléissung an déi nei Orientéierung, déi déi al WSA-Terrainé sollen zu Diddeleng/Beetebuerg kréien, wou et also jo ugeduecht ass, fir e Logistikcenter do opzebauen. Och dat bedeut natierlech vill Trafic, dat bedeut och d'Noutwendegkeet, fir do also och d'Virasutzunge vun den Infrastrukturen hier ze schafen, dass esou e Site, dee bis zu 1.000 Aarbechtsplaze kéint an enger Endphas opfänken, och kann uerdentlech fonctionnéieren.

Dat gesot, mengen ech, ass festzestellen, dass dat hei e wichtige Projet ass fir eis national, eis öffentlech Laboen, e wichtige Projet ass natierlech och fir de Süden a besonnesch och fir de Raum Diddeleng/Beetebuerg. An deem Senn gëtt eis Fraktioun selbstverständliche den Accord zu désem Projet de loi.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Alex Bodry Merci. Als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der ADR begrissen, datt mer dése Projet de loi endlech virleien hunn. Ech wëll dorun erénnneren, datt ech den 21. Mäerz 2008 an enger Question avec débat an och am Oktober 2008 iwwer eng Question parlementaire gefrot hat, wou mer dann dunn endlech mat deem Projet dru wieren, well mer notamment e ganz grousse Problem hunn am Kader vun der Médecine légale.

Mir wëssen, datt mer am Ablack eng ronn 80 Autopsien am Kader vun der Médecine légale maachen. Do kommen nach eng 800 Autopsies civiles derbäi. Mir hunn och e Problem vun ADN, well déi Analysen, déi do gemaach ginn, queesch uechtert d'Welt geschéckt ginn. Et ass also wichteg, datt déi op enger Plaz konzentréiert ginn an datt se och do analyséiert ginn. An deem Senn ass et jo och elo e Progrès, datt dat elo soll geschéien.

Nach muss een awer och ervirsträichen, datt aus dem Projet de loi net ganz kloer ervirgeet, wat fir eng Aktivitéiten higinn. Sou wéi ech et verstanen hunn aus dem Commentaire des articles, sollen dohinner kommen also: d'Médecine légale proprement dite, mä awer och d'ADNen an d'Toxikologie.

Wat feelt a mengen Aen, ass, datt och d'Police scientifique misst op déi Platz

kommen, well souwuel d'Médecine légale also an d'ADNen an alles an d'Police scientifique ganz oft musse matenee schwätzen a souguer heiando müssen zesummen op den Terrain goen.

Duerfir wier et net schlecht, Här Minister, wann och an deem Gebai, wat virgesinn ass, géif d'Police scientifique mat énnerbruecht ginn. Quitte, datt mer da vläicht mam Innenminister e bësselche Schwierigkeiten hätten, wien dann do d'Kompetenzen hätt, mä ech géif awer unhuelen, datt et méiglech wier, fir dat doten um Niveau vun der Regierung ze regelen, fir datt mer hei eng effikass Organisatioun kréien.

An deem Kontext sinn ech och frou, datt den Här Gesondheetsminister elo hei bei désen Debatten derbäi ass. Well an der Antwort, déi e mir op meng Question parlementaire ginn hat, hat en dorop higewisen, datt: «Le Gouvernement entend déposer sous peu un projet de loi portant réorganisation du Laboratoire national de Santé...», fir datt justement déi Evolutionen, déi elo noutwendeg sinn, sollte kommen.

Duerfir wier ech frou, wa mer do e puer zousätzlech Informatiounen kéinte kréien. Well à mon avis, vläicht iren ech mech jo do, mä hunn ech de Projet de loi nach net gesinn. Et wier awer elo gutt, wa mer kéinten op jidde Fall dee Projet de loi fäerdeg hunn, ier d'Gebai selwer dosteet.

Et ass wichteg, datt hei déi eenzel Fonctionnalitéiten diskutéiert ginn, fir datt mer méi effikass kënne schaffen a fir datt mer - just némmen, fir lech d'Wichtegkeet unzenginn - d'ADN-Analysen hei zu Lëtzebuerg maachen. Et kann net esou sinn, datt Leit sechs Wochen am Prisong sätzen, ier eng ADN-Analys gemaach ka ginn an datt se dann herno erausfannen, datt déi Persoun total onschéllieg ass a muss fräigesat ginn. An der Tëschenzäit kënnt Der lech denken, wat mat sengem Employeur an an der Famill geschitt ass. Dat däerf et net ginn. Duerfir ass et wichteg, datt mer dése Projet esou séier wéi méiglech duerckréien an datt och d'Aart a Weis, wéi soll am Laboratoire geschafft ginn, déi ganz Konzentrationen an d'Missiounen, sollen och zesummen diskutéiert ginn.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu désem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Henckes Merci. Elo kritt d'Wuert d'Regierung. Fir d'éischt den Nohaltegeeketsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Villmoos Merci, Här President. Ech soen och hei nach eng Kéier dem Rapporteur an der Kommissioun Merci fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn.

Zwou Saachen, déi ech wollt äntworten. Fir d'éischt dem Här Bodry, datt ech wäert kucken, wéi et mat de Sue vun der Gemeng Diddeleng ass, fir datt mer dat, wat de Stat der Gemeng schéllieg ass, och esou schnell wéi méiglech geregt kréien. Ech weess elo net genau, wou deen Dossier drun ass, mä dat wäerte mer vérifiéieren.

Dat Zweet, fir dem Här Henckes ze soen, datt et effektiv esou ass: Wa mer hei d'Médecine légale maachen, dann ass dat effektiv an deem Laboratoire hei, datt dräi Sektionen fonctionnéieren, déi e groussen Deel vun deem, wat Dir elo gefrot hutt, awer wäerten operationell kënne maachen: op dår engen Säit déi ganz Autopsie-médico-légalen, also all déi Aarbecht, déi do ronderém läit; dat Zweet, dee ganze Laboratoire vun den ADNen, wou relativ kuerz, schnell kënnen ADN-Analyse gemaach ginn, wat och e wesentleche Bestanddeel vun enger Police scientifique ass; an dat Drëtt ass d'Toxicologie légale, wat sech och dorémmer beweegt. Sou datt ech mengen, datt mer hei e ganzen operationellen Apparat kënnen op d'Be setzen niewent all deenen anere Strukturen, déi dësen zweeten Deel kritt an déi den éischten Deel souwisou schonn hat.

Et ass nach eppes, wat vum Här Bodry op geworf ginn ass: Datt hei effektiv de Waasserlaboratoire net mat dran ass. Et huet een émmer verschidde Synergie-méiglechkeiten, wann ee probéiert, esou

Laboratoiren énnerdaach ze kréien. Hei ass décideert, fir deen op Belval ze setzen, mat enger Rei anere Strukturen, wou en och dobäi gepasst huet, enger Rei aneren Administrationen, wou en och Senn mécht. Et hätt een esou oder anescht kennen entscheiden. Mir hunn déi hei Entscheidung esou geholl. An ech mengen, déi ass och an der ganzer Logik vun der Opdeelung vun deenen eenzelnen Institutiounen sénnvoll an novollzéibar.

Iwwert déi aner Froen, déi nach gestallt gi sinn, mengen ech, wollt de Gesondheetsminister nach e Wuert soen.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Nohaltegeeketsminister Claude Wiseler Merci. Da kritt nach d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Villmoos Merci, Här President. Just fir drop hinzuweisen, dass den Avant-projet de loi fir de Statut, den neie Statut vum Gesondheetslabo zénter langerer Zäit fäerdeg ass, dass allerdéngs dee Projet de loi oder Avant-projet de loi keng Antwort op eng Rei vu spezifische Froe konnt ginn, déi sech haut am Labo stellen.

Et ass e Projet de loi, dee baséiert op engem Statut vun engem öffentlechen Haus, also engem Établissement étatique. Nu stelle sech awer bei enger Rei vu Carrièrë respектив Spezialitéiten extrem Problemer, fir iwwerhaapt déi Spezialitéiten nach rekrutéiert ze kréien. Dat gëllt énner anerem fir d'Pathologen, Leit, déi zwiefel Joer Universitéitsstudié müssen absolviéieren an déi een no engem klassesche Statsbarème kaum kann ugmiesse bezuelen. Déi si scho souwisou esou selte wéi rosa Elefanten. Wann ee se dann nach vill méi schlecht bezilt, wéi se am Ausland a spezialiséierten Institutern bezuelt ginn, da kritt ee keng oder et kritt een déi falsch, sou dass d'Regierung an hirem Regierungsprogramm festgehalten huet, dass mer entweder ganz kuerzfristeg eng Antwort op déi dote Problematik fannen am Rahme vum öffentleche Statut.

Mir müssen allerdéngs Gas ginn, well soss verkümmern eenzel wichteg Abteilunge vun deem Labo. Oder mir müssen op de Wee vun engem Établissement public goen, fir déi Fräiheit ze kréien, déi dobausse gebraucht gëtt, fir dass eenzel Spezialitéiten iwwerhaapt nach kënne besat ginn.

Hannert dem Begréff Anapath stinn déi Analysen, déi mer brauche fir Diagnose kënnten ze maachen, ob ee vun engem Kriibs befall ass oder net. An do ass wierklich net de Geck dermat ze maachen. Et huet och den Avantage, dass, wann déi Analysen eleng iwwert de Labo gemaach ginn, mer en anstännege Register kënnen opstellen.

Et ass also an deenen nächste Méint, wou sech décideert, ob mer Moyené kréien am Rahme vum öffentleche Statut, oder mer, wa mer déi net kréien, malgré nous, müssen op de Wee goen, fir dem Labo déi Fräiheit ze ginn, fir kenne virun ze fonctionnéieren. Et ass kee Selbstzweck, mä wann et net an deem enge System geet, da muss en deen anere probéieren, well deen Etablissement, an dat hunn déi lescht Méint gewise bei der neier Gripp, ass en extrem wichtegen Etablissement fir d'Santé publique a mer däerfen deen net verkümmere loessen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci fir seng zousätzlech Explikatiounen. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreicht. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 6061 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien

Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser. Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décideert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5823 iwwert d'Permissions de voirie. D'Riedezaït ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Hären Etgen, Diederich a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Très bien!

4. 5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet mat der Nummer 5823, iwwert dee mer haut am Parlament hei ofstëmmen, ass u sech en éischter techneschen Dossier, well en déi sougenannte Permissions de voirie regele soll.

Sou können déi meeschte Leit sech dann och énnert dem Begréff „Permission de voirie“ net direkt eppes virstellen, obwuel schonn a sech praktesch jiddweree vun eis a sengem Liewen op d'mannst eemol mat enger Permission de voirie ze dinn hat, an zwar dann, wann en zum Beispill en Haus, eng Garage, eng Mauer, eng Zoufahrt bauje respектив eng Stee oder e Schéld opriichte wollt. An deem Fall huet en, esou wéi dat fir all Zorte vun Aarbechten, Aménagementer a Konstruktione laanscht d'öffentlech Stroosse gëllt, eben eng Permission de voirie beim zoustännege Ministère oder awer bei der Gemeng ufroe missen.

Dir gesitt also, léif Kolleginnen a Kollegen, datt d'Permission de voirie jiddweree vun eis betreffe kann an de virleidende Projet deemno eng grouss Inzidenz huet. Datselwecht gëllt och fir de Lëtzebuerger Stat, fir deen d'Permission de voirie net nämmen e wichtegt administratiivt, mä och politesch Instrument ass.

Et däerf een am Kontext vun de Permissions de voirie nämlech net vergiessen, datt de Stat duerch de Minister vun den öffentleche Bauten de Wiechter vum öffentleche Stroossennetz ass. Esou ass et eng vun den Haauptaufgabe vum Stat derfir ze suergen, datt dat öffentlech Stroossennetz am beschtméiglechen Zoustand ass, fir datt de Verkéier geregt a sécher ka funktionnéieren. Doriwwer eraus muss de Stat awer och d'Zuel vun den individuellen a kollektiven Accèsen zum öffentleche Stroossennetz begrenzen an am A behalen, an dat fir ze verhënneren, datt an



eisem Land total chaotesch Zoustänn kennen entstoen.

Här President, mat all dese Punkte beschäftigt sech eben dese Gesetzesprojet, deen ènnert dem Stréch d'Modalitéiten an d'Prozedure festhält, no deenen de Minister vun den öffentleche Bauten an enker Zesummenarbecht mat der Administratioun vun de Ponts et Chaussées d'Permissions de voirie fir d'gesamt Stroossennetz accordéiert.

Bis dato ginn a sech d'Permissions de voirie am Groussen a Ganzen nach vu Ge-setzer aus de Joren 1843 an 1976 geregelt. Allerdéngs enthalé béisd Gesetzer eng ganz Rei vu Bestëmmungen, déi mëttlerweil scho laang iwwerholl sinn. Duerfir ginn dës Gesetzer an Zukunft duerch de vir-leienden Text ersat. An dësem Senn huet de Baute minister de Gesetzesprojet Nummer 5823 den 19. Dezember 2007 an der Chamber déposéiert.

De Statsrot huet am ganzen dräi Avisen zu dësem Projet ofginn. En éischten Avis de 7. Oktober 2008, en zweeten den 31. Mäerz an den drëtten de 5. Mee 2009.

An der Bautekommissioun vum 15. Januar 2008 gouf ech zum Rapporteur vun dësem Projet genannt. Duerno hu sech d'Membere vun der Bautekommissioun véiermol getraff, fir de Gesetzesprojet, awer och den éischten Avis vum Statsrot ze analy-séieren.

Während deene Réuniounen huet d'Bautekommissioun eng Rei Amendementer uge-holl, déi dunn dem Statsrot zougestallt gi sinn. De Statsrot huet déi Amendementer den 31. Mäerz aviséiert an un d'parlemen-taresch Kommissioun zréckgeschéckt. D'Bautekommissioun huet sech doropshin am Abrëll zweemol getraff, fir den zusätz-lichen Avis vun der héijer Kierschaft ènnert d'Lupp ze huelen an hirersäits nees eng Rei Ännérungsvirschléi unzehuelen, déi dunn zréck un de Statsrot gaange sinn.

Déi héich Kierschaft huet déi parlemen-taresch Amendementer an hirer Sëtzung du vum 5. Mee 2009 behandelt. An der Réunioun vum 23. September 2009 huet d'Kommissioun vun der nohalteger Ent-wécklung, déi no de Wahlen d'Baute-kommissioun ersat huet, mäi Mandat als Rapporteur vum virleiende Gesetzesprojet bestätigt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Ali Kae (CSV), rapporteur.**- De 14. Oktoberhuet d'Nohaltegerkommissioun dunn den zweeten zousätzlichen Avis vum Statsrot analyséiert an d'Virschléi vun der héijer Kierschaft allegueren ugeholl. Schlussendlech huet déi zoustänneg parla-mentaresch Kommissioun dëse Rapport an der Sëtzung vum 11. November dëst Joer ugeholl.

Här President, léif Kolleginnen a Kol-legegen, ier ech op déi substanziell Ännérungen, déi de Gesetzesprojet par rapport zur därlaler Gesetzgebung virgesait, aginn, wëll ech en essentiellen Aspekt vum virleiende Projet ervirhiewen, deen engem a sech beim Liese vum Text vläicht net direkt bewosst gëtt. Déi nei Gesetzgebung huet nämlech am Verglach zu den aktuelle ge-setzeche Bestëmmungen de Virdeel, datt si offiziell d'Tatsaach berücksichtegt, datt d'Permissions de voirie eng kruzial Roll bei der Émsetzung vum IVL an der Landes-planung spilleen.

Zur Erënnerung: Beim IVL an der Landes-planung geet et am Résumé dorëm, datt eist Land méi staark dezentraliséiert gëtt, datt fir eng méi funktionell Mëschung gesuergt gëtt, datt d'Distanzen téşcent der Aarbechtsplatz an dem Wunnert ver-kierzt ginn, datt den öffentlechen Trans-port an déi liicht Mobilitéit gefördert an eng méi dicht Bebauung ènnertstëtzt ginn.

Bei der Émsetzung vum IVL-Konzept an der Landesplanung huet de Stat mat de Permissions de voirie e praktescht Mëttel an der Hand, fir méi effikass kenne géint déi aktuell an zukünfteg Verkéiersproblemer virzegoe respektiv se ze bekämpfen. Ze bekämpfen, well et duerch si zum Bei-spill méiglech ass, fir méi Couloire fir den

öffentlechen Transport respektiv fir d'Mo-bilité douce wéi de Vélo ze schafen, andeems d'Stroosse vergréissert ginn oder awer dem Foussgänger méi Platz a Komfort ze bidden, andeems d'Trottoiré méi breet gemaach ginn.

Derniewent wäert dese Projet de loi derfir suergen, datt den individuellen a kollek-tiven Accès zum staatleche Stroossennetz konform zum IVL an zur Landesplanung ass, fir esou ze verhénneren, datt d'Stroosse-verbindungen iwwerall wéi Champi-gnonen aus dem Buem schéissen an onkontrolléiert an onkoordinéiert un den öffentleche Réseau ugeschloss ginn.

Här President, et stellt ee bei engem zweete Bléck op de virleienden Text also séier fest, datt d'Permission de voirie e wichteg politescht Instrument fir déi zukünfteg Gestaltung vum eisem Land ass.

Op wéi eng Stroossen, technesch Beräi-cher bezitt sech de virleiende Projet dann elo? Bon, emol fir d'éischt op déi ènnern an iwwerierdesch Infrastrukture vun de Gemengen a vun de Concessionnairen. Dann natierlech och op d'Infrastrukturen, déi d'Verkéierssécherheet verstärken, wéi zum Beispill Stroosseverklengerungen, Parkplazen, Gréngzonen, Ralentisseuren, Foussgängersträifen oder Vélospisten. A schlussendlech awer och op all méiglech Zorte vu Schélder, dorënner zum Beispill och Reklammschélder.

Niewent dese Beräicher gesäit de Gesetzesprojet folgend wesentlech gesetzlech Ännunge vir: Do wier emol als éischte Punkt deen, datt de Gesetzesprojet d'Permissions de voirie net némme fir déi normal Stroossen, mä och fir déi sougne-nante Grandes voiries, wéi zum Beispill Autobunnen, aféiere wäert, an dat souwuel fir Aarbechten a Konstruktounen innerhalb vun der bebaubarer wéi och der net bebaubarer Zon oder „Zone non aedi-ficandi“ genannt. Hei handelt et sech zum Beispill ém Poteauen oder Électricitéits-masten.

A puncto Voiries normales, wéi zum Bei-spill d'Nationalstroossen an d'Chemins repris, ènnerscheet sech de Gesetzesprojet zu därlaler Gesetzgebung duerch folgend Punkten: De Projet de loi respektéiert d'Hierarchie vum Stroossennetz, dat heesch, d'Andeeling vun de Stroossen a verschidde Kategorië wéi Autobunnen, Émgehangsstroossen, Nationalstroossen, andeems et den Zugang zu de Stroossen, déi als Émgehung déngen, verbitt a méi restriktiv Bestëmmunge fir d'Nationalstroosse wéi fir d'Chemins repris hält.

Erlaibt mer hei ze soen, datt mer, wa mer dëst wichteg Gesetz gehat hätten an der Vergaangenheit, op ville Plazzen an eisem Land net déi Situations hätten, datt laanscht Nationalstroosse gebaut ginn ass an datt ganz vill Opfahrten an Offahrtentstane sinn, an da wier sécher de Verkéiersfloss haut vill besser, wéi dat ass, trotzdem datt de Verkéiersopkomme jo awer och e ganzen Deel do derzou bäidréit.

Ech wëll u sech mat engem Beispill hei déngen. E Beispill, wat ech natierlech gutt kennen an... Bon, deen een oder deen aneren, dee laacht schonn, mä et ass effektiv esou, wann ech d'N7 kucken, wou esou vill Verkéier opkénnent a wou mer effektiv am Plan sectoriel «Transports» zwou Émgehung vun Housen a vun Hengesch stoen hinn. Mä Réalitéit ass, datt virun Housen an och téşcent Housen an Hengesch èmmer méi Bremse vum Verkéier kommen. Ech wëll némme erwähnen, datt viru kuerzem nach zousätz-lich Insele komm sinn. An ech wëll awer kloer hei soen, datt dat ass fir d'Sécherheet op därl Strooss ze assuréieren.

Ech wëll also guer net déi Inselen hei kriti-séieren, mä ech wëll ganz einfach soen, datt mer mat all deene Saachen de Verkéier èmmer méi bremsen an datt et fir mech ganz kloer ass, datt, wann ee wier-kech - an duerfir gesäit d'Gesetz jo och grad vir, datt Émgehangsstroossen esou eng Situations net méi kenne kréien, well et verbueden ass, dann nach eng Kéier laanscht d'Émgehangsstroossen ze bauen an en Accès op d'Émgehangsstrooss ze kréien - dohi geet an et baut een eng Émgehangsstrooss vu virun der Houschter-déckt bis hanner Hengesch, dann huet een all déi zeg Problemer, déi op därl Streck sinn, d'un coup geléist.

Ech wëll do emol net hei vun enger Véier-spuregkeet oder enger Zweespuregkeet schwätzen, mä einfach vum Prinzip vun all deenen Hindernisser. An net némme, datt de Verkéier gebremst gëtt, mä virun allem och ganz kloer, datt et och, wat d'Sécherheet ueget, net déi ideal Situa-tion ass, wéi se sech presentéiert.

Mä dat, wat ech hei fir d'N7 gesot hinn, gëllt selbstverständlech och fir...

(**Interruption**)

Ech hinn e Beispill gesot, Här Gibéryen.

...fir dat Ganzt, d'Wichtegkeet vun deem Gesetz hei ze ènnernsträichen. Loosst mer also d'Méiglechkeet, dat esou ze maachen.

Et ginn also och vill aner Stroossen, wou déiselwecht Situations ass. An duerfir ass et also ganz wichteg, datt mer dat Gesetz hei kréien, fir datt an Zukunft eng Méig-lechkeet ass, fir dat dote wierklech ze verhénneren.

E weidere wichtegen Aspekt vum Text ass, datt eng Permission de voirie an der Regel gratis ass. Wann allerdéngs déi staatlech Stroosseninfrastrukture bei der Ausféierung vun autoriséierten Aarbechte beschiedegt ginn, da mussen an Zukunft d'Käschten zum Deel vum Demandeur iwwerholl ginn.

Och beim Verleeë vun Telekommunikatiouns-, Électricitéits- an Äerdgasinfrastrukturen an öffentleche Stroossen gëllt zwar en Droit de passage, dee gratis ass. Allerdéngs muss de Permissionnaire en Deel vun den administrative Käschten, déi bei der Beaarbechtung vun esou enger Ufro vun engem Droit de passage entstinn, iwwerhuelen.

Op därl anerer Sait gesäit den Artikel 11 ènnern anerem awer vir, datt och de Stat sech am Fall vun Infrastrukturaabechte vun öffentlechem Notzen, déi op Initiativ vun zoustännege Minister gemaach ginn, un Ofschreibungen oder u Méikäschte be-deelege kann, déi entstane sinn, well ebe vum ursprünglechen Tracé huet missen ofgewach ginn.

Dann hält de Gesetzesprojet fest, datt eng Permission de voirie entweder zäitlech begrenzt, zum Beispill fir eng Reklamm, oder awer och permanent ka sinn.

Doriwer eraus gesäit de geplangte Ge-setzestext vir, datt d'Cantoniere vu Ponts et Chaussées, déi all Exame fir hir Carrière gepackt hinn, vum Direkter vun der Administration des Ponts et Chaussées d'Polizeigewalt iwwerdroe kenne kréien an doduerch an Zukunft d'Recht kréien, fir Protokoller bei Verstéiss géint d'Permissions de voirie ze schreiwen.

A sengen Avisé war de Statsrot allerdéngs ganz reservéiert iwwert d'Tatsaach, datt d'Beamte méi Kompetenze solle kréien, fir Verstéiss opzedecken, fir déi si u sech net déi néideg Formatioun hätten.

Well d'Bautekommissioun awer un dësem Punkt festhale wollt, huet de Statsrot do-robber bestanen, datt déi Beamten hirer Fonctioun a Graden no, déi si innerhalb vun der Administration des Ponts et Chaussées hinn, ausgewielt ginn an datt si déi néideg professionell Formatioun hinn oder müssen hinn.

Déi zoustänneg Kommissioun huet dem Virschlag vun der héijer Kierschaft Rechnung gedroen, an esou müssen déi betraffe Cantonniere eng speziell Formatioun matmaachen, wou si geléiert ginn, wéi ee Verstéiss géint d'Gesetz eraus-fennt a feststellt, wéi eng Strofen an deenen eenzelne Fäll da gëllen. Ausserdeem müssen déi Cantonniere en Eed schwieren, datt si hir Aufgaben integer, exakt an onpartiesch ausüben.

De virleiende Gesetzesprojet definéiert dann och ganz genee d'Sanktiounen, déi bei Verstéiss applizéiert musse ginn. Esou wäerten d'Geldstrofen an Zukunft erop-gesat ginn an téşcent 251 an 12.000 Euro leien. Ausserdeem kritt de Baute-minister d'Méiglechkeet, fir Konstruk-tiounen ofrappen ze loassen, déi ouni gültig Permission de voirie gebaut gi sinn.

Dann definéiert de Gesetzesprojet och d'Prozedur, déi beim Festleeë vun engem Plan d'alignement général muss respek-téiert ginn. Ausserdeem bestëmmt den Artikel 4, a wéi engen anere Fäll, déi net

ënner eng Procédure vun engem Plan d'alignement général falen, d'Festleeë vun engem Alignement néideg ass. Zum Bei-spill, wann eng Strooss weinst der Schafung vun enger Busspur muss ver-breedert ginn. Dann och, wéini e Plan d'alignement général muss festgeluecht ginn. A schlussendlech, datt de Plan d'alignement général vun öffentlechem Notzen ass.

De virleienden Text suergt awer och weiderhin derfir, datt d'Privatterrainen, déi ausserhalb vum Perimeter vun de kommunalen Aménagementspläng leien, keen Accès un d'öffentlech Stroossennetz hinn. Doduerch soll, wéi ech dat schonn am Ufank gesot hinn, verhénner ginn, datt sech d'Dierfer a Stied onkoordinéiert vergréisseren an doduerch a sech schwierig Situations fir de Verkéier op eise Stroossen entstinn.

Schlüsselch schaft dat neit Gesetz ver-schidde Gesetzer of, déi net méi applizéiert ginn. Ènnert déi ofgeschaafte Gesetzer fält eben och d'Gesetz aus dem Joer 1843, dat bis dato zum gréssten Deel d'Permissions de voirie fir Konstruktounen an Aména-gemerter laanscht d'Schinne geregelt huett.

De Statsrot hat a sengem Avis d'parlamen-taresch Kommissioun drop opmierksam gemaach, datt een dat Gesetz net einfach esou ofschafe kéint, an dat, well de Statsrot sech gefrot huet, ob duerch déi méi prezis gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Permission-de-voirië d'Erhalung an d'Erschléissung vum Eisebunnsréseau nach genuch ofgeséchert ass, an ob ènnert deenen neie gesetzleche Konditiounen déi spezifisch Besoinié vum Eisebunnsberäich och genuch berücksichtegt ginn.

Déi héich Kierschaft hat dann och mat engen formeller Oppositoun gedroht, déi awer no Amendementer vun der parla-mentarescher Kommissioun nees zréck-gehol. Allerdéngs huet d'Baute-kommissioun un hirer Grondphilosophie festgehalen, datt d'Permissions de voirie, déi déi eenzel Zorte vun den öffentlechen Infrastrukture betreffen, net harmoniséiert solle ginn an datt den Eisebunnsberäich net an deen neie Gesetzes-text mat abezu wäert ginn.

De Statsrot huet du fir sain Deel a sengem zweeten zousätzlichen Avis eng Iwwer-gangsléisung fir Permission-de-voirië fir de Schinneréseau virgeschloen, mat därl déi nei Nohaltegerkommissioun dann och averstane war. Esou gëtt d'Gesetz vun 1843 net ofgeschaft. Gläichzäiteg gëtt preziséiert, datt dat aalt Gesetz net méi fir d'Permission-de-voirië vum Stroosseréreau, mä just nach fir déi vum Schinneréreau gëlle wäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kolleegen, Dir gesitt also, datt de Gesetzesprojet e relativ technesch an administrativen Dossier ass an awer zur gläicher Zäit en immens relevante Projet fir déi zukünfteg Ge-staltung vun der Transport- a Landes-planungspolitik duerstellt. De virleiende Projet enthält wesentlech Verbesserunge géigeniwwer der aler Gesetzgebung, déi einfach net méi un d'Erausforderunge vun 21. Jorhonnert ugepasst ass.

Den Text, iwwert dee mer elo ofstëmmen, ass awer och e ganz gutt Beispill vum Zesummespill téşcent den eenzelne politeschen Institutiounen, wéi dat déi vill parlamentaresch Amendementer an Text-propose vum Statsrot beweisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill vu menger Sait. Fir weider Detailer zum Projet verweiseen ech lech op mä schrifteleche Rapport. En ass relativ volu-minéis, mä an der Kommissioun hat den zoustännege President da gemengt, et wär derwäert en am Detail ze liesen, well et kënnt ee sech eng Rei Informatiounen eraushuelen. Erlaibt mer nach zum Schluss, all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffe vum Gesetzesprojet bedelegt waren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktiou zum virleiende Gesetzesprojet.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Rapporteur, dem honorablen Här Ali



SÉANCE 10

MERCREDI, 2 DÉCEMBRE 2009

Kaes, Merci. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Här President, Kolleginnen a Kollegen, virwech Félicitatiounen an een oprichtegé Merci un de Rapporteur, den Här Aly Kaes, fir sää voluminéisen, exzellente schréftleche Rapport a sain engagéierte mëndleche Virtrag. De Rapporteur huet drop higewisen, datt mer scho viru méi wéi 150 Joer eng Légitatioun iwwert d'Permissions de voirie haten, fir de gudden Zoustand vun eise Stroossen ze garantéieren, d'Visibilitéit sécherzestellen, verkéiersberouegend Elementer anzebauen an d'Verkéierssécherheet ze garantéieren an esou weider an esou fort.

Déi al Réimer haten zwar schonn exzellent Stroossen, Verkéiersregelen a Regele ronderém waren hinnen awer total onbekannt, well d'Stroosse fir hir Zaldote gebaut goufen an déi grondsätzlech Virfahrt haten. Mam Ënnergang vum réimesche Räich huet kee sech méi ém d'Stroosse gekëmmert, a jiddweree huet op an niewent der Strooss gemaach, wat e gewoilt huet. Et war duerfir, datt den Napoleon virun 200 Joer derfir gesuergt huet, datt streng a prezis Regele ronderém d'Verkéiersnetz opgestallt goufen.

Här President, haut wäre mer vlächt frou, wann eis Stroossen némme vun eisen Zaldote géife benotzt ginn an de Rescht vun der Bevölkerung op den öffentlechen Transport émgeklomme wär.

► **Une voix.**- Maacht e Gesetz!

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Mä mir hunn haut niewent dem Verkéier ronderém eisem Häreberg dagdeeglech 600.000 Autosbewegungen an d'Stad eran an eraus. Queesch duerch d'Land sinn et der nach vill méi.

D'Erausforderungen un eist Stroossennetzung also gekommen, a mat hinnen d'Noutwendegkeet fir kloer a prezis formuléiert Regelen, wéi et organiséiert muss sinn. Mir brauche Regelen. Mä dës Regelen hunn an där heiteger Zäit awer nach aner Ziler, wéi dat fréier de Fall war.

Mir brauche Léisungen, déi net némme gutt fir de Verkéier sinn, mä och nach d'Natur an de Liewensraum neift de Stroosse berücksichtegen. Mir brauchen eng effizient a sécher Verkéiersplanung, déi glächzäiteg d'Natur schount an de Menschen eng optimal Liewensqualitéit gëtt. An dësem Spanningsverhältnis fénnt sech d'Stroosseplanung hautdësdags. Dobäi ass et net émmer einfach, eng Léisung ze fannen.

Jiddweree, deen um Terrain mat der Problematik vun de Permissions de voirie konfrontéiert ass, weess, datt et oft dorëms geet, verschiedenen Interesse géinteneen ofzeweien: d'individuell Interessen, fir een Zougang fir sain Haus oder Lotissement zum Stroossennetzung ze kréien; d'Sécherheitsbedenke vun de Ponts et Chaussées an esou weider an esou fort.

An der Vergaangenheit ass do méi wéi eng Kéier eng Extrawurtscht gebrode ginn. Duerfir ass et émsou méi wichteg, datt kloer Rahmbedéngunge geschafe ginn, andeem déi dräi Facteure Mënsch, Natur a Verkéier berücksichtegt ginn. Esou eng intégréiert Approche ass och den Ausgangspunkt vum IVL. An dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, erhieft den Uprosch, een Deelinstrument ze ginn, mat deem den IVL praktesch émgesat soll ginn.

Här President, dëst Gesetz gëtt dësem Uprosch awer net gerecht. De Stroosseverkéier gëtt an dësem Gesetz nach émmer némme gesinn als Méiglechkeet, fir méiglechst séier a bequem vun engem Punkt A op e Punkt B ze kommen. Vun engen intégréierter Approche ass net vill ze gesinn. Dat eigentlecht Zil misst sinn, de Verkéier mat méiglechst wéineg Verkéier ze regelen.

Als DP bedauere mir, datt een dës Grondphilosophie am virleidende Projet net genügend erëmfënnt. Et ass net färdeg bruecht ginn, ee Ruck an d'Uerdnung vum Verkéiersraum ze bréngen. An och am Gesetz feelt de Ruck, fir der gesamter Verkéiersuerdnung ee qualitative Sprong no vir ze ginn a mam Gesetz iwwert d'Permissions de voirie e reellt Deelinstrument

ze schafen, fir den IVL émzeseten. Schued, wierklech schued! Vill gëtt vun nohalteger Politik geschwat, mä wa mer vu Verkéierspolitik schwätzen, fale mer allze oft an al Denkschemen zréck.

Här President, mat deem virleidende Gesetz ginn d'Méiglechkeete geschaffen, fir eng uniform Applikatioun vun de bestehende Regelen iwwert den Territoire vum ganze Land, wat virauser net onbedéngt de Fall war, wou et verschidden Applikatiounen, jee no Regionalbüro vun de Ponts et Chaussées, gi sinn. Mir können elo ee prezisen, kloer strukturéierte Guide d'application opstellen. Dëst Gesetz schaft méi Gerechtegkeit, eng besser Transparenz a méi kloer formuléiert Objektiver. An dat wëlle mer als Demokratesch Partei ausdrécklech begréissen.

Här President, mat deem virleidenden Text kritt de Stat eng Rei vun Instrumenter, déi him et sollen erméiglechen, seng Approphe, seng Politik a Saache Stroossennetzung méi kohärent duerchzéien. Op enger Rei vu Punkten ass am Moment am Gesetz awer nach net gekläert, wéi d'Décisione geholl solle ginn am Fall wou zum Beispill téschten Gemeng a Stat énnerschiddelech Point-de-vuë bestinn. Et bleibt ze fäerten, datt de Stat hei an Zukunft einfach d'Dampwalz eraushuelen an d'Gemenge platt maache wäert.

Fir d'DP sollen d'Gemengen awer responsabel si fir d'Organisation, d'Planifikatioun an d'Émsetzung vun engem Verkéierskonzept op hirem Territoire. D'Gemenge müssen dofir als Partner gesi ginn, an net als Géigner, wann et ém eist Stroossennetzung geet. Dësen Esprit fénnt een am momentane Gesetz awer net erém. Et bleibt ze fäerten, datt an der Praxis den Handlungsspielraum vun de Gemenge weider beschnidde wäert ginn.

Här President, ee wichteg Element am Gesetz iwwert d'Permissions de voirie sinn déi Infrastrukturen, déi besonnesch bannent den Uertschaften énnert dem Stroosseraum énnerbruecht ginn. Et handelt sech ém wichteg Infrastrukture fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, well et elementar Déngschtleeschtunge sinn. Ech schwätze vum Réseau vun der Waasserversuergung, der Waasserentsuergung, dem Elektreschen, Téléfon, Antenn, de Wärmenetzer. An et kommen der nach all Dag derbäi.

Et läit an der Saach, datt hei déi verschidde Bedreiber all hir eige Logik hunn. Mir brauchen duerfir och hei prezis a kloer strukturéiert an hierarchiséiert Regelen. Besonnesch am städtesche Raum gëtt duerch eng Panoplie vu multitubulaire Kabelen am Telekommunikatiounsberäich d'Plaz énnert dem Trottoire émmer méi enk bemooss.

Här President, niet all Regelwierk ass hei awer eng gesond, pragmatisch Approche gefrot. Déi verschidde Bedreiber müssen hir Aarbecht an Zukunft nach besser koordinéieren a mateneen ofschwätzen. Dauerchantieren dénge weder dem Verkéiersfloss nach der Liewensqualitéit vun de Leit. Iwwerreglementéierunge bréngen eis awer derzou, datt d'Chantieren iwwerméisseg laang higezu ginn. Dat kréie mer och mat dësem Gesetz leider net an de Gréff. Dat hänkt éischter vun anere Reglementatiounen of.

Esou ass et zum Beispill onbegräflech an net ze verstoen, datt all Kéier, wann ee Waasserservice ee Stéck Rouer mussersetzen oder Verstärkungen um Réseau muss virhuelen, Aarbechten, déi zur Responsabilitéit vun de Gemengen zielen, déi staatlech Waasserverwaltung am Virus pour avis conforme muss gefrot ginn. Hei geet vill Zäit verluer, d'Onversteedsdemech vun de Leit ass ze verstoen, mä virun allem gi mat méifachem Oprappen an Zouappen d'Projeten onnéideg verdeiert. D'Gemeng a Ponts et Chaussées gi verdáiwelt, ouni derfir ze kennen.

Här President, wa fréier d'Gesetz iwwert d'Permissions de voirie ee wichteg Element war, fir d'Bebauung ze organiséieren duerch d'Festsetze vun de sougenannte Points kilométriques laanscht d'Landstroossen, dem Festsetze vum Recul antérieur vun den Haisier, muss een awer haut soen, datt duerch ee bessert Ofstëmme mam Gesetz iwwert d'Lotissementer an d'kommunal Bebauung d'Ziler vun engem

modernen Urbanismus mat dësem Gesetz besser erreecht ginn.

Ech denken hei besonnesch un d'Feeler, déi an der Vergaangenheit gemaach gi sinn, um Beispill vun der N7 am Uelzech dall bis erop op d'Wämperhaart. An de Rapporteur huet dat schonn exzellent skizzéiert.

(Interruption)

Duerfir kënnt och den Dispositiounen iwwert de Réseau vun der Grande voirie eng wichteg Bedeutung zou, datt d'Feeler aus der Vergaangenheit sech net solle widderhuelen.

Här President, am Numm vun der Fraktion vun der Demokratescher Partei wëll ech d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn, well et eng wesentlech Verbesserung ass vun deem, wat mer bis elo haten. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Fernand Etgen Merci. Elo kritt d'Wuert den Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Diederich** (LSAP).- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleginnen a Kollegen, de Gesetzesprojet 5823 bestëmmt d'Regelen an d'Prozeduren, no deenen de Minister vun den Travaux publics d'Permissions de voirie fir d'Gesamtheet vum staatleche Stroossennetzung festleet. Den IVL, deen am Joer 2004 ausgeschafft gouf - de Rapporteur ass zwar schonn drop agaange virdrun -, huet als Zil, d'Objektiver vum Aménagement du Territoire, vum Transport a vun der Émwelt openee ofzestëmmen.

Bis d'Joer 2020 soll en „modal split“ vu 25/75 op Landesniveau erreecht ginn, wat némme méiglech ass duerch e konsequente Ausbau vum öffentlechen Transport, op der Schinn an op der Strooss. Nei Bebauungsformé solle fir eng besser Mixitéit vun de Funktiounen Wunnen, Schaffen, Schoulinfrastrukturen, Handel a Fraizäitméiglechkeete suergen an d'Distanzen dozwésche reduzéieren. Déi bestehend souwéi déi nei Bebauung soll ausserdeem verdicht ginn. D'Gesetzgebung iwwert d'Permissions de voirie gehéiert zu de reglementareschen Instrumenter, déi an dësem Kontext zur Uwendung kommen.

Den Artikel 4 leet fest, datt op Initiativ vum Minister op Stroossenoschnëtter ausserhalb oder innerhalb vun den Uertschafte kann e generellen Alignementsplang opgestallt ginn, nodeem déi concernéiert Gemeng ém hiren Avis gefrot ginn ass. Dëse Plang gëtt vun der Verwaltung vun de Ponts et Chaussées ausgeschafft an an der concernéiter Gemeng déposéiert.

Bannent 15 Deeg muss de Schäfferot d'Bierger duerch Aushang an duerch Publikatioun a véier Dageszeitungen informéieren. Duerno hunn d'Bierger 30 Deeg Zäit, de Projet zur Kenntnis ze huelen an hir Observatiounen schréftlech dem Schäfferot matzedeelen, dee se bannent aacht Deeg der Régierung matdeelt. Den definitive generellen Alignementsplang gëtt a Form vun engem groussherzogleche Reglement festgehalen.

Niewent dëser Prozedur kann een Alignment eng Oftriedung vun engem Deel vum Privategängentum némma folgende Fäll festleeën: wann den öffentleche Stroosseraum verbreedert muss ginn am Hibléck op d'Schafung vu Spure fir den öffentlechen Transport souwéi vum öffentleche Raum fir Cyclisten a Foussgänger; wann an der Traversée vun engen Uertschaft de Stroosseverlauf opgrond vu Contrainté muss redresséiert ginn - dëse Projet muss duerch déi zoustänneg Autoritéit genehmegt sinn; an drëttens, wann eng Verbesserung vun der Visibilitéit am Interess vun der Sécherheet vun de Stroossenoschnëtter an den Ustéisser noutwendeg ass. Déi zwou Forme vun Alignmenten ginn als Utilité publique dekläréiert.

Laut Artikel 5 ass eng Permissioune och erfuerdet, wann déi entspriedend Konstruktiounen oder Plantatiounen realiséiert ginn op engen Distanz vu manner wéi zéng Meter vum Alignment vun der öffentlecher Strooss. Dës Distanz bedréit 25 Meter bei den Nationalstroossen. Fir Émännerungen u bestehende Gebaier, bei deenen d'Emprise um Sol net geannert gëtt an déi bestehend Geometrie vun den

Accès respektéiert gëtt, brauch ee keng nei Permissioune, wann d'Affektatioun vun de Gebaileckeeten net geannert huet.

Den Artikel 6 gesäßt néng verschidde Kategorien vun Accès vir: vum individuellen Accès an ee Feld oder an ee Bësch, zu engem Feldvee oder Syndikatsvee, enger eenzelner oder Zweefamiljewunnung, enger Tankstell. Kollektiv Accès gëtt et zu engem Lotissement oder engem öffentleche Parking, enger Industrie- oder Handelszon an engem Gemengewee.

Eng Permissioune kann némme fir eng Kategorie erdeelt ginn. Si gëtt némme ausgestallt, nodeem kontrolléiert ginn ass, datt d'Destinatioun konform ass zu de Bestëmmunge vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain. Fir all d'PAPe muss eng Permissioune ausgestallt ginn, fir déi gemeinsam Aménagementer ze definéieren, zum Beispill den Emplacement vun de kollektiven an individuellen Accèsen, Parkplazien iwwer an énnert dem Buedem respéktiv d'Uschlëss un déi bestehend Leitungen.

Am Artikel 7 gëtt festgehalen, datt d'Austelle vun engem Permission de voirie gratis ass. Den Här Rapporteur ass zwar schonn drop agaangen: Wann awer d'Qualitéit vun der definitiver Reparatur vun de Bechiedegungen et noutwendeg mécht, décidéiert de Minister d'Erémhierstellung vum öffentlechen Eegentum duerch d'Administration des Ponts et Chaussées zu Laaschte vun deem, deen d'Permissioune ugefrot huet.

Niewent dem gratis Passage op öffentlechen Terrain vun den Infrastrukturen vun den Telekommunikatiounen, dem Elektreschen an dem Naturgas muss de Permissionnaire een Deel vun de Fraisen iwwerhuelen, déi duerch Dossierskäschen oder d'zäitweileg Benutzung vum öffentlechen Raum während den Aarbechten entstane sinn.

Den Artikel 8 vum Kapitel 3 enthält Bestëmmunge fir déi öffentlech Stroossen, déi zur Grande voirie gehéieren, fir d'Contournementer vun Uertschafte respéktiv déi Stroossenoschnëtter, déi en Échangeur un dat normaalt Stroossennetzungsléisséen.

Eng Permission de voirie ass och noutwendeg fir d'Interventiounen an de Zones non aedificandi, déi duerch d'Gesetz vum 16. August 1967 festgeluecht sinn, souwéi fir folgend Aménagementer, déi an dësem Zone virgeholl ginn: d'Baue vun engem Schacht, zum Beispill am Zesummenhang mat énniererdeschen Aarbechten, d'Opriichte vu Poteauen oder och Baussen-aménagementer op de Privatpropriétéiten.

Laut Artikel 9 kann de Minister de Gestionnaire vu Rééseauen e prezise Couloir zouweisen, an deem se hir Équipementer müssen installéieren, fir esou de Patrimoine vun der Strooss ze schützen. D'Permissioune kënne permanent sinn oder zäitweilegen Effet hinn. D'Fraisë fir Adaptatiounen, déi noutwendeg sinn, wa Stroossen duerch den Tracé vun engem Autobunn geschnidde ginn, gi vum Stat iwwerholl op engem maximaler Längt vun 250 Meter, wann de Gabarit vun der neier Strooss vun der bestehender Situations ofwächten.

Bon, den Här Rapporteur huet vill Saache gesot, déi ech elo kann ewechloossen.

Géint de Refus vun engem Genehmegung kann e Recours virum Verwaltungsgericht ageluecht ginn. De Minister kann awer och dréngend Moossnamen ergräfen, fir ze évitéieren, datt d'Sécherheet vun de Stroossenoschnëtter a Gefor geréit duerch Aarbechten, déi ouni Permissioune aufgefouert ginn oder ouni déi entspriedend Konditiounen ze beuechten. Hie ka Publicitéitsschëlder oder Panneauen ewechhuele loassen, déi opgestallt goufen, ouni d'Bestëmmunge vum Gesetz ze respektéieren. D'Fraisë sinn an dësem Fall fir déi responsabel Persounen.

Den Här Kaes ass och schonn op d'Strooss agaangen, ech kann dat dann och, wéi gesot, ewechloossen.



De Riichter kann awer och décidéieren, datt den Terrain muss an den ursprénglechen Zoustand zréckversat ginn, dëst zu Laaschte vun där Persoun, déi d'Gesetz mëssuecht huet. D'Uerteel leet den Délai fest, dee maximal ee Joer ka sinn, bannent deem d'Aarbechte müssen ausgefierert ginn.

D'Fonctionnaire aus der Carrière vum Cantonner vun de Ponts et Chaussées kenne vun hirem Direkter domat beoptraagt ginn, Infractiouen zu désem Gesetz a senge Reglementer festzestellen.

Ech wollt do nach just soen, datt déi Leit och müssen eng spezial Formatioun matmaachen, ier se kënnen natierlich déi Funktiounen als Officier de police judiciaire exerzéieren.

D'Permissiouen, déi ausgestallt goufen no de fréiere Bestëmmungen, bleiwen a Krafft während der Dauer vu maximal fénnef Joer vun deem Datum un, wou dat neit Gesetz a Krafft trëtt. Déi Demanden, déi énnerwee sinn, müssen dann a Konformitéit gesat gi beim Akraaftrieden och vun den neie Bestëmmungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer wëssen, datt et émmer méi schwierig gëtt, op eise Stroossen ze zirkéléieren, besonesch zu de Spëtzestonnen, bedéngt duerch d'Verdichtung vun der Bebauung, esou hoffen ech, datt d'Bestëmmunge vun désem Gesetz wäerten dozou bïädroen, d'Zesummeliewe vun alle Stroossebenotzer ze verbesseren, dëst besonesch am Hibléck op d'Sécherheet an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi op der Strooss fueren, déi op d'Strooss wëllen erausfueren an déi laanscht Strooss oder am direkten Ëmfeld dovu wunnen.

An deem Senn wëll ech lech den Accord vu menger Fraktioun heimat bréngen, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Fernand Diederich Merci. Et ass kee Riedner elo méi agedroen, sou datt elo d'Regierung d'Wuert kritt. Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Och do nach eng Kéier dem Rapporteur villmoos Merci, deen de Projet wierklech an all sengen Detailer souwuel schrëftlech wéi mëndlech duergeluecht huet, an och der ganzer Kommissioune fir déi vill Aarbecht, déi gelescht ginn ass.

Ech mengen, dat hei ass e Projet, deen extrem technesch ass, deen och mat dem Conseil d'État zesummen eng ganz Rei Hin-an-Hieren hat, wou mer hu misse wierklech oppassen, datt och all Detail géif klappen. Dat war eng wierklech minutiéis Aarbecht, déi hei an der Kommissioune gelescht ginn ass, an dofir villmoos Merci.

E puer Wieder wëll ech soen iwwert déi Remarquen, déi hei gefall sinn. Dat Éischt ass, datt et fir mech wichtig ass, datt - et war awer en Text vun 1943, deen effektiv net méi un d'Situatioun vun haut ugepasst war - mer elo en Text hunn, deen eis erlaabt, un déi Froen do erunzegeen, andeem mer déi noutwendeg Instrumenter hunn, fir eng Politik och kënnen op deem do Niveau émzeseten.

Et si vun deene Leit, déi virdru geschwat henn, vum Här Etgen, eng Rei positiv an negativ Säite genannt ginn. Ech wëll soen, datt mer an deem Text hei eng ganz Rei kloer Objektiver dran hunn, Objektiver, déi eis erméglechen, fir eng kloer Hierarchisatioun vun dem Stroossennetze zu hunn, déi eis erméglechen, fir och op deem Stroossennetze esou kënnen ze agéieren, datt mer den Objektiver, déi mer deenen eenzelne Stroosse ginn, och gerecht ginn, an datt mer deem Charakter, dee mer de Stroosse wëlle ginn, och këinne gerecht bleiwen. An dat ass fir mech e wesentlechen Aspekt.

Eng Permission de voirie an e Permission-de-voiries-Text, Här Etgen, dat wollt ech soen, ass net en Text, mat deem een Traficproblemer kann definitiv léisen. Dofir gëtt

et aner Regelen, dofir gëtt et aner Texter. Dat hei ass en Text, deen eis erlaabt, deen Deel vun dem Émsetze vum IVL, wat d'Hierarchisatioun vun de Stroossen ass, an dee Moment kloer Festsetzungen, wou een Typ a wou en aneren Typ vu Verkéier soll fléissen; deen eis erlaabt, déi Zilsetzung besser ze errechen; deen eis och erlaabt, Couloiren ze fixéieren; an deen eis och erlaabt, preventiv ze schaffen, fir eis déi noutwendeg Fonctionnalitéiten zukunftsgerecht opecht ze halen.

Op där anerer Säit ass et och esou, datt mer - an déi Fro ass och ukomm - op Basis vun der Organisatioun vun de Stroossen a vun de Chantieren, déi gemaach ginn, eis awer duerch den Text emol eng Kéier eng richtege Méiglechkeet ginn, fir d'Gestioun dovunner besser ze maachen. Et ass evident, datt eng Rei Opératoren, déi hir Netzer müssen énnert d'Strooss leeën, och dat musse kënnen, well einfach e Besoin ass, datt déi Netzer doleien, datt déi Netzer och musse reparéiert ginn. Mä duerch désen Text gi mer eis awer d'Méiglechkeet notamt, fir Coulouire relativ kloer op deem wichtige Stroossentissu ze definéieren, datt mer genau wëssen, wou se sollen hikommen, datt mer och kënnen d'Organisatioun vun der Strooss korrekt bâibehalen.

En plus ass et esou, datt an der Praxis, och wa Chantiere gemaach ginn, och probéiert gëtt, déi sämtlech Opératoren unzeschreiwen, datt, wann an engem Chantier, dee gemaach gëtt, nach aner Opératoren zousätzlech wëllen op deem Chantier dat maachen, wat si énnert der Äerd wëlle maachen, si dat och an enger Operatioun këinne maachen, datt mer esou mann wéi méiglech Chantieren op de Stroossen hunn, well mer hunn der scho genuch. Mä désen Text erlaabt eis, dat vläicht e wéineg anescht an de Gréff ze kréien.

Dat waren déi puer Remarquen, déi ech wollt zu deem Gesetz maachen. Nach eng Kéier all de Fraktiounen Merci fir d'Énnerstëtzung.

► **M. le Président.** - Ech soen dem Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci. Domadder si mer um Enn vun eiser Diskussioun, a mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5823 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont vot oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kae, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser. Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, an zwar zu

enger Question avec débat vum Här Huss iwwert d'Antitubaksgesetz. Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minuten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Antwort vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minuten zou. Elo huet den Här Huss d'Wuert.

5. Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Merci, Här President. Meng Question avec débat, déi ech den 19. November dëst Joer agereecht hunn, bezitt sech op d'Tubaksgesetz, wat 2006 gestëmmt ginn ass, wat also elo dräi Joer a Kraaft ass. Dat Tubaksgesetz hat eng Rei vu Fortschrëtter hei a Lëtzebuerg ouni Zweifel bruecht. Mir waren als Gréng trotzdem onzefridde iwwert dat Tubaksgesetz, well et eis net wäit genuch gaangen ass, virun allem wat d'Situatioun ubelaangt vun de Caféen, vun de Bistroen, vun den Diskothéiken an esou virun, wou nach kee Fëmmverbuet deemools festgehale ginn ass, am Énnerscheed zu anere Länner aus dem Ausland, aus dem europäisches Ausland, wou dat och schonn deemools geschitt ass.

Meng Froen: Ech hu véier Froen hei, déi ech un de Gesondheetsminister an un d'Regierung hei ze riichten hunn. Déi éischt bezitt sech elo op eng Evaluatioun vun désem Gesetz, op e Bilan also no dräi Joer. No dräi Joer muss ee kënnen en Zwëschebilan vun esou engem Gesetz zéien. Et ass also d'Fro: Wéini kréie mer déi Evaluatioun do ze gesinn? Dat ass eng éischt Fro.

Eng zweet Fro, déi ech gestallt hat, huet sech dorobber bezunn, eben op déi Saachen, wou mir onzefridde waren 2006, nämlech, ob net doru géif geduecht ginn, fir dat Tubaksgesetz, dat Fëmmverbuet auszedehnen och op Caféen, op Bistroen, op Diskothéiken. Engersäits wéinst dem Passivfëmmen, deem do d'Personal ausgesat ass, an anersäits natierlich och d'Passivfëmmen, deem d'Clienten ausgesat sinn. Et ass also an d'r duebeler Situatioun do, wou da Passivfëmme ka geféierlech sinn.

Ech si frou, datt de Gesondheetsminister vun déser Regierung am Fong schonn, ier ech hei elo d'Fro gestallt hunn, um Rand vun enger Pressekonferenz dorobber geändert huet an deem Senn, datt e wëll dat Verbuet ausweiden op d'Bistroen an op d'Diskothéiken, wou riwwer mir als Gréng absolut frou sinn, wann dat sollt geschéien.

Mir mengen nämlech, datt et déck Zäit gëtt, datt hei zu Lëtzebuerg och an de Caféen, Bistroen an Diskothéiken et zu engem Fëmmverbuet kënnt, esou wéi dat beispillsweis an eisem Nopeschland Frankräich de Fall ass, esou wéi dat an engem Land wéi Irland de Fall ass, wat émmer bekant ass fir seng Puben, fir seng Kultur vun de Puben, esou wéi et och scho virun 2005 war an Italien, wou also schonn an Italien, vum Süde bis an den Norde vun Italien, e Fëmmverbuet och an de Bistroen, an de Caféen an Diskothéike virgeherrscht huet. Mir mengen, datt dat aus Grénn vum Schutz virum Passivfëmmen absolut noutwendeg ass.

Ech wëll och drun erënneren, datt an désem Kontext, net méi spéit wéi géschter oder haut, vun der Ligue luxembourgeoise contre le cancer - déi e remarquable Match mécht op deem dote Gebitt, fir d'Gesondheet ze schützen - e Communiqué publizéiert ginn ass, wou laut enger europäischer Etüd hei zu Lëtzebuerg eleng duerch d'Passivfëmme pro Joer géife 86 Leit stierwen, dorënner iwwer 20 Leit, déi selwer Netfëmmerte wieren.

Wat jo awer Zuele sinn, déi eis missten ze denke ginn, wa mer eis, op d'r enger Säit, émmer berechtegterweis opreegen iwwert déi Verkéiersdoudeg, déi mer hei am Land hunn, wa mer eis och ufänke Gedanken ze maachen iwwert déi Leit, déi selwer hirem Liewen en Enn setzen iwwert d'Suiciden, déi jo och zahlreich sinn, da missten eis och 86 Doudeger duerch d'Passivfëmmen interpelléieren. A mir mengen, datt also déi Fëmmverbueten missten och op Diskothéiken, op Bistroen, Caféen, Brasserieen an esou virun ausgedehnt ginn.

Déi Leit, déi do dergéint plädéieren, soen - d'Clienté beispillsweis, mä och Politiker -, dat wier eng Aschränkung vun der Fräiheit. Am Fall vu Clienten, déi mengen, si missten am Bistro kënnne weider fëmmen, stellen ech mer awer do Froen. Leit, déi gezwonge sinn, während enger Stonn, wou se dosézzen, awer da müssen ze fëmmen, sinn déi Leit da wierklech fräi? Sinn déi fräi, oder si se ofhängeg? Den Nikotin ass jo bekanntlech eng Sucht. Wou kann een do iwwerhaapt vu Fräiheit schwätzen?

Eng zweet Saach ass déi: Wéi steet et da mat der Fräiheit vun all deene Leit, an dat ass déi large Majoritéit hei am Land, déi net fëmmen an déi och gären an e Bistro géife goen oder a Café géife goen oder a Brasserie géife goen, an, wann et Jonker sinn, an d'Diskotheiké gäre géife goen, an déi do eben net fräi sinn eranzegoen, wa se sech wëlle schütze virun deem Passivfëmmen, virun de Gesondheetsschied, den nogewisene Gesondheetsschied vun deem Passivfëmmen? Wéi ass dat mat der Fräiheit vun deenen?

Ech mengen, wann ee kuckt, wat am Ausland lass ass, wann een iwwer eis Grenz geet, ob een elo a Frankräich, a Lothringen geet, oder - et brauch een net an Italien oder an Irland ze goen - elo gläich am Saarland, wou dat selwecht wäert kommen. Wann een dat mécht - et kënnt een aner Länner hei nach zitéieren -, da misst et dach awer och esou sinn, datt dat hei zu Lëtzebuerg méiglech wier, dee Schrott no vir ze maachen, fir och a Caféen, a Bistroen e Fëmmverbuet, en allgemeen Fëmmverbuet ze maachen, fir engersäits d'Personal ze schützen an anersäits d'Clienten ze schützen, déi net de Gesondheetsschied vum Passivfëmmen ausgesat wëlle ginn.

Et wier dach einfach, mengen ech, fir déi Leit e wéineg Respekt ze weisen. An all deene Länner, wou dat Fëmmverbuet gëllt, ass et esou, datt déi Leit nach émmer gradesou vill Clienten an hire Caféen an och an den Diskothéiken hinn. Dat hinn ech jo nach d'Iescht Woch a Frankräich, zu Paräis, gesinn. Da si Jonker do, déi ginn da virun d'Dier, da gesäßt ee fénnef, zéng Stéck virun der Dier do fëmmen, an da gi se erém eran. Herno kommen e puer aner Jonker eraus, fir ze fëmmen, an da gi se erém eran. Dat misst dach awer méiglech sinn, zwou, dräi Minutte sech ze déplacéieren eraus, fir datt de Raum, de geschlossene Raum propper bleift. Da kënnen nämlech och aner Leit... An et gi vill Leit, déi net méi a Bistroe ginn, well gefémmt gëtt, well se deen Zigaretten-damp net méi kënnen verdroen, well se mat Kappwéi reagéieren an esou virun. Déi Leit müssen och d'Recht hu kënnen an d'Bistroen ze goen.

► **M. le Président.** - Här Huss, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Ech kommen och gläich zum Schluss. Ech kommen dann zu der drëtter Fro, déi ass ganz kuerz. Et ass och suggéreriert ginn, scho virun e puer Joer, vun der Ligue luxembourgeoise contre le cancer, fir besonnesch Jonker dovunner ofzehale fir ze fëmmen. Ob do d'Regierung géif drun denken, d'Accisen um Tubak progressiv an d'Luucht ze hiewen?

An déi véiert Fro ass eng Fro, déi reng mat Opklärung, mat Informatioun ze dinn huet. Dat ass de Schutz vun de Kanner a vun de Jugendlechen, deen an eisen Aen nach net genügend ass, a wou mer mengen, datt een nach méi cibléiert, spezifesch Campagné misst maachen, bei Kanner beispillsweis: Opklärung. Wat ass dat fir e Bild? Mech erschreckt dat émmer, wann ech mam Auto fueren an ech gesinn, dat Autoe laanscht fueren oder niewent mer fueren, wou dann eng jonk Fra sëtz, an de Poppelche sëtz hannendran, an da fémmt déi an hirem Auto. Ech mengen, iwwer esou Situatiounen misst ee kënnen Opklärung maachen, well d'Leit et nach émmer énnerschätzen, déi Geforen, besonnesch fir d'Bébeeën.

An dann, wat Jugendlecher ubelaangt, menge mer och, datt do nach méi cibléiert Aktiounen misste gemaach ginn, well et jo esou ass, datt Jugendlecher awer nach émmer vill fëmmen. Ob dat elo Jongen oder Meedercher sinn, mä bei Meedercher mécht et mer nach zousätzlech Suergen,



SÉANCE 10

MERCREDI, 2 DÉCEMBRE 2009

well déi jo herno eng Kéier Kanner welle kréien, eventuell. A wa se Kanner welle kréien, da muss ee wéssen, wann ee fémmt, da geet et net duer, datt een, wann ee schwanger gëtt, just virdrun ophält.

► **M. le Président.**- Här Huss, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Dir hutt schonn iwwer zwou Minuten iwwerzunn.

► **M. Jean Huss (déri gréng).**- Ech si beim leschte Saz. Jonk Fraen, déi schwanger welle ginn, musse wéssen, datt et net duergeet, deen Dag, wann ee schwanger ginn ass, opzehale mat fémmen. Beim Fémme kënnt et zu enger Akkumulatioun vun deene Géfter am Kierper, an d'Fra entgéft sech herno an der Schwangerschaft op hire Bébee. Dat heescht, wann ee wierklech kannnerléif ass, da mengen ech, datt een nach méi misst maache fir de Schutz besonnesch vun de Bébeeën, vun de Kanner a vun de Jugendlechen, an zwar awer am Senn vun Opklärung.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Huss Merci, an elo huet de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e gedde Rot un den Här Huss: Passt op de Bluttdrock op!

(*Hilarité*)

► **M. Jean Huss (déri gréng).**- Deen ass bei mir normalerweis gutt.

► **Une voix.**- Soss gëtt och nach dat haart Schwätzte verbueden.

(*Interruptions*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ech muss nach e Joer maachen, da kréien ech meng Autorisation d'exercer.

(*Hilarité*)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass en eeschte Sujet, iwwert dee mer haut schwätzten, an duerfir erlaabt mer vläicht just ganz kuerz déi Diskussioun, déi mer elo hunn, déi mer och virun e puer Joer haten, an dee richtige Kontext erëm eranzestellen. Hei geet et net drëm, fir Juegd op déi Leit ze maachen, déi fémmen, mä et geet drëm, an dat fannt Dir och am Regierungsprogramm erëm, fir de Schutz vun deenen, déi net fémmen an déi net matfémme wëllen, esou gutt an esou effikass wéi méiglech ze maachen.

Et geet net drëm, fir hei eesäiteg Fräiheeten anzeschränken, mä et geet drëm, fir en elementare Prinzip ze respektéieren, dass jiddwerengem seng Fräiheit do ophält, wou deem anere seng ufänkt. Dat heescht, et gëtt eng Rei vu Schnëttstellen, wann ee vu Fräiheit schwätzzt, wou net némme engem seng eegen an d'Spill kënn, mä wou och déi vun aneren an d'Spill kënnnt. Duerfir hu mer sengerzäit, mengen ech, mat Unanimitéit hei an der Chamber d'OMS-Konventioun fir d'Lutte anti-tabac - net anti-fumeur, d'Lutte anti-tabac - énnerschriwwen an och gestëmmt. Duerfir hu mer 2006 eis e Gesetz ginn, fir

de Schutz vun deenen, déi net fémmen, ze verbesseren.

No deenen dräi Joer ass et effektiv un der Zäit, fir e Bilan ze zéien. Dir fannt iwwregens och zum gudden Deel eng Antwort op dem Här Huss seng Fro am Regierungsprogramm, well mer am Regierungsprogramm gesot hunn: „Mat der Finalitéit, fir de Schutz vun deenen, déi net fémmen, ze verbesseren, maache mer d'Evaluatioun vum Gesetz vun 2006.“ Domat si mer amgaang. A mer wäerten den „Plan tabac“ a Kraakt setzen, en „Plan tabac“, mat deem eng éischté Kéier d'Regierung befaasst war a wou d'Regierung nach wäert hir Bemierungen derzou maachen.

Den „Plan tabac“ ass mat de Leit vum Terrain ausgeschafft ginn, well mer eis vun Ufank un net wollten drop beschränken, fir Verbüeter ze dekretéieren. Mir hu fir eng positiv a konstruktiv Approche optéiert, fir déi, déi net ugefaangen hu mat fémmen, ze encouragéieren, dat net ze maachen, fir deenen, déi fémmen, zur Säit ze stoen, wa se wëllen ophalen, a fir déi, déi net welle matfémmen, ze schützen. Mir hunn dat gemaach iwwert d'Ariichtung bei deene Jonken am Schoulmilieu duerch e Réseau „Écoles sans tabac“. Mir hunn dat gemaach iwwert den „Programme de sevrage tabagique“, wou déi, déi wollten ophalen, wëllen ophale mat fémmen, vun der Gesondheetskeess dobäi gehollef kréien.

Dir kënnt lech erënneren, dass déi Diskussioun, déi mer virun e puer Joer ugefaangen hunn, ganz emotional gefouert ginn ass, an dass och den Däiwl un d'Mauer gemoolt ginn ass, wat dann d'Konsequenze vun deem Gesetz vun 2005 wäerte si fir dee Secteur, dee beträff ass. Bon, wann een haut mat e bësse méi Distanz kuckt, wat geschitt ass - dat kann een haut scho soen, esou wäit ass dee Bilan intermédiaire gemaach -, dann huet dat Gesetz eng ganz Rei vun Hoffnungen, déi an et gesat gi sinn, erfëllt, well mer duerch déi Diskussioun an duerch den Effekt vum Gesetz, zénter 2003, vun engem Prozentsaz vun deemoos 33% vun de Leit, déi gefémmt hunn, haut op e Prozentsaz vu 24% konnten erofoen.

Do ass en Deel d'Diskussioun schold, et ass en Deel d'Gesetz schold, et sinn en Deel déi Moossnamen, déi mer zesumme geholl hunn, schold. Spektakulär gëtt déi doten Evolutioun bei deene Leit, déi deklaréieren, all Dag ze fémmen: Do ass d'Prévalence eroftaange vun 28% op haut 19%. Dat ass europawäit kee schlecht Resultat.

Dat Gesetz huet also sécher eppes um Terrain bruecht fir d'Gesondheet, well, an dat war déi zweit Ursach, firwat mer op dee Wee gaang sinn, den Tubak déi Haaptursach ass vu Krankheeten, déi kënne verhénnett ginn. Den Tubak ass e Krankmécher, an dat ass am beschten un engem Beispill illustréiert: Wa mer keen Tubak hätten, dann hätte mer néng vun zéng Longekriibsen net. Néng vun zéng Longekriibsen!

Ech huelsen dee Kriibs eraus, vun deem jiddweree weess, dass e kee ganz schéine Verlaf huet. Ech huelsen deen eraus, fir ze

illustréieren, dass den Tubak net méi deen Image verdéngt, deen en iwwer Jorzéngten hat, mä den Image verdéngt als Krankmécher, an deen den Image verdéngt vun engem, deen ee vun zwee vu senge Frénn net némme schwéier krank mécht, mä fréizäit gëtt embréngt. Ech mengen, dat ass den Image, deen e verdéngt, deen och souguer vun de Leit um Terrain net méi bestridde gëtt.

Ech wëll drun erënneren, dass mer jo eng Polevik haten iwwert déi Ausnahmestëmmungen, déi sollte gemaach ginn an de Restauranten, déi Salons à part, wou dann iwwer komplex Entlüftungsanlage sollt erméiglecht ginn, dass een awer nach a Restaurante kënnt fémmen. Do si gutt 50 Demanden erakomm. Ech wëll lech awer soen, dass net een eenzegen esou e Salon à part mat schwéieren Anlage realiséiert ginn ass. Do, wou Restauranten waren, wou e Client sech onbedéngt wollt an engem Niewesall zréckzéien, fir seng Zigar ze fémmen, do si pragmäesch Solutiounen fonnt ginn, mä dat, wat Inhalt war vun der Problematik,...

Ech si vun engem Kolleg gefrot ginn: „Jo, wat wier dann elo, wa mer méi e strikt Fémmverbuet géife maachen, mat all deenen deieren Investitiounen, déi gemaach gi sinn opgrond vun deem Gesetz vun 2006? Déi wiere jo da fir näisch gemaach ginn.“ Jo, wa se gemaach gi wieren, da wiere se fir näisch gewiescht. Mä déi sinn net gemaach ginn, well een um Terrain och gesinn huet, dass déi Evolution vill besser war, wéi een dat geomengt huet.

Zénter dem Akraffttriade vum Gesetz sinn ongefíer 3.000 Kontrolle gemaach gi vun der Inspection sanitaire, vun der Douane, an och vereenzelt vun der Polizei, an d'Zuel vun de Procès-verbalen, déi gemaach hu misse ginn, ass denkbar niddreg. Dat sinn e puer Handvoll. Et huet also net misse repressiv geschafft ginn. Iwwerall do, wou dat Gesetz kloer war, ass dat Gesetz och gutt agehale ginn, an dat kritt een iwwerall bestätegt.

Bon, zu deene konkrete Froe vum Här Huss. D'Evaluatioun kënnt uganks des Joers. De „Plan tabac“ wäert ech deem-nächst nach eng Kéier an d'Regierung bréngen, fir dass d'Regierung, esou wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass, de Plang kann a Kraakt setzen. Gefeelt huet nach eng Fiche financière, well an deem „Plan tabac“ nämlech net némme virgesinn ass, fir den Nichtraucherschutz a Richtung vun deenen Etablissementer, déi vun lech ugeschwat gi sinn, auszedehnen, mä och d'Präispolitik beträff ass, fir à terme, wou mer jo och ouni Eegenzougréff, iwwer Bréisseler Diskussiounen, ech wollt elo soen: „gehollef kréien“, fir an déi dote Richtung ze goen, oder guidéiert ginn an déi dote Richtung ze goen.

Dat heescht, opgrond vun der Evaluatioun a vun der Akrafftsetzung vum „Plan tabac“ wäerte mer dat maachen, wat mer eis op de Fändel geschriwwen hunn. Mir wäerten de Schutz vun deenen, déi net fémmen an net welle matfémmen, verstärken, a mir ginn och dora bestärkt duerch déi Statisiken, déi elo rezent op den Dësch komm

sinn, wou iwwer Schätzunge vun euro-päeschen Instituter net némme e puer honnert Leit hei zu Létzburg direkt um Tubak stierwen, mä och nach iwwer 60 duerch déi indirekt Konsequenze vum Tubak stierwen.

Ech hunn, an dat sief mer erlaabt als Konklusioun, duerch meng Ausso, déi ech ulässlech vun enger Pressekonferenz gemaach hunn, wat mäi Gefill ass a wou ech meng Meenung als Gesondheetsminister ausgedréckt hunn, much Reaktionen ausgelést. Ech wëll präziséieren, dass et bis op Weideres net e Gesondheetsminister ass, dee sech wéi en Diktator hei am Land ka verhalen, mä dass et selbstverständlech esou ass, dass opgrond vun enger anstännger Evaluatioun, opgrond vun deene gudde Viraarbechten, déi gemaach gi sinn an deene leschte Joren, Propositiounen op den Dësch vun der Regierung a vun désem Haus kommen, an dass een dann, wann ech gelift, sech soll vu Fakten iwwerzeuge loessen, d'Emotionen ee Moment an den Eck stellen, a mir och d'Recht ginn als Gesondheetsminister, als Haaptzil ze hunn, méi Gesondheet fir d'Leit kennen ze garantéieren.

Ech soen lech villmools Merci och, dass mer d'Geleéenheet haten, fir hei an enger sereiner Atmosphär dorlwär ze diskutéieren.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci. Här Huss, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

► **M. Jean Huss (déri gréng).**- Här President, ech wollt de Gesondheetsminister froen, wéi wäit dann elo dat gediehen ass, déi Ausdehnung vum Fémmverbuet. Ass dat just seng perséinlech Meenung? Ech gi jo net dovun aus. Dir hutt jo no baussen als Gesondheetsminister geschwatt, net als Individuum einfach esou, mä als Gesondheetsminister vun der Regierung. Ass dat dann esou, datt et an déi Richtung an Ärem „Plan d'action tabac“ geet?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Merci fir d'Nofro. Wann ech net prezis genuch gewiescht wier, wat ech awer net mengen, wëll ech just hei de Regierungsprogramm zitéieren, dee jiddwerengem zougänglech ass a wou et ganz kloer heescht: „En vue de renforcer la protection des non-fumeurs, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte anti-tabac sera évaluée. Le projet plan tabac sera mis en vigueur.“ An an deem „Plan tabac“ ass als eng vun den Haaptmesuré proposiéert, fir kënnen den Nichtraucherschutz op déi Etablissementer, déi vun lech ugeschwat ginn, auszedehnen.

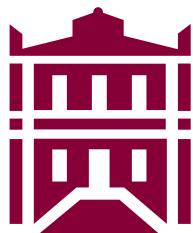
Merci.

► **M. le Président.**- An ech soen nach eng Kéier dem Gesondheetsminister Merci. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(*Fin de la séance publique à 16.40 heures*)





SÉANCE 11

JEUDI,
3 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir héieren dann elo den Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Jör 2010. Den Här Finanzminister Luc Frieden huet d'Wuert.

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, de Budget 2010 gëtt hei am Parlament diskutéiert an enger Zäit, déi wirtschaftlech, sozial a finanziell keng einfach ass. Keng einfach heiheem a keng einfach am Ausland. Eisem Land geet et wirtschaftlech net gutt, mä et geet em besser wei villen anere Länner an Europa an an der Welt. Nach ni hate mer an der Europäischer Unioun an och an der Eurozon, déi Länner also, déi den Euro als gemeinsam Währung hunn, e wirtschaftleche Réckgang vu 4% vum Bruttoinlandsprodukt a bal gradesou en héijen och hei zu Létzebuerg.

Et ass evident, datt Konsequenzen op d'Statsfinanzen an op den Aarbechtsmaart an esou enger Situationsin inévitabel sinn an och staark ze spiere sinn. D'Fro, déi sech der Regierung beim Budget gestallt huet, ass: Wéi reagéiert een op déi dote Kris, a wat ass dat Bescht fir eist Land no der Kris? Wéssend, datt dës Kris eng global Kris ass, also eng, déi d'ganz Welt émfasst, all Wirtschaftssektor och betréfft. An dat ass och e groussen Énnerscheid mat de Krisen, déi mer an der Vergangenheit kannt hunn, déi meeschteens ee geographeschen Deel vun der Welt oder ee Wirtschaftszweig beträff hunn.

Duerfir huet natierlech an deem dote Kontext d'Budgets- a Finanzpolitik eng besonnesch Bedeutung, well et ass d'Schlësselinstrument vum politischen Handele ganz sécher während an no der Kris.

Ech soen och an deem Kontext gären hei zum Ufank vu menger Intervention am Numm vun der Regierung der Finanzkommissioun vum Parlament an hirem President Michel Wolter, all de Membere vun der Finanzkommissioun a besonnesch natierlech dem Budgetrapporteur, dem honorabelen Här Lucien Thiel, villmools Merci fir déi vill Aarbecht, déi se am Bezug op de Budget gemaach hunn, mä och déi Analys, déi se gemaach hunn an déi sécherlech wält iwwert dat erauseget, wat de Budget 2010 u sech eleng gefuerert hätt. Dat ass hellefräich. Sécherlech kann deen een oder deen anere mat deem engen oder anere Saz eng énner-schiddelech Meenung hunn, mä et reegeut un zur Diskussioun. An ech mengen, och dat ass wichteg, wa mer wëllen d'Finanz- a Budgetspolitik als Grondlag vun den anere

Politiken hei am Land ugesinn, déi se ganz sécherlech an dësen Zäiten och ass.

D'Fro, déi mer eis haut hei wëlle stellen, ass déi: Wou sti mer? A wou gi mer hin? A wat fir engem Kontext steet dëse Budget fir d'Jör 2010 fir d'Regierung? An ech géif och duerfir versichen, vläicht fir d'éischt e Bléck ze werfen op d'wirtschaftlech an d'finanziell Lag, an där mer fir de Moment sinn, kucken op de Budget 2010, dee fir d'Regierung d'Antwort op dës Kris ass, mä och versichen, e bëssen op d'Period vun dëser ganzer Legislaturperiod ze kucken.

Dést ass deen éischt Budget, wéi Der wësst, vun där neier Regierung, déi aus de Wahle vum Summer ervirgaang ass. Wa mer d'Situatioun kucken, déi wirtschaftlech Situationsan Europa, da stelle mer en fait fest, datt mer an deene leschte Joren, an all deene leschte Joren an der Moyenne an der Eurozon iwwer null waren. Mir haten also eng positiv Wirtschaftscroissance. An 2009 ass déi erstmaleg zénter laange Joren op e staarke Minus zréckgaangen, an d'Europäesch Kommissioun an hiren Hierschtprevisioune schwätz vu minus 4%. D'Europäesch Kommissioun mengt och, datt 2010 an 2011 mer erém liicht iwwer 0% wären, nämlech 0,7% fir d'nächst Jör an 1,5% fir d'Jör 2011.

Wat Létzebuerg ubelaangt - an do gesäßt een och, datt sech déi nämlecht Tendenz erémpigelt -: Mir haten émmer e positive wirtschaftleche Wuesstum, mä mir haten net némme e positive wirtschaftleche Wuesstum, mir haten en extrem héije wirtschaftleche Wuesstum, an esou hate mer an der Period 2002 bis 2006 eng Croissance annuelle vu 4,2% vum Bruttoinlandsprodukt. Et goufe Joren, wou dat souguer nach dríwwer war. Ech huelen némmeen d'Joren 2006, 2007.

An dunn, wat ass geschitt? Vun 2007, wou mer nach eng Croissance hate vu 6,5%, si mer 2008 op null Prozent erof gefall. An dëst Jör gëtt dervun ausgaangen, datt mer e wirtschaftleche Réckgang vu minus 3,5% henn. Fir d'nächst Jör mengt d'Europäesch Kommissioun, datt mer 1,1% Wuesstum hätten, an 2011 1,8%.

Elo ass a wirtschaftlech schwieregen Zäiten émmer d'Aschätzung vun der wirtschaftlecher Croissance schwiereg. Ech mengen awer, datt déi Chifferen, déi d'Europäesch Kommissioun virgeluecht huet, opgrond vun all deenen Informatiounen, déi eis zougänglech sinn, relativ realistesch sinn. An et sinn och déi nämlecht Chifferen, déi d'Létzebuerger Regierung geholl huet, wéi se de Budget fir 2010 opgestallt huet.

Mir hu gesot, datt eise Budget op enger Wirtschaftsprogressioun basiert vun téschent engem an annerhallwem Prozent; datt ass also en ligne mat de Previsiounen vun der Europäischer Kommissioun. Déi si manner héich wéi déi, déi de Statec viru kuerzem virgestallt huet, déi eis net disponibel waren, wéi mer de Budget gemaach henn. Ech mengen och, datt dee Modell, dee vum Statec gebraucht ginn ass, vläicht ze vill e mathemateschen, op d'Vergangenheit opgebautene Modell ass an net alle Contrainten, déi och d'Létzebuerger Ekonomie betreffen, Rechnung dréit.

Fakt ass a Fakt bleibt, datt mer konfrontéiert si mat engem enorm staarke Réckgang, egal, ob et 1, 1,5 oder 2% ass, well

mer koumen, wéi ech et virdrun erénnert henn, vu 6,5% op null an elo dann 2009 op ongeférer minus 3,5%.

2010 an 2011, soen all déi statistesche Ämter, geet et e bësse besser. Mä et muss ee gesinn, datt dee Wuesstum an enger historescher Perspektiv extrem schwaach ass, an och wann ee kuckt, op wat fir enger Wuesstumshypothesen eis Budgetspolitik, mä och eis ganz Politik vun der sozialer Sécherheet opbaut, dann hate mer eis do un aner Prozentsätz gewinnt wéi déi, mat deene mer elo konfrontéiert sinn.

Frappeiere muss een d'Brutalitéit vun der Kris, wéi schnell vun engem Jör zum aneren de wirtschaftleche Réckgang ze verzeechnen ass. An zu Létzebuerg si mer natierlech dovunner déck beträff, well Létzebuerg ass logescherweis, wéinst der Klengheet vun eisem Territoire, eng ganz oppen Ekonomie. Vill vun eise Secteure liewe vum Export, sieft dat vu Gidder oder vun Déngschtleeschtungen, a mir sinn natierlech vun dár Kris duerfir och am selwechte Mooss beträff.

Dee schwaache Wuesstum, dee mer an Europa gesinn, Wuesstum, deen zum Deel iwwregens dohier kënnt, datt déi eenzel Länner zolidd Konjunkturprogramme maachen, also staatlech Énnerstëtzung vun der Ekonomie ginn, dee geet net duerfir déi wuessed Aarbechtslosegkeit an Europa ze bremsen oder fir déi zolidd zréckzeféieren. Dái hélleft, datt net nach méi Leit an d'Aarbechtslosegkeit kommen. Mä déi Situationsan, an där mer fir de Moment sinn, déi huet net an Europa derzou gefouert, datt fir de Moment d'Aarbechtslosegkeit zréckgeet.

Fir 2007 an 2008 hate mer an Europa, an der Eurozon op d'mannst, eng Aarbechtslosegkeetequot vu 7,5%, an 2011 geet d'Europäesch Kommissioun dervun aus, datt mer op 11% souguer kommen an der Eurozon. Dat ass vill, dat ass vill méi wéi zu Létzebuerg, wou mat ronn 7% da gerechent gëtt, mä all eenzelne Prozentsaz als eenzelne Prozentsaz refléiert esou vill Menschen, déi hir Schaff verléieren, an dat kann engem net egal sinn an do muss ee kucken, wéi een do kann héllefen deene Leit, wéi een do kann héllefen der Ekonomie, mä datt dat och nach um Enn fir e Land finanzierbar bleift.

Et ass richteg, datt zu Létzebuerg déi Kris, déi an de Chifferen zolidd ass, net iwwerall an net vu jiddwerengem gespüert gëtt. Dat ass gutt, dat ass flott fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, an dat hänkt natierlech erém eng Kéier mat der Dimensioun vun eisem Land zesummen, well vill vun deenen, déi bis elo hir Schaff verluer henn, wunnen net onbedéngt bei eis, et begéint ee se also mat hirem Misär net all Dag. Vill vun deenen, déi vläicht an de Chômage komm sinn, konnten op hirer Schaff bleiwen, well mer zolidd déi Moosname konnten asetzen, déi d'Kuerzaarbecht sinn, wou de Stat finanziell deene Betriber entgéintkënnt, an och aner Moosnamen, notamment a verschidde Secteuren, vun der fréizäiteger Pensionnéierung henn derzou gehollef, datt d'Aarbechtslosegkeit zu Létzebuerg net esou staark ass vläicht wéi an enger Rei anere Länner an Europa.

Mä déi Kris huet selbstverständliche Répercussions, an déi Répercussions wäerte bleiwen op dem Aarbechtsmaart, sou wéi se och op d'Statsfinanzen zolidd Répercussions huet, an dat souwuel heiheem wéi an Europa.

Wann ech kucken, och do erém eng Kéier, wéi an der Eurozon d'Evolutioun vun de Solden ass, vun deem also, wat feelt an den nationale Budgeten, fir d'Ausgaben ze tätegen op enger reng annueller Basis, da gesäßt een, datt mer an deene leschte Joren an der Eurozon schonn émmer en negative Finanzierungssaldo haten, mä dee war an der Moyenne énnert deenen 3% vun dem Bruttoinlandsprodukt. 2008 zum Beispill war et minus 2%, 2007 war et minus 0,6%.

Erstmaleg awer ass 2009 och do eng brutal Verschlechterung vun der Defizit-

situatioun an der Eurozon komm, nämlech datt d'Europäesch Kommissioun dëst Jör mengt, datt mer op minus 6 bis minus 6,5% Defizit an den Eurolänner kommen, an dat geet ongeférer d'selwecht déi nächst zwee Jör virun.

Dat ass eng alarmant Situationsan, well deen héijen Defizit an enger Eurozon heescht och en héijen Defizit fir fundamental Daten, déi eiser gemeinsamer Währung énnerleien. Eis kann et net egal sinn, wéi den Defizit an d'Finanzierung vum Defizit an anere Länner vun der Eurozon ausgesäßt, well mer zesummen en Intérêt drun henn, datt mer eng Währung henn, déi Eis Ekonomie stärkt an déi net duerch Iwwerverscholdung finanzieréiert gëtt.

Déi Tendenz vun engem klengen Defizit op e groussen Defizit ass zu Létzebuerg bei de Solde vun eisem Budget e bëssen anescht, well mir haten déi lescht Joren émmer en Iwwerschoss an eise Budgetschifferen, wann ech d'Administration publique, also alles dat, wat an Europa matenee verglach gëtt, den Zentralstat, d'Gemengen an d'Sozialversécherunge kucken.

Mir haten an der Period 2002-2006 en moyenne en Iwwerschoss vun 0,6% vum Bruttoinlandsprodukt. Et gouf némme eng Ausnahm, dat war d'Jör 2004, zwee Jör. 2004, wou mer e ganz staarke Réckgang haten a wou mer en Defizit vun den öffentleche Finanze vun 1,2% vum PIB haten. Dat war also schonn eng Kéier e ganz schwierege Moment, mä deen huet sech duerno an de Joren '05, '06, '07 an '08 erém verbessert.

Dést Jör ass dat net de Fall. Mir schléissen of mat engem Defizit a fir d'nächst Jör -dee Budget, dee mer elo am Parlament diskutéieren - hutt Der gesinn, datt d'Regierung vun engem Defizit vu ronn 4% vum Bruttoinlandsprodukt och ausgeet. Och d'Kommissioun, d'Europäesch Kommissioun gesäßt deen Defizit opgrond vun deenen Berechnungen, déi si gemaach huet, an áhnlecher Héicht.

Och do ass d'Tendenz déi, déi ee muss feststellen: Vun enger positiver Situationsan an all deene Jore virdrun, mat Ausnahm vum Jör 2004, si mer op eemol an eng Defizitsituatioun gerutscht, déi en plus no deenen aktuelle Berechnunge fir d'Jör 2010 iwwert deenen 3% vun de Kritäre vun der europäischer Wirtschafts- a Währungsunioun leien.

Natierlech muss een dat, wann een d'Situatioun vun de Statsfinanzen kuckt, an engem méi breede Kontext kucken. Den Defizit ass een Aspekt, et ginn awer och nach aner Aspekter, déi ee muss kucken, an dat ass sécherlech énner anerem d'Schold an d'Reserves, mat deenen een eventuell Defiziter ka finanzieréieren.

D'Schold an der Europäischer Unioun, déi amgaange war méi kleng ze ginn, wiisst erém zolidd. An der Eurozon wäerte mer elo op 70 respektiv 80% vum Bruttoinlandsprodukt als öffentlech Schold kommen. Dat ass extrem héich. Erénnert lech och do, datt am Fong an der europäischer Währungsunioun een net dierf iwwer 60% vum Bruttoinlandsprodukt kommen. Mir sinn also an der Eurozon wäit dorriwwer ewech.

Zu Létzebuerg, opgrond vun dár Finanzpolitik, déi mer an deene leschte Jore gemaach henn, si mer wäit ewech vun deene 60%. Mir henn haut e Scholdestand vu ronn 15%, deen an deenen nächste Jore wäert klammen, dee fir d'Jör 2010 klémmt - an deene Chifferen, déi mer lech virgeluecht henn - op eppes siwe Milliarden, ronn 19% vum Bruttoinlandsprodukt.

Woubäi een zu Létzebuerg muss bei deene siwe Milliarden, wat historesch vill ass, awer émmerhi bedenken, datt dovunner ronn 5%, also zwou Milliarden, hierkommen aus der Rekapitalisation vun enger systemescher Bank zu Létzebuerg. Dat sinn also keng Scholden, déi mer definitiv ausginn henn, mä déi mer dee Moment, wou mer aus deem Kapital



erausginn, och wäerte récupéréieren. Sou datt een am Fong vun enger Schold vun eppes fénnef bis sechs Milliarden, wann ech dat ofrechnen, kann ausgoen.

Nach ass d'Schold eppes, wat een an enger laangfristeger Perspektiv muss gesinn. Eng Schold vun 10 oder 20% ass akzeptabel. An engem klenge Raum ass sécherlech eng Schold vu 60% net akzeptabel. Duerfir, dat, wat an Europa an a groussen Ekonomié kann e Kritär sinn, ka keen zu Létzebuerg sinn, aus deem ganz einfache Grond, datt mer net genuch Moyenen hunn, fir enges Daags eng zolidd Schold zréckzebeuelen.

Duerfir kann ee sécherlech iwwer eng gewëssen Zäit och eng gewësse Schold maachen, mä Schold maachen heescht émmer, datt een enges Daags muss déi rembourséieren, a Schold rembourséieren heescht en fait, datt een déi Suen iergendwou muss fannen. An deene meeschte Länner féiert dat zu engem gewëssene Moment zu zolit Steiererhéijungen.

Or, zolidd Steiererhéijunge, déi mussen déi bezuelen, déi no eis kommen. Zolidd Steiererhéijunge schueden der Ekonomie a schueden der Kafkraft vun de Leit, well d'Betriber ginn net an déi Länner, wou d'Steieren héich sinn, an do, wou d'Leit héich Steiere musse bezuelen, hu se keng Kafkraft. Also ass dat émmer eng Solution, déi némme ka ganz um Enn vun allen anere Méiglechkeete stoen.

Fir eis, fir d'Regierung ass eng substanziel Verscholdung och iwwert déi nächst Jore keng Alternativ. Datt een eng gewësse Schold muss maachen, grad och fir d'Joer 2010, schéngt eis normal, besonnesch wann een domadder Investissementer finanzéiert. Wann ee Schold iwwer eng laang Zäit mécht, da gesäßt een an deene Länner, déi dat gemaach hunn - an et sinn der no bei eis, déi dat gemaach hunn -, datt déi enorm vill vun hiren normale Budgetsméttle gebrauche müssen, fir d'Schold ze rembourséieren, fir d'Zénslaascht ze bezuelen. Si hunn also domadder manner Suen, fir aner Aktivitéiten ze tätege respектив fir d'Capital ze rembourséieren.

Eis Schold wäert eropgoen, wäert e bëssen eropgoen, mä mir wäerte se net eropgoe loossen zu engem Niveau, wou de Remboursement an de Finanzement vun den Zénsen irresponsabel wär, an duerfir musse mer wäit ewech bleiwe vun deene 60%, déi an Europa erlaabt ginn.

Ech wöll och e Wuert hei soen iwwert d'Reserven. Zénter Jore gëtt gesot, dat nächst Jore si keng Reserve méi do. An et ass richteg, datt besonnesch a Krisenzäiten an an Defizitzäiten d'Reserve musse gebraucht ginn, fir den Defizit ze finanzéieren.

Fakt ass awer, datt mer déi Reserven hunn, datt mer déi Reserven och an deene Jore '06, '07, '08 zousätzlech constituéiert hunn. Dat heescht en fait, d'Iwwerschëss bei den Einnahmen, déi net am Budget am Ufank virgesi waren, hu mer op d'Sait gesat, hu mer an déi eenzel Investitioonsfonge gesat, mat deene mer d'Investissementer finanzéieren.

Mir haten 2004, wéi déi lescht Regierung ugefaangen huet, eng Reserv vun 1,9 Milliarden; dat sinn also d'Avoiré vun de Fongen. Mir hu fir de Moment eng Reserv vu ronn zwou Milliarden; dat heescht also, déi námlecht Zomm nach émmer. Dat sinn net fräi disponibel Suen, mä dat sinn déi Suen, déi Der an deenen eenzelne Fonge fannt fir de Finanzement vun deenen Infrastrukturprojekten, déi mer an der Chamber diskutéieren oder diskutéiert hunn, an déi amgaange sinn, exekutéiert ze ginn.

Déi Zomm muss ee gesi par rapport zum Defizit, dee mer hunn. Déi Zomm déngt derzou, den Defizit, besonnesch do, wou mer Investitioounstätigkeete maachen, ze finanzéieren. Dat ass net eng Zomm vu Suen, mat där ee ka jorelaang liewen, mä si erlaabt eis, notamment fir d'Joer 2010, déi Finanzementer ze tätegen, déi mer proposéieren, kombinéiert mat engem Emprunt, deem seng Héicht een eréischt kann am Laf vum Joer definitiv fixéieren, wann ee gesäßt, wéi d'genee Situatioun evoluéiert.

Duerfir freet d'Regierung vun der Chamber jo eng Autorisatioun fir en Emprunt. Genee wéi vill, wäerte mer am Laf vum Joer definéieren an dann och mat der Finanzkommissioun vum Parlament selbstverständlech dorriwwer diskutéieren.

D'Situatioun vun de Statsfinanze fir d'Joer 2010 muss een natierlech am Liicht gesi vun deem, wat fir de Moment amgaangen ass ze geschéien. Ech hunn lech gesot, wéi mer d'wirtschaftlech Situatioun gesinn, déi Brutalitéit an deem Réckgang vum Wuesstum. Ech hunn lech nach eng Kéier rappeléiert, wéi de Gesamtsaldo vun de Statsfinanzen an der Eurozon an zu Létzebuerg ausgesäßt.

Ech géif och gären hei e kuerzt Wuert soen iwwert d'Joer 2009, wat geschwé sengem Enn zougeet, quitte datt mer déi definitiv Budgetschifferen natierlech eréischt am Mäerz d'nächst Joer hunn, well eng ganz Rei Payementer, déi op de Budget 2009 lafen, bis de Mäerz d'nächst Joer kenne getätegt ginn.

Ech géif wölle bei de Steieren d'Chamber drivwuer informéieren, wéi déi leschte Recetté sinn, dat heescht also, d'Recetté bis Enn November. Mir si jo elo e puer Deeg nom Enn vum November. Do gesäßt een och déi Tendenzen, déi mer an der Finanzkommissioun vum Parlament och an deene leschte Woche gesinn hunn.

Bei der Kierperschaftssteier leie mer relativ en ligne mat deem, wat mer am Budget fir d'Joer 2009 virgesinn haten. Mä bei der Kierperschaftssteier, wou mer fir de Moment ronn 1,2 Milliarden erakritt hunn - am Budget stoungen 1,4 Milliarden -, do muss een émmer berücksichtegen, datt d'Steierverwaltung natierlech déi Jore virdru besteiert an ni deen Exercice, an deem mer selwer sinn, besteiert gëtt; also keng richteg Indikatioun iwwert d'Gesondheet vun der Wirtschaft.

Bei der Gehältersteier, do hu mer fir de Moment ronn 6% manner erakritt wéi beim námlechten Zäitraum vum Joer 2008. Ech muss allerdéngs do drun erënneren, datt fir d'Joer 2009 jo eng Steierreduktioun, eng Steierreform a Kraft getrueden ass, an duerfir hate mer och fir dat Joer, fir dést Joer also, scho manner am Budget virgesinn. Mir wäerte bei d'r Steier, wou mer also e Réckgang hu par rapport zur námlechter Zäit 2008, awer plus ou moins, esou wéi een dat haut ka gesinn, op dee Chiffer kommen, dee mer am Budget stoen hunn.

An dann, wat déi gréisssten indirekt Steier ubelaangt, námlech d'TVA, d'netto TVA, déi, déi also an de Statsbudget kënnt, stelle mer fir de Moment e Réckgang par rapport zum leschte Joer an der námlechter Period vu 4% fest. Dat ass en fait déi Steier, déi ganz no un der wirtschaftlecher Entwicklung hänkt. Déi Steier ass par rapport zu deem, wéi et d'lescht Joer gelaf ass, an enger Situatioun, déi net wäit vun där leschter läit. Allerdéngs, wat do vill méi frappant ass, dat ass, datt déi Croissance vun der TVA, déi mer téschent dem Joer 2007 an 2008 haten, an déi mer geomengt hunn och 2009 ze kréien, datt déi net komm ass.

Mir haten am Budget 2009, esou wéi d'Chamber e gestëmmt huet, bei der TVA 2,2 Milliarden ageschriwwen; mir hunn der fir de Moment 1,7 Milliarden erakritt. Och wann am Dezember elo nach eng Rei Millioune bääkommen, dann ass et evident, datt op der TVA, par rapport zu deem, wat mer am Budget haten, e gréissert Lach bestoe bleift vun e puer honnert Milliounen. An dat ass selbstverständlech, well déi Croissance, déi déi Jore virdru war, a wou mer 2008 hei am Parlament gesot kritt hunn, datt mer d'TVA vill ze vill niddreg agesat hätten, hu mer se 2009 méi héich agesat, an déi war visiblement no der Kris ze héich.

D'Resultat vun 2009 wäert, wat déi gesamt öffentlech Finanzen ubelaangt, eng Situatioun sinn, déi mat engem Defizit ofschléisst. En Defizit, deen héchstwahr-scheinlech méi niddreg ass wéi déi minus 2,3%, déi mer am September pronostiquéiert hunn. Mä dat heescht a Chifferen ausgedréckt, um Niveau vun der Administration publique wäert et téschent minus 1 an 1,5% leien, bei der Administration centrale, do, wou de Stat also zoustänneg ass, wäerte mer bei ronn minus 2,8% leien.

Dat heescht, der Administration centrale feelt ronn eng Milliard Euro fir d'Joer 2009. An et ass déi Milliard, déi mer mussen iwwert d'Reserve finanzéieren. Eng Milliard; et sinn also ronn Chiffere mat Previsiounen, déi ee fir de Moment ka maachen, wat d'Administration centrale betréfft. Um Niveau vun der Administration publique wären dat da ronn minus 400, 500 Milliounen. Wéi gesot, dat si provisoresh Chifferen, déi awer, mengen ech, wichteg sinn, datt ee se kuckt.

Net Rechnung droend oder net direkt iwwerdroend ass dat natierlech op d'Joer 2010, well d'Joer 2010 an d'Joer 2011, an dat gëtt oft vergiess, do besteiert jo d'Steierverwaltung dann déi Jore vun der Kris. Dat heescht, d'Kris an de Steieren an notamment bei der Kierperschaftssteier spiert een natierlech méi déi Joren duerno wéi am Joer selwer. Bei der TVA ass dat e bëssen anescht.

Et kënnt derbäi, an do kommen ech herno drop zréck, datt mir selbstverständlech zu Létzebuerg eng ganz grouss Volatilitéit vun eise Recetten hunn. An dat gesäßt ee jo och duerch déi oppen Ekonomie an déi Secteure vun der Ekonomie, déi mer hunn.

De Constat ass also, datt mer eng uge-spaante Finanzsituatioun hunn, an deem Senn, datt mer no 2004 fir d'éischte Kéier fir dést Joer en Defizit hunn an datt mer fir d'Joer 2010 mat engem nach vill méi héijen Defizit musse rechnen.

Elo ass dann d'Fro fir d'Regierung gewiescht fir de Budget 2010, wëssend, datt deen Defizit géif kommen: „Wéi gi mer mat deem Budget vum Joer 2010 ém?“ An duerfir war den Appel vu villem, och heibannen: „Da muss een direkt spueren.“ An anerer hu gesot: „Wann ee Betrib net genuch Suen huet, da muss e spueren.“

Nu kann e Betrib op Moosnamen zréckgräifen, déi e Stat net an deem Mooss ka maachen. E Betrib, dee kann eng Rei Käschte reduzéieren, vläicht heiansdo mécht en et richteg, vläicht heiansdo ze vill séier oder ze vill brutal. De Stat huet eng ganz Rei Obligationen, op déi en net ka vun haut op muer, ouni dramatesch Konsequenze fir déi Leit an déi Betriber, déi dat betréfft, zréckkommen.

Och helleft de Stat de Betriber, an duerfir wär eng brutal Spuerpolitik während der Kris an den Ae vun der Regierung falsch gewiescht. Och mir hätte selbstverständlech kënnten d'Investissementer massiv zréckféieren a mir hätten och eng Rei aner

Moosname kënnten huelen. Déi hätten an eisen Aen den Defizit zwar reduzéiert, mä et wär keng Antwort op d'Kris gewiescht.

De Budget 2010 ass fir d'Regierung en Antikrisebudget, e Budget, deen eng Antwort op d'Kris sicht, deen eng Antwort op d'Kris an eisen Aen och fénnt. Duerfir hu mer d'Dépenses op engem héijen Niveau gelooss, op engem Niveau, deen awer besonnesch héich ass do, wou mer d'Ekonomie énnertésten, an do, wou mer Solidaritéit mat deenen, déi énnert der Kris leiden, kënne weisen.

Mir hunn natierlech gekuckt, éier mer ugefaangen hunn, wéi d'Recetté géifen dat nächst Joer evoluéieren. Ech hunn lech virdru gesot, datt d'Aschätzung selbstverständlech schwierig ass. An Dir hutt gesinn, bei der TVA, a liest Är eege Budgetsrieden no, wéi deemoools, 2008, d'Aschätzung vun der TVA heibanne behandelt ginn ass.

Mir musse feststellen, oder mir mengen, datt d'Recetten d'nächst Joer net op deem námlechten Niveau bleiwen, besonnesch net wat d'Kierperschaftssteier ubelaangt a wat d'Taxe d'abonnement ubelaangt. Duerfir hu mer am Budget fir d'nächst Joer d'Recetten ém 8% méi niddreg agesat wéi am Budget 2009, insbesondere wat d'Kierperschaftssteier, d'TVA an d'Taxe d'abonnement ubelaangt, wou mer all Kéiers 15% manner agesat hu wéi am Budget 2009. Ech mengen net, datt dat iwwerméisseg virsichteg wär, mä datt dat einfach d'international Finanzsituatioun reflétéiert.

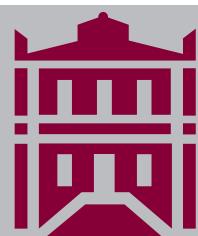
Ech soen nach eng Kéier: Eis Recetten hunn dat als Besonnesch, datt mer eng extrem volatile Recettésituatioun hunn. Huelt némme déi Taxe d'abonnement, déi d'Fonge bezuelen. Déi hänkt un dem Boursségeschäft, op dat Létzebuerg, d'Chamber, d'Regierung, d'Létzebuerg allgemeng absolut keng Influenz hunn, wat awer an eise Budget a gudde Jore 700, 800 Milliounen erabruedt huet, wou mer fir d'nächst Joer mat 550 Milliounen némme an de Budget agesat hunn.

Datselwecht gëllt fir aner Aktivitéiten, och bei der TVA, wou Finanzdéngschleeschtungen och TVA erabréngen, awer och de Commerce électronique, deen och international natierlech seng Geschäft mécht, wou villes matspillt, niewent der Reglementatioun och déi international Wirtschaftssituatioun. An dorobber hu mer keen Afloss, mä mir liewen awer largement dovunner.

Datselwecht gëllt fir d'Accisen an den Tubak. Och do muss een émmer erém drop hiweisen, wéi vill eist Land och aus deem Secteur kritt. Dat ass also och net duerfir e Secteur, deen ee kann aus dem A verléieren. Mir wäerten am Joer 2009, also am lafende Joer, eleng duerch d'Accisen um Bensin an um Diesel 800 Milliounen erakréien, an iwwert d'Recetté vum Tubak ronn 500 Milliounen. Dat heescht, Accisen an Tubak bréngen an de Statsbudget am lafende Joer an och no eise Previsiounen am nächste Joer ronn 1,3 Milliarden Euro eran. Et muss een déi Chifferen am Kapp hunn, och wann een Zukunftspolitik an Zukunftsdépenses diskutéiert.

Déi Volatilitéit vun deene Recetten ass eng wichteg. An duerfir, mengen ech och, wär et gutt, wa mer och an deenen Debatten an den nächste Wochen eis géife mat deene Chifferen auserneeseten.

Mir hunn op der Dépensésait - hunn ech gesot - besonnesch d'Investitiounsausgaben op engem héijen Niveau gehalen. Déi Investitiounsausgaben d'nächst Joer belafe sech op 1,8 Milliarden Euro. Dat ass eng Croissance vu ronn 11%. Och do hätt





ee kenne vläicht méi a méi zolidd spueren. Mä an der Kris hu mer dat als falsch emfonnt.

Ech soen awer direkt derbäi: Ech sinn der Meenung, datt d'Investitiounsausgaben zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren ze vill schnell geklomme sinn. An et muss een oppassen, och wann een e Konjunkturpak mécht, wann een en Antikrisepak mécht, datt een net ze vill eng Ofhängegeet vun de Betriber un d'staatlech Dépensé mécht.

Et ginn ze vill Betriber haut, déi sech zu engem ganz groussen Deel finanzéieren aus den öffentleche Konjunkturprogrammer. Dat ass en allgemenge Problem an Europa, an d'Gefor ass, datt nom Konjunkturprogramm ze vill Betriber vun der öffentlecher Hand ofhängge sinn. An duerfir ass dat och eng Diskussiouen, déi mer an Europa konnte kucken, wéi mer aus de Strategien do erauskommen. Well wann de Stat alles muss finanzéieren, féiert dat natierlech zu massive Steiererhéijungen, déi d'europäesch Ekonomie - dat ass net némmen e Lëtzebuerger Problem - massiv wäerte schwächen.

Well Verschiddener mengen, datt dee Saz, deen ech virdru gesot hunn, net verständlech war, iwwert d'Croissance vun den Dépenses d'investissement: Et muss ee kucken, wou mer hierkomm sinn. Also d'nächst Joer gi mer op 1,9 Milliarden. Dat ass eng gewollte Politik vun der Regierung duerch de Konjunkturprogramm.

Mä mir waren am Joer 2004, also am Ufank vun där leschter Legislaturperiod, eréischt bei 1,2 Milliarden. Mir hunn also eleng iwwer eng Legislaturperiod eisen Investitiounsbudget vun 1,2 op 1,9 Milliarde gehéicht. Dat ass also eng enorm Croissance, déi gutt war fir d'Infrastrukturen zu Lëtzebuerg, déi gutt war fir d'Economie, mä déi een net à la longue ka mat där nämlechter Croissance weiderféieren, ouni d'Statsfinanzen an domadder och d'Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen a Steiere bezuelen, ze vill ze belaaschten.

Mir wollten och an der Kris net d'Bähëllefe fir d'Betriber reduzéieren. Mir gi vill Milliouenen an deenen eenzelne Secteuren - Ekonomie, Mëttelstand, Tourismus, Agrikultur - un déi eenzel Betriber. Mir hu ge-

mengt, datt dat gutt wär, datt d'Betriber och an der Kris géifen énnerstëtzzt ginn, wa se investéieren. Duerfir hu mer och déi Montanten am Budget 2010 bääibehalen.

Mir wollten och an der Kris d'Zäit no der Kris weiderentwéckelen. Duerfir menge mer och, datt de ganze Beräich vun der öffentlecher Fuerschung weider muss vum Stat énnerstëtzzt ginn. Mir hunn dat virun enger Rei Joren ugefaangen an dat geet och am Budget 2010 weider.

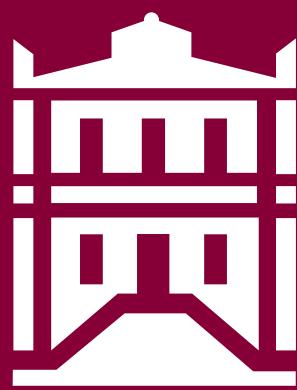
Dat sinn Ausgaben, wou een net direkt d'Resultat gesait, well Fuerschung ass émmer laangfristeg ugueluecht. Mir kommen d'nächst Joer op en öffentlechen Deel vun der Fuerschung am PIB vun 0,58%. Um Ufank vun där leschter Legislaturperiod ware mer bei 0,27%. Also d'Evolutioun vun 0,27 op 0,58%, ronn 200 Milliouene sinn dat haut, beweist, a wéi eng Richtung d'Regierung do wëllt goen, fir d'Zukunft ze préparéieren.

Natierlech an der Kris - an och dat erklärt de Budgetsdefizit vun 2010, och dat erklärt, firwat d'Ausgaben am Budget

2010 zolidd klammen - hu mer de Volet vun der Solidaritéit, besonnesch mat deenen, déi hir Schaff verléieren, misse massiv énnerstëtzzen, och do missen déck zréckgräifen op déi Iwwereinnahmen, déi mer aus deene Jore virdrun haten. Dat ass insbesondere de Fall beim Fonds pour l'Emploi, deem seng Dépense iwwert déi lescht Jore substanzial geklomme sinn.

A wann ech némmen d'Joer 2008 kucken, hate mer Dépense am Fonds pour l'Emploi vun 380 Milliouen. D'est Joer wäerte mer der vu 520 Milliouene kréien, an d'nächst Joer 580 Milliouen. Dat sinn also eleng op deem Fong 200 Milliouene méi vun Dépensen, déi eis noutwendeg schéngent, fir deene Leit ze héllefen hir Schaff net ze verléiere respektiv déi, déi hir verluer hunn, erém eng ze fanne respektiv ze iwwerbrécken déi Zäit, wou se keng Schaff hunn.

De Fonds pour l'Emploi awer wär largement net ze finanzéiere gewiescht, wa mer net aus deenen Iwwerschëss vun deene Jore virdru substanzial Dotatiounen



**CHAMBRE
DES DÉPUTÉS**

Chamber TV
**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
*um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)*

- Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

**An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29**

**An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32**

**An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29**

**An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz**

**Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Bärmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ**

**Zu Iermisdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

**An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz**

An der Stad

um Kanal S29 (Coditel) oder

um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

- Zu Esch

um Kanal S24 / 455.25 Mhz



SÉANCE 11

JEUDI, 3 DÉCEMBRE 2009

während dem Exercice dem Fonds pour l'Emploi zouginn hätten.

Mir hunn eleng an deene leschte 24 Méint 300 Milliounen zousätzlech Dotatiounen un de Fonds pour l'Emploi gemaach. Suen, déi mer ewechgeholl hunn aus Steier-einnahmen, fir datt dee Fong à tout moment voll kénnt sengen Obligationen nokommen. An dat schéngt eis och noutwendeg an der Kris. An déi Kris ass selbst-verständlech nach laang eng Kris, wann een d'Ziffere vun der Aarbeitslosegkeet an Europa an zu Létzebuerg kuckt.

Mir mussen also feststellen, datt mer eng ganz Rei vun Dépenses hunn, déi klammen aus deene Grénn, déi ech genannt hunn, am Budget 2010; Investitiounen, Investissementer an d'Zukunft wéi d'Recherche a Sozialausgaben, déi eis noutwendeg schéngan an der Kris. An op där anerer Sait si mer konfrontéiert mat enger Situatioun, wou d'Recetten zréckginn, wou se héchstwahrscheinlech an deenen nächste Joren nach méi zréckginn, well mer dann notamment bei der Kierperschaftssteier d'Situatioun vun der Kris nach méi spieren. An dorauser entsteet natierlich eng Differenz, déi et heescht ze finanzéieren.

Déi Differenz muss een och kucken am Kontext natierlich vun den ekonomeschen Eraisuerderungen, déi sech do derbäi nach ém eist Land stellen. D'Situatioun vun eise Banken ass vum Budgetsrapporteur hei laang diskutéiert ginn a verlaagt duerfir och net nach eng weider breet Ausféierung. Sauf fir ze soen, datt dat selbstverständliche Geschäft ass, wat vu ganz villen internationalen Émstänn ofhänkt, a wat mir net eleng kénnen eis op dee Pilier, deen de wichtigste Pilier vun eiser Ekonomie en terme de recettes fiscales ass a bleift, an deen d'voll Énnerstétzung vun der Regierung fénnt, mä wou eng ganz Rei Émstann sinn, déi an enger oppener Ekonomie net eleng vun der Létzebuerg Regierung ofhänken.

An deene leschte fénnef Joer sinn an deem Secteur 12.000 nei Aarbechtsplätze bääkomm. Elo ginn eng Rei Aarbechtsplazen do ofgebaut a Restrukturéierungen. Et muss een awer nach émmer gesinn, datt d'Croissance vun deenen Aarbechtsplazen an deene leschte Jore grouss war. Mä déi Croissance war esou grouss, datt ech net mengen, datt déi sech widderhëlt.

Derbäi kommen eng Rei europäesch Diskussiounen, och déi, déi mer géschter erém am Conseil vun de Finanzministere gefouert hunn, déi selbstverständliche wäerten eng Inzidenz op verschidden Aktivitéiten hunn, woubäi ech net allerdéngs d'Meenung vum Budgetsrapporteur deelen iwwert d'Importenz, déi just d'Bankgeheimnis fir de Private banking zu Létzebuerg huet.

Ech mengen, an dat ass d'Position vun der Regierung, déi mer och expliziert hunn, datt dat e wichteg Element ass, mä datt dat et net némme ka sinn, well ech mengen, datt d'Aktivitéit vun der Finanzplaz eng méi breet ass an datt och et ganz schwierig ass, anzeschätze bei deem eenzelne Client, wéi wichteg dat Element ass.

Datt et en Element ass, wat d'Énnerstétzung vun der Regierung fénnt, ass eng Saach; datt et en Element ass, wat vu 25 Memberstaten an der Europäescher Unioun net gedeelt gëtt, ass selbstverständliche och e Punkt, deen een hei net däerf aus dem A verléieren.

Déi Diskussiounen, déi mer géschter am ECOFIN-Conseil, am Conseil vun de Finanzministere vun der Europäescher Unioun gefouert hunn, hu ganz däitlech gemaach, datt déi aner Memberstate vun der Europäescher Unioun net gewëllt sinn, op eng sachlech Diskussioun mat eis iwwer eng Rei vu Géigepropositionen oder -argumenter anzegoen. Déi Texter, déi vun der Europäescher Kommission komm sinn, an déi och an deenen eenzelnen Aarbechtsgruppen diskutéiert gi sinn, fannen d'Zoustëmmung vu 25 Memberstaten, mä fannen net d'Zoustëmmung vun zwee Memberstaten.

Mir mengen, datt deenen Ännérungen, déi Létzebuerg énnerholl huet an deene leschte Joren - d'Aféierung vun enger europäescher Quellesteier, d'Aféierung vun dem Informationaustausch op Ufro no OECD-Modell nom G20 -, an deenen

europeäsch Diskussiounen och misst Rechnung gedroe ginn. Dat ass fir de Moment an eisen Aen net genuch de Fall. A mir hunn d'Impressioun, datt fir eng Rei Länner désen Débat net dierf mat all sengen Implikatiounen gefouert ginn.

Dat bleibt fir Létzebuerg e schwéierer Débat. Well eng permanent defensiv Haltung vun engem Land ass selbst-verståndlech och en Element vun On-sécherheet fir d'Clienten, déi émmer erém gesinn, datt déi Diskussiounen do net zu engem Enn kommen, a sech d'Fro stellen: Wéi geet dat Ganzt da weider?

D'Fro ass also net némme: Si mer fir oder géint d'Bankgeheimnis? - wourriwer et an désem Parlament e breede Konsensus gëtt. D'Fro ass: Wat kénnen d'Repercussionen vun d'r Haltung laangfristeg si fir eist Land a fir déi Finanzplaz, wann all déi aner dee System kee gudde System fannen?

An där Situatioun si mer am Fong zénter méi wéi zéng Joer. Erénnert lech un d'Diskussiounen am Joer 2000. Mä déi Diskussiounen sinn net ofgeschloss, a mir wäerten nach weider an Diskussiounen mam Parlament déi um europäesche Plang aktiv suivéieren.

Mä domadder hänkt awer och zesummen - egal wéi wichteg dat Element am Private banking ass, an dorriwwer kann ee selbst-verståndlech verschidden Hypotheese maachen -, et ass en Element an et beweist och, datt ee muss an der Aschätzung vun den Einnahmen, déi aus dem Finanzsektor kommen, och eng Rei Fragezecche mat am Kapp hunn, an net einfach soen: Déi Croissance vun de Recetté geet automatesch déi nächst Joren, wéi an deene leschten zéng Joer, erop.

Ech mengen, datt eis Finanzplaz eng zolidd international diversifizéiert Finanzplaz ass. Mä et muss ee gesinn, datt onofhängeg vun der Fro ronderém d'Bankgeheimnis et eng ganz staark Tendenz an Europa gëtt, fir déi national Finanzzentren erém méi ze stäerken, an domadder och ze kucken, datt déi grenziwwerschreidend Finanzaktivitéite manner wichteg ginn.

Vu datt eis Finanzplaz virun allem vu grenziwwerschreidende Finanzdéngschtleeschting lieft, ass dat eng Tendenz, déi mer mat enger gewëssener Suerg gesinn. Déi gesi mer och an enger Rei vun Déci-siounen vun der Europäescher Kommissioun, déi d'Auslandsgeschäft fir eng Rei Banke wéll empêchéieren, well se dat als ze vill risikoräich ugesait.

Mir müssen och duerfir zu Létzebuerg, niewent dem Encouragement vu Formation, niewent dem Encouragement vun enger méi sophistiquéierter Berodung vun enger internationaler Klientell, kucken, datt mer zousätzlech Aktivitéiten op Létzebuerg kréien. Net Aktivitéiten, déi alles aneschters kénnen ersetzen, mä déi sech un déi Panoplie vun Déngschtleeschtingen a Produkter, déi mer haut schonn hunn, derbäisetzen.

Beispiller sinn och hei an der Ried vun dem honorablen Här Thiel genannt ginn, wéi d'Mikrofinanz, d'Philanthropie, de Finanzement vun Ekotechnologien. Mä alles dat ersetzt net déi traditionell Aktivitéite vun der Fongenindustrie a vum Private banking, et ergänzt se. Et mécht d'Palette méi breet, gradesou wéi eng héich sophisti-quéiert, spezialiséiert Bourse a Clearing-Institutiounen, déi och d'Énnerstétzung vun der Regierung wäerte weider fannen.

Mä mir müssen och kucken als Regierung, datt mer op neie Marchéen nei Clienté kréien. Duerfir ass och déi kloer Démarche vum Wirtschaftsminister a vu mir selwer, fir émmer erém ze versichen, net némme eist Land bekannt ze maachen an deenen traditionelle Marchéen, wou mer sinn, mä och nei Dieren opzemaachen, sief et an de Golfstaten, sief et an Asien, sief et a Latain-amerika, wou mer manner haut bekannt sinn, wéi dat vläicht soll sinn. Duerfir wäerte mer do eis Efforten och an deenen nächste Méint a Jore redoubléieren.

D'Finanzplaz bleibt wichteg, a mir müssen zugläich d'Diversifikatioun vun der Ekonomie weiderdreiven. Dat eent ass net op d'Käschte vun deem aneren. Mir brauchen eng diversifizéiert staark Finanzplaz. Mir brauchen eng diversifizéiert Ekonomie. Dat ass méi licht gesot wéi gemaach.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Létzebuerger Journal,
Zeitung vum Létzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mä mir musse kucken, datt mir déi Atouten, déi mer haten, erém eng Kéier an d'éischte Rei setzen. Mir musse séier Déci-siounen kénnen zu Létzebuerg huelen. Mir dierfen net méi kompliziéiert si wéi eis Noperen. Mir musse bei den Normen net Normen aseten, déi dräimol déi si vun eisen dräi Noperen oder d'Additioun vun den Normen vun eisen Noperen.

A mir musse konkurrenzfæg bleiwen. Dozou gehéiert och d'Steierpolitik, well déi Iddi, déi ee kann hunn, fir d'Steiere vun de Betriber ze héijen, ass eng Iddi, déi engem sympathesch ka sinn, déi funktionéiert awer an enger reeller Ekonomie net. A wann d'Regierung an der Regierungserklärung gesot huet, datt se héchst-wahrscheinlech d'Betriebsbesteierung muss senken, dann ass dat net, well se mengt, se hätt ze vill Suen, mä mir hunn eis émmer orientéiert un der Moyenne vun den OECD-Staten.

Dat bleibt och an Zukunft d'Linn vun der Regierung. Well wa mir Steieren hunn zu Létzebuerg, déi vill méi héich si wéi déi vun eisen Nopeschlänner, a wa mer welle Betriber am Ausland unzéien, datt déi heihinner schaffe kommen an hei produ-ziere kommen, da kucken déi natierlich op eng Rei Elementer.

D'Steiere sinn eent dovunner. Duerfir müssen d'Steieren zu Létzebuerg fir d'Betriber an och fir d'Leit, déi do schaffe selbstverståndlech, konkurrenzfæg bleiwen, dat heescht en ligne bleiwe mat deenen aneren Ekonomien, mat deene mer a Konkurrenz sinn. An dat sinn nämlech d'Ekonomië vun der OECD.

Mir hunn also 2010 en Antikrisebudget gemaach. Mir akzeptéiere fir 2010 en Defizit. Mä dat, wat mer 2010 maachen - wéll ech ganz kloer an däitlech hei am Parlament soen -, dat kann een net dräi- oder véiermol hannernee maachen.

Dach, dat kann ee maachen, mä da kritt een eng Schold, déi ee sécherlech net méi zréckbezuele kann. Da kann een zwar soen: Dat muss d'Generation vun eise Kanner maachen. Mä ech mengen, dat wär irresponsabel. Ech mengen net, datt een dat heibanne wéllt. An et kéint een och an eng Situatioun kommen, wou mer ganz vill Schwierigkeiten géife kréien, fir iwwerhaapt nach op engem gewëssene Moment Sue geléint ze kréien.

Et ginn nun eemol Fäll an Europa, an der Welt, déi bewisen hunn, a wéi eng Situatioun ee ganz séier ka kommen. Dir wéi ech liest, wat geschitt ass an Island. Mir gesinn, wat geschitt ass a verschidde baltesche Staten. Mir gesinn, wat fir eng schwierig Situatioun eis Kolleggen aus Grüüchenland hunn, wat och géschter um Finanzminister-conseil natierlich e wichteg Thema war, erém eng Kéier, well mer jo all zesummen an enger Währungsunioun sinn.

Mir wéllen net an déi dote Situatioun kommen. Mir si wäit vun d'r Situatioun ewech. Mä mir hunn d'Verantwortung, datt mer net dohinner kommen. Duerfir gëllt et an deene Joren 2011 bis 2014, wann ech dës Legislaturperiod kucken, fir eng Rei Ännérungen ze maachen, fir en Zil ze erreechen, wat mer eis an der Regierungs-erklärung ginn hunn.

An der Regierungserklärung steet ganz kloer, datt mer gäre gesond Statsfinanzen hätten. An zu de gesonde Statsfinanze gehéiert en ausgeglachene Budget. Wann

dat e Joer net de Fall ass, ass dat net dramatesch. Wann een dat besonnesch mat Reserve ka finanzéieren iwwer fénnef Joer, kann een dat net maachen; besonnesch och, wann een émmer erém muss bedenken d'Volatilitéit vun eisen Einnahmen.

Wann et esou wär, datt all d'Betriber zu Létzebuerg géifen och déi nächst Jore ganz vill Steiere bezuelen, da wär dat kee Problem. Mir sinn der Meenung, datt een do muss ganz virsichteg sinn, wéssend, mat wat fir engen Eraisuerderunge mer konfrontéiert sinn.

Och do huet d'Regierung kloer Faarf bekannt, wéi se dat wéllt maachen. An der Regierungserklärung, déi vum Statsminister hei virgedroe ginn ass, stinn - souwuel am franséische wéi am létzebuergeschen Text - déi dräi Pisten, wat och déi normal Piste sinn, un deenen ee muss schaffen:

- Dat sinn d'Fonctionnementskäschten; wat allerdéngs e Begréff ass, wat vill méi ass wéi just deen normale Fonctionnement vum Stat. An der Definitioun Fonctionnementskäschte sinn och eng ganz Rei Ausgaben, déi de Stat mécht, déi och an d'Ekonome fléissen.

- Mir musse kucken, datt d'Investitiounen ausgaben op engem héijen Niveau bleiwen. Mä déi kénnen net all Joer nach eng Kéier méi héich ginn, well dat ass net ze finanzéieren.

- A mir musse bei de Sozialausgabe kucken, datt mer déi op eng sozial gerecht a finanzierbar Aart a Weis och an Zukunft kennen tätegen.

Mir sinn - an dat ass ganz kloer, an ech mengen, och dorriwwer wär Konsensus an désem Parlament - fir e starke Sozialstat. Mä d'Definitioun vun deem Sozialstat ass vläicht net fir jiddwéieren déiselwecht. Fir mech ass de Sozialstat e Stat, deen de Menschen hélfet, verschiedener vun hiren Ziler, verschiedener vun hiren Objektiver ze erreechen, déi se eleng net oder némme schwéier kennen erreechen.

Mä et ass net e Stat, dee fir alles a fir all Aktivitéit a fir all Iddi vun de Leit onbedéngt muss an allen Émstänn och intervenéieren. De Stat ass kee Kleeschen an de Stat ass och keng Kaskoversécherung. Mä de Stat huet eng grouss a wichteg Aufgab, dat ass déi och vun der Solidaritéit.

(Interruption)

Här President, ech mengen, den Här Lux wéllt eng Fro stellen.

(Interruption)

Ah.

► **M. le Président.** Fuert virun, Här Minister!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** De Sozialstat ass also de Stat, deen de Gedanke vun der Solidaritéit muss staark énnerstétzzen. Solidaritéit vis-à-vis vun deene Leit, déi keng Schaff hunn oder déi riskéieren fir Schaff ze verléieren; Solidaritéit vis-à-vis vun deenen, déi an der Krankheet sinn; Solidaritéit vis-à-vis vun deenen, déi en Handicap hunn; Solidaritéit vis-à-vis vun deenen, déi e Wunnengs-



problem hunn, an ech kéint d'Lësch weiderfueren. Leit, déi net mat hiren eegene Mëttèle kënnen eng Rei vun Ziler erreechen, déi d'Gesellschaft, a mir vertrieden déi Gesellschaft heibannen als Deputéierten, als noutwendeg fénnt.

Zum Sozialstat gehéiert och an zur Verwierklechung vun den Ziler gehéiert och, datt ee kuckt, datt mer d'Familljen, déi hei am Land mat Kanner wunnen, och énnerstëtzen, datt se kënnen fir hir Kanner eng Zukunft virbereeden, déi würdeg a liewenswäert ass.

Mä dee Sozialstat kann net reng an der Theorie entstoen. Ech ka mer an engem Sozialstat nach honnertdausend interessant Iddié virstellen. De Sozialstat ass némmen en zolite Sozialstat, soulaang en och finanzéierbar ass a bleift. E Sozialstat, dee just an der Theorie fonctionnéiert, mä deen herno muss duerch massiv Scholde finanzéiert ginn, kann net fonctionnéieren, an och net duerch eng substanziell Augmentatioun vun de Steieren. Dat hu mer an der Vergaangenheit ni gemaach a mir sollten dat och an der Zukunft net maachen, well do gesi mer notamment an de skandinavesche Länner, wat fir eng Kurskorrekturen déi hu misse viru Joren an deem dote Kontext maachen.

Fir eis ass och net all Ëmbau oder Reform am Sozialstat e Sozialofbau. Et kann een e Sozialstat hunn an et kann ee Moosnamen hunn, déi an engem gewëssene Moment agefouert gi sinn, déi een duerno diskutéiert a fénnt, datt ee se kann émschichten op aner sozial Ausgaben. An duerfir muss ee besonnesch an enger schwiereger Finanzéierungszäit, wou et méi einfach wier, einfach ze soen, mir loossen alles lafen, mengen ech, de Courage hunn, iwver verschidden Ausgaben ze diskutéieren an ze kucken, ob se an hirer ganzer Dimensioun noutwendeg sinn, oder ob ee se net kann anescht oder fir aner Zwecker cibléieren.

Kommt, mir diskutéieren am Liicht vun enger dach substanziell international changéierter Finanzsituatioun. De luese Wirtschaftswuesstum fir déi nächst Joren an d'Volatilitéit vun de Steieren an natierlech d'Schwieregkeete vun der europäescher Ekonomie verlaange sécherlech déi eng oder déi aner Ännernung, mä déi steet net a Kontradiktioun an eisen Aen zu engem starke Sozialstat.

Mir brauchen eng gutt funktionéierend Ekonomie, mir musse Rahmebedéngungen hunn, datt international Betriber heihinner kommen, a mir musse kucken, datt de Sozialstat finanzéierbar bleibt.

(**Interruption**)

Mir müssen dat op eng Fassong maachen, déi an eisem Land eng Traditioun huet. An et ass duerfir, wou mer mengen, datt déi Diskussioun muss gefouert ginn iwver eng gewëssen Zäit an datt déi Diskussioun muss gefouert gi mat all deenen, déi am Land Verantwortung hunn.

Do steet d'Regierung an enger wichteger Plaz, mä selbstverständlech ass dat eng wichteg Roll vum Parlament an ass dat eng wichteg Roll vun de Sozialpartner. An duerfir ass d'Regierung gewéllt, am Laf vum nächste Joer déi Diskussiounen ze féieren, fir ze konsultéieren, ze dialogéieren iwvert d'Ziler an iwver Weeér dohinner.

Et bréngt näisch, fir dat ze maachen op eng Fassong, wou ee vun uewen erof eppes diktéiert. Zu eisem Stat, an och dat gehéiert zu deem Stat, dee mer zesummen hei opgebaut hunn, gehéiert en Dialog, gehéiert eng Konsultatioun, och eng Auseinanersetzung mat verschiddenen Iddien. Ech mengen och, datt do déi Parlamentsdebatte kënnen hellefen, well d'Stäerk vun enger Demokratie läit an énnerschiddleche Meenungen, déi een deen anere soll dra respektéieren.

Mir hunn eis e klore Kalenner ginn. De Budget 2010 ass en Antikrisebudget, an iwvert déi Joren duerno musse mer konform zu den europäeschen Diskussiounen kucken, wéi mer aus dem Defizit erauskommen. Déi sougenannten „exit

strategies“ - wat e grousst Wuert ass, fir am Fong de Bon sens ze beschreiwen - sinn, wéi ee graduell iwwert déi nächst Joren an Europa, an duerfir och heiheem, aus dem Defizit erauskënnt a wéi een évitéiert, datt d'Vorschöldung vun de Staten an Europa klémmt.

Ech soen nach eng Kéier, d'Vorschöldung spiert een net direkt. Keen, deen an der Groussgaass spadséiert, spiert, wann de Stat Schold huet. Mä déi, déi a Joren duerch d'Groussgaass oder d'Uelzechstrooss spadséieren, déi spieren et, wa se mussen déi Schold zréckbezuelen.

Et ass eis Verantwortung haut, och wann et méi einfach wär, Schold ze maachen, fir ze évitéieren, datt déi, déi no eis kommen, net vun esou enger gudder Finanzsituatioun kenne profitéieren, wéi déi, déi mir geiert hunn an déi mir an deene leschten zéng Joer gemaach hunn.

Här President, de Budget 2010 ass e Budget, deen eng zolidd Äntwert op d'weltwält Wirtschaftskris gëtt, eng zolidd Äntwert op d'Repercussionen vun där Wirtschaftskris heiheem. Et ass en Antikrisebudget, et ass e Budget, dee gewollt d'Ekonomie an d'Leit hei am Land énnerstëtzzt.

Et ass en Antikrisebudget, deen deenen helleft, déi hir Schaff riskéieren ze verléieren oder verluer hunn, datt déi notamt duerch héich Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi zolidd énnert d'Äerm geograff kréien. Dat ass de Gedanke vun der Solidaritéit, dee fir eis noutwendeg ass.

En énnerstëtzzt d'Kafkraft vun de Leit, well mir hunn d'Steiersituatioun net geännert fir d'Joer 2010, well mer net wollten do eng Brems an de Konsum an an d'Investitioun vun de Privatleit aleeën. En énnerstëtzzt d'Betriber duerch héich Investitiounen an och do duerch e Status quo bei der Steierlaascht.

Dësen Antikrisebudget kenne mer, wéi gesot, finanzéieren duerch Reserven an duerch eng zousätzlech Schold, déi mer wäerten d'nächst Joer ophuelen. Mä d'Zil vun der Budgetspolitik, vun der Finanzpolitik vun der Regierung bleift méttefristeg gesond Statsfinanzen, esou wéi dat an der Regierungserklärung steet, déi vun désem Parlament ugeholle ginn ass. Net héich Schold an net héijen Defizit kenneen eis Linn sinn, well si maachen d'Liewen an deenen næchste Jore vun deenen, déi dann hei liewen, extrem schwéier.

Mir brauchen also als Objektiv ausgeglache Statsfinanzen - méttefristeg -, a mir brauchen als Objektiv en Ëmfeld, wou d'Betriber och an Zukunft op Lëtzebuerg kommen, wou och d'Betriber an Zukunft zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze schafen, wou Kompetitivitéit par rapport zu aneren Ekonomien och besteet, an domadder finanzéiere mer e staarke Sozialstat, bei deem de Gedanke vun der Solidaritéit, de Gedanke vun der Hëllef fir déi, déi et am meeschte brauchen, muss am Vierdergrond stoen. Net e Sozialstat, deen alles mécht, wat en herno net ka finanzéieren.

Duerfir wölle mer am Dialog - ech soen lech et nach eng Kéier - mat der Chamber, am Dialog mat de Sozialpartner an och de Leit hei am Land - well déi hunn och eng Meenung zu där Fro, déi wëssen och, wat et heescht, wann ee manner erakritt an dann ee Moment muss manner ausginn - mat all deene wölle mer d'Zil vun eise méttefristeg ausgeglachene Statsfinanzen erreechen.

(**Interruption**)

Do, wou de Konsensus méiglech ass, siche mer en a begréisse mer en. Do awer, wou de Reformwölle oder den Diskussiounswölle guer net besteet, schéngt et eis noutwendeg, datt mer dann eis Verantwortung als Regierung iwwerhuelen. Et geet dorém, d'Dépensen ze iwwerkucken; et geet dorém, d'Recetten ze iwwerkucken. An do, mengen ech, muss een ouni Tabu an ouni Ideologie eng Rei Diskussiounen féieren.

Spueren némme bei deenen anere kann net d'Lésung sinn. Steieren, ouni d'international Konkurrenzfægkeit a Fro ze stellen, ze diskutéieren, ass selbstverständlich. Dat hu mer och an deenen aneren, an deene leschte Jore gemaach. Dat muss och an déser Debatt noutwendeg sinn.

Sommaire des séances publiques N°s 8, 9, 10 et 11

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale	pages 102-104
6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague	pages 104-117
6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État	pages 117-122
Ordre du jour	page 122
Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias	page 123
Communications	page 123
6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs	page 123
Ordre du jour	page 123
6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	pages 123-127
- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances	pages 136-140
6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg	pages 127-128
6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval	pages 128-130
6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange	pages 130-131
5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes	pages 131-134
Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006	pages 134-135

Mir musse bëid Säite vum Budget am Liicht vun der internationaler Finanzsituatioun kucken.

Mä mir mussen och d'Reformen, ouni Klassiekampf an ouni ee géint deen aneren auszespillen, féieren, well et soss, mengen ech, net an där Aart a Weis ka virugoen, wéi mer dat an der Vergaangenheit fäerde bruecht hunn, an ech sinn dovun iwwerzeegt, datt mer dat fäerde bréngen.

Et geet schlussendlech an déser Debatt net ém abstrakt Chifferen. Et geet ém Chiffren, déi eppes ze doen hu mat eisem Land a mat deene Leit, déi hei am Land wunnen. Et geet net ém déi nächst Wahlen. Et geet ém de laangfristige Succès vun eisem Land. Et geet ém d'Qualitéit, ém d'Liewensqualitéit hei am Land, an dozou gehéieren, fir déi ze erreechen, och gesond Statsfinanzen.

Et geet also via d'Finanzpolitik - an duerfir freeën ech mech op déi Debatten, déi an désem Parlament an deenen næchsten Deeg, mä virun allem och am næchste Joer stattfannen, an och dobaussen, well och déi Debatte si wichteg - dorém, eng Gesellschaft ze schafen, an där et engsäits eng grouss Solidaritéit gëtt a wou anerersäits Aarbechtsplazen duerch gutt Kaderbedéngungen och an Zukunft geschafe ginn.

Fir dat, wat eis charakteriséiert a verbénnt, fir dat awer och, wat eis Virgänger opgebaut hunn, a verännerte Konditiounen ze erhalen, duerfir musse mer, ob mer et wëllen oder net, eng Rei Ännernunge virhuelen. Wien haut stoebleift, fält muer zréck.

De Budget 2010, fir deem seng Zoustëmmung ech hei am Numm vun der Regierung bei der Chamber plädéieren, well et eng Äntwert ass op d'Kris, gëtt eis d'Zäit, fir an deem Krisejoer 2010 Reforme fir no der Kris konstruktiv, hoffen ech, ze diskutéieren, well d'Zäit no der Kris wäert sécherlech e bëssen anescht si wéi d'Zäit virun der Kris. Wien déi Meenung net deelt, deen, mengen ech, sollt et soen, an och, firwat e mengt, datt d'Situatioun vu virun der Kris géif liicht an Europa an heiheem erëmkommen. Mir mengen, datt eng Rei Ännernungen noutwendeg sinn an datt mer net kënnne jorelaang mat defizitaire Budgete fueren.

Am Fong ass eis Aufgab schwierig, an trotzdem muss ee Respekt hu virum Courage, virun der Wäitsiicht vun deenen, déi virun eis Krise gériert hunn. A mir sollen eis un hinnen e Virbild huelen: Dái, déi nom Zweete Weltkrich eist Land an eis Ekonomie erëm opgebaut hunn, an déi, déi no der Stolkris eist Land a seng Wirtschaft diversifizéiert hunn, iwwerall do fanne mer Elementer vun Antwerten, déi eis och an déser Kris wäerten hellefräich sinn.

Ech wënsche mer op jidde Fall als Finanzminister en zukunftsorientéiert, reformfægt, attraktiivt Land, fir können ze lieuen a fir ze schaffen, an d'Finanzpolitik spilt do natierlech an deem doten Zil eng éischt Gei.

Mä némmen, wa mer eis zusummesetzen, wa mer zusummen iwwert déi eenzel Pisten do diskutéieren, zusumme fir d'éischt awer och iwwert d'Objektiver vun eisem Stat a vun eiser Finanzpolitik diskutéieren, ouni Tabu an ouni ideologesch Scheiklappen, ech mengen, da géife mer och mat klengen Ännernunge Grousses kenneen erreechen an och mat engem neien Élan eist Land op d'Zukunft kennevirbereeden.

Virun eis läit eng grouss Aufgab. De Budget 2010 setzt éischt Jalonen dovunner als Äntwert op d'Kris, mä et kënnnt och eng Zäit no der Kris, a wa mer déi richteg upaken, dann ass et mer net baang ém d'Zukunft vun eisem Land. Mä mir brauchen en neien Élan, fir deen d'Finanzpolitik wäert hire wesentleche Bäitrag leeschten.

Merci.

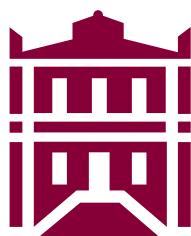
► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Ech ginn dem Finanzminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2010 fänken d'nächst Woch en Dënschdeg un.

Domadd der si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Dái nächst Sitzunge si virgesi fir den 8. an den 9. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.33 heures)



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°4 • SESSION ORDINAIRE 2009 - 2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N° Auteur

Objet

Session ordinaire 2008-2009

3307	Aly Jaerling	Paquet de mesures conjoncturelles
3316	Aly Jaerling	Prestations hospitalières moyennant des forfaits
2^e session extraordinaire 2009		
0037	Ben Scheuer	Repeuplement des fleuves
0050	Marc Spautz	Travail des élèves et des étudiants
0051	André Bauler et Fernand Etgen	Château de Wiltz
0054	Viviane Loschetter et Xavier Bettel	Manque de personnel temporaire des crèches, foyers de jour et garderies
0066	Xavier Bettel	Déclarations de partenariats
0072	Marc Spautz	Délinquance juvénile
0078	Gast Gibéryen	Primes étaétiques «PRIMe CAR-e et PRIMe CAR-e plus»
0079	Ben Scheuer	Impact de la prime à la casse
0084	Marc Spautz	Politique menée par le Service des Sites et Monuments Nationaux aux fins de préserver le caractère «historique» de certains sites
0085	Marc Angel	Ligne de bus RGTR 118 (Luxembourg-Trèves)
0088	André Bauler et Fernand Etgen	Distribution du courrier et quota de personnel facteur remplaçant
0092	Claudia Dall'Agnol	Gratuité des transports publics pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés par un adulte
0093	Léon Gloden	Agrandissement du Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher
0095	Claude Adam	Travaux de rénovation de la cathédrale Notre-Dame
0096	Eugène Berger	Pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem
0097	Claude Haagen	Tribunal d'arrondissement de Diekirch
0099	Ben Scheuer	Procédures d'immatriculation et de mise hors circulation de véhicules
0101	Robert Weber	Immeuble «Gare de Berchem»
0103	Claude Adam	Nombre d'heures d'instruction par an
0106	Roger Negri	Restructuration de CFL cargo
0109	Jean Colombera	Décharge du SIDEC au Fridhaff
0110	Marc Spautz	Mise en place d'une banque de données en matière de moelle osseuse
0111	Jean Colombera	Géothermie de profondeur
0118	Jean Colombera	Maisons médicales
0145	Marc Spautz	Ampoules fluo-compactes
0148	François Bausch	Organisation du City marathon 2010 dans la Coque au Kirchberg
0151	Jean Huss	Refus de la direction d'un hôpital à pratiquer une aide directe à mourir alors que toutes les conditions de la loi en question étaient remplies
0153	Jean Colombera	Zitha Gesondheetszentrum

0156 Marc Spautz

Déclarations d'un membre de l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD) lors de la présentation du plan de lutte Vétérans luxembourgeois de la Guerre de Corée

Session ordinaire 2009-2010

0160	Fernand Kartheiser	Formation luxembourgeoise des infirmiers
Session ordinaire 2009-2010		
0162 cf. 0202	Eugène Berger	Institut grand-ducal
0189	Claudia Dall'Agnol	Enfants atteints d'un cancer
0192	Claude Haagen	Utilisation d'immeubles destinés au logement comme bureau ou surface commerciale
0194	Ben Fayot	Reconnaissance de la formation du «Rettungsassistent»
0195	André Bauler	Registre du cancer de l'enfant
0196	Jean Colombera	Autorisation d'accès à l'aéroport
0197	Ben Fayot	Stratégie d'Enovos en matière de l'utilisation des énergies renouvelables
0198	Marcel Oberweis	Production d'électricité issue de sources renouvelables
0199	Claude Haagen	Éventuelle pénurie de places à l'Université du Luxembourg
0200	Sylvie Andrich-Duval	Formation des infirmiers au Luxembourg
0202 cf. 0162	Jean Colombera	Projet des commissariats de proximité et d'intervention (CPI)
0203	Fernand Etgen	Droit de superficie
0205	Emile Eicher	Réduction de la consommation d'énergie de l'éclairage public
0206	Henri Kox	Cellule d'encadrement et de soutien aux personnes impliquées dans la pratique d'une euthanasie ou d'un suicide assisté
0207	Jean Colombera	Procédure d'autorisation des forages pour l'alimentation du chauffage d'une maison unifamiliale
0213	Camille Gira	Implantation éventuelle de six réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert
0214	Léon Gloden	Élèves assistants techniques médicaux de laboratoire
0217	Marc Spautz	Augmentation de capital de la banque BNP Paribas
0218	Claude Haagen	Encadrement des familles en difficultés
0219	André Bauler	Extension des installations du port de Mertert
0220	Henri Kox	Nouvel échelon B6 chez l'impôt foncier
0221	Camille Gira	Modalités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves dans les écoles fondamentales
0224	Jean-Paul Schaaf	Bégaiement
0227	Claude Meisch	Contamination du site des futurs Lycées à Mersch
0230	Claude Adam et Camille Gira	Grippe A/H1N1 - Effets secondaires du vaccin
0232	Jean Colombera	

Session ordinaire 2008-2009

Question 3307 (21.4.2009) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **paquet de mesures conjoncturelles**:

Baséierend op de Resultater vun den Diskussiounen an der Krisekommissioun vun eiser Chamber, huet d'Regierung zum Deel Virschléi aus dem Rapport opgegraff an zu engem Moosnamepkzesummengeschchnouert.

Geheiie mer emol ee Bléck iwwert d'national Grenzen eraus, fir ze kucke wéi aner Länner et geomach hunn, fir dës Kris Meeschter ze ginn.

Den 10. am Ouschtermount 2009 huet Japan zum Beispill sain drëtte Konjunkturplang virgeluecht.

Dëse soll genau wéi déi viregt Programmer déi ökonomesch Aktivitéité stimuléieren.

Allerdéngs fält op, datt déi japesch Regierung versicht iwwert dësen drëtte Konjunkturprogramm vill méi wéi nach virdrun,

nei an innovativ Wirtschaftssektoren ze fördern, fir op laangfristeg an nohalteg Effekter ze setzen.

Do héiert ee vu Moosnamen am Gesondheets- a Sozialberäch, mat zum Beispill Projete fir behénnert Ménschen.

Et gëtt massiv d'Solarenergie gefördert, esou sollen a Japan e Groussdeel vun öffentleche Schoulen an deenen nächste Jore mat Solarenergiegeneratoren ausgerüst ginn.

Virun allem schéngen d'Japaner an hirem drëtte Konjunkturprogramm op wierklech fréisch a stimulant Moosnamen ze setzen.

Kennen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Sinn och esou geaart innovativ, iwwert den traditionelle Kader erausgoend, Moosnamen am Létzebuerg Konjunkturprogramm dran?

2) Ass et denkbar, dass an der Ausféierung vun eisem nationale

Konjunkturprogramm ausdrécklech den Akzent op innovativ an nohalteg Projete gesat gëtt?

3) Gëtt et hei am Land eng Ulfstell, wou Leit mat neie Kompetenzen, Entrepreneure mat elo wierklech gefuerdertern Initiativgescht, sech wende kënnen, fir matzesschaffe bei der Konzipierung an Émsetzung vun innovative Projeten, esouer déi et hei zu Létzebuerg nach net ginn an déi awer fir d'Virbereedung vun eiser Zukunft vu Wichtegkeet sinn?

4) Wéi kommunizéiert d'Regierung hir Émsetzpläng vum nationale Konjunkturprogramm?

5) Gëtt et een interaktiven Internetsite vun der Regierung, deen den Dialog mat allen Interessente fleegt, a wou och Iddien aus dem Vollék afléisse kënnen?

6) Gëtt et zum Beispill kuerza mëttelfristeg nei a couragéiert Moosnamen an eiser nationaler Ökonomie, déi ganz spezifesch de Sozial-, Gesondheets-, Bildungs-, Wunnengsbau- an Technologiesektor betreffe wäerten?

7) A wéi engem Mooss kënnen esou Moosnamen net némmen ee wirtschaftleche Stimulus duerstellen, mä och een nohaltegen Diversifizierungseffekt fir eis national Ökonomie hunn?

8) Wat si konkret Iwwerleeungen a Moosname vun der Regierung an déser Hisiicht?

9) Gëtt och bei eis oppgerechent wivill Aarbeitsplätze gerett, gesécheret an eventuell nei geschafe gi mat eenzelnen Antikrisemoosnamen aus dem Konjunkturpak?

Réponse commune (4.11.2009) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'Etat et de **M. Jeannot Krecké**, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur:

D'Opstelle vun engem Konjunkturplang an enger Kris viséiert déi kuerzfristeg Baisse vun der Demande vum Privatsecteur, sief et vun de Betriber oder den Haushalter, sou schnell wéi méiglech duerch méi grouss Ausgabe vun der öffentlecher Hand zumindest deelweis ze kompenséieren. Dat

Schwiergst an engem Konjunkturprogramm ass dobäi d'Dépensen ze identifizéieren, déi en effet ouni laang Déläie gemaach kënne ginn. Ze oft kënnnt et nämlech vir, an dat hu vill Etüde beluecht, datt d'Dépensen aus Konjunkturläng eréischt gemaach ginn, wann dat déiwste Konjunkturlach schonns nees laanscht ass.

Et däerf een duerfir e Konjunkturprogramm net mat der allgemenger Wirtschaftspolitik verwiesselen. Iwwert déi lescht Joren huet d'Regierung eng ganz Rei vu Mesuré geholl, fir nei ökonomesch Aktivitéiten, innovativ Betriber an nei Technologien ze éenerstézen. Als Beispill kann een d'Agence Luxinnovation nennen. Och am Energieberäch goufe Mesuré geholl, sief et fir erneierbar Energien ze éenerstézen oder Investitiounen an



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

d'Spuere vun Energie ze verstärken. D'Agence My Energy ass hei fir d'Bierger den Haauptulafpunkt. Zumools an enger Kris, wou et drëm geet d'Zukunft ze préparerieren, sinn dést wichteg Initiativen. Si hunn awer nëmmen an deem Mooss Agank an de Konjunkturplang vun der Regierung kritt, wéi se effektiv duerch nei Regierungsmaosnamen en immédiaten Effet op d'Konjunktur hunn.

Genee wéi déi allgemeng Wirtschaftspolitik net e Konjunkturplang, deen op eng spezifesch Situations reagéiert, ersetzt, genee sou kann e Konjunkturplang net eng allgemeng engagiert an innovativ Wirtschaftspolitik ersetzen. De Konjunkturplang, dee vu senger Natur aus sech op dat Immédiat konzentriert, muss also och weider duerch méi laangfristeg politesch Zilsetzunge kompletéiert ginn, sou wéi dat och an de leschte fennet Joer, virun der Kris, de Fall war.

Question 3316 (27.4.2009) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant les **prestations hospitalières moyennant forfaits**:

Am Regierungsprogramm vun der jetzeger Koalitioun steet folgenden Aktiounspunkt:

«En dehors des budgets hospitaliers, la prise en charge des prestations hospitalières moyennant des forfaits, établis par groupes de malades présentant des caractéristiques communes du point de vue de la discipline médicale, du diagnostic, de la thérapeutique et des ressources hospitalières devrait être évaluée.»

Et gouf also dru geduecht - deemzurfolleg och esou am Regierungsprogramm (wann och am conditionnell) festgeschriwwen, fir ze bewäerte wat sougenannt Fallpauschalen an der Finanzierung vun eisem Gesondheetssystem géife bréngen, dat nodeems mer bekanntlech am Ufank vun dëser Legislatur-period mat Defiziter an eise Krankekeessen ze dinn haten.

Der Finanzierung opgrond vu Fallpauschalen geet de Ruff viraus, datt se fir méi Transparenz an der Käschtestruktur vun den Déngschtleeschunge suerge kënnen an dass se zu méi Qualitéitsverhale motivéieren, an och zu méi Zesummenarbecht téschent den Déngschtleeschter ureege géifen, dat virun allem am Interessi vum Patient.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntworten:

1) Gouf dës Bewäertung vun der Utilitéit vu Fallpauschalen tatsächlich an dëser Legislatur-period ännerholl?

2) Wa jo, wat waren d'Resultater a wou kann een déi noliesen?

3) Wa se net gemaach gouf, wat sinn d'Grénn, déi d'Regierung dovunner ofgehalen hunn, fir dës Evaluatioun ze maachen?

4) Hu Fallpauschalen dach awer eng Plaz am zukünftege Finanzierungsmodell vun eiser Gesondheetsversuergung?

5) Woufir hu mer net scho laang, genau wéi aner Länner an Europa, Fallpauschalen an eiser

Gesondheetsversuergung agefouert?

6) Wa Fallpauschalen keng Option fir eise Gesondheetssystem si sollten, wat sinn der Regierung hir Alternativen, fir eng nohalte Stabilisierung vun de Finanzen an désem System ze garantieren, och opgrond vun aktuell drohenden Defiziter an der Gesondheetskeess, wann d'Kris méi laang unhale sollt wéi gemengt gëtt?

7) Wieren esou Ziler, wa se duerch de Bedreif vu Fallpauschalen erreicht géife ginn, net schonns d'Afierung vun dëse selweschte Pauschale wäert?

Réponse (30.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

En 2007, une étude, commandée par l'ancienne UCM sur les options de financement des frais variables des établissements hospitaliers, avait notamment analysé les risques et les opportunités d'un système basé sur des DRG («Diagnosis related groups») appliquée dans un certain nombre de pays.

Nonobstant les questions de principe et les problèmes techniques à clarifier, il est clair que ni les établissements hospitaliers, ni les organismes gestionnaires de l'assurance maladie ne sont actuellement outillés pour assumer un tel changement de paradigme. Néanmoins, il est certain qu'il faudra s'investir davantage dans l'étude de ces questions, notamment par rapport aux référentiels applicables et au périmètre d'application de ces forfaits.

2^e session extraordinaire 2009

Question 0037 (24.8.2009) de **M. Ben Scheuer** (*LSAP*) concernant le **repeuplement des fleuves**:

Un article paru récemment dans le quotidien français «Le monde» fait état de la réapparition du saumon dans la Seine. Le repeuplement naturel d'un grand fleuve par une espèce disparue depuis des décennies constitue non seulement un enrichissement du cheptel piscicole, mais il livre la preuve que la pollution des eaux a été significativement diminuée et que les obstacles à la migration des poissons ont été enlevés. En voilà donc une avancée écologique importante chez nos voisins français.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement du programme «Rhin 2020» de réintroduction des grands migrateurs dans le système fluvial du Rhin, programme auquel le Luxembourg participe, puisque le bassin mosellan, la Sûre avec les ruisseaux affluents, sont compris dans le système de monitoring en question?

- Quel est le succès des repeuplements en smolts et alevins dans la Sûre et dans l'Our pratiqués depuis le début des années 90? Est-ce que des retours ont déjà pu être constatés? À quels endroits se font des récupérations à la nasse?

- L'adaptation des ouvrages techniques du barrage de Rosport telle que proposée en 2007 et en 2008 est une condition nécessaire à la réalisation du programme. Quel en est actuellement l'état des choses?

Réponse (4.11.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre*

de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le programme international «Saumon 2000» concernant la réintroduction du saumon atlantique et des autres poissons «grands migrants» dans le bassin du Rhin et ses affluents, prononcé par la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR), dont le Luxembourg est État membre, a été suivi du programme «Saumon 2020».

Depuis, maintes mesures ont été réalisées dans les cinq pays membres de la CIPR, c'est-à-dire l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Suisse et notamment le Luxembourg. Ces mesures consistaient essentiellement en la reconstitution d'une souche de «saumon-Rhin» via des repeuplements importants en juvéniles de saumon de différentes provenances, ainsi qu'en des projets de rétablissement de la continuité biologique des cours d'eau des cinq Etats riverains du bassin du Rhin.

En 2009, l'étude «Analyse ichtyo-écologique globale et évaluation de l'efficacité des mesures en cours et des mesures envisagées dans le bassin du Rhin pour réintroduire les poissons migrants» a été finalisée au sein du sous-groupe «SALM», groupe de travail spécialement conçu à cet effet au sein du groupe B de la CIPR, et dont le Luxembourg assurait la présidence.

Entre 1992 et 2004, le service de la pêche procédait à des repeuplements en alevins et en smolts de saumon sur différents tronçons de la Sûre et de l'Our, chaque fois en aval des barrages insurmontables d'Esch/Sûre et de Vianden.

La croissance et la survie des saumoneaux dans la Sûre et dans l'Our sont très bonnes. C'est à l'âge d'un ou de deux étés, quand les poissons ont atteint une taille entre 15 et 20 cm, qu'ils quittent nos cours d'eau au mois de mai pour entamer leur migration vers la mer, où après un à quatre années, ils atteignent la maturité sexuelle avant d'entamer leur retour sur les frayères natales.

Actuellement, le bassin mosellan avec les ruisseaux de l'Eifel et le projet partiel luxembourgeois entrent en ligne de compte comme unité de suivi (monitoring) du programme «Saumon 2020». Le contrôle des saumons matures retournant de la mer est effectué par la nasse placée sur le barrage le plus en aval de la Moselle, à la hauteur de Coblenze.

Jusqu'à ce jour, environ 60 saumons remontant la Moselle pendant leur migration de frai ont pris le chemin de la passe à poisson à Coblenze. Ces géniteurs sont soustraits à la reproduction naturelle pour créer une nouvelle souche saumon Rhin/Moselle.

Sur la Moselle entre Coblenze et Wasserbillig, 10 obstacles se dressent actuellement à la remontée des poissons vers les cours d'eau luxembourgeois. À l'heure actuelle, ces écluses sont toujours difficilement franchissables pour les grands migrateurs.

Jusqu'à ce jour, aucun saumon adulte remontant les cours d'eau luxembourgeois ne nous a été signalé. C'est ainsi qu'en 2005, le Luxembourg a arrêté les repeuplements en saumons juvéniles en attendant que des décisions soient prises par l'Allemagne concernant l'amélioration de la continuité écologique dans la Moselle allemande.

En 2009, une convention à ce sujet a été signée entre le Land de Rhénanie-Palatinat et le Bund allemand.

La loi du 13 mai 2009 relative à la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport inclut différentes mesures concernant l'amélioration de la continuité écologique de la Sûre. Ces mesures se composent de plusieurs volets:

- Amélioration de la continuité écologique au barrage principal et à l'aval des turbines hydroélectriques;

- Détermination et respect du débit minimal résiduel dans le méandre de la Sûre court-circuité;

- Mesures de protection des poissons et surtout des anguilles lors de la dévalaison dans le canal d'amenée des eaux.

La réalisation de ces mesures est prévue pour 2011, c'est-à-dire lors des travaux de réhabilitation de la centrale hydroélectrique. Des mesures concernant la protection des anguilles lors de leur dévalaison par le canal d'amenée des eaux vers les turbines sont effectuées à Rosport depuis quatre ans déjà.

La réintroduction du saumon dans l'hydrosystème du Rhin est un projet de renommée internationale dans le cadre du développement des cours d'eau et de la protection des espèces. Le nombre croissant d'adultes de retour et les premières preuves d'une reproduction naturelle ont contribué à accroître la population de ce projet. De 1990 à 2009, on a ainsi compté plus de 900 saumons mûrs lors de captures de contrôle dans l'hydrosystème de la Sieg (Rhénanie-du-Nord-Westphalie et Rhénanie-Palatinat). Sur le Rhin supérieur également, on a enregistré le passage d'environ 400 saumons dans la passe à poissons d'Iffezheim entre 1995 et 2009. Sous l'angle de l'écologie fluviale, l'évolution est localement positive. Conséquence directe du projet Saumon 2000, le rétablissement de la continuité linéaire (vers l'amont et vers l'aval) a pris une place importante dans le développement des cours d'eau.

La passe à fentes verticales mise en service il y a quelques années au barrage d'Iffezheim sur le Rhin est la plus grande passe à poissons européenne. Différents affluents à frayères (potentiels) sont entre-temps à nouveau ouverts aux saumons et autres poissons migrants. La restauration des frayères s'impose également depuis que la problématique de l'oxygénéation insuffisante des œufs et des alevins dans le milieu interstitiel du substrat de fond dans les rivières est connue.

Il reste à préciser que les saumons pris dans la Seine en France sont des «rôdeurs» vu qu'aucun programme de réintroduction de saumons atlantiques n'a eu lieu dans ce cours d'eau les dernières années. La Seine présente en outre peu ou pas d'obstacles à la migration des poissons.

Question 0050 (1.9.2009) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant le **travail des élèves et des étudiants**:

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser

une série de questions à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi concernant le travail des élèves et des étudiants, et plus précisément j'aurais aimé savoir:

- Combien de postes de travail ont été réservés cette année aux élèves et aux étudiants? Par rapport aux années précédentes, ce nombre est-il croissant, décroissant ou stable?

- Comment fut cette année la collaboration entre l'Administration de l'Emploi et les entreprises privées concernant le travail des élèves et des étudiants?

- De quelle manière les élèves et les étudiants doivent-ils se préparer pour le monde du travail respectivement quelles sont les démarches qu'ils doivent accomplir pour trouver un emploi d'été notamment au vu du fait que de nombreux jeunes n'ont pas trouvé d'emploi pendant les vacances d'été?

- Quelles sont les mesures mises en place par le Gouvernement pour aider les élèves et les étudiants concernés afin d'optimiser leurs chances de trouver un emploi d'été? Dans ce contexte, le Gouvernement pense-t-il que l'éducation nationale accompagne suffisamment les élèves par exemple en les informant à temps des possibilités qu'ils ont de travailler pendant les vacances d'été ou en les aidant à rédiger un CV?

- Le Gouvernement entend-il intervenir auprès des entreprises qui acceptent en début d'année d'engager des jeunes pendant les vacances d'été et donnent aux principaux intéressés un accord de principe en ce sens et qui ne maintiennent malheureusement pas leur promesse le moment venu?

Réponse commune (30.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

L'emploi des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires est régi par les articles L.151-1 à L.151-9 du Code du Travail.

Conformément à l'article L.151-3 du Code du Travail, tout employeur occupant des élèves ou étudiants est tenu de communiquer à l'Inspection du Travail et des Mines une copie du contrat dans les sept jours suivant le début du travail.

Cette communication du contrat d'engagement vise à permettre à l'Inspection du Travail et des Mines de vérifier:

- si l'employeur respecte bien ses obligations légales relatives aux mentions obligatoires à inclure dans le contrat d'engagement énumérées à l'article L.151-3,

- si la durée maximale de deux mois d'occupation par année civile pour un élève ou étudiant (article L.151-4) n'est pas dépassée,

- si l'employeur verse bien à l'élève ou étudiant qu'il occupe un salaire qui ne peut être inférieur à 80% du salaire social minimum, gradué le cas échéant en raison de l'âge (article L.151-5).

Ces contrats d'élèves ou d'étudiants n'étant cependant pas enregistrés ou regroupés dans une base de données, les services de l'Inspection du Travail et des Mines ne sont actuellement pas en mesure de renseigner quant



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

au nombre exact de contrats reçus, ni quant à l'évolution du chiffre de contrats transmis sur plusieurs années.

En ce qui concerne la collaboration entre l'Administration de l'Emploi et les entreprises il faut relever que ces dernières n'ont pas d'obligation de déclarer les postes vacants pour étudiants/élèves à l'Administration de l'Emploi. L'embauche se fait le plus souvent par la voie non formelle, notamment le bouché-à-oreille, respectivement par le biais de sites Internet spécialisés.

Durant l'été 2009, 330 jeunes ont sollicité l'aide de l'Administration de l'Emploi dans leur quête de trouver un job pour étudiants. 244 postes ont été déclarés à l'Administration de l'emploi. À noter qu'il y a une forte inadéquation entre les postes déclarés et le profil des jeunes sollicitant l'aide de l'Administration de l'Emploi: la plupart des postes déclarés s'adressent à des jeunes ayant 18 ans au moins alors que la majeure partie des jeunes se manifestant à l'Administration de l'Emploi ont moins de 18 ans.

Aussi l'Administration de l'Emploi n'est elle pas en mesure de vérifier combien de postes déclarés ont pu être pourvus par des jeunes assignés par l'Administration de l'Emploi alors qu'il n'existe pas d'obligation d'information ni pour les jeunes, ni pour les entreprises.

Il est difficilement envisageable pour le Gouvernement d'intervenir auprès des entreprises, a fortiori en imposant des contraintes, alors que le travail des vacances est autant une activité sociale volontaire des entreprises qu'une activité économique.

Question 0051 (1.9.2009) MM. André Bauler et Fernand Etgen (DP) concernant le Château de Wiltz:

Il nous revient que l'ouverture des nouveaux bâtiments du Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Wiltz est prévu pour automne 2009. Dès la fin du mois de décembre, les locaux actuels du CIPA aménagés dans l'enceinte du château de Wiltz seront disponibles pour d'autres usages.

Puisque le développement industriel, commercial et touristique de Wiltz est en déclin depuis des années et comme tout retard de réaffectation du château se solderait par des répercussions socio-économiques graves pour la ville, nous prenons la respectueuse liberté de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget:

Nous référant à la réponse relative à la question parlementaire N° 2297 du 12 février 2008, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur les réunions de concertation qui ont eu lieu au printemps 2008? Quelles en sont les conclusions?

Au cas où des projets concrets de réaffectation du château de Wiltz seraient envisagés, quels sont les ministères intéressés, quel est leur concept et qu'en est-il de l'avancement des travaux de planification?

Est-ce qu'un calendrier concernant la mise en œuvre des travaux de construction proprement dits a déjà été fixé?

Réponse (28.10.2009) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Les locaux utilisés pour le centre intégré pour personnes âgées (CIPA), actuellement aménagés dans l'enceinte du château de Wiltz, seront libérés vers la fin 2010, lorsque les nouveaux locaux du CIPA ouvriront leurs portes. Dans ce contexte, la question de la réaffectation du château de Wiltz revêt une importance primordiale pour toutes les raisons invoquées dans la question parlementaire.

Le Gouvernement n'a pas encore pris de décision quant à l'utilisation future de cet immeuble. Il envisage d'arrêter sa position à la lumière d'une part des travaux préparatoires des différents ministères et des autorités communales et d'autre part de la situation financière de l'Etat au cours du premier trimestre 2010.

Question 0054 (3.9.2009) de M. Xavier Bettel (DP) et de Mme Viviane Loschetter (dégrégé) concernant le manque de personnel temporaire des crèches, foyers de jour et garderies:

Au Luxembourg, les activités dans les domaines social, familial et thérapeutique sont réglementées par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Pour obtenir l'agrément, les requérants doivent notamment disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers. Le niveau et le type de qualification professionnelle ou de formation équivalente ainsi que la dotation minimale en personnel sont fixés en considération des prestations offertes, des besoins des usagers et du fonctionnement du service.

L'Etat peut accorder un soutien financier pour l'exercice de ces activités à condition que le bénéficiaire accepte de signer avec l'Etat une convention. Il s'avère que notamment les crèches, foyers de jour pour enfants et garderies conventionnés doivent faire face à des pénuries de personnel qualifié en cas de congés de maladie, situation qui risque de s'aggraver en cas de pandémie, notamment de grippe A/H1N1.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que les prestataires du secteur conventionné tels que crèches, foyers de jour pour enfants et garderies peuvent, à titre exceptionnel, en cas de pénuries de personnel qualifié, déroger aux termes de la convention et de l'agrément et engager, le cas échéant, afin de pallier temporairement à ce manque en ressources humaines, du personnel ne remplissant pas toutes les conditions requises, notamment en termes de qualification?

- Pourrait-on envisager, comme mesure d'urgence, de faire fonctionner crèches, foyers de jour pour enfants et garderies avec du personnel restreint, ce qui leur éviterait de fermer leurs portes?

- Dans la négative, quelle solution Madame la Ministre propose-t-elle aux crèches, foyers de jour pour enfants et garderies conventionnés afin de leur permettre d'assurer un service adéquat en cas de manque de personnel temporaire?

Réponse (29.10.2009) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Les prestataires du secteur conventionné tels que crèches, foyers de jour pour enfants et garderies ont parfaitement la possibilité de pallier temporairement à un manque de ressources humaines, alors que l'article 12 du règlement grand ducal du 20 décembre 2001 intitulé «le personnel d'encadrement» dispose: «le personnel d'encadrement se compose pour la moitié au moins de personnes qualifiées, compte tenu des tâches hebdomadaires. Lors du départ d'un membre du personnel qualifié le gestionnaire dispose d'un délai de six mois pour procéder à un nouvel engagement. (Si le seuil tombe en dessous des 50% requis). Pour cette période le membre du personnel qualifié absent doit être remplacé sans que le remplaçant ne doive justifier d'une qualification. Le gestionnaire d'une structure d'accueil existante lors de la mise en vigueur du présent règlement et dont l'effectif du personnel se compose d'un nombre insuffisant de personnes qualifiées au sens de l'alinéa précédent est tenu, sous peine de retrait de l'agrément, d'ajuster sa structure du personnel en remplaçant au fur et à mesure des départs les personnes non qualifiées par des personnes dûment qualifiées.

Sauf le cas de l'absence de plus d'un tiers des enfants d'un groupe, le membre du personnel d'encadrement de ce groupe doit être remplacé en cas d'absence planifiée de plus de quatre jours consécutifs. Si l'effectif du personnel dépasse de 20% au moins l'effectif minimal défini par le présent règlement, le recours à des remplaçants n'est pas requis.»

À noter que le personnel d'encadrement pour les crèches conventionnées est un personnel qui dispose dans la majorité des cas d'une qualification.

Concernant les absences de courte durée de la part du personnel socioéducatif (par exemple: congé de maladie, congé récréatif etc.), le personnel qualifié est assez souvent remplacé par des agents de qualifications inférieures.

Pour des congés de longue durée (par exemple: congé de maternité, congé parental etc.) le remplacement se fait dans la mesure du possible par des personnes de qualification similaire.

Il échel de signaler que les institutions dont référence ne sont pas des structures directement gérées par l'Etat, mais par des associations sans but lucratif respectivement par des Communes.

Il revient par conséquent aux gestionnaires eux-mêmes d'en décider, tout en respectant les modalités de la Convention signée avec l'Etat et bien sûr le cas échéant les modalités et mesures prévues dans le cadre d'un plan pandémie élaboré sous la compétence du Ministère de la Santé.

Il y a lieu de rappeler que les ratios d'encadrement éducatif tels que définis à l'article 13 du règlement grand ducal mentionné ci-avant prévoit des effectifs minima en fonction du nombre d'enfants maximal pour chaque groupe d'enfants et ce en fonction de l'âge et des infrastructures disponibles.

Cet effectif minimum est déterminé séparément pour chaque groupe d'enfants en fonction du nombre de places, du nombre d'heures d'ouverture par semaine ou encore du nombre d'enfants par agent d'encadrement.

Question 0066 (11.9.2009) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les déclarations de partenariats:

Aux termes de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, les déclarations de partenariat sont conservées au répertoire civil tenu par le parquet général.

Il me revient que la communication aux intéressés de ces déclarations de partenariat prendrait un certain délai. D'après certaines informations, les personnes ayant conclu un partenariat seraient obligées de joindre chaque année à leur déclaration fiscale leur déclaration de partenariat afin de prouver que celui-ci n'a pas été dissous.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quels sont les délais d'attente pour la communication aux intéressés des déclarations de partenariat de la part du répertoire civil tenu par le parquet général? Quelles en sont les raisons?

- Est-il exact que les personnes ayant conclu un partenariat sont obligées de joindre chaque année à leur déclaration fiscale leur déclaration de partenariat afin de prouver que celui-ci n'a pas été dissous? Dans l'affirmative, pour quelles raisons, alors que les couples mariés ne sont pas obligés de fournir annuellement une telle preuve?

Réponse commune (5.11.2009) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice et de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

D'après les informations fournies par les autorités judiciaires, les délais d'attente pour la communication aux intéressés des déclarations de partenariat de la part du Parquet général, service du répertoire civil, sont d'environ deux semaines. Cette durée s'explique par le fait que le service du répertoire civil est investi de nombreuses autres tâches et que le nombre des demandes de copie de déclaration de partenariat est élevé.

Lorsqu'un contribuable invoque pour la première fois le partenariat, l'Administration des Contributions directes lui réclame une copie de la déclaration de partenariat pour le motif qu'il s'agit actuellement du seul moyen permettant de vérifier le statut de la personne concernnée. Contrairement à ce qui est le cas pour les personnes mariées, divorcées, séparées ou veuves, les déclarations de partenariat, de même que les déclarations de dissolution de partenariat, ne sont inscrites ni dans les registres de l'état civil ni dans le répertoire national des personnes immatriculées.

Toutefois, la création d'une base légale permettant l'inscription de ces déclarations est prévue. D'après l'article 1^{er} du projet de loi N°5904 portant modification de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, il est proposé de faire mention de la déclaration de partenariat, en marge de l'acte de naissance de chaque partenaire, lorsque l'acte de naissance a été dressé ou transcrit au Luxembourg. Suivant l'article 6 du projet de loi N°5950 relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité, les déclarations de partenariat, respectivement de dissolution de partenariat, seront inscrites au nouveau registre national des personnes physiques.

Question 0072 (17.9.2009) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la délinquance juvénile:

La délinquance juvénile devient de plus en plus préoccupante au Luxembourg. On doit malheureusement constater une nette augmentation du nombre des infractions répertoriées, une agressivité accrue des auteurs, un non-respect répandu à l'égard des biens (graffitis) et un intérêt croissant des jeunes à l'égard des alcools et substances illicites.

Les infractions ont lieu en général en milieu urbain et principalement dans les lieux fréquentés assidument par les jeunes.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Afin de mieux lutter contre la délinquance juvénile, le Gouvernement pourrait-il envisager une extension du service protection de la jeunesse auprès de la Police grand-ducale, à savoir une formation plus spécialisée en la matière ou l'assistance de la part d'éducateurs?

- Dans le même ordre d'idées et dans un souci de protection des victimes, ne devrait-on pas repenser les heures d'ouverture des commissariats de proximité?

Réponse (29.10.2009) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Tous les membres de la Police grand-ducale bénéficient d'une formation de base ainsi que d'une formation continue en matière de protection de la jeunesse en général et de délinquance juvénile en particulier.

Les phénomènes de délinquance juvénile sont traités soit par les centres d'intervention fonctionnant 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ou les commissariats de proximité soit par les Services de Protection de la Jeunesse du Service de Police judiciaire et des Sections de Recherches et d'Enquêtes criminelles.

Par ailleurs, la Police, par le biais de projets pilotes anti-violence, anti-graffiti etc. organise des campagnes de prévention régulières en matière de protection de la jeunesse.

Le Gouvernement, par son programme gouvernemental, met par ailleurs l'accent sur l'élaboration d'un concept de police de proximité et procèdera à une adaptation des structures organisationnelles de la Police grand-ducale.

Question 0078 (17.9.2009) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les primes établies «PRIME CAR-e et PRIME CAR-e plus»:

Laut dem Reglement dat e finanziellen Driff gëtt, fir émweltfréndlech Autoen ze kafen (PRIME CAR-e an PRIME CAR-e plus), lafen dës Primen of fir Gefierer déi no dem 31. Dezember 2009 ugemellt ginn.

Duerzou hunn ech dës Froen un den Här Minister vun der Nohaltegkeet:



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

1. Wéi vill Primë si bis elo am Kader vum PRIMe CAR-e an PRIMe CAR-e plus ugefrot gi respektiv ausbezuelt ginn?

2. Wat ass de globale Käschtepunkt fir de Staatsbudget?

3. Wat fir Auswirkungen hunn dës Primen op de lokalen Aarbechtsmaart?

4. Wat fir Auswirkungen hunn dës Primen op d'Verhale vun den Autoskeefer?

5. Gesäit de Minister vir dës Primen iwwert den 31 Dezember 2009 ze verlängeren, a wann net, woufir?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gast Gibéryen, il échet de préciser ce qui suit :

En ce qui concerne en premier lieu le nombre de primes payées, l'Administration de l'Environnement a enregistré, fin septembre 2009, près de 5.250 demandes de subvention pour l'acquisition d'une voiture à faibles émissions de CO₂ dont 3.460 primes ont été accordées à ce moment, dont 940 refus émis en raison du non-respect des conditions exigées par le règlement grand-ducal, et dont 850 dossiers sont en cours d'instruction par l'Administration ou doivent encore être complétés par les demandeurs.

Il y a lieu de remarquer que la très grande majorité des dossiers de demandes relatifs aux voitures commandées lors du festival automobile 2009 (et livrées en principe quelques mois plus tard) ne sont pas encore parvenus à l'Administration de l'Environnement, sachant que les demandeurs doivent être en possession de la voiture pendant au moins sept mois avant de pouvoir introduire leur demande. Il en est de même pour la prime à la casse (CAR-e plus) qui concerne le remplacement d'une voiture âgée de plus de 10 ans par une nouvelle voiture mise en circulation en 2009, où seulement 270 demandes des 5.250 demandes précitées sont parvenues à mes services à l'heure actuelle.

En ce qui concerne en deuxième lieu le coût global à charge du budget de l'Etat, l'on estime, pour l'ensemble de la période considérée (voitures mises en circulation pour la première fois entre le 1^{er} juin 2007 et le 31 décembre 2009), à quelque 14.000 le nombre de bénéficiaires de la prime CAR-e de sorte que le coût correspondant, imputé sur le fonds de financement des mécanismes de Kyoto, s'élèverait à 10,5 millions d'euros. Pour ce qui est de la prime CAR-e plus, les estimations sont plus difficiles à établir. Entre 4.000 et 6.000 voitures, mises en circulation pour la première fois au courant de l'année 2009, devraient pouvoir en profiter, ce qui engendrerait le coût entre 6,5 et 9,75 millions d'euros.

Les répercussions de ces primes sur le marché de l'emploi sont difficiles, voire impossibles à évaluer avec précision. En effet, au vu d'une augmentation continue de nouvelles immatriculations au cours des dernières années, le nombre de nouvelles immatriculations semble baisser d'environ 11% comparé à 2008, sous réserve que la tendance actuelle

se poursuive. Or, il est évident que cette baisse aurait été plus importante en l'absence des aides financières étatiques, et en particulier, de la prime à la casse.

En ce qui concerne l'influence de la prime sur le comportement des automobilistes, l'on constate sur les huit premiers mois de 2009 que 22,9% des voitures nouvellement immatriculées présentent des émissions de CO₂ ne dépassant pas 120 g/km, chiffre en très nette progression par rapport aux années précédentes: 17,9% en 2008, 11,9% en 2007 et 10,1% en 2006. Les parts de marché des voitures présentant des émissions de CO₂ élevées (plus de 200 g/km) quant à elles ont fortement chuté ces dernières années, passant de 17,9% en 2006 à 9,5% en 2009.

Bien que l'industrie automobile ait accompli des progrès au cours des dernières années, cette très forte augmentation du nombre de voitures économies en carburant est à attribuer avant tout à la prise de conscience croissante des citoyens et des entreprises quant aux bénéfices tant économiques qu'environnementaux de ce type de voitures. Ensemble avec le relèvement progressif des accises sur les carburants routiers opéré début 2007 («Kyoto-cent») ainsi que la taxe sur les véhicules routiers désormais structurée selon des critères environnementaux, les primes CAR-e et CAR-e plus ont clairement contribué à réorienter le choix sur des voitures à faibles émissions.

Enfin, en ce qui concerne la prolongation éventuelle de ces mesures, alors que les régimes d'aide actuellement en place prennent fin au 31 décembre 2009, la date de première mise en circulation de la voiture étant déterminante en l'occurrence, mes services sont actuellement en train d'élaborer un projet de règlement grand-ducal définissant les modalités de poursuite de ces primes, en tenant compte de l'évolution technologique.

à les remplacer un an plus tôt que prévu?

- D'une manière générale, quelle est l'évolution récente des émissions moyennes de CO₂ des voitures nouvellement immatriculées par année? Quel est le pourcentage des voitures nouvellement immatriculées par année dont les émissions ne dépassent pas 120 g/km?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Ben Scheuer, l'on précise que sur les quelque 5.250 demandes de subvention pour l'acquisition d'une voiture à faibles émissions de CO₂, enregistrées jusqu'en fin septembre 2009 par l'Administration de l'Environnement, seules 270 concernent la prime à la casse CAR-e plus.

Ce nombre relativement faible s'explique par le fait que la très grande majorité des dossiers de demandes relatifs aux voitures commandées lors du festival automobile 2009 et livrées en principe quelques mois plus tard ne sont pas encore parvenus à l'Administration de l'Environnement, étant donné que le demandeur de l'aide doit être en possession de la voiture pendant au moins 7 mois avant de pouvoir soumettre sa demande. Il est dès lors à l'heure actuelle difficile de dresser un bilan fiable de l'impact de la prime à la casse. Alors que l'âge moyen des voitures mises à la casse est de 13,8 ans, les émissions de CO₂ moyennes des nouvelles voitures les remplaçant s'élèvent à 125 g/km. Les voitures à moteur diesel bénéficiant de la prime sont obligatoirement équipées d'un filtre à particules performant.

Les caractéristiques des nouvelles voitures immatriculées en 2009 mettent en évidence que, ensemble avec les autres mesures mises en place par le Gouvernement (restructuration de la taxe sur les véhicules routiers selon des critères environnementaux, relèvement progressif des accises prélevées sur les carburants routiers («Kyoto-cent»), campagnes de sensibilisation), les primes CAR-e et CAR-e plus ont contribué à une augmentation très nette des parts de marché des voitures à faible consommation de carburant.

En effet, les voitures dont les émissions de CO₂ ne dépassent pas 120 g par kilomètre représentent 22,9% des voitures immatriculées durant les huit premiers mois de l'année 2009, contre 17,9% en 2008, 11,9% en 2007 et 10,1% en 2006. En parallèle, les parts de marché des voitures présentant des émissions de CO₂ élevées (plus de 200 g/km) ont fortement chuté ces dernières années, passant de 17,9% en 2006 à 9,5% en 2009.

Cette accélération nette de l'augmentation des parts de marché des voitures économies en carburant se traduit aussi par une tendance à la baisse des émissions de CO₂ moyennes des voitures neuves immatriculées chaque année. Cette valeur moyenne, pour l'année 2009 (8 premiers mois), s'élève à 154,6 g de CO₂ par km parcouru, contre 168,2 g en 2006. Comparées aux quelque 50.000 voitures nouvellement immatriculées en 2006, les nouvelles voitures génération 2009 - sous l'hypothèse que leur nombre reste à peu près constant - émettent donc environ 10.000 tonnes de CO₂ de moins par année.

En ce qui concerne le territoire de la commune de Mersch, tous les commerçants et entreprises qui ont installé des publicités non conformes aux textes régissant la matière furent invités par le SSMN à régulariser leur situation. Ainsi 104 commerçants et entreprises ont été saisis, dont un grand nombre ont entre-temps introduit une demande en autorisation respectivement en régularisation. À ce jour, environ 20% des concernés n'ont pas encore donné de suite. Pour les dossiers soumis à mes services, 39 autorisations ont été accordées, 20 demandes ont été partiellement approuvées et seules sept demandes d'autorisations ont été refusées; je précise que je tiens toujours à ce que des propositions de solution alternatives soient faites dans ces cas de figure ou à tout le moins qu'elles découlent de la motivation donnée, afin qu'une réaction et nouvelle proposition soit possible.

Il découle de ces chiffres que l'action en la matière tend, à Mersch comme ailleurs, à trouver un équilibre entre la nécessaire visibilité de tout commerce et une pléthore de publicités et d'enseignes susceptibles de dégrader, par une véritable pollution optique, l'allure de nos villes, villages et paysages dont la protection constitue la mission du service. De plus, une telle pléthore de publicités est nuisible à la visibilité de chaque publicité prise isolément: en effet, plus il y a de publicités, moins elles produisent l'effet souhaité parce que cachées par d'autres publicités, ce qui nuit directement à chacun des commerçants ou entreprises concernés; on aboutirait à un paysage illisible, car surpeuplé de réclames, qui conduit à l'effet inverse que celui escompté par toute publicité. Aussi, la bonne et juste application de la législation en l'espèce, avec ses moyens de dérogation aux critères fixés par règlement grand-ducal, assure-t-elle à tout moment et pour tout endroit une appréciation objective, qui est de surcroît renforcée par les soins d'une commission avisant chaque demande individuellement.

Enfin, je précise qu'un projet de règlement grand-ducal en cette matière a déjà été élaboré et avisé par le Conseil d'Etat. Au moment de la mise en vigueur d'une nouvelle loi sur la protection et la conservation du patrimoine culturel, dont le projet est pendant, cette nouvelle réglementation va notamment prévoir des dispositions plus larges pour les publicités et enseignes à ériger dans les zones artisanales, commerciales et industrielles.

Question 0085 (21.9.2009) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la ligne de bus RGTR 118 (Luxembourg-Trèves):

Selon mes informations, des problèmes existent concernant la ligne RGTR 118 (Luxembourg-Trier/Trier-Luxembourg via Wasserbillig et Mesenich). Ainsi, il semble que le prix des titres de transport ait changé plusieurs fois au cours des derniers mois pour en arriver à une augmentation de plus de 130%, sans que les clients en aient été informés au préalable.

Les détenteurs d'un titre de transport valable sur le territoire du Grand-Duché se plaignent encore que celui-ci n'est pas pris en



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

compte sur la ligne 118 et qu'ils sont obligés de payer le tarif intégral qui s'élève à 7 euros. Par ailleurs, il semble que les utilisateurs au départ de Trèves voyagent parfois gratuitement parce que le chauffeur du bus n'a plus de billets.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces problèmes? Est-ce qu'il peut confirmer l'augmentation du prix précitée? Dans l'affirmative, quelle a été l'évolution exacte du prix du billet de transport pour la ligne 118 depuis le début de l'année passée?

- Pourquoi les titres de transport valables pour le réseau national ne sont pas pris en compte pour la partie du trajet entre Luxembourg et Wasserbillig?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nombre de voyageurs sur la ligne 118 a diminué sensiblement depuis la dernière augmentation des prix?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Monsieur le Député a appris que des problèmes relatifs à la tarification existent sur la ligne RGTR 118 Trèves-Mesenich-Luxembourg alors que les prix aient augmenté de 130% au cours des derniers mois sans information préalable des clients concernés.

La tarification sur cette ligne, qui consiste en un abonnement mensuel et un billet journalier, existe depuis la création de cette ligne du 3 novembre 1992.

La dernière adaptation des prix a eu lieu le 1^{er} juillet 2007. Il ne peut dès lors être question de plusieurs changements des prix ces derniers mois.

Les prix appliqués depuis le 1^{er} juillet 2007 sur la relation Trèves-Luxembourg sont de 75 euros pour l'abonnement mensuel et de 7 euros pour le billet journalier. Ces deux titres de transport donnent également droit à l'usage du réseau entier des transports publics au Grand-Duché de Luxembourg.

À partir du point frontalier Mesenich vers Luxembourg-ville, la tarification nationale est acceptée, c'est-à-dire l'abonnement mensuel sur cette ligne coûte 45 euros alors que le billet pour un jour coûte 4 euros.

Cependant, au cours de 2008, certains chauffeurs d'autobus, par mégarde, ont appliqué différemment ces tarifs. Il s'agissait d'une application plus favorable pour les clients. Le redressement de cette situation aux tarifs applicables depuis le 1^{er} juillet 2007 précités par les mêmes conducteurs a suscité quelques réactions auprès des voyageurs en début 2009, étant donné qu'ils n'en connaissaient pas la cause réelle.

Mon département en a par la suite informé la clientèle moyennant deux communiqués émis en date des 28 janvier 2009 respectivement 7 mai 2009.

À noter enfin que depuis la dernière augmentation des prix en 2007 et même au courant de cette année 2009, le nombre de voyageurs sur la ligne 118 a continuellement augmenté, pour atteindre aujourd'hui quelque 3.200 clients par jour; l'occupation des courses d'autobus surtout aux heures de pointe touche le maximum des capacités actuellement mises en circulation.

Question 0088 (22.9.2009) de **MM. André Bauler** et de **Fernand Etgen** (DP) concernant la **distribution du courrier et quota de personnel facteur remplaçant**:

Il nous revient qu'au cours de la semaine passée, le courrier n'a pas pu être distribué pendant deux jours (jeudi et vendredi) dans la localité de Gilsdorf.

Partant, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Est-ce que des problèmes pareils se sont posés ailleurs au cours de la dernière année?

- Dans sa réponse à la question parlementaire N°3289 (*cf. compte rendu N°16/2008-2009*), Monsieur le Ministre avait expliqué que le «quota de personnel facteur remplaçant» s'élevait à quelque 30% (avril 2009). Vu le fait que la distribution du courrier semble poser parfois problème, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (28.10.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La question parlementaire N° 0088 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et Commerce extérieur:

En date du 17 et 18 septembre 2009, l'ancien bureau de Diekirch, qui desservait entre autres la localité de Gilsdorf, n'a pu assurer la distribution du courrier dans ladite commune qu'avec une intensité de couverture d'environ cinquante pour cent, suite à un manque inopiné de personnel. Une priorité dans la distribution du courrier a été accordée à des clients tels que les commerces, sociétés, indépendants etc. ainsi que la remise de courrier contre signature comme les lettres recommandées, alors qu'effectivement - comme le constatent les honorables Députés à juste titre - une partie du courrier n'a pas pu être distribuée pendant ces deux jours.

Telle situation n'est pas sans précédent et j'avais eu l'occasion de clarifier les origines de ces problèmes dans une réponse à la question parlementaire N°3289 du 8 avril 2009 de l'honorable Député Ali Kaez.

Dans ce cas plus récent, il faut préciser que le remplacement du personnel distributeur de courrier n'est pas uniquement tributaire du nombre total d'agents disponibles, mais également des connaissances des tournées dont ces derniers disposent et du nombre d'agents rattachés à chaque bureau respectivement à chaque centre de distribution.

Ce dernier nombre est directement lié à la dimension du centre de distribution. Moins il y a de tournées, moins il y a de remplaçants disponibles, ce qui réduit la marge de manœuvre des responsables de l'organisation des services dans des situations exceptionnelles.

À côté du personnel directement affecté sur place, il existe un pool de remplaçants central pour parer à des manques de personnel, mais, vu la nécessité de procéder à des apprentissages de tournées, ce pool intervient en premier lieu pour des absences de plus longue durée.

En cas de besoins additionnels, des heures supplémentaires sont prestées. Dans un tel cas de figure, quatre distributeurs se répartissent le travail d'un collègue absent et l'exécutent après leur propre tournée. Ce nombre d'agents est indispensable pour pouvoir respecter la législation sur les heures de travail quotidiennes. Évidemment des bureaux avec peu de tournées disposent de ressources moins importantes pour la prestation d'heures supplémentaires.

Une reproduction de tels problèmes ponctuels ne peut évidemment jamais être exclue. Pour l'année 2009 les défauts de livraison de courrier se sont chiffrés à 17 événements, comparés à quelque 80.000 tournées effectuées.

L'Entreprise des P&T s'efforce évidemment à mettre en œuvre toutes les options en matière d'organisation pour éviter ce genre d'incidents. Parmi celles-ci figure par exemple le regroupement des bureaux régionaux en centres de distribution.

Pas plus tard que le 5 octobre 2009, deux nouveaux centres de distribution ont été mis en service, dont celui de Ingeldorf, regroupant les anciens bureaux de Diekirch et Ettelbruck, ce qui devrait permettre de garantir une meilleure couverture voire une plus grande flexibilité en cas de manque de personnel et in fine permettre une réduction de la probabilité de tels incidents.

Question 0092 (24.9.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **gratuité des transports publics pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés par un adulte**:

Le règlement ministériel du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics prévoit au niveau de son article 8 que:

«b) Les enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 12 ans, accompagnés d'une personne ayant au moins atteint l'âge de 18 ans et munie d'un titre de transport valable, sont transportés gratuitement sans titre de transport. Le nombre d'enfants bénéficiant sous ces conditions de la gratuité du transport est limité à quatre.

Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux groupes se déplaçant dans le cadre d'une activité scolaire ou para-scolaire.

c) Les enfants visés par le paragraphe b) qui ne sont pas accompagnés doivent être munis d'un titre de transport valable».

Cette disposition a pour conséquence qu'un adulte qui accompagne cinq enfants doit veiller à ce que le cinquième soit muni d'un titre de transport. Même s'il s'agit de montants relativement modestes, il semble peu logique que, à titre d'exemple, une famille nombreuse avec quatre enfants en dessous de 12 ans puisse profiter entièrement de la gratuité du voyage pour ses enfants, tandis qu'une famille de plus de quatre enfants de la même catégorie d'âge n'en profite que partiellement.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi la gratuité des transports publics pour les enfants en dessous de 12 ans accompagnés par un adulte a été fixée à quatre enfants? Monsieur le Ministre n'est-t-il pas d'avis

qu'il faudrait supprimer cette limitation?

- Par ailleurs, le deuxième alinéa du point b) précité exclut les groupes d'enfants qui se déplacent dans le cadre d'une activité scolaire ou para-scolaire. Quelle est la raison d'être de cette disposition?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Députée souhaite avoir des précisions relatives au règlement ministériel du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics.

En effet, l'extension de la gratuité du transport public aux enfants jusqu'à l'âge de 12 ans a été introduite seulement à partir du 1^{er} juillet 2007. Avant cette date, seuls les enfants âgés de moins de 6 ans avaient droit au transport gratuit, lorsqu'ils étaient accompagnés d'un adulte.

La présence d'un adulte est motivée par le fait que ce dernier doit être en possession d'un titre de transport qui constitue également le contrat d'assurance pour le voyage, et dont la validité s'étend aux enfants en sa compagnie. C'est la raison pour laquelle le nombre maximal d'enfants a dû être limité.

Comme les capacités sont limitées en particulier dans les autobus, il est demandé aux utilisateurs voyageant en groupe d'annoncer leurs voyages à l'avance. Ainsi, un tarif de groupe est offert dans ces cas.

Afin de garantir le confort et la sécurité aux enfants transportés en groupe (classes scolaires ou autres) il est encore inévitable de déterminer un nombre maximal de jeunes pouvant voyager sous la surveillance d'une seule personne.

Question 0093 (24.9.2009) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'**agrandissement du Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher**:

Actuellement les travaux de démolition de l'ancien Lycée Technique Joseph Bech sont en cours en vue de la construction d'une nouvelle annexe de ce lycée.

Le Lycée Technique Joseph Bech se trouve dans un quartier résidentiel. Selon mes informations, il n'est pas prévu de construire un garage souterrain. J'attire l'attention sur le fait que le lycée se trouve dans un quartier résidentiel et que des réflexions sont actuellement menées au sein du conseil communal de la ville de Grevenmacher pour un nouveau règlement de stationnement et de circulation qui interdirait le stationnement des véhicules des personnes non résidant dans ce quartier. Ceci aura pour conséquence que le corps enseignant et le personnel administratif et technique n'auront pas le droit de se stationner dans les alentours du lycée.

En outre, il y a lieu de souligner qu'en période scolaire plus ou moins 500 adultes fréquentent chaque semaine (+/- 100 par jour) les cours du soir pour adultes organisés par le Ministère de l'Éducation nationale au Lycée Technique Joseph Bech. La plupart de ces personnes sont des frontaliers. En outre, le transport public dans la région de Grevenmacher ne peut pas satisfaire la demande de ce public du point de vue horaire et desti-

nation. Ainsi quasiment toutes ces personnes se rendent en voiture aux cours du soir.

Selon mes informations, il serait prévu de compenser le manque de parking dans les alentours du lycée par la mise en place provisoire d'un parking sur le terrain appartenant à l'État sis dans la rue Centenaire et sur lequel sont implantées actuellement des infrastructures provisoires hébergeant certaines classes du lycée.

Encore selon mes informations, il serait prévu de construire un parking souterrain au Lycée Technique des Arts et Métiers au Limperdsberg qui, comme le Lycée Technique Joseph Bech se trouve dans un quartier résidentiel.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

- Pourriez-vous confirmer que le projet actuel des travaux d'agrandissement du Lycée Technique Joseph Bech sis à Grevenmacher ne prévoit pas la construction d'un parking souterrain?

- En cas de réponse affirmative, au vu des considérations ci-dessus, ne jugez-vous pas utile, voire même nécessaire la construction d'un parking souterrain dans l'annexe à construire, ceci d'autant plus que l'espace creusé pouvant accueillir un tel parking souterrain est disponible après l'enlèvement des débris de l'ancien bâtiment?

- En cas de réponse négative, quelle alternative serait envisagée étant donné que l'installation provisoire d'un parking sur un terrain sis en plein centre-ville ne pourrait pas être une solution définitive alors que l'utilisation d'un tel terrain pourrait être destinée à d'autres infrastructures publiques, répondant davantage à l'idée d'un développement durable de la région, et notamment de la ville de Grevenmacher (comme par exemple une piscine scolaire couverte)?

Réponse commune (4.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député Léon Gloden souhaite avoir quelques informations sur le projet d'extension du Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher, et en particulier sur les possibilités de stationnement prévues dans le cadre de ce projet.

En effet, le projet d'extension actuel (nouveau bâtiment C) ne prévoit en principe pas la réalisation d'un parking souterrain, en particulier, pour des motifs économiques. En effet, l'on précise que la construction d'un parking souterrain de quelques 50 emplacements s'avère très onéreuse par rapport au coût d'un parking en surface.

L'on a analysé en détail les besoins et les capacités de places de stationnement en surface qui se présentent sur le site et ses environs, aussi bien transitoirement lors du chantier que définitivement après la mise en service des nouveaux bâtiments scolaires. Avant le début des travaux de démolition des anciens bâti-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

ments, un nombre total de 70 emplacements était disponible sur trois parkings différents, à savoir sur les deux parkings de la rue de Muenschecker avec 20 respectivement 25 emplacements et sur le parking situé devant l'ancienne aile C avec 25 emplacements.

En phase transitoire, le nombre d'emplacements disponibles se réduit à 25 places au vu de la mise en place d'une structure provisoire sur un des parkings de la rue de Muenschecker. Cependant, les responsables du lycée ont reçu l'accord de principe d'une société privée pour pouvoir aménager provisoirement quelques 40 emplacements sur un terrain rue des Caves, de sorte que le nombre total de places disponibles sera équivalent à la situation existante.

Après l'achèvement du projet d'extension, les deux parkings précités de la rue de Muenchecker seront de nouveau entièrement disponibles. S'y ajouteront au moins 55 emplacements sur un parking qui sera aménagé à l'arrière du hall des sports dans la rue du Centenaire, après l'enlèvement des anciennes structures provisoires.

Par conséquent, il est prévu que le Lycée Technique Joseph Bech puisse disposer d'un certain nombre d'emplacements ce qui devrait suffire à pourvoir aux besoins d'un lycée de cette taille.

Néanmoins, le département des Travaux publics analysera de façon détaillée la faisabilité d'un parking souterrain dans le contexte de la planification détaillée ainsi que le coût précis de ces installations. Une décision définitive sera prise dès que tous les éléments nécessaires seront disponibles.

Octavie Modert, Ministre de la Culture:

La Cathédrale de Luxembourg présente la caractéristique exceptionnelle de remplir la double fonction d'église paroissiale et de siège épiscopal.

Au moment de la création de l'Évêché de Luxembourg, le statut juridique d'église paroissiale a été expressément conservé à l'église-Cathédrale Notre-Dame par l'arrêté royal grand-ducal du 23 juin 1873 portant reconnaissance de l'évêché de Luxembourg, qui en son article 2, alinéa 2 dispose que: «L'église de Notre-Dame est érigée en Cathédrale et conserve néanmoins le caractère d'église paroissiale, sauf à régler ultérieurement les rapports civils entre les deux établissements, s'il y a lieu».

Selon la législation en vigueur concernant les fabriques d'églises, les dispositions à prendre au sujet de l'édifice de la Cathédrale sont réparties dans les attributions respectives de Monseigneur l'Archevêque de Luxembourg, de la Fabrique d'église Notre-Dame et de la Ville de Luxembourg. L'État n'étant donc pas le propriétaire du bâtiment, nous nous permettons de signaler à cet endroit que la question parlementaire s'est adressée inutilement à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

D'après les renseignements dont le Ministère de la Culture dispose en raison de diverses demandes que lui a adressées la Ville de Luxembourg en sa qualité légale de maître d'ouvrage pour le gros œuvre de l'édifice, il est actuellement procédé à d'importants travaux de réfection des façades de la Cathédrale. Ces travaux sont techniquement nécessaires afin de rétablir l'étanchéité et de garantir la bonne conservation de l'édifice.

Le Ministère de la Culture n'étant pas le maître de l'ouvrage, il ne peut pas renseigner ni sur les coûts totaux, ni sur la durée des travaux en cours. En revanche, la Ministre de la Culture a promis à la Ville de Luxembourg des sub-sides à hauteur totale de 117.779 euros pour le cas d'une réalisation conforme aux indications du Service des sites et monuments nationaux des positions maçonnerie/pierre de taille; charpente-couverture; menuiseries extérieures (y inclus la restauration des portes d'entrée en bois massif de la façade XVIIe siècle).

En ce qui concerne le souterrain du bâtiment et des parties attenantes, il peut être confirmé que des fouilles archéologiques ne sont pas prévues. D'après les informations reçues du Musée National d'Histoire et d'Art, il sera procédé au creusement d'un petit fossé pour la pose d'un canal d'eau de pluie. L'envergure de ce chantier sera aussi limitée que des fouilles archéologiques ne seront pas nécessaires.

Pour ce qui est de l'intérieur de la Cathédrale, il est vrai qu'il existe, depuis une bonne dizaine d'années, différents plans et études concernant le réaménagement architectural, liturgique et artistique du chœur de la Cathédrale qui ont été commandés par l'autorité ecclésiastique et soumis par celle-ci à la Ville de Luxembourg et au Ministre des Cultes.

Qu'il soit permis dans ce contexte de signaler que l'intérieur de la Cathédrale n'est pas immédiatement du ressort des autorités municipales et que ladite dé-

marche de l'autorité ecclésiastique visait à obtenir le soutien financier des autorités étatiques et municipales.

Il n'en reste pas moins que l'initiative des travaux doit venir directement de l'autorité ecclésiastique. Or, à ce qu'il paraît, les plans ne sont pas prêts. Il nous paraîtrait indécent, voire contraire au principe de la liberté des cultes, d'ébruiter des projets de l'Archevêché avant même que ce dernier s'y soit prononcé définitivement.

Toutefois, en ce qui concerne une éventuelle participation du Gouvernement au réaménagement de l'intérieur de la Cathédrale, la position de principe du Ministre des Cultes est la suivante: la représentativité de la Cathédrale revêt un intérêt incontestable pour l'Etat, étant donné

- sa fonction de lieu de cérémonies officielles de l'Etat et de la Maison grand-ducale;
- sa fonction de lieu de pèlerinage avec rayonnement au niveau national et à l'échelle de la Grande Région;
- sa fonction de lieu de culte principal pour l'Église catholique, sachant que les lieux de culte principaux des autres cultes conventionnés bénéficient au même titre du soutien financier à charge du budget du Ministère des Cultes.

En réponse à la question de l'honorable Député Eugène Berger qui fait référence à la réponse commune du Ministre de l'Environnement, du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre des Travaux publics à la question parlementaire N°3252 du 25 mars 2009, il y a lieu d'apporter les compléments d'information suivants:

Les analyses effectuées par l'organisme agréé chargé de déterminer l'étendue et le degré de pollution des sols au lieu-dit «Im Gärtchen» chiffrerent la teneur en hydrocarbures des sédiments jusqu'à un maximum de 103.310 mg/kg et estiment la quantité de terres polluées à environ 4.000 m³.

Les investigations sur l'état constructif des installations confirment encore que la pollution provient des aires de service et non pas de l'autoroute. La raison principale des pollutions se situe au niveau des installations de déshuileage des eaux superficielles. En effet, il a été constaté que les déshuileurs existants sont rapidement colmatés en cas de pluie par des sédiments en provenance des aires de service, surtout après des périodes de sécheresse prolongées.

Il est certain que la solution durable du problème de la pollution doit donc passer par la transformation conséquente des installations, voire même par le remplacement des installations existantes par une meilleure technologie. Les travaux seront effectués dès que les résultats seront disponibles.

L'étude technique concernant la technologie et le dimensionnement des installations à mettre en place est confiée à une société agréée luxembourgeoise et à une société allemande spécialisée en la matière.

Dès à présent et pour parer dans l'immédiat autant que possible à de nouvelles pollutions il a été convenu avec les exploitants des aires de service d'augmenter la fréquence des nettoyages des déshuileurs afin d'empêcher l'obstruction progressive des filtres de déshuileage. Par ailleurs, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a mandaté un organisme agréé d'un contrôle plus fréquent de la qualité des eaux à la sortie des installations.

Dans le but d'améliorer à court terme la situation pour les habitants qui vivent à proximité du site d'autres mesures temporaires seront prochainement mises en œuvre sous la supervision d'un comité d'accompagnement que le Ministre de l'Intérieur et le Ministre du Développement durable et des Infrastructures viennent d'instaurer et qui a pour mission de coordonner les actions des différents administrations et services compétents en matière de protection des eaux et de l'environnement. Dans ce contexte l'Administration des Ponts et Chaussées procédera à court terme à l'aménagement d'un bassin à ciel ouvert à la sortie des déshuileurs afin de collecter les eaux déversées et de faciliter les contrôles de leur qualité. En outre l'exécutoire existant qui déverse dans un ruisseau au lieu-dit «Unter dem Bongert» sera prochainement modifié de façon à réduire les nuisances pour la population locale.

En fin de compte, il est évident qu'un assainissement des terres polluées devra être opéré. Il est estimé préférable que cet assainissement se fasse après que les

mesures constructives soient réalisées.

Question 0097 (25.9.2009) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **tribunal d'arrondissement de Diekirch**:

Dans un article paru dans le quotidien «Tageblatt du 23 septembre 2009», le procureur d'Etat près du Tribunal d'arrondissement de Diekirch déplore le manque de magistrats auprès du Tribunal de Diekirch. Tout en accueillant favorablement la création d'une troisième chambre ainsi que l'affectation d'un juge supplémentaire, le procureur d'Etat remarque que le volume de travail est trop important pour que toutes les affaires soient traitées dans un délai raisonnable. Il regrette notamment que le parquet de Diekirch ne dispose pas d'un procureur d'Etat adjoint. Par ailleurs, le procureur d'Etat revendique l'engagement d'un substitut supplémentaire.

En outre, le palais de justice de Diekirch, qui fut construit au 19^e siècle, apparaît aujourd'hui beaucoup trop petit, de sorte qu'une extension, voire la construction d'une annexe ou d'un nouveau bâtiment s'avère nécessaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y a actuellement un manque de magistrats auprès du tribunal de Diekirch?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'affecter plus de magistrats à ce tribunal?

- Quel est le nombre d'affaires ayant rencontré un problème d'interférence lors de la composition de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel siégeant en composition collégiale?

- Quelle est la proportion du nombre d'affaires annuellement traitées par les magistrats actuels au tribunal d'arrondissement de Luxembourg et celui de Diekirch?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le palais de justice de Diekirch est encore approprié pour accueillir un tribunal d'arrondissement où travaillent une soixantaine de personnes?

- Est-ce que le bâtiment en question satisfait encore de manière générale aux normes de sécurité?

- Au vu du manque de place devant l'entrée du bâtiment, Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'accueil des détenus peut avoir lieu en toute sécurité?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures n'estime-t-il pas qu'une extension du bâtiment existant, voire la construction d'un nouveau palais de justice s'avère nécessaire? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches que Monsieur le Ministre compte entreprendre en ce sens?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député estime que «le Palais de Justice de Diekirch, qui fut construit au 19^e siècle, apparaît aujourd'hui beaucoup trop petit, de sorte qu'une extension, voire la construction d'une annexe ou d'un nouveau bâtiment s'avère nécessaire».

Suite à des questions d'adaptation des mesures de sécurité visant en particulier le transport

Question 0095 (25.9.2009) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant les **travaux de rénovation de la cathédrale Notre-Dame**:

Pour l'instant des chantiers sont en cours à la cathédrale Notre-Dame tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment. D'après mes informations, il s'agit de travaux de rénovation de la façade et de divers projets de réaménagement à l'intérieur de l'édifice. Des travaux de fouilles archéologiques seraient également prévus dans le cadre de ces chantiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Cultes, à Monsieur le Ministre du Développement durable et à Madame la Ministre de la Culture:

- Pouvez-vous me fournir des détails sur ces chantiers, notamment en ce qui concerne les raisons et la durée de ces travaux?

- Quels seront les coûts totaux de ces travaux et quelle y est la participation financière de l'Etat?

- Pouvez-vous me donner des informations concernant le but et l'envergure des fouilles archéologiques?

Réponse commune (29.10.2009) de **M. François Biltgen**, Ministre des Cultes et de **Mme**



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

des détenus et le manque de places de stationnement pour le personnel du Tribunal et du Parquet de Diekirch, un bureau d'architecture avait été chargé en 2003 pour faire une étude de transformation du Palais de Justice avec pour objet de trouver d'éventuelles synergies avec le projet de construction du complexe scolaire de la Ville de Diekirch, limitrophe au Palais de Justice, pour lequel le même bureau d'architecture a été chargé à l'époque.

Compte tenu des diverses solutions proposées par l'architecte, la construction d'une annexe dans la cour arrière du Palais de Justice permettant aux fourgons un accès direct à la cave du bâtiment existant et une circulation contrôlée des détenus à l'intérieur du tribunal fut retenue comme étant la solution la mieux adaptée. D'ailleurs, cette variante aurait augmenté la surface de bureaux en créant une quinzaine de places de travail supplémentaires. C'est ainsi que ce projet a été inscrit au Fonds d'investissements publics administratifs en 2005 et 2006 avec un coût prévisionnel de quelque 4.500.000 euros. Cependant et pour des motifs d'économies, ce projet a dû être reporté dans le temps.

En mars 2008, il a été décidé de relancer le projet en question et les autorités judiciaires ont été sollicitées d'établir un programme de construction actualisé pour le Palais de Justice Diekirch.

Pour faire face au manque actuel d'espace, le département de la Justice a transmis une demande de location d'espaces supplémentaires à la Commission des loyers auprès du Ministère des Finances, qui sera évaluée en prenant en considération le contexte global des besoins en locaux des autorités judiciaires à Diekirch.

Par conséquent, une solution définitive à ce sujet sera cherchée prochainement d'un commun accord avec toutes les parties concernées.

portée est contraire à la politique de simplification administrative et à la politique d'intégration européenne prônées par le Gouvernement? Dans l'affirmative, quelles mesures compte-t-il prendre afin de remédier à cette situation?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que la formation du personnel travaillant à la SNCT est adaptée pour contrôler des voitures électriques et/ou importées et fournir des informations claires et précises quant aux pièces requises pour l'immatriculation de telles voitures?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la taxe de réception pour une voiture à zéro pourcent d'émission de gaz à effet de serre va à l'encontre des mesures gouvernementales de promotion des voitures économies en carburant? Dans l'affirmative, quelles mesures entend-il prendre?

- Étant donné que la nouvelle procédure de mise hors circulation temporaire d'un véhicule exige la remise à la SNCT d'une des deux parties du certificat d'immatriculation, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre du Développement durable, s'il estime que cette nouvelle procédure est justifiée notamment à l'égard de la politique gouvernementale de simplification administrative et si, le cas échéant, Monsieur le Ministre compte intervenir auprès du Ministre des Finances afin de revenir à l'ancienne procédure de mise hors circulation?

Réponse (4.12.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert sur une éventuelle simplification administrative en matière d'immatriculation de véhicules, sur la formation du personnel travaillant auprès de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) ainsi que sur la taxe de réception applicable aux véhicules à «zéro pourcent d'émissions de gaz à effet de serre».

L'on précise tout d'abord que dans le cas concret visé par l'honorable Député, le client n'était pas en possession, pour le véhicule en question, d'un certificat d'homologation européen, mais uniquement d'une seule réception nationale française. Cependant, celle-ci n'est valable que sur le territoire français.

Bien que la simplification administrative soit une des priorités du Gouvernement, il faudra néanmoins faire en sorte qu'une telle simplification ne se fasse au détriment de la sécurité des véhicules routiers mis en circulation.

Dans le cas du véhicule électrique visé par l'honorable Député, les contrôles administratifs et techniques effectués par la SNCT étaient tous en relation exclusive avec l'état de sécurité du véhicule et ne concernaient nullement le fait que celui-ci était à propulsion électrique.

Il convient par ailleurs de souligner que la SNCT effectue depuis plus de 50 ans des activités de contrôle technique et de réception de véhicules routiers et que les experts techniques du Service «Agréation» de la SNCT ont bénéficié et vont bénéficier d'une formation très poussée en matière de réception de véhicules.

En ce qui concerne les tarifs perçus pour les opérations de contrôle technique et d'agrément des véhicules routiers, il y a lieu de rappeler que ceux-ci ont été évalués et fixés de manière à assurer l'autofinancement des

mêmes opérations, sans pour autant générer un bénéfice quelconque pour la SNCT.

Quant à l'application du règlement grand-ducal du 26 août 2009 concernant le remboursement de la taxe sur les véhicules routiers, il est renvoyé à la réponse de Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances, aux questions parlementaires N°0073 et N°0090 concernant la taxe sur les véhicules routiers (cf. *compte rendu N°3/2009-2010*).

Question 0101 (29.9.2009) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant l'immeuble «Gare de Berchem»:

Depuis plusieurs années, la Gare de Berchem ne fait plus fonction de gare avec guichet. Dès lors se pose la question de la destination future de cet immeuble qui devrait toujours être la propriété des CFL. D'après mes informations, certaines associations de la commune de Roeser seraient intéressées à utiliser les locaux de l'immeuble.

- Monsieur le Ministre, pourriez-vous me renseigner sur le propriétaire de l'immeuble, sur les projets d'affectation future de l'immeuble ou si cet immeuble pourrait être donné en location, voire même être vendu (éventuellement à l'Administration communale de Roeser).

Réponse (9.11.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Robert Weber souhaite avoir quelques informations sur l'immeuble «Gare de Berchem» qui ne fait plus fonction de gare avec guichet.

En effet, le bâtiment-voyageurs en gare de Berchem fait partie du patrimoine de l'Etat (Fonds du Rail) défini par la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et est repris en vertu de l'article 3 modifié de ladite loi dans le relevé en annexe du règlement grand-ducal modifié du 29 juin 1997 énumérant les propriétés domaniales de l'infrastructure ferroviaire.

L'immeuble en question n'est plus utilisé à des fins ferroviaires (guichet et vente de billets) depuis plusieurs années et se trouve dans un état vétuste.

Cependant, la mise à disposition de locaux se situant à proximité immédiate des quais et des voies ferrées à des clubs ou associations locales, comme le préconise l'honorable Député, est susceptible d'entraîner des risques non négligeables d'accidents dans l'emprise ferroviaire. Quoi qu'il en soit, la compétence pour la location d'immeubles appartenant à l'Etat appartient au Ministère des Finances, commission des loyers.

Dans ce contexte, l'on précise encore que le projet de mise en conformité pour personnes à mobilité réduite de l'arrêt de Berchem, actuellement à l'étude avec le concours de la commune, aura sans doute des incidences importantes sur le site entier. Dès lors, afin de garantir la faisabilité de cette mise en conformité, une vente du bâtiment est à déconseiller.

Question 0103 (16.9.2009) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant le nombre d'heures d'instruction par an:

Le Ministère de l'Éducation nationale a dévoilé, à travers un communiqué datant du 8 septembre 2009, certaines données statistiques provenant de l'édition 2009 de la publication de l'OCDE «Education at a glance - Regards sur l'Éducation».

Le nombre d'heures d'instruction par année y est exposé pour les élèves de 7 à 15 ans du Luxembourg ainsi que la moyenne européenne.

Au Luxembourg, si pour les élèves de 7 à 8 ans on compte en moyenne 847 heures d'instruction par an (h.i./an), pour les élèves de 12 à 14 ans on en compte 782 h.i./an pour finir à 750 h.i./an vers 15 ans. Une diminution de près d'une centaine d'heures entre 7 et 15 ans pour ces élèves. La tendance européenne y est, quant à elle, inversée avec une moyenne de 781 h.i./an pour les 7 à 8 ans, 881 h.i./an pour les 12 à 14 ans pour atteindre les 918 h.i./an à 15 ans, soit une augmentation progressive des heures d'instruction en fonction de l'âge des élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Madame la Ministre de l'Éducation nationale peut-elle me confirmer que les données publiées dans ce communiqué sont correctes?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'expliquer pourquoi les heures d'instruction par an de nos élèves diminuent au fur et à mesure que nos élèves vieillissent alors que celles-ci augmentent avec l'âge des élèves dans la plupart des autres pays européens?

Le nombre d'heures d'instruction a été retenu comme un des trois indicateurs de qualité relatif à l'environnement pédagogique, à côté de la taille des classes et la rémunération des enseignants.

Le communiqué ne tire cependant aucune conclusion sur ce point. J'aimerais donc également savoir:

- En ce qui concerne le nombre d'heures d'instruction, le choix adopté par notre pays est-il finalement un indicateur positif ou négatif de qualité.

Réponse (28.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les chiffres sur le nombre d'heures d'instruction pour le Luxembourg publiés par l'OCDE dans «Regards sur l'Éducation» ne sont pas exacts. L'explication réside dans le fait que l'OCDE a, à des fins de comparabilité, transcrit les données du Luxembourg en heures d'instruction.

Or, ces données ont été transcris au préalable par mes services en heures d'instruction ce qui fait que la procédure de rendre comparable les données a été lancée deux fois.

Le calcul des heures d'instruction au niveau de l'enseignement fondamental est le suivant: 28 leçons hebdomadaires à 55 minutes sur 36 semaines par année font 1.008 leçons annuelles à 55 minutes. Ceci correspond à 924 heures d'instruction.

Le calcul pour les heures d'instruction au niveau de l'enseignement post primaire est le suivant: 30 leçons hebdomadaires à 50 minutes sur 36 semaines par année font 1.080 leçons annuelles à 50 minutes. Ceci correspond à 900 heures d'instruction.

L'OCDE, qui partait de leçons prestées, a refait ce calcul ci-avant pour arriver ensuite à 847 heures d'instruction pour l'enseignement fondamental (924h* (55/60)) et 750 heures d'instruction pour le post primaire (900h* (50/60)).

La date de référence a été fixée par l'OCDE au 1^{er} janvier de l'année. Les élèves de 7 à 12 ans sont comptés dans l'enseignement fondamental. À partir de 13 ans, les élèves fréquentent en principe l'enseignement post primaire. L'OCDE a calculé la moyenne des heures d'instruction obligatoire des élèves de 12 à 14 ans dans l'enseignement public en prenant une fois les heures d'instruction de l'enseignement fondamental et deux fois les heures d'instruction de l'enseignement post primaire:

$$\{[924*(55/60)] + [900*(50/60)] + [900*(50/60)]\} / 3 \rightarrow (847+750+750) / 3 = 782$$

Cette moyenne devrait être calculée comme suit:

$$\{[1008*(55/60)] + [1080*(50/60)] + [1080*(50/60)]\} / 3 \rightarrow (924+900+900) / 3 = 908$$

Les responsables de l'OCDE ont été avertis et les données publiées dans le chapitre D1 dans «Regards sur l'Éducation» seront corrigées à partir de l'édition 2010.

En ce qui concerne le nombre total d'heures d'instruction pour les élèves de 7 à 14 ans dans les établissements publics, le Luxembourg passera à 7.344 heures (6*924 + 2*900) et dépassera donc la moyenne des pays de l'OCDE. En ce moment, il est difficile d'allonger pour les élèves la durée hebdomadaire des enseignements. Toutefois, une plus grande flexibilité des enseignements ainsi qu'une réduction des périodes creuses avant les congés et vacances devront être visées.

Question 0106 (29.9.2009) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la restructuration de **CFL Cargo**:

Récemment, la société CFL Cargo a fait savoir qu'elle était confrontée à une réduction de 40% de ses trafics et de son chiffre d'affaires suite à la crise économique. Parmi les mesures pour faire face à cette situation, le communiqué de CFL Cargo cite entre autres un plan de restructuration qui prévoit une réduction des effectifs de 520 à 394 vers la mi-2010. Le communiqué précise encore que cette restructuration se fera sans licenciements et qu'il a «fait l'objet de concertations régulières avec les partenaires sociaux».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est l'impact de cette restructuration sur les conditions de travail du personnel de la CFL Cargo? Le règlement grand-ducal du 24 août 2007 portant modification du statut du personnel des chemins de fer luxembourgeois comporte entre autres des dispositions qui définissent le temps de travail, l'amplitude, la durée du repos journalier et le nombre des tours de service entre deux repos hebdomadaires. Est-ce qu'il est prévu de modifier



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

ces dispositions dans le cadre de la restructuration? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de modifier les conditions existantes, issues des négociations menées au printemps 2007 suite à la création de CFL Cargo?

- Par ailleurs, les représentants du personnel sont mécontents du manque d'information concernant la restructuration de CFL Cargo. Ainsi, il semble que de nouveaux plans de roulement du personnel aient été établis sans concertation préalable avec les syndicats. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce problème? Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une meilleure transparence concernant les décisions à prendre et un dialogue renforcé entre la direction de la CFL Cargo et le personnel pourraient améliorer le climat de travail auprès de la CFL Cargo? Est-il disposé à intervenir en ce sens auprès des personnes responsables?

Réponse (5.11.2009) de **M. Claude Wieseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Roger Negri souhaite poser quelques questions sur l'impact de la restructuration de la société CFL Cargo sur les conditions de travail du personnel de cette même société.

Dans ce contexte, il échel de rappeler tout d'abord les conclusions de la tripartite ferroviaire du 20 décembre 2005 qui prévoient entre autres que: «Le statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des CFL sera maintenu, sous réserve des conditions de travail qui seront alignées pour les agents actuels et futurs du Groupe CFL sur celles du secteur privé et ainsi adaptées aux besoins d'une entreprise performante afin d'assurer la pérennité de la Société nationale des CFL. Parmi ces besoins comptent notamment une plus grande flexibilité au niveau des heures de travail et une plus grande polyvalence, ceci pour permettre de moderniser les méthodes de travail et pour améliorer le niveau de productivité du personnel et du matériel. Ces adaptations se feront dans le respect des impératifs de la sécurité ferroviaire tout en tenant compte des aspirations des cheminots au niveau de la qualité de vie ainsi que de la sécurité et de la protection de la santé au travail.»

Par règlement grand-ducal du 24 août 2007, les modifications y relatives ont été inscrites au Statut du Personnel de la Société nationale des CFL. Ces modifications ont d'ailleurs été préalablement avisées favorablement par les conseils d'administration des CFL et de CFL Cargo au sein desquels les partenaires sociaux sont également représentés. Parallèlement il a été convenu de confirmer les conditions de travail applicables auprès de la filiale CFL Cargo moyennant un accord d'entreprise.

Cet accord d'entreprise, signé le 21 novembre 2007 entre la Direction de CFL Cargo et les partenaires sociaux stipule entre autres que

«a) les conditions de travail s'appliquent à tout le personnel de CFL Cargo;

b) un repos journalier de neuf heures sera introduit dans le respect de la semaine de 40 heures pour le personnel travaillant à service irrégulier;

c) CFL Cargo s'engage à développer durant la validité de l'accord d'entreprise un modèle de travail permettant d'accorder un repos journalier supérieur à neuf heures tout en maintenant le principe des repos périodiques prolongés.»

L'accord d'entreprise précité expire le 30 juin 2010.

Par conséquent, il est prévu d'ins tituer sous peu un groupe de travail comprenant des experts de la maison-mère et de la filiale CFL Cargo dans l'optique d'analyser d'éventuelles opportunités s'offrant en matière de conditions de travail afin de trouver, en accord avec les partenaires sociaux, une solution pour la période d'après juin 2010.

Il y a finalement lieu de préciser que les partenaires sociaux sont représentés auprès de CFL Cargo au niveau du conseil d'administration, du comité de suivi des effectifs, du comité mixte d'entreprise ainsi que, récemment, sur initiative du président du conseil d'administration, au comité de pilotage. Toutes ces institutions se réunissent à intervalles réguliers et tous les sujets concernant le personnel y sont discutés d'une façon circonspectée.

Question 0109 (30.9.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **décharge du SIDEC au Fridhaff:**

Auf die parlamentarische Frage N°2072 vom 25. Oktober 2007 (cf. *compte rendu N°6/2007-2008*) hatte das Umweltministerium folgende Frage an das SIDEC aufgeworfen:

«Meng Servicer hunn de SIDEC kontaktiert, fir eng Erklärung ze kréien, wéi et zu deene festgestallten Differenzen a Bezug op d'Volumenangabe kënnt.»

Der SIDEC-Präsident hat in einem Interview behauptet, dass es auf Fridhaff eine autorisierte Restkapazität gäbe, die jedoch unter der tatsächlich ausschöpfbaren Kapazität liege.

Meine Fragen:

1) Wie lautete die Erklärung des SIDEC in Bezug auf die vom Ministerium gestellte Nachfrage?

2) Ist die autorisierte Restkapazität schon gebaut oder wird sie erst gebaut werden?

3) Wann wurde die Genehmigung erteilt?

Réponse (10.11.2009) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Durch den ministeriellen Beschluss N°96/CD/08 vom 16. Juli 1997 wurde eine Gesamtrestkapazität der Deponie SIDEC von 370.000 m³ Verfülvolumen genehmigt. Dieses Volumen teilt sich auf zwei Flächen auf, nämlich 120.000 m³ auf einer neuen, abzudichtenden Fläche im südlichen Bereich der Deponie, Fläche, welche in der Zwischenzeit bereits verfüllt ist, sowie 250.000 m³ in dem Bereich wo eine Zwischenabdichtung auf die alte Deponie aufgebracht wurde. Von letzterem Volumen sind zurzeit noch ungefähr 100.000 m³ verfügbar, was einer Restlaufzeit der Deponie von weniger als vier Jahren entspricht.

Im Abfallwirtschaftsplan des SIDEC von 2006 wurde für dieses Datum eine Restkapazität der Deponie von 300.000 m³ angegeben. Diese Angabe basiert auf einem, vom SIDEC angenommenen Gesamtvolumen für die beiden oben genannten Flächen von 495.000 m³. Gegenüber dem 1997 genehmigten Verfülvolumen würde dies einer Kapazitätserweiterung der Deponie von ungefähr 125.000 m³ entsprechen. Das aktuelle Restvolumen der Deponie würde somit entsprechend den Angaben des SIDEC bei ungefähr 225.000 m³ liegen und würde einer Restlaufzeit von etwa neun Jahren entsprechen.

Es kann also festgehalten werden, dass die restlichen Kapazitäten in jedem Fall noch für mindestens vier Jahre ausreichen werden.

Die Abweichungen zwischen diesen vom SIDEC angegebenen Mengenangaben und derjenigen, die in dem oben genannten Beschluss festgehalten sind, lassen sich folgendermaßen erklären.

Einerseits beansprucht der zwischenzzeitlich erfolgte Einbau einer Zwischenabdichtung aus Bitumen weniger Volumen als die ursprünglich geplante mineralische Abdichtung. Hervorzuheben ist in diesem Zusammenhang, dass dieser Einbau gemäß dem diesbezüglich spezifischem ministeriellen Beschluss N°1/01/0400, der keine Kapazitätserweiterung vorsieht, durchgeführt wurde.

Zum anderen können diese Abweichungen aus einer möglicherweise vom SIDEC geplanten Änderung der Endprofilierung der Deponieoberfläche entstehen. Ein diesbezüglicher Antrag liegt der Umweltverwaltung zurzeit allerdings nicht vor.

Tatsache ist demnach, dass die genehmigte Kapazität der Deponie nach wie vor jene ist, welche 1997 im ministeriellen Beschluss N°96/CD/08 festgeschrieben wurde.

Allerdings wurde SIDEC bereits im November 2008 ausdrücklich darauf hingewiesen, dass ein Ausbau der Restkapazität auf das in seinem Abfallwirtschaftsplan angegebenen Maximalvolumen nur nach vorheriger Genehmigung erfolgen kann.

Question 0110 (30.9.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **mise en place d'une banque de données en matière de moelle osseuse:**

La greffe de moelle osseuse constitue parfois l'ultime recours dans des cancers hématologiques comme les leucémies. S'il arrive souvent que les donneurs de moelle osseuse se trouvent parmi les membres de la famille immédiate, il n'est pas rare que les personnes qui ont besoin d'une greffe doivent s'orienter vers des dons en provenance de personnes non apparentées compatibles. Il est dès lors primordial que ces personnes puissent se mettre en contact avec des donneurs potentiels. Or, si nous disposons de banques de données par exemple en matière de sang, une banque de données relative aux donneurs de moelle osseuse fait, sauf erreur, défaut au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Pourquoi le Luxembourg, à l'instar d'autres pays européens,

ne dispose-t-il pas d'une banque de données ou d'un registre national en matière de dons de moelle osseuse?

2. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faille remédier à cette situation, sinon en mettant en place une telle structure, du moins en permettant aux Luxembourgeois concernés de consulter les banques de données étrangères?

3. Le Gouvernement n'est-il pas d'avis, au vu de l'importance des dons de moelle osseuse, qu'il y aurait lieu de sensibiliser les personnes sur le sujet et ainsi amener des personnes à vouloir se porter donneur, quand bien même le bénéficiaire du don soit une personne non apparentée?

Réponse (2.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire soulève la question de l'opportunité de la mise en place d'un registre national ou banque de données de donneurs de greffe de moelle osseuse, telle que cela existe à l'étranger.

Or, le Luxembourg ne dispose pas de la masse critique nécessaire, en fait du volume de population requis, pour justifier et faire fonctionner correctement pareil registre.

La masse critique fait défaut à plus d'un titre. Tout d'abord la détermination de la «carte d'identité biologique» (système HLA - antigènes d'histocompatibilité) demande pour la moelle osseuse des connaissances et techniques particulièrement pointues. Les quelque huit à dix cas par an qui se présentent au Luxembourg ne justifient pas l'acquisition de ce savoir-faire.

Par ailleurs, toujours compte tenu de la population nationale limitée, les chances de trouver pour un receveur déterminé un donneur compatible sur un registre national sont très peu élevées.

Dans les conditions données, en cas de besoin de greffe de moelle osseuse, les résidents luxembourgeois sont dirigés vers les grands centres à l'étranger (Institut Bordet, UCL, hôpitaux universitaires en France), qui disposent des structures et des moyens nécessaires pour déterminer la «carte d'identité biologique», transmise génétiquement. Si une allogreffe familiale ne peut pas se réaliser, un donneur sera recherché dans la base de données du pays ou du centre spécialisé auquel il est fait appel.

Les résidents désireux de donner leur moelle osseuse sont mis en contact avec un des centres spécialisés étrangers dont question ci-dessus, aux fins d'inscription dans la banque de données y tenue.

Il faut savoir que la question de la masse critique est quelque peu différente pour la transplantation d'organes. Pour les organes en effet Eurotransplant, qui réunit sept pays, tient une banque de données centrale. En cas de disponibilité d'un organe, l'ordonnateur recherche parmi les personnes en attente d'un organe, inscrites sur les sept registres nationaux, le receveur le plus compatible.

Question 0111 (30.9.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **géothermie de profondeur:**

Op der Sich no alternativen Energiequelle kénnt der Geothermie a speziell der Déften-Geothermie haut nach keng grouss Bedeutung zou. Dobäi kéint de weltwälte Bedarf un Energie mat der Hëllef vun Erdwäermt iwver e laangen Zäitraum gedeckt ginn. Duerch d'Entwicklung vun neien Technologi gesi vill Experten an der Notzung vun dëser Geothermie, speziell der Déften-Geothermie, eng Zukunft am Beräich vun der erneierbarer Energie. Ausserdeem ass d'Erdwäermt émwelt- a klimafréndlech a praktesch ouni Risiko. An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Goufen zu Lëtzebuerg Etude gemaach, fir d'Déften-Geothermie ze notzen? Wa jo: Wéi sinn hei d'Resultater a wat sinn d'Konklusiounen vun dësen Etuden? Wann neen: Ass d'Regierung bereet d'Recherchen, speziell an der Déften-Geothermie ze énnerstéttre respektiv anzeleeden?

2. Wéi vill Demanden fir d'Installation a fir Subsidie fir eng «normal» Geothermie-Anlag goufen an de leschte Joren age-reech? Wéi vill Autorisationne sinn accordéiert ginn, wéi vill Subsidie sinn ausbezuelt ginn a wéi gesäit de Gesamtvolume fir d'Subsiden aus?

Réponse (4.11.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur:*

Als Äntwert op d'parlementarech Fro vum honoréisen Deputéierte Jean Colombera betreffend d'Déften-Geothermienutzung zu Lëtzebuerg, kann ech lech folgend Informatioune matdeelen:

Am Joer 2007 ass vum Wirtschafts- an Aussenhandelsministère an dem Emwelministère d'Etud «Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg» (étude Luxres) präsentiert ginn, déi vum Fraunhofer Institut für System- und Innovationsforschung (Fh-ISI), vum Energy Economics Group, TU Wien (EEG) a vum BSR-Sustainability realiséiert gouf. Am Kader vun dëser Etud sinn och d'Potenzialer vun der Déften-Geothermie analyséiert ginn.

Als Déften-Geothermie-Notzung gëtt an der Fachliteratur d'Notzung vun der Geothermie ab enger Déift vu 400 Meter geschwatt. Aus dëser Etud geet ervir, dass et zu Lëtzebuerg kee realiséierbaart Potenzial an der Déften-Geothermie gëtt, well zu Lëtzebuerg keng potenziell Sitë mat geologeschen an geothermesche Viraussetzungen bekannt sinn, wou d'Déften-Geothermie effizient kénnt genutzt ginn.

D'Etud weist allerdéngs e Potenzial fir d'Geothermie an der Géigend vun der Uewwerfläch aus. Bei dëser Technologie kann d'Wärme aus dem Buedem fir Heizzwecker an och fir d'Preparationen vu Brauchwaarmaasser iwver Wärme pompe genutzt ginn. D'Etud Luxres weist, datt dat realiséierbaart Potenzial zu Lëtzebuerg an dësem Beräich bei 30 GWh/pro Joer am Joer 2010 an bei 180 GWh/pro Joer am Joer 2020 läit.

Vum 1. Januar 2008 bis den 29. September 2009 goufen am Ganze 65 Demanden fir Subsidie fir Wärme pompe agereecht. Dovu sinn der 39 subventionéiert ginn, wat engem Gesamtmontant vun 236.995 € entsprécht. 26 Demanden waren net komplett, wat engem estiméierte Montant vun 156.000 € entsprécht.

D'Unzel vun den Demanden fir Commodo Autorisationen vu



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Geothermie-Notzung fir d'Joren 2006-2008 gesäßt folgendermoosseen aus:

Geothermie < 15 kW (classe 3)	15	43	44	82
Geothermie ≥ 15 kW (classe 1)	3	3	3	14
Total:	18	46	47	96

99% vun den Demandë goufen autoriséiert. Dëst kënnnt dohir, dass e groussen Deel vun den Anlage virun der eigentlecher Commodoosprozedur vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, («Administration de la gestion de l'eau, Division des eaux souterraines et des eaux potables») op d'Machbarkeet vum Projet analyiséert ginn.

De Reschtprozent, deen net autoriséiert gouf, kënnnt dohir, dass d'Exploitantë net an den Délaien äntworten, déi vum Commodoosgesetz festgehal sinn, oder si sech net am Virfeld mat der Waasserwirtschaftsverwaltung iwwert d'Machbarkeet vun hirem Projet concertéiert hunn.

Question 0118 (2.10.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **maisons médicales**:

Zénter dem 1. Dezember 2008 fonctionnérieren dräi «Maisons médicales» am Land, an zwar an der Stad, zu Esch an zu Ettelbréck. Am Oste vum Land gouf bis elo nach keng «Maison médicale» geschaf, obschonns och hei eng Noutwendegkeet besteeet. Et ass onméiglech, fir zum Beispill an enger Grippezäit all Demanden un eventuell Visiten nozkommen, well d'Dierfer am Norden an am Oste vum Land vill ze vill wäit ausernee leien an némmen een Dokter am Norden zur Verfügung steet. Esou muss de Patient heiansdo méi wéi sechs Stonne waarde bis den Dokter an d'Haus kënnnt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat sinn déi éischt Erkenntnisser, respektiv wéi ass den éischt Bilan vun dësen dräi Zentren?

2) Ass den Här Minister vun der Gesondheet bereet am Oste vum Land esou eng «Maison médicale» anzerüichten, a wa jo, wéi ass hei den Zäitplang?

3) Sinn nach weider Zentren a Planung?

Réponse (4.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

De Comité d'évaluation huet de 15. Juli en éischte Bilan gezunn iwwert de Fonctionnement vun de «Maisons médicales».

De Bilan fält duerchweegs positiv aus. Samsdes gëtt den Déngscht am Zentrum, am Süden an am Norden am Duerchschnëtt respektiv 85, 57 a 56 mol opgesicht. Sonndes ass et respektiv 73, 65 an 58 mol. An der Woch schwanken d'Zuele vun de Konsultatiounen am Duerchschnëtt tëschent 13 a 15 pro Nuecht am Zentrum, 12 an 18 am Süden, 11 a 16 am Norden.

D'Visiten, déi d'Dokteren am Kader vun dësem Déngscht heem maache ginn, beziffere sech fir all Dag vum Weekend an all Feierdag duerchschnëttlech op 22 am Zentrum, 18 am Süden a 14 am Norden. Während der Woch, d'Feierdeeg net agerechent, sinn et duerchschnëttlech 7 Visiten déi vum Zentrum, 6 vum Süden a 5 vum Norden aus geuer ginn.

D'Polikliniken an den Noudéngscht an de Spideeler ginn awer nach èmmer e bësse méi an

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé, de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Existe-il des études indépendantes fiables qui démontrent l'innocuité des ampoules à basse consommation? Si oui lesquelles? Parmi ces études y'en a-t-il qui ont été commanditées par le Gouvernement luxembourgeois? Le Gouvernement s'est-il basé sur ces études pour approuver la démarche européenne? Quels sont les critères qui ont guidé le Gouvernement dans son choix quant aux études retenues?

2. Le Gouvernement estime-t-il que les étiquettes des ampoules à basse consommation, qui peuvent être à simple ou double enveloppe et partant se prêter à des usages différents, sont suffisamment claires et précises afin d'en assurer un bon usage respectivement pense-t-il que le public, mais aussi les professionnels de la vente sont suffisamment renseignés sur les différents types d'ampoules à basse consommation?

3. Pourquoi n'existe-il pas au Luxembourg de consignes précises à l'adresse du consommateur devant l'aider tant au moment de l'achat des ampoules qu'au moment où elles doivent être remplacées? Le Gouvernement entend-il donner de telles consignes? Si oui, quelles sont ces consignes?

4. Comment s'organise concrètement le traitement des déchets des ampoules? Les points de vente ou les centres de recyclage sont-ils équipés et formés afin de minimiser les éventuels risques que la manipulation de ces ampoules peut entraîner?

Réponse commune (25.11.2009) de **M. Jeannot Krecké**, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures et de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

Comme l'honorable Parlementaire le souligne lui-même, les mesures prises en matière de lampes à usage domestique s'inscrivent dans un cadre communautaire, en l'occurrence la directive 2005/32/CE, dite directive-cadre «Ecoconception», transposée dans le droit national par une loi du 19 décembre 2008. Les lignes directrices générales tracées dans la directive «Ecoconception» sont mises en œuvre pour les lampes à usage domestique par le Règlement (CE) 244/2009 du 18 mars 2009. Les règlements CE ne nécessitent pas de mesure nationale de transition. Ils sont directement applicables et ne laissent pas de marge de manœuvre aux autorités de pays membres.

Les prédicts instruments juridiques communautaires n'ont pas été précédés d'études nationales. Depuis 2008 cependant plusieurs études menées à l'étranger ont analysé les effets des rayons UV des ampoules à basse consommation. Aucun effet néfaste n'a pu être formellement mis en évidence.

S'agissant de la production de champs magnétiques, en l'occurrence à fréquence moyenne, ceux-ci diminuent de façon inversement proportionnelle au carré de la distance. Il en résulte des champs extrêmement faibles, voire inexistant, à une distance supérieure à un mètre.

Le département de l'Environnement du Ministère du Déve-

loppement durable et des Infrastructures compte lancer prochainement une vaste campagne d'information et de sensibilisation en la matière, au moyen de spots à la radio et à la télévision, d'une brochure toutes boîtes et de matériel d'information disponible dans le commerce. À l'heure actuelle des informations sommaires sont déjà disponibles sur le site www.emwelt.lu ainsi que moyennant le guide d'achat on-line www.oekotopten.lu.

À noter aussi que dans le cadre de l'action «Clever akafen» de la «SuperDrecksKëscht» de nombreuses informations en la matière ont déjà été fournies depuis 2006 aux clients en collaboration avec le commerce.

Il est vrai que les lampes «basse consommation» contiennent des substances toxiques, dont le mercure, et sont dès lors considérées comme déchets spéciaux. Elles ne doivent dès lors pas être éliminées par l'intermédiaire des déchets ménagers, mais doivent soit être retournées aux points de vente, lesquels sont tenus de les reprendre gratuitement, soit être déposées dans un des 17 centres de recyclage disposant d'une «SuperDrecksKëscht». Par ailleurs la «SuperDrecksKëscht» mobile visite quatre fois par an toutes les communes du pays.

Les personnes qui reprennent les ampoules dans le secteur de la distribution et le personnel des points de collecte fixes et mobiles de la «SuperDrecksKëscht» bénéficient de formations régulières afin d'éviter tout risque qui pourrait en émaner.

Il convient de préciser également dans ce contexte que la directive 2002/95/CE, transposée par le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 relatif aux déchets des équipements électriques et électroniques ainsi qu'à la limitation d'emploi de certains de leurs composants dangereux, fixe le contenu maximal de mercure dans les lampes fluorescentes à 5 mg par lampe. Une adaptation de ce seuil vers le bas est actuellement en discussion.

événements sportifs ou culturels? Dans l'affirmative, où est-elle publiée? Dans la négative, qui décide des tarifs à appliquer pour les différentes manifestations et sur base de quels critères?

Réponse (2.11.2009) de **M. Romain Schneider**, Ministre des Sports:

1) Il convient de se référer à la loi du 29.06.2000 qui organise la Coque et dont les dispositions de l'article 2 définissent, selon les priorités à respecter, les missions du Centre.

Ainsi la mission primordiale de la Coque est de gérer les installations dans l'intérêt des activités et manifestations sportives de tout genre. Le marathon constitue un événement sportif ayant la particularité d'attirer un grand nombre de participants et de public. Il est donc éligible pour avoir lieu à la Coque.

La nature juridique de l'organisateur n'est pas un critère d'admission à la Coque. Les sociétés commerciales, au même titre que les organismes sportifs, ou toute autre structure peuvent y organiser des événements d'envergure sous leur propre égide ou associés à la Coque.

Au titre de l'occupation des installations, il importe d'accorder la priorité au sport fédéral et scolaire. C'est d'ailleurs pourquoi les grandes manifestations sont programmées de manière à ce que, d'une part, elles n'entravent pas le programme des activités et compétitions fédérales et que, d'autre part, il y ait des arrangements avec les établissements scolaires et les utilisateurs sportifs.

C'est pour concilier cette priorité d'accès dans le contexte des capacités d'accueil du Centre que le conseil d'administration de la Coque tend à maintenir les manifestations d'envergure à un nombre de quelque six à huit événements par an, cette décision correspondant aussi à la volonté du législateur, soucieux de préserver les réservations sportives.

La gestion en «bon père de famille» caractérise les façons dont les missions doivent être exécutées, elle vise la mise en œuvre judicieuse et responsable des fonds investis. Dans le cas du marathon, elle repose sur trois critères fondamentaux: une structure d'organisation solide et transparente, le respect des conditions générales de location, l'acceptation de la tarification de la Coque.

Assurer le fonctionnement de la Coque «en bon père de famille» signifie encore le plein emploi, l'utilisation sous toutes ses formes et disponibilités.

Le Conseil d'administration était en l'espèce d'avis qu'une collaboration avec Step by Step et son mandataire n'était pas conforme à ces trois principes de base de la gestion «en bon père de famille». Il y a mis fin sans pour autant se refuser à accueillir le marathon avec un autre organisateur ou mandataire de la FLA dans le respect des critères énoncés ci-dessus.

2) Une liste des prix de location (d'espaces, de mobilier, d'équipements) et des services a été élaborée et validée par le Conseil d'administration de la Coque en 2002. À quelques retouches près, tenant compte notamment de l'évolution



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

de l'indice des prix pour les services et prestations, les tarifs sont restés inchangés depuis lors.

Il est envisagé de revoir et d'affiner les modalités et les prix tarifaires dans le courant de l'année 2010 pour répondre aux développements et aux diversifications continus des activités de la Coque. Il appartiendra au conseil d'administration de les fixer et il en donnera connaissance au ministre de tutelle.

Le catalogue des prix est applicable pour tous les clients, quel que soit leur statut ou forme juridique et quel que soit leur objet (sportif, culturel ou congressiste). À l'instar des autres grands ensembles, le catalogue n'est pas diffusé au public, mais, sur demande, il sert de base à faire une offre en fonction des prestations et services demandés par le client, à formaliser, le cas échéant, moyennant un contrat fixant les locations, les prestations et les coûts.

Les fédérations sportives bénéficient de tarifs et de formules avantageux pour l'ensemble des services et prestations auxquels elles font appel. D'une façon générale toutefois, les services, pour lesquels la Coque doit payer elle-même, leur sont refacturés au prix coûtant.

Au niveau de la facturation, une distinction est faite. Les mises à disposition aux fédérations sportives nationales pour leurs entraînements ou compétitions sportives, de même que les utilisations par les établissements scolaires du post primaire relevant de l'Éducation nationale ou les activités régies par le département ministériel des sports sont gratuites pour autant qu'elles entrent dans le champ des missions prioritaires du Centre et qu'elles sont prises en charge moyennant une dotation budgétaire annuelle de fonctionnement pour la Coque.

Lorsqu'une fédération sportive organise ou cautionne une manifestation de caractère commercial, elle agit comme un organisateur privé et ne bénéficie plus de la gratuité, quitte à ce que des conditions particulières soient convenues. Dans le cas contraire, la Coque serait d'ailleurs submergée de demandes de tout genre, les organisateurs privés ayant vite découvert ce subterfuge pour réduire leurs frais d'organisation. Ceci avait d'ailleurs fait l'objet d'un courrier adressé par la Coque au COSL dès décembre 2003 afin d'en saisir ses fédérations membres.

Question 0151 (8.10.2009) de **M. Jean Huss** (déi gréng) concernant le **refus de la direction d'un hôpital à pratiquer une aide directe à mourir alors que toutes les conditions de la loi en question étaient remplies:**

Selon mes informations, la direction d'un hôpital du Grand-Duché aurait interdit la pratique d'une aide directe à mourir, alors que toutes les conditions requises par la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide auraient été remplies.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, ne s'agit-il pas d'une violation des dispositions de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide?

- Monsieur le Ministre entend-il ouvrir une enquête à ce sujet?

- Quelles sont les mesures à prendre afin de garantir que les patients en question puissent avoir recours aux droits que leur confère la loi du 16 mars 2009 aussi bien dans le secteur hospitalier qu'à domicile?

Réponse (2.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

L'honorable Parlementaire fait état d'informations d'après lesquelles «la direction d'un hôpital du Grand-Duché aurait interdit la pratique d'une aide directe à mourir, alors que toutes les conditions requises par la loi auraient été remplies».

Compte tenu des renseignements que j'ai pris et sans vouloir nier en l'occurrence de fortes réticences manifestées par les gestionnaires de l'hôpital, je pense qu'il faudrait tout de même nuancer quelque peu la description des faits donnée par l'honorable Parlementaire.

Répondre à la question de principe si un refus opposé par une direction d'hôpital à la pratique d'une euthanasie ou aide au suicide dans son établissement s'analyse en une violation de la loi revient à interpréter la loi du 16 mars 2009. Or, l'interprétation authentique des lois relève de la Chambre, et cela d'autant plus que, comme en l'occurrence, la loi a été prise sur initiative parlementaire. Sous cette réserve je pense pouvoir dire qu'il est certes dans l'esprit de la loi qu'une euthanasie ou une aide au suicide puisse être pratiquée dans une institution telle qu'hôpital, maison de soins ou de retraite, sans que la direction de l'établissement ait la faculté de s'y opposer. Je suis d'ailleurs intervenu dans ce sens auprès des responsables de l'hôpital. Mais le droit pénal étant de stricte interprétation, et à défaut d'une disposition expresse dans la loi incriminant le fait de s'opposer à une euthanasie ou aide au suicide, je ne pense pas que le gestionnaire qui manifesterait pareille opposition s'expose à des poursuites pénales.

En revanche il est bien évident que le médecin hospitalier qui pratiquerait l'euthanasie dans le respect de la loi, malgré l'opposition de sa direction, échapperait lui aussi à toute sanction pénale.

Finalement j'ai bon espoir que les cas qui pourront se présenter à l'avenir puissent trouver une solution dans le cadre des procédures à mettre en place dans les hôpitaux concernés.

Question 0153 (8.10.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **Zitha Gesondheitszentrum:**

Si l'ouverture du Zitha Gesondheitszentrum constitue un changement de paradigme dans le secteur de la santé en ouvrant l'horizon à la médecine préventive, néanmoins ces services ne sont pas pris en charge par la sécurité sociale et relèvent donc de la volonté de chacun, plus généralement d'un coup de pouce de l'employeur, car ce

sont surtout des clients institutionnels qui sont visés et ceci en vue de garantir le moins d'absentéisme dû à la maladie sur le lieu du travail.

Question:

- Qu'envisage Monsieur le Ministre pour faire bénéficier tout le monde de cette offre de médecine préventive?

Réponse (12.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

L'offre des initiateurs du «Zitha Gesondheitszentrum» s'est adressée dès le départ aux entreprises et aux institutions. Les initiateurs se rendaient bien compte que les prestations offertes n'étaient pas susceptibles de remboursement de la part de la CNS.

Quant à la question de savoir si tout le monde ne devrait pas bénéficier de cette offre de médecine préventive, sans doute aux yeux de l'honorable Député à charge de la collectivité, j'aimerais le rendre attentif à l'arsenal assez complet de mesures de médecine préventive existant d'ores et déjà au Luxembourg. Il s'agit-là tant d'examens préventifs légalement obligatoires, je cite notamment la médecine du travail et la surveillance de la maternité et des enfants en bas âge, que de mesures facultatives gratuitement offertes à la population, telles que le programme de mammographie, le sevrage tabagique etc..

Ceci étant dit je suis disposé à engager des réflexions sur d'autres mesures de médecine préventive pouvant être proposées à la population, dans le respect bien évidemment d'un bon rapport bénéfice-coût.

Question 0156 (12.10.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **déclarations d'un membre de l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD) lors de la présentation du plan de lutte:**

Dans l'Essentiel du 8 octobre 2009, un membre de l'ALAD, professeur de son état, a affirmé que «nos jeunes sont les mêmes que les jeunes Français ou Belges, mais ici il leur est plus facile de se procurer certains produits dopants car ils ont plus de moyens financiers. Beaucoup de jeunes ici peuvent tout acheter, n'importe quand».

D'après cette même personne, le sport amateur ne serait pas épargné, plusieurs cas de dopage ayant été découverts.

Ces affirmations suscitent une série de questions auxquelles voudront bien répondre Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Monsieur le Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre des Sports, à savoir:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces affirmations?

- Le dopage parmi les jeunes est-il un phénomène en pleine croissance?

- Disposons-nous de chiffres précis de jeunes concernés par des problèmes de dopage?

- Combien y a-t-il d'affaires de dopage impliquant de jeunes sportifs?

- Quelles sont les substances illégales en cause?

- Comment expliquer que les jeunes puissent se procurer aussi facilement ces substances dans la

mesure il ne s'agit forcément pas - du moins de l'avis du soussigné - que d'une question de moyens financiers?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin de lutter contre le phénomène du dopage des jeunes sportifs ou non?

Réponse commune (2.11.2009)

de **M. Romain Schneider, Ministre des Sports, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle** et de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Les Ministres concernés se distancent des déclarations mentionnées par Monsieur le Député, puisque celles-ci ne reposent pas sur des faits fondés ou sur des données probantes. À l'heure actuelle, le Luxembourg ne possède pas d'analyse ni d'étude permettant de conclure que le phénomène du dopage est en croissance ou en décroissance.

Toutefois, des études en France et en Allemagne ont démontré que la prise de substances dopantes existe au-delà du milieu professionnel, chez les jeunes comme chez les adultes.

Dans le cadre de la participation du Luxembourg à l'étude HBSC (Health Behavior in School-aged Children) de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), une relation positive entre la consommation de tabac et l'argent de poche a pu être mise en évidence. Ce constat ne peut cependant pas être transposé tel quel dans le contexte de la consommation de substances dopantes. Au niveau de la comparaison internationale, les élèves du Luxembourg dans cette même étude se situent dans la moyenne des pays participant pour ce qui est de la consommation de cigarettes et d'alcool.

Il est un fait que les très rares cas de dopage confirmés au Luxembourg ont concerné des sportifs licenciés amateurs, mais il n'y eut à aucun moment un mineur d'âge. Les substances impliquées étaient des cannabinoïdes, des stimulants, des anabolisants ainsi que des suppléments alimentaires contaminés par des substances illicites.

Par ailleurs le professeur cité n'a jamais affirmé qu'il serait plus facile pour les jeunes Luxembourgeois de se procurer certains produits dopants que les jeunes des pays voisins, dans la mesure où ils disposeraient de plus d'argent.

Ce à quoi ce professeur a fait allusion c'est que les jeunes Luxembourgeois achèteraient plus de produits alimentaires de substitution (vitamines, sels minéraux, oligoéléments...), donc des produits autorisés, que les jeunes étrangers qui se tiendraient plus aux produits usuels (pomme, orange....).

Depuis des années le Gouvernement soutient activement la lutte antidopage, ceci dans le cadre de la Convention contre le Dopage du Conseil de l'Europe de 1989 et plus récemment par la ratification en 2006 de la Convention internationale contre le Dopage dans le Sport de l'Unesco.

Par la loi sportive du 3 août 2005, l'Etat s'est donné les moyens de poursuivre devant les tribunaux les infractions, en ce domaine, notamment celles liées au trafic de substances dopantes. Sur le plan mondial, par l'Agence mondiale antidopage (AMA), les substances et méthodes interdites recherchées sont déterminées dans une liste soumise à

révision et adaptation annuelle après consultation de toutes les parties prenantes.

À travers l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD), le Gouvernement, ensemble avec le mouvement sportif, s'est engagé à combattre le dopage au Luxembourg. L'ALAD a entre autres pour mission de promouvoir des actions de sensibilisation, d'information et d'éducation.

En créant un site internet, l'Agence essaie de joindre le plus grand nombre de sportifs, notamment les jeunes. Le site permet aux sportifs de consulter en tout lieu et en tout temps les documents nationaux et internationaux en vigueur liés à la lutte contre le dopage, dont notamment la liste des substances et méthodes interdites.

Depuis quelques années l'ALAD est présente aux réunions d'information des fédérations sportives, contribue aux formations des entraîneurs et assiste aux réunions des médecins du sport.

Depuis la création du Sportlycée, des séances d'éducation sur la problématique du dopage sont régulièrement à l'ordre du jour des jeunes talents.

Un projet e-Learning en matière de lutte antidopage pour les jeunes sera introduit dans les semaines à venir au Sportlycée et il est prévu de le diffuser plus largement.

Le projet «Kanner staark maachen», mené ensemble avec le Centre pour la prévention des toxicomanies, existe depuis des années et connaît un véritable succès.

Conscient du fait que le contrôle antidopage et les sanctions ne suffisent pas à éradiquer le fléau du dopage, le Gouvernement soutient toutes les actions de prévention de l'ALAD et il encourage tant les collaborations interministérielles que les tribunes poursuivant des missions préventives similaires.

Question 0160 (14.10.2009) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **vétérans luxembourgeois de la Guerre de Corée:**

De 1950 à 1953, le Luxembourg a participé à la Guerre de Corée par l'envoi de plusieurs contingents militaires. Les anciens militaires ayant participé à ce conflit rappellent maintenant à juste titre certaines de leurs doléances et vous en ont fait récemment part par voie écrite.

Je tiens à souligner les mérites exceptionnels des anciens volontaires de la Guerre de Corée pour notre pays. Malheureusement leur engagement exemplaire pour la défense du monde libre pendant la Guerre dite «froide» n'a jamais été reconnu de façon suffisante et honorable par les autorités luxembourgeoises.

À ce titre, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Le Gouvernement est-il disposé à reconnaître de façon officielle que les militaires luxembourgeois morts en Corée sont «tombés au champ d'honneur» pour la Patrie?
2. Est-ce que le Gouvernement est disposé à allouer une indemnité forfaitaire d'invalidité aux survivants luxembourgeois de la Guerre de Corée?

Réponse (19.11.2009) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:**



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Monsieur le Député voudrait savoir si le Gouvernement est disposé:

1. à reconnaître officiellement que les militaires luxembourgeois morts en Corée sont «tombés au champ d'honneur»;
2. à allouer une indemnité forfaitaire d'invalidité aux survivants luxembourgeois de la Guerre de Corée.

Ad 1

Il convient tout d'abord de remarquer que l'expression «tombés au champ d'honneur» est une expression commune en France qui n'est pas entrée dans les coutumes linguistiques luxembourgeoises.

Les mérites des volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée ont par ailleurs été reconnus de façon tout à fait officielle.

Dans ce contexte, je voudrais rappeler à Monsieur le Député que les inscriptions ajoutées au Monument du Souvenir «Gëlle Fra» mentionnent les volontaires de la Guerre de Corée au même titre que les volontaires des guerres de 1914-1918 et de 1940-1945.

La plaque qui fait référence aux volontaires de la Guerre de Corée porte le texte suivant:

«Je cite à l'ordre du jour de l'armée: nos quatre-vingt-cinq compatriotes, qui à l'appel du Gouvernement se sont mis spontanément au service de la Nation pour aller défendre le peuple coréen.

Du 31 janvier 1952 au 27 juillet 1953, ils ont mené dans des conditions de combat pénibles, de par la nature du terrain et des conditions climatiques, une lutte acharnée contre un ennemi en surnombre pour rétablir, dans le cadre de la mission des forces des Nations Unies en Corée, la paix et la sécurité internationale. Nos volontaires pour la Corée ont fait pendant cette période honneur à l'armée et à leur patrie.

Henri, Grand-Duc»

Ce texte a été approuvé par toutes les parties concernées et a fait suite aux revendications formulées par les volontaires de la Guerre de Corée en vue d'une reconnaissance de leurs mérites.

Je voudrais ensuite informer Monsieur le Député que dans le cadre de la commémoration du 60^e anniversaire de la Guerre de Corée, organisée sous l'égide du Ministère d'Etat, un mémorial BUNC (Belgian United Nations Command) sera inauguré le 25 juin 2010 au Musée National d'Histoire Militaire à Diekirch. Ce mémorial comportera une plaque commémorative qui énumérera les noms de tous les volontaires luxembourgeois qui ont participé à la Guerre de Corée. De même, une plaque sera inaugurée en langue luxembourgeoise sur le mémorial de Dong-Ducheong en Corée.

Ad 2

En cas d'accident, les volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée ont pu bénéficier par le biais de loi militaire d'une rente accident, calculée sur une base comparable à celle des rentes de dommages de guerre accordées aux militaires des forces alliées et aux enrôlés de force de la seconde guerre mondiale.

Les volontaires de la Guerre de Corée ont, par ailleurs, été assimilés aux militaires des forces alliées et aux enrôlés de force en ce qui concerne le supplément de pension alloué en cas d'inva-

lidité ou de décès précoces en application de la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant.

Leur régime d'indemnisation est identique à celui institué ultérieurement par la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Alors que les volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée ont pu bénéficier d'une indemnisation appropriée, aucun élément ne plaide en faveur de l'allocation d'une indemnité supplémentaire.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0162 (13.10.2009) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la formation luxembourgeoise des infirmiers:

Dans leur réponse commune du 16 janvier 2009 à une question parlementaire afférente (*cf. compte rendu N°7/2008-2009 - question parlementaire N°3034*), Madame et Monsieur le Ministre avaient déclaré que la formation luxembourgeoise des infirmiers correspondait aux exigences de la directive 77/453/CEE du Conseil du 27 juin 1977 concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux.

Or, la Commission européenne vient d'adresser un avis motivé au Gouvernement dans lequel elle exige une réforme de cette formation, notamment parce qu'elle ne semble pas être conforme aux dispositions de la directive susmentionnée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quels sont les reproches exacts de la Commission européenne?

- Sur quels points la Commission européenne ne partage-t-elle pas l'avis du Gouvernement concernant la conformité de la formation des infirmiers aux exigences de la directive 77/453/CEE?

- Comment et dans quels délais le Gouvernement entend-il réformer la formation des infirmiers, même si cette réforme nécessaire, imposée par la Commission européenne, ne trouverait pas l'adhésion de l'ensemble des représentants professionnels?

Question 0202 (21.10.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la formation des infirmiers au Luxembourg:

Le 8 octobre 2009, sous forme d'un avis motivé, la Commission européenne a demandé au Luxembourg de modifier sa législation nationale sur les formations requises pour les infirmiers généralistes afin de répondre aux exigences stipulées par la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles (2005/36/EC).

Le problème de fond repose sur la durée de formation des infirmiers qui est actuellement de 3.364 heures au Luxembourg contre un minimum de 4.600 heures requis par la réglementation européenne. De fait, ce problème a été porté à la connaissance du Gouvernement

dès 1996 par diverses associations. Le Luxembourg risque non seulement une condamnation par la Cour de Justice des Communautés européennes, mais encore le diplôme d'infirmier décerné par l'Education nationale risque de n'être plus reconnu au niveau européen.

Dans ce contexte, je souhaite poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Comment et dans quel délai le Gouvernement compte-t-il se mettre en règle vis-à-vis de la directive (2005/36/EC) sur la reconnaissance des qualifications professionnelles?

Réponse commune (26.11.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

La Commission européenne a fait parvenir au Gouvernement luxembourgeois un avis motivé daté au 8 octobre 2009 concernant la formation de l'infirmier au Luxembourg. La directive européenne concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit pour la formation de l'infirmier une durée de trois ans ou 4.600 heures d'enseignement. La Commission semble toutefois interpréter ces deux critères de façon cumulative et non alternative. Force est cependant de constater que parmi nos pays limitrophes, ni la France, ni la Belgique ne remplissent cette double condition. Seule la formation de l'infirmier prévue en Allemagne comprend 4.600 heures réparties sur trois années de formation. Par ailleurs la Commission reproche au Luxembourg d'avoir omis de faire référence à la directive européenne dans le texte réglementaire définissant la grille horaire de la formation de l'infirmier au Luxembourg.

Cela étant, le Gouvernement luxembourgeois a d'ores et déjà prévu de procéder à la modification du règlement grand-ducal en question et entend engager des pourparlers avec la Commission européenne afin de clarifier les points de vue divergents relatifs à la durée et au volume de la formation.

Question 0189 (16.10.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**Institut grand-ducal**:

Dans le dernier numéro des Actes de la Section des sciences morales et politiques, volume 11, les membres de cette section de l'Institut grand-ducal expriment des sentiments d'amertume profonds concernant l'avenir de l'Institut et de ses riches bibliothèques. En effet l'Institut, créé en 1868, «vit encore dans le provisoire». «C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés 'sections' et non pas 'académies', comme tel est le cas à l'étranger».

En rapport avec l'Institut grand-ducal et ses six sections, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les raisons qui ont empêché jusqu'aujourd'hui la transformation de l'Institut grand-ducal en une vraie Académie nationale, dotée de personnel administratif qualifié, selon les modèles étrangers?

- Est-ce qu'il est envisagé de donner une base légale à l'Institut grand-ducal par le biais d'une modification de la loi du 25 juin 2004 sur la réorganisation des instituts culturels de l'Etat?

- Selon l'article 19 de l'Arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, portant approbation du règlement pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg «Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut [sciences historiques, sciences naturelles et mathématiques & sciences médicales] sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.»

- Dans le cadre du projet de construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, est-ce que Madame la Ministre voit une possibilité d'y intégrer également les bibliothèques des sections de l'Institut grand-ducal, sachant que celles-ci abritent des dizaines de milliers de volumes?

Réponse (26.11.2009) de **Mme Octavie Modert**, Ministre de la Culture:

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée concernant l'avenir des six sections de l'Institut grand-ducal, je voudrais rappeler que trois de ces sections, à savoir

- celle des sciences historiques,

- celle des sciences naturelles et mathématiques

- et celle des sciences médicales

ont été créées par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Les trois autres sections, à savoir

- celle de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique (appelée initialement «section de linguistique, de folklore et de toponymie»),

- celle des arts et lettres

- et celle des sciences morales

ont été créées au cours de la première moitié du XX^e siècle. Elles ont donc commencé à travailler à un moment où il n'y avait pas encore de Centres de recherche publics ni d'Université du Luxembourg; on ne saurait sous-estimer le rôle de stimulant intellectuel qu'elles ont joué, et qu'elles continuent de jouer pour le plus grand bien du pays. Elles remplissent pleinement le rôle attribué communément à une «académie», à savoir, selon le Petit Robert, celle d'une «société de gens de lettres, savants, artistes».

Conscient des mérites que l'Institut grand-ducal a acquis, le Gouvernement a toujours l'intention de reloger les six sections avec leurs bibliothèques dans un espace qui leur sera spécialement réservé au sein de la nouvelle Bibliothèque nationale et universitaire. Le projet prévoit toujours de leur donner de meilleures conditions de travail et de réunion que celles dont elles disposent actuellement.

Rappelons encore que les six sections sont placées sous l'autorité du Ministère de la Culture, mais qu'elles travaillent en toute indépendance et sont subventionnées par le Ministère de la Culture.

Question 0192 (19.10.2009) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant les enfants atteints d'un cancer:

Pour les familles d'enfants atteints d'un cancer, le diagnostique

constitue un choc psychologique. Souvent leur vie s'en trouve bousculée de fond en comble. La maladie et le traitement entraînent des charges morales, psychologiques, financières et organisationnelles considérables, d'autant plus que bon nombre des enfants concernés doivent être traités dans des instituts et services spécialisés à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le nombre d'enfants en dessous de 18 ans qui ont été atteints d'un cancer durant les cinq dernières années?

- Quelle est la part de ces enfants hospitalisés et traités à l'étranger?

- L'Etat luxembourgeois dispose-t-il de structures et services adéquats au Grand-Duché de Luxembourg pour le traitement et le suivi d'enfants atteints d'un cancer? Les capacités de ces structures sont-elles suffisantes?

- L'Etat luxembourgeois dispose-t-il de structures à l'étranger destinées à faciliter le déplacement de ces enfants et leur accompagnement par un adulte lors d'un traitement à l'étranger?

- Quel est le montant annuel des cinq dernières années investi au Grand-Duché de Luxembourg et/ou à l'étranger dans ces différentes structures?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faudrait à l'avenir favoriser les investissements dans ce domaine afin d'augmenter les capacités des structures et services disponibles au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il y a lieu de renforcer les «structures d'accompagnement» à l'étranger pour renforcer le soutien aux familles d'enfants atteints d'un cancer?

Réponse (26.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé:

L'incidence annuelle du cancer chez les enfants de moins de 18 ans, c'est-à-dire le nombre de nouveaux cas de cancer par an dans ce groupe d'âge, est actuellement difficile à déterminer avec exactitude. En effet, le registre morphologique des tumeurs tenu par le Laboratoire national de Santé ne peut pas servir de source de données, étant donné que les examens anatomo-pathologiques en matière de cancer dans ce groupe d'âge sont souvent réalisés à l'étranger, cela pour suffire aux critères d'entrée dans les protocoles thérapeutiques auprès des grands hôpitaux/services pédiatriques à l'étranger.

Selon l'oncologue pédiatrique de la Clinique pédiatrique à Luxembourg, on peut cependant estimer le nombre annuel de nouveaux cas entre 12 à 16 enfants de moins de 15 ans.

La grande majorité des enfants souffrant d'un cancer sont hospitalisés à l'un ou l'autre moment de leur prise en charge à l'étranger. Ces enfants sont inclus dans des protocoles thérapeutiques internationaux et peuvent ainsi bénéficier d'un traitement optimal. Dans la mesure du possible ce traitement, initialisé à l'étranger, est dans la suite délivré au Luxembourg, dans le respect du schéma thérapeutique arrêté à l'étranger. D'après les données de la CNS le nombre des enfants ayant bénéficié d'un traitement



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

cancérologique à l'étranger est resté assez stable ces dernières cinq années et tourne autour de 60 à 70 patients.

La Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg vient d'être rénovée et modernisée de façon très importante. Outre des unités d'hospitalisation permettant aussi l'accompagnement par un parent, elle comporte un service de soins intensifs et un hôpital de jour réservés aux enfants. La prise en charge optimale des enfants souffrant d'un cancer constitue une de ses missions prioritaires; à cet effet elle dispose d'un personnel médical et soignant spécialisé pour cette tâche, qui collabore de façon étroite avec des équipes étrangères ainsi qu'avec les pédiatres établis au pays.

La Fondation Kribskrank Kanner dispose d'une maison pour parents à Bruxelles, actuellement en cours de rénovation et permettant d'accueillir six familles à la fin des travaux. Cette maison, financée par les dons reçus par la Fondation, suffit aux besoins d'accompagnement à Bruxelles, selon les avis recueillis. Dans une moindre mesure des enfants sont envoyés à l'Hôpital Universitaire de Nancy et à l'Hôpital d'Enfants à Paris. Ces structures disposent de maisons d'accueils pour parents.

Pour être complet j'ajoute que l'association «Een Häerz fir Kribskrank Kanner» offre elle-aussi une panoplie de services aux enfants atteints d'un cancer et à leur famille.

vement et quelles analyses le Ministère en a faites.

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas modifier la dite loi en précisant le terme «habituellement» par une référence au PAG de la commune ou au permis de construire pour donner enfin aux communes un moyen juridiquement solide pour empêcher que les bureaux ne supplacent les habitations dans des quartiers entiers de la ville?

Réponse (30.11.2009) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

En complément à la réponse du Ministre du Logement du 9 courant à la question parlementaire N°0105 du 29 septembre 2009, posée par l'honorable Député Ben Fayot concernant le bail à usage d'habitation, et en réponse à la question parlementaire émargée (*cf. compte rendu N°3/2009-2010*), il y a lieu de souligner que pour résoudre le problème du «non-respect» des dispositions des plans d'aménagement général (PAG), projets d'aménagement particulier (PAF) et autorisations de bâtir, il n'est pas indiqué de se focuser sur la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer.

En fait, cette loi a pour but principal de régler les relations entre le bailleur et le locataire de logements à usage d'habitation. Seulement accessoirement, cette loi détermine dans son chapitre VI les missions incombant aux communes, notamment la mission communale de sauvegarder le parc locatif privé.

C'est plutôt la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui, dans son article 107, fixe les sanctions pénales et mesures administratives pour «tous ceux qui enfreignent de quelque manière que ce soit les prescriptions des plans ou projets d'aménagement généraux ou particuliers, du règlement sur les bâties, les voies publiques et les sites ou des autorisations de bâtir».

Finalement, il y a lieu de noter qu'aucune jurisprudence relative à l'article 27(1) de la loi modifiée du 21 septembre 2006 n'existe à l'heure actuelle.

- Dans la même optique, ne serait-il pas opportun d'offrir la formation propre à cette nouvelle fonction dans une institution spécialisée au Grand-Duché de Luxembourg?

Réponse commune (30.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de M. Jean-Marie Halsdorf*, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La question de l'honorable Député est à mettre en relation avec le projet de réforme des services de secours dont les travaux ont été lancés lors d'une réunion avec les acteurs concernés des services de secours qui a eu lieu le 24 septembre 2009 au Ministère de l'Intérieur.

En effet, le programme gouvernemental prévoit qu'«une attention particulière sera portée lors de cette réforme sur le statut des agents volontaires et professionnels des services de secours. Le Gouvernement continuera le processus entamé de la semi-professionnalisation des services de secours avec l'engagement des agents professionnels nécessaires pour encadrer et soutenir les volontaires et garantir ainsi à tout instant la disponibilité des unités de secours afin de secourir les personnes victimes d'un accident, d'une maladie, d'un incendie ou de tout autre sinistre.»

La définition du statut des agents des services de secours comporte nécessairement la question des compétences et attributions techniques de ces agents, notamment en ce qui concerne le secours à personnes. Il appartiendra au projet de réforme d'apporter des réponses à ces questions et de faire des propositions concrètes quant au niveau de formation requis pour les membres professionnels et volontaires des services de secours. Il est évident que dans le cadre de ces travaux, les expériences positives existantes au Luxembourg et ses pays voisins seront prises en considération. Les conclusions de cette réforme seront mises en œuvre dans le cadre d'un projet de loi portant réorganisation des services de secours. Ce projet de loi devra alors également prendre les mesures nécessaires pour permettre l'exercice des compétences et attributions requises des agents des services de secours, ainsi que les dispositions pour fixer les conditions dans lesquelles ces compétences pourront être acquises dans le cadre de la formation des membres des services de secours.

Question 0196 (20.10.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **registre du cancer de l'enfant**:

De Professer Norbert Graf, Direkter vun der Kanneronkologie zu Homburg huet virgeschloen, Lëtzebuerg an de Kannerkribsregister vu Mainz opzehuelen. Och de Professer Michel Coleman vun der London School of Hygiene and Tropical Medecine huet fir esou eng Approche plädéiert. Esou géif eng Plattform geschafen an d'Virgoensweis géint de Kribs besser koordinéiert ginn, wat zu bessere Resultater am Beräich Therapie, fréizäiteg Diagnos a Qualitéit vun der Begleedung géif féieren.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi gesäßt de Minister dës holistesch Approche?

2. Goufe schonns Kontakter an dës Richtung geholl?

Réponse (25.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Les finalités de l'élaboration d'un registre sont en premier lieu des raisons statistiques et épidémiologiques nationales. En ce qui concerne les cancers, le Luxembourg dispose d'ailleurs d'excellentes données d'incidence. Cependant, en ce qui concerne les cancers des enfants, les données manquantes concernant les tumeurs non solides, c'est-à-dire par exemple les leucémies. Le diagnostic de ces maladies est souvent fait, non pas au LNS, mais dans les hôpitaux même respectivement dans des centres hématologiques spécialisés à l'étranger.

Je compte élargir le registre anapathologique des cancers existant vers un registre d'incidence, de suivi et de surveillance. Il va de soi que les cancers des enfants en feraient partie. L'élaboration de collaborations avec des centres à l'étranger sont des aspects inhérents à ce projet; l'identification d'un centre particulier dépendra de différents facteurs: collaborations médicales existantes, centres d'excellence reconnus au niveau international pour un certain type de cancer etc.. Ce projet requiert cependant des moyens humains dont je ne dispose pas encore à l'heure actuelle.

La majorité des cancers des enfants sont des maladies rares, présentant des incidences de moins de 1/2000. Dans ce cadre mes services sont très actifs, tant au niveau national qu'international. Les collaborations internationales pour la collecte et l'analyse épidémiologique des ou de certains types de cancers des enfants font objet du projet international «Rare Diseases». Parmi les problèmes à résoudre pour le recueil de données figurent entre autres l'harmonisation des collectes et la comparabilité des données.

Dans le contexte prédictif les possibilités de collaboration avec un registre des cancers de l'enfant fonctionnant à l'étranger seront explorées. Le fait cependant que ce registre devra être alimenté non seulement par des données en provenance du LNS et des hôpitaux du pays, mais encore par des données à fournir par des hôpitaux et laboratoires étrangers, dont certains situés dans un pays autre que le pays dans lequel le registre serait établi, risque d'être source de difficultés.

Question 0197 (20.10.2009) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'autorisation d'accès à l'aéroport:

Le règlement grand-ducal du 24 août 2007 règle les conditions d'accès à l'Aéroport de Luxembourg et aux contrôles de sûreté y applicables. Pour obtenir une autorisation d'accès, le requérant est obligé, entre autres, de remplir un questionnaire biographique et de fournir d'autres informations concernant sa personne spécifiées à l'article 3. L'article 16 dresse une liste de cas de figure qui peuvent motiver le refus de l'octroi d'une autorisation. Or, il semble que le questionnaire utilisé par la Police grand-ducale dans le cadre des demandes d'autorisation d'accès ne fait pas référence uniquement au type d'informations prévues par les articles 3 et 16 précités.

Selon mes informations, le requérant est ainsi obligé à donner des informations concernant sa situation financière et à confirmer qu'il n'est pas susceptible de devenir la victime d'un chantage.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer par qui et selon quels critères le questionnaire prémentionné a été élaboré? Monsieur le Ministre est-il d'avis que les données personnelles recueillies dans le cadre d'une demande d'obtention de l'autorisation d'accès sont «adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement», tel que prévu à l'article 4 (b) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

- Qui est responsable du traitement des données personnelles recueillies par la Police grand-ducale? Qui a accès à la base de données y relative? Quelle est la durée de conservation de ces données?

Réponse (24.11.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Suite aux attentats de 2001, le Parlement européen a adopté des règles communes dans le domaine de l'aviation civile (règlement CE 2320/2002). Les dispositions de ce règlement ont été transposées par voie de règlement grand-ducal du 23 décembre 2003, abrogé et remplacé par le règlement grand-ducal du 24 août 2007 relatif aux conditions d'accès à l'Aéroport de Luxembourg.

Le questionnaire utilisé par la Police grand-ducale a été élaboré par le Comité National de la Sûreté de l'Aviation Civile «Conatsac». Les données du questionnaire sont conservées sous forme de dossier pendant la durée de validité des cartes d'identité aéroportuaires, donc au maximum cinq ans sans être intégrées dans une base de données informatisée. L'accès aux dossiers est strictement limité.

La Police grand-ducale a demandé au Conatsac de revoir le questionnaire à remplir. Actuellement la Direction de l'Aviation Civile analyse l'éventuelle nécessité de modification de l'article 16 du règlement grand-ducal visé.

Question 0194 (19.10.2009) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'utilisation d'immeubles destinés au logement comme bureau ou surface commerciale:

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer contient à l'article 27(1) une disposition destinée à empêcher que des logements ne soient utilisés à des bureaux: «Une habitation ou un local habituellement loué pour servir de logement ne pourra être soustrait à cette destination pour être transformé en bureau ou local à usage commercial ou artisanal, sauf autorisation expresse (...). Cette disposition est particulièrement importante pour la ville de Luxembourg où cette tendance a contribué ces dernières décennies à vider les quartiers centraux de nombre de leurs habitants.

Le bourgmestre de la ville vient cependant de déclarer dans un récent «Cahier d'opinions» de la Fondation de l'architecture et de l'ingénierie: «Si l'on avait voulu donner aux communes le moyen de récupérer du logement, il aurait toutefois fallu parler d'immeubles destinés au logement par le permis à bâtir et/ou par le PAG. En l'état actuel de la législation, les tribunaux n'ont d'autre choix que de constater qu'un immeuble qui depuis quelques années déjà sert de bureau n'est plus un immeuble 'habituellement' réservé au logement et donc n'est pas soumis à la sanction de la loi.»

Ces remarques m'amènent à demander à Monsieur le Ministre si des jurisprudences relatives à l'article 27(1) de la loi du 21 septembre 2006 existent effecti-

vement et quelles analyses le Ministère en a faites.

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas modifier la dite loi en précisant le terme «habituellement» par une référence au PAG de la commune ou au permis de construire pour donner enfin aux communes un moyen juridiquement solide pour empêcher que les bureaux ne supplacent les habitations dans des quartiers entiers de la ville?

- Dans l'affirmative, pour quand le Gouvernement envisage-t-il d'actualiser la législation luxembourgeoise dans ce sens?



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

- Quels sont les projets prévus au Luxembourg?
- Comment Monsieur le Ministre entend-il atteindre l'objectif de l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique de 11% à l'horizon 2020?

Réponse (26.11.2009) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

La question parlementaire N°0198 concernant la stratégie Enovos en matière de l'utilisation des énergies renouvelables appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Le groupe Enovos est le résultat de la fusion de trois sociétés: Cegedel, Soteg et Saar Ferngas. Le but recherché par les actionnaires a été la création d'un acteur énergétique ayant une taille suffisante pour être compétitif dans la Grande Région et ayant l'assise financière requise pour accroître ses investissements dans le domaine de la production d'électricité, dont les énergies renouvelables.

Alors que Cegedel était surtout active en fourniture d'électricité au Luxembourg et en Allemagne, Soteg était principalement présente dans les marchés de gaz naturel au Luxembourg et en France, tandis que l'activité de Saar Ferngas se concentrerait sur le marché de gaz naturel en Allemagne (surtout en Sarre et en Rhénanie-Palatinat).

Suite aux informations recueillies auprès d'Enovos, la stratégie d'investissement en matière d'énergies renouvelables poursuivie par Enovos consiste à se concentrer sur les technologies de la biomasse et du biogaz, de la photovoltaïque, de l'éolien «on-shore» ainsi que de la petite hydroélectricité. En ce qui concerne le périmètre géographique visé, ce sont surtout les pays de l'Europe de l'Ouest qui sont visés, en fonction de l'attractivité au niveau des potentiels des différents pays et, par ricochet, de la présence économique des projets identifiés.

D'après Enovos, une certaine priorité est donnée à des projets renouvelables permettant de renforcer les relations avec les distributions locales (dans lesquelles le groupe Enovos détient des participations), tels que la centrale photovoltaïque de 5,8 MWp à Kenn (près de Trèves) mise en service récemment.

En ce qui concerne les projets prévus au Luxembourg, Enovos rappelle que la société a participé au développement de projets renouvelables luxembourgeois, dont surtout des projets éoliens et a pris des participations dans les sociétés respectives. Par ailleurs, depuis 20 ans, la société est active dans le domaine de la cogénération électricité/chaleur.

lables fixe, entre autres, le taux de rémunération pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique, à partir du biogaz, du gaz des stations d'épuration d'eaux usées, ainsi qu'à partir de la biomasse solide et du bois de rebut. Ces rémunérations sont prévues pour une période totale de 15 ans à partir de la première injection d'électricité par la centrale dans le réseau électrique du gestionnaire.

Il semble que, suite à une baisse substantielle du prix de l'énergie à la bourse, la production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelables soit déficitaire, malgré la rémunération déterminée par le règlement grand-ducal précité. Selon mes informations, les propriétaires de certaines centrales produisant de l'énergie à partir du biogaz respectivement de l'énergie hydroélectrique risqueraient de ne plus investir dans ce type de production si la rentabilité n'est pas garantie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de centrales hydroélectriques d'une puissance électrique nominale inférieure ou égale à 1 MW respectivement de centrales hydroélectriques d'une puissance supérieure sont rémunérées selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008?

- Combien de centrales produisant de l'énergie à partir du biogaz sont rémunérées selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008 et à laquelle des quatre catégories de puissance électrique nominale déterminées par le règlement grand-ducal appartiennent-elles?

- Est-ce que le nombre des centrales prémentionnées tend plutôt à la hausse ou à la baisse?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la rémunération en question constitue une incitation financière suffisante pour encourager les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables? Est-ce que les taux de rémunération appliqués sont plutôt supérieurs ou inférieurs à ceux appliqués dans nos pays voisins?

- Aux yeux de Monsieur le Ministre une durée d'amortissement de 15 ans semble-t-elle réaliste? Sinon, serait-il opportun de prolonger la période prévue actuellement pendant laquelle la rémunération peut être versée?

Le règlement grand-ducal du 8 février prévoit à son article 3 l'établissement d'un système de garantie d'origine par lequel l'exploitant d'une centrale peut certifier que l'électricité qu'il vend est produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

- Combien de garanties d'origine de ce type ont été établies par le régulateur à ce jour? La garantie d'origine est-elle équivalente aux certificats verts établis en France et en Belgique et reconnue comme telle?

Réponse (26.11.2009) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

La question parlementaire N°0199 de l'honorable Député Claude Haagen concernant la production d'électricité issue de sources renouvelables appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En ce qui concerne la question sur les installations hydroélec-

triques nouvellement installées au Luxembourg, il y a lieu de noter qu'au moment de la rédaction de la présente réponse, aucune nouvelle centrale hydroélectrique n'est rémunérée selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.

Le nombre total d'installations hydroélectriques au niveau national s'élève actuellement à 25 dont la dernière a été installée en 2006. Le nombre limité de nouvelles centrales hydroélectriques installées au cours des dernières années est principalement lié au fait que le potentiel réalisable au Luxembourg est peu important, ce qui a été confirmé par l'étude Luxres sur le potentiel des énergies renouvelables à Luxembourg réalisée en 2007. En conclusion, la croissance au niveau de nouvelles centrales hydroélectriques va rester limitée.

Le nombre de centrales produisant de l'énergie à partir du biogaz rémunérées selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relativement à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables dans les différentes catégories se présente comme suit:

Installations de 0 à 150 kW: 9

Installations de 151 à 300 kW: 2

Installations de 301 à 500 kW: 1

Installations de 501 à 2.500 kW: 1

Vu les potentiels notables qui restent encore à être développés au Luxembourg dans le domaine du biogaz, le nombre de centrales produisant de l'énergie par le moyen de biogaz va très probablement observer une tendance à la hausse, y inclus les installations d'injection de biogaz dans les réseaux de gaz naturel.

En ce qui concerne les rémunérations prévues par le règlement grand-ducal du 8 février 2008, celles-ci ont été élaborées sur base des analyses et des conclusions de l'étude Luxres présentée au public en date du 26 mars 2007. Les tarifs d'injection ont été définis en considérant les expériences réalisées au Luxembourg dans le passé tout en tenant en compte des potentiels existants dans les différentes catégories technologiques au Luxembourg.

Dans le domaine de la biomasse et du biogaz, les niveaux des tarifs pour l'électricité et la chaleur ont été déterminés de manière à créer une plus grande efficacité énergétique des installations par une utilisation plus poussée de la chaleur générée par les installations qui n'était généralement pas entièrement valorisée dans le passé. Pour l'hydroélectricité, les tarifs ont été dimensionnés de façon à pouvoir développer davantage les potentiels, certes très limités, dans ce domaine.

C'est ainsi que les tarifs actuellement en vigueur ont été déterminés dans l'optique d'une incitation adéquate pour les différentes catégories technologiques et ont été calculées dans ce sens sur une durée totale de 15 ans. Les tarifs d'injection tiennent compte des aides à l'investissement accordées dans le cadre d'autres législations ou réglementations telles que la loi-cadre du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, la loi-cadre du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, la loi du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural concernant le soutien au développement rural, le Fonds

pour la protection de l'Environnement ainsi que les règlements grand-ducaux y relatifs du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Une comparaison des tarifs en vigueur au Luxembourg avec les mécanismes d'aide appliqués dans les autres États membres de l'Union européenne n'est pas une opération facile du fait de la grande panoplie des différents mécanismes. Néanmoins, de façon plus générale, on peut dire que le Luxembourg se situe dans la moyenne européenne au niveau du soutien aux énergies renouvelables.

En ce qui concerne la garantie d'origine, il faut considérer que le recours à cet instrument diffère généralement d'un État à l'autre. En 2001, la directive 2001/77/CE du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité a instauré le cadre pour les garanties d'origine qui ont pour but «de permettre aux producteurs d'électricité utilisant des sources d'énergie renouvelables d'établir que l'électricité qu'ils vendent est produite à partir de sources d'énergie renouvelables.»

Entre-temps, les États membres ont transposé cette directive en droit national, mais l'application pratique diverge fortement d'un État membre à l'autre. Une modification et une extension du système des garanties d'origine ont récemment été introduites au niveau européen par la directive du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE. Les analyses pour la transposition des nouvelles dispositions de cette directive sont actuellement en cours afin que la transposition de la directive en droit national puisse intervenir dans les meilleurs délais.

Au Luxembourg, aucune garantie d'origine n'a été établie par le régulateur, car aucune garantie d'origine ne fut demandée jusqu'à ce jour par un exploitant d'une centrale.

Sur la question du système des certificats verts utilisés en Belgique, il y a lieu de souligner que c'est la région wallonne qui pratique ce système qui n'a rien en commun avec un système de soutien sur base de tarifs réglementés tel que pratiqué au Luxembourg et dans la majorité des autres États membres de l'Union européenne. Ce système prévoit que des labels de garantie d'origine (LGO), qui correspondent à la garantie telle que prévue par la directive 2001/77/CE, soient émis pour attester la quantité d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération à haut rendement. Par le biais du système de certificats verts tel qu'appliqué dans la région Wallonne en Belgique, les producteurs d'électricité renouvelable disposent d'un incitatif intéressant leur garantissant une rentrée financière et permettant la réalisation économique de leurs projets d'investissement.

À côté de ce mécanisme particulier, il existe un mécanisme appelé RECS («Renewable Exchange Certificate System») basé sur des certificats avec la même dénomination et qui est le pendant privé des garanties d'origine tel que prévu par les directives européennes prémentionnées. En France, ces certificats RECS sont parfois appellés

certificats verts tandis que l'appellation certificat vert en Belgique est réservée aux certificats de soutien destinés à financer le surcoût de production de l'électricité renouvelable (ou de cogénération).

Finalement, il y a lieu de préciser que les garanties d'origine ne servent ni à vérifier la réalisation des objectifs indicatifs prévus par la directive 2001/77/CE, ni pour les objectifs contraignants prévus par la directive 2009/28/CE. Ces objectifs sont vérifiés sur base des statistiques nationales, tout en tenant compte des statistiques des autres États membres en prenant également en compte, le cas échéant, le recours aux mécanismes flexibles tels que prévus par la directive 2009/28/CE.

Question 0200 (21.10.2009) de **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV)** concernant **l'éventuelle pénurie de places à l'Université du Luxembourg:**

D'après les propos de certains enseignants de l'Université du Luxembourg, diffusés le 15 octobre 2009 sur une chaîne de radio, la capacité d'accueil de certains auditoires et équipements de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation à Walferdange, serait à l'heure actuelle largement dépassée. Cette pénurie de places serait due au nombre sans cesse croissant d'étudiants s'inscrivant chaque année à l'Université du Luxembourg.

Tout en sachant que la plupart des infrastructures universitaires seront délocalisées dans les années à venir à Esch/Belval, les enseignants en question estiment que cette perspective ne constitue pas un remède à la situation actuelle qui place l'Université du Luxembourg devant de sérieux problèmes d'ordre fonctionnel et organisationnel. Enfin, toujours selon ces mêmes enseignants, la capacité d'accueil des auditoires prévus sur le nouveau site de l'Université du Luxembourg à Esch/Belval serait d'ores et déjà insuffisante par rapport à l'évolution actuelle du nombre d'étudiants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres songent-ils remédier à court et à moyen terme à cette pénurie de places?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, peut-il m'indiquer la capacité d'accueil des auditoires qui vont être construits sur le nouveau site de l'Université du Luxembourg?

- Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, peut-il m'indiquer le nombre actuel des étudiants inscrits à l'Université du Luxembourg ainsi que l'évolution projetée de ce nombre dans les années à venir?

Question 0199 (21.10.2009) de **M. Claude Haagen (LSAP)** concernant la **production d'électricité issue de sources renouvelables:**

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et vu l'épuisement à moyen terme des énergies fossiles, le Gouvernement encourage l'exploitation de sources d'énergie renouvelables. Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouve-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Réponse commune (11.12.2009) de **M. François Biltgen**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Députée Madame Sylvie Andrich-Duval souhaite avoir quelques informations relatives à une prétendue pénurie de places à l'Université du Luxembourg.

En ce qui concerne l'infrastructure existante sur le campus de Walferdange de l'Université du Luxembourg, il convient de relever qu'outre la rénovation des bâtiments existants, un investissement supplémentaire a été réalisé dans les années 2007-2008 par la réalisation d'un bâtiment de 4.300 m² avec 117 postes de travail fixes supplémentaires. Les effectifs en poste au 1^{er} juin 2009 étaient de 252 personnes toutes catégories confondues. De façon générale, les espaces encore disponibles permettent à l'heure actuelle une croissance de 20% du personnel affectés à la Faculté des Lettres, des Sciences humaines des Arts et des Sciences de l'éducation à Walferdange et une croissance de 30% sur les deux autres campus.

Pour ce qui est de la capacité d'accueil des auditoires qui vont être construits sur le nouveau site de l'Université à Belval, la capacité d'accueil de la Maison du Savoir, destinée à accueillir les enseignements de bachelor et de master est de 4.295 places.

Suivant son taux d'occupation, la Maison du Savoir peut accueillir ainsi jusqu'à 5.650 étudiants. La Maison des Sciences humaines aura une capacité de 375 places réservées pour les étudiants inscrits en thèse, soit au niveau du master ou au niveau du doctorat de sorte que cette la Maison des Sciences humaines pourra accueillir jusqu'à 610 personnes, enseignants chercheurs ainsi que personnels scientifiques et administratifs de support confondus.

Au 10 octobre 2009, l'Université du Luxembourg comptait 4.750 étudiants inscrits dont 50,7% de sexe féminin et 49,3% de sexe masculin, ce qui constitue une augmentation de 9,15% par rapport à l'année académique 2008-2009. Ces étudiants se répartissent de la manière suivante sur les trois facultés:

Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication: 1.007 étudiants

Faculté de Droit, d'Économie et de Finance: 1.968 étudiants

Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation: 1.775 étudiants

À noter qu'en ce qui concerne la faculté de Droit, d'Économie et de Finance, 766 étudiants sont inscrits dans des formations relevant des sciences économiques.

Les effectifs pour les formations de bachelor et de master tels qu'indiqués dans le 2^e plan quadriennal de l'Université couvrant la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013, se répartissent comme suit:

Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication: 1.050 étudiants

Faculté de Droit, d'Économie et de Finance: 2.100 étudiants

Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation: 1.800 étudiants

Nombre de doctorants: 450 étudiants

Question 0203 (22.10.2009) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **projet des commissariats de proximité et d'intervention (CPI)**:

La direction générale de la Police grand-ducale a décidé par le biais de la note de service N°78/2009 d'étendre le concept des commissariats de proximité et d'intervention (CPI) en regroupant davantage des centres d'intervention principaux (CI) et des centres d'intervention secondaires (CIS) ainsi que des commissariats de proximité (CP). Or, la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale ne fait référence qu'aux seuls commissariats de proximité (CP) et centres d'intervention (CI/CIS) comme services régionaux de la police.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le projet des commissariats de proximité et d'intervention (CPI) s'appuie sur une base légale?

• Dans l'affirmative, de quelles sources légales s'agit-il?
• Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les procédures, par lesquelles l'hierarchie des nouveaux commissariats de proximité et d'intervention a été établie?

- Est-il exact que des chefs de commissariat de proximité (CP), respectivement des chefs de centre d'intervention (CI) et de centre d'intervention secondaire (CIS), seront dégradés à la fonction d'adjoint au chef du commissariat de proximité et d'intervention (CPI)?

• Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre, peut-il me donner son appréciation sur le bien-fondé légal d'une telle dégradation par voie de note de service?

• Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les personnes concernées par une telle dégradation, dans le cadre de la création de commissariats de proximité et d'intervention (CPI), ont été entendues, tel que stipulé à l'article 6.5 du Code administratif?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette façon de procéder ait des retombées négatives sur le climat de travail, au sein des commissariats de proximité (CP) et des centres d'intervention (CIS) concernés?

Réponse (26.11.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Suite à des audits de l'Inspection Générale de la Police grand-ducale sur les centres d'intervention, un groupe de travail, regroupant des membres de la

police, de l'inspection générale ainsi que des représentants syndicaux, a analysé les possibilités d'amélioration de fonctionnement de ces centres d'intervention notamment secondaires et les commissariats de proximité implantés dans une même localité. À la suite de ces travaux et depuis le 1^{er} janvier 2008, le projet pilote du «Commissariat de Proximité et d'Intervention» (CPI) a été lancé à Differdange et à Wiltz.

Vu le grand succès auprès du public, des autorités étatiques et locales ainsi que du personnel policier concerné, le projet pilote a été progressivement développé. Actuellement dix CPI fonctionnent et l'évaluation du fonctionnement est prévue en 2010. Il est évident qu'en cas de résultats aussi concluants qu'il n'y paraît, la loi sur la police et l'inspection générale va être modifiée et adaptée.

Pour les structures de gestion de ces centres, un groupe de commandement du CPI se composant du chef du CPI assisté d'adjoints a été créé dans la limite du nombre de postes à responsabilités disponibles. Le prochain groupe de commandement sera installé à Echternach à partir du 1^{er} janvier 2010.

Les fonctions de chef respectivement chefs adjoints ont été attribuées suivant le seul critère de l'ancienneté. Le changement de fonction ne comporte ni un emploi inférieur en rang ni en traitement.

Question 0205 (22.10.2009) de **M. Emile Eicher** (CSV) concernant le **droit de superficie**:

Les zones d'activités économiques à caractère régional (ZAER) sont destinées à accueillir des entreprises de production qu'elles soient issues des domaines industriels ou artisanaux. Pour ce faire, les parcelles de terrains sont cédées aux entreprises éligibles sous forme de contrats de concession d'un droit de superficie d'une durée de 30 années.

Les contrats signés lors d'une implantation d'une entreprise dans une telle ZAER ont tous été régis par les dispositions de la loi du 10 janvier 1824 sur le droit de superficie. Ces contrats avaient certaines particularités que la loi permettait d'appliquer, notamment:

- Le concessionnaire ne pouvait exercer d'autres activités que celles précisées dans l'acte qu'avec l'accord préalable et écrit du concédant et du Ministère.

- Le concessionnaire ne pouvait ni aliéner ni mettre à la disposition d'un tiers son droit de superficie qu'avec les accords préalables et écrits du concédant et du Ministère.

Cette manière de procéder garantissait notamment que l'activité sur le site restait conforme aux objectifs en matière de diversité économique et les autorités pouvaient toujours «aiguiller» l'évolution économique et éviter toute spéculation immobilière sur les terrains concernés.

L'introduction du «pacte logement» par la loi du 22 octobre 2008 a cependant apporté des changements substantiels en abrogeant en son article 38 la loi du 10 janvier 1824. La nouvelle loi prévoit en son article 14-5 que le superficiaire a la faculté d'aliéner son droit et de grever

l'immeuble de servitudes pendant la durée du droit de superficie.

Or, cette possibilité d'aliénation va à l'encontre des objectifs recherchés par les contrats signés et jusqu'ici régis par l'ancienne loi, à savoir garantir que les activités dans la ZAER continuent à être aiguillées, notamment en interdisant l'aliénation du droit de superficie.

La conséquence en est qu'aucun nouveau droit de superficie pour intégrer une ZAER n'a été signé durant les douze derniers mois,

malgré que de nombreuses demandes d'implantation existent. Sans signature du droit de superficie, aucune hypothèque ne peut être enregistrée. Or, sans cette possibilité de disposer de garanties suffisantes, il est évident que les instituts financiers ne vont pas prêter de l'argent aux sociétés concernées.

Cette situation constitue un frein sensible au développement économique et a déjà mis la pérennité de certaines entreprises en danger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour remédier à cette situation et dans quels délais?

- Quel est le nombre d'entreprises pour lesquelles des actes de concession d'un droit de superficie sont en suspens?

- Quelle est la situation juridique actuelle des actes de droit de superficie passés sur base de la loi du 10 janvier 1824?

Réponse (7.12.2009) de **M. Jeannot Krecké**, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

La question parlementaire N°0205 de l'honorable Député Emile Eicher concernant l'adaptation des actes de concession de droits de superficie pour tenir compte des nouvelles dispositions légales fixées par la loi du 22 octobre 2008 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a transmis, en date du 21 octobre 2009, aux communes et syndicats intercommunaux concernés un nouveau contrat-type pour la concession de droits de superficie dans l'enceinte des zones d'activités économiques à caractère communal ou régional.

Ce nouveau contrat-type tient compte des changements apportés par la loi du 22 octobre 2008 au sujet du pacte logement, portant par ailleurs sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, ce qui devrait permettre le déblocage des actes restés en suspens depuis l'abrogation de l'ancienne base légale par l'article 38 de la loi susmentionnée du 22 octobre 2008.

Pour ce qui est des actes de droits de superficie passés sur base de la loi du 10 janvier 1824, il y a lieu de signaler qu'ils restent en vigueur jusqu'à expiration ou résiliation du droit de superficie.

Tout amendement à apporter le cas échéant auxdits actes devra se faire toutefois par un nouvel acte, basé sur la loi du 22 octobre 2008.

concernant la **réduction de la consommation d'énergie de l'éclairage public**:

L'éclairage public est un gros consommateur d'énergie qui représente pour les communes un volume allant jusqu'à 40% de leur consommation d'électricité. Pour cette raison, différentes communes ont pris ou aimeraient prendre des mesures afin de réduire cette consommation en diminuant la tension du système de l'éclairage public pendant la nuit. Si cette mesure est surtout appliquée dans des rues de quartiers résidentiels, certaines communes aimeraient l'étendre à différents chemins repris (CR) ou routes nationales (RN) traversant leur territoire et qui sont peu fréquentés la nuit.

Selon mes informations, les responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées auraient, à plusieurs reprises, refusé d'offrir les requêtes de communes qui désiraient appliquer cette mesure aux CR et RN, ceci pour des raisons de sécurité.

J'aimerais dès lors poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre dans ce dossier?

- Sur quelle base scientifique et/ou juridique la position actuelle des responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées est-elle fondée?

- Quelles conditions faut-il remplir pour se voir accorder cette mesure aux CR et RN par l'Administration des Ponts et Chaussées?

- Le Ministère du Développement durable ne devrait-il finalement pas être l'initiateur d'un plan national de réduction énergétique de l'éclairage public?

Réponse (11.12.2009) de **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député, Monsieur Henri Kox, se réfère au programme gouvernemental qui inclut l'efficacité énergétique comme priorité absolue du Gouvernement, pour poser des questions relatives à l'éclairage public représentant d'importantes consommations en énergie.

D'une part, l'on insiste tout d'abord à signaler que 100% de l'énergie utilisée pour l'éclairage des autoroutes et des tunnels en 2009 et pour 2010 provient d'une source d'énergies renouvelables.

D'autre part, l'Administration des Ponts et Chaussées analyse et expérimente depuis un certain temps déjà différents systèmes susceptibles de réaliser des économies d'énergie.

Ainsi, en premier lieu, et déjà en 1983, l'Administration des Ponts et Chaussées avait mis en place un système de réduction de puissance qui consistait à couper un tiers des luminaires à 20.00 heures, un deuxième tiers à 22.00 heures et le reste, le cas échéant, à 00.00 heures. Après plusieurs années de pratique, ce système dénommé «délestage» a dû être abandonné sur l'ensemble du réseau routier étatique pour diverses raisons, même si, techniquement, il est toujours possible à l'intérieur des agglomérations alors que toutes les armoires de l'éclairage public sont équipées des installations nécessaires.

Cependant, sur les autoroutes, des contraintes d'ordre sécuritaire dues à l'augmentation du

Question 0206 (23.10.2009) de **M. Henri Kox** (déi gréng)



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

trafic de nuit ont conduit à l'abandon du délestage alors qu'à l'intérieur des agglomérations, le délestage s'est heurté au mécontentement des responsables locaux.

En deuxième lieu, la réduction de puissance d'un circuit (groupe de luminaires) est susceptible de réaliser des économies d'énergie. Cependant, ce système ne peut pas s'appliquer à des installations mixtes et nécessite la mise en place d'une armoire supplémentaire pour abriter les appareillages. En outre, des problèmes surgissent sur des longueurs d'installation de maximum 1.500 mètres, alors que les luminaires en bout de ligne ne fonctionnent plus correctement.

Néanmoins, l'Administration des Ponts et Chaussées a prévu de faire des tests avec deux ou trois fabricants au début de l'année 2010, dans un but de rechercher de nouvelles méthodes permettant une réduction de la consommation d'énergie.

En troisième lieu, la réduction de puissance «point par point» pourrait s'appliquer sur presque tous les types d'installation, mais est très onéreuse. Par ailleurs, seules les sources à l'intérieur des agglomérations se prêtent au «dimming». La réduction de puissance par points lumineux a été mise en œuvre dans plusieurs localités. Ces projets pilotes ont été suivis de près, voire cogérés par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Cependant, l'expérience tirée de ces projets-pilotes démontre que le système n'est actuellement pas encore opérationnel. À une exception près, les responsables communaux ont dû céder devant les problèmes occasionnés par les composants installés pour le dimming. La réduction de puissance point par point nécessite un entretien accru du réseau de collecte des données ainsi que du personnel qualifié spécialement formé.

Actuellement, les communes sont libres à installer des modules de communication nécessaires à relier les différents chemins vicinaux aux moindres frais au vu d'un système de dimming de cette voirie secondaire.

Cependant, en ce qui concerne les autoroutes, les routes nationales et les chemins repris, sous la gestion de l'Etat, un système de dimming à l'échelle du pays ne peut pas encore être installé alors que les composants n'ont actuellement pas encore une fiabilité suffisante. Or, l'on attend les résultats des expériences faites par l'Administration des Ponts et Chaussées et les communes dans ce domaine et l'on observe de près les efforts des fabricants dans ce domaine visant à améliorer la fiabilité de leur matériel.

Enfin, il ne faut jamais oublier dans ce contexte des motifs liés à la sécurité des usagers des routes, ainsi que le respect des normes applicables: l'Administration des Ponts et Chaussées se conforme à la norme européenne en matière d'éclairage public EN 13201 parties 1 à 4. Sur les autoroutes et hors des agglomérations, il est recouru à des sources du type sodium basse pression (SOX) qui ont le rendement le plus élevé de toutes les sources utilisables en éclairage public, à savoir 180-200 lm/W. L'utilisation de lampes SOX permet d'obtenir une luminosité accrue avec une consommation réduite en courant électrique. Or, les luminaires équipés de lampes SOX ne sont pas ou très peu «dimmables». À l'intérieur des agglomérations, les

luminaires sont équipés depuis des années de lampes du type sodium haute pression SON-T, alors que ces lampes permettent une meilleure perception des couleurs que les lampes SOX. Les lampes SON-T ont un rendement lumineux d'environ 150 lm/W et peuvent être réglées en puissance.

Question 0207 (23.10.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **cellule d'encadrement et de soutien aux personnes impliquées dans la pratique d'une euthanasie ou d'un suicide assisté**:

Am Zesummenhang mam Gesetz vum 16. Mäerz 2009 iwwert d'Euthanasie huet de Collège médical a sengem «Info-Point» Nummer 6 vum Juli 2009 op deen heiten Ëmstand, ech zitezieren, higewisen:

«Contrairement au praticien qui refuse d'accomplir le geste d'euthanasie ou de suicide assisté, le médecin qui a consenti à effectuer ce geste se trouve dans une situation d'isolement car privé de soutien.

Le collège médical, de concert avec l'AMMD, propose en complément des dispositions prévues par la loi la création d'une cellule d'encadrement et de soutien aux personnes impliquées dans la pratique d'une euthanasie ou d'un suicide assisté, cellule pouvant être active Ex ante et Ex post.»

Mat Bezug op dës Propositioun vu Collège médical an AMMD wéll ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

- 1) Kennt de Minister déi uewen zitierter Doléancé vum Collège médical a vun der AMMD?
- 2) Kann de Minister dës Doléancé verstoen?
- 3) Gedenkt de Minister eppes z'ënnerhuelen, fir dësen Doléancé Rechnung ze droen?

Réponse (26.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Mir ass bekannt, datt de Collège médical an/oder d'AMMD d'Fro vum Schafe vun esou engen Struktur opgeworf hunn.

Ech wéllt den éierewäerten Deputierten drop opmiersam maachen, datt laut Gesetz den Dokter och net esou eleng gelooss gétt wéi hien et duerstellt.

Fir d'éischt emol huet den Dokter déi gesetzlech Flucht, een aneren Dokter zu Rot ze zéien iwwert d'Fro, ob de Patient, dee Stierf-hélfet freet, ganz schlémm an on-heelbar krank ass.

Doriwwer eraus huet den Dokter d'Méiglechkeet sech mat der ganzer Équipe ofzesprechen, déi sech èm de Patient bekëmmert, et sief dëse géif sech deem formell opposéieren.

Schliesslech kann, laut Artikel 3 vum Gesetz, den Dokter sech vun engem Expert vu senger Wiel berode loessen an deem seng Stellungnahm an den Dossier vum Patient leeën.

Ech wéll och drop hiweisen, datt haut schonns all Spidol iwwer eng Ethikkommissioun verfügt, mat däi sech den Dokter gegebenfalls berode kéint.

Ech sinn der Meenung, dass dëse legalen Dispositiv duergeet fir den Dokter net mat senger Déci-sioun eleng ze loessen.

Erénnert sief och drun, datt d'Gesetz eng speziell Kontroll an Evaluatiounskommissioun agesat

huet, déi der Chamber all zwee Joer iwwer méiglech Problemer berichte soll an dobäi Virschléi-maache kann, fir d'Gesetz unzepassen.

Question 0213 (27.10.2009) de **M. Camille Gira** (dëi gréng) concernant la **procédure d'autorisation des forages pour l'alimentation du chauffage d'une maison unifamiliale**:

Les forages en profondeur, y compris ceux pour l'alimentation d'une installation de chauffage d'une maison unifamiliale (énergie géothermique), sont mis en commodo classe 1 par règlement grand-ducal du 26 novembre 2008, modifiant le RGD modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés.

L'administration compétente pour les établissements classés considère lesdits forages comme «Industrie extractive». Dans cette même rubrique se trouvent entre autre les «Forages pour le stockage des déchets nucléaires», ou l'«Extraction de pétrole et de gaz naturel à des fins commerciales, ...».

La classification en classe 1 des forages pour le chauffage de maisons familiales représente pour les ménages un obstacle administratif presque insurmontable ainsi que des frais de dossier considérables (par exemple publication dans quatre quotidiens). Vu que la géothermie représente une source énergétique considérable qui, par cette façon de procéder, ne sera malheureusement guerre exploitée, j'aimerais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la classification actuelle en classe 1 des forages en question soit justifiée? Dans l'affirmative, quels en sont les raisons et avantages présumés?

- Est-ce qu'il ne serait pas plus raisonnable de classer les forages en profondeur pour alimenter le chauffage de maisons familiales (de moindre puissance par exemple < 15 kW) en classe 3B, pouvant être autorisés par le Ministre de l'Environnement?

Réponse (4.12.2009) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Le Gouvernement a adopté un projet de règlement grand-ducal modifiant, entre autres, l'actuel point 208 sur l'industrie extractive du règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés.

La proposition de modification de la nomenclature des établissements classés s'inscrit dans le cadre d'une simplification administrative, tout en maintenant un niveau élevé de la protection de l'environnement.

Elle prévoit de ranger les forages géothermiques verticaux d'une puissance d'absorption thermique totale des sondes inférieure ou égale à 15 kW en classe 3 dans tous les cas où une évaluation au titre du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement n'est pas requise.

Or, de toute évidence, les installations destinées au chauffage

des maisons individuelles ne nécessitent en règle générale pas une évaluation de ce genre.

Par ailleurs, le reclassement des installations en question en classe 3 aurait l'avantage supplémentaire d'éviter les coûts additionnels de la publication dans quatre quotidiens, obligatoire lors d'une enquête publique.

On peut donc conclure de ce qui précède que la modification réglementaire précitée reçoit les préoccupations énoncées dans la question parlementaire.

périmètre de sécurité seront réglées dans le cadre des procédures d'autorisation nécessaires à l'établissement de réservoirs de stockage. Il appartiendra donc aux instances compétentes de fixer, sur base des dossiers de demande leur soumis, les périodes de sécurité ainsi que les limites au niveau du flux radiatif en cas d'incendie.

Question 0217 (28.10.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **élèves assistants techniques médicaux de laboratoire**:

Selon mes informations, le Lycée Technique pour Professions de Santé (LTPS) se trouve pour l'année scolaire 2009-2010 dans l'incapacité d'offrir à tous les élèves assistants techniques médicaux de laboratoire des postes de stage dans les différents laboratoires luxembourgeois. De plus, il paraît que les hôpitaux luxembourgeois n'ont plus l'intention d'embaucher dans les années à venir des assistants techniques médicaux de laboratoire alors qu'il y a actuellement une soixantaine d'élèves en formation au LTPS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et du Commerce extérieur:

- Dans le cadre de la solidarité nationale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la concentration de réservoirs à un seul endroit pourrait poser un problème au niveau de la sécurité?

- En cas de réponse négative, est-ce que le Ministre pourra indiquer si tout au plus trois réservoirs supplémentaires seraient le cas échéant implantés sur le site du port de Mertert à proximité de la ville de Grevenmacher?

- Monsieur le Ministre pourra-t-il confirmer qu'il faut respecter une distance d'au moins 500 mètres entre le lieu d'implantation d'un réservoir de pétrole et les habitations les plus proches?

- Est-ce que le Ministre peut confirmer que l'implantation de réservoirs supplémentaires respectera la distance de 500 mètres précitée?

Réponse (30.11.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Léon Gloden concernant l'implantation éventuelle de six réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le Gouvernement n'envisage nullement de concentrer le stockage de produits pétroliers dans la seule région Est, mais il prévoit au contraire une diversification géographique des sites de stockage.

En ce qui concerne en particulier le projet d'implantation de nouvelles capacités de stockage dans le port de Mertert, il y a lieu de rappeler que le port de Mertert est le seul port national et que le transport fluvial présente des avantages au niveau de la sécurité de transport et du point de vue environnemental alors qu'il est en général le moyen de transport le moins énergivore en comparaison avec le transport par train ou par camion-citerne.

Pour ce qui est de l'implantation de réservoirs complémentaires dans l'enceinte du port de Mertert, les questions relatives au



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

Entre-temps la direction du Lycée Technique pour Professions de Santé en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a fait le nécessaire pour trouver suffisamment de postes d'apprentissage dans les laboratoires afin de garantir aux actuels élèves une formation de qualité.

Une fois diplômés, ces élèves pourront trouver des emplois aussi bien dans les laboratoires, des établissements hospitaliers que dans les laboratoires privés. Par ailleurs, ces élèves seront également détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires techniques qui leur permettra de poursuivre leurs études au niveau supérieur ou universitaire.

Dès que les analyses et conclusions des milieux professionnels seront disponibles, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne manquera pas d'informer par le biais des services d'orientation scolaire les élèves des lycées concernés de la situation sur le marché de l'emploi et des évolutions potentielles futures dans le secteur.

Les droits de souscription préférentiels ont été vendus pendant la période prémentionnée à un prix et des conditions de marché et ont permis à l'État d'obtenir 307.590 actions nouvelles, sans que cela entraîne une dépense budgétaire.

À noter que l'État a détenu avant l'augmentation de capital et avant l'exercice d'options pendant la période de souscription environ 1% du capital et 1,17% des droits de vote de BNP Paribas S.A..

D'après les chiffres prévisionnels et à l'issue des opérations qui ont eu lieu dans ce contexte, l'État détiendrait quelque 1,09% du capital et 1,09% des droits de vote de BNP Paribas S.A..

Il importe de relever que l'État détient actuellement 34% du capital de BGL BNP Paribas et que l'État a obtenu la participation initiale dans BNP Paribas S.A. en rémunération des apports à BNP Paribas S.A. d'une participation d'environ 16,57% du capital et des droits de vote de BGL S.A. et d'une participation complémentaire d'environ 0,69% du capital et des droits de vote de BGL S.A..

La participation continue dans le capital de BNP Paribas S.A. reflète l'importance que l'État accorde au partenariat avec ce groupe pour réaliser le projet industriel pour BGL BNP Paribas.

La participation de l'État dans les établissements financiers privés reste toutefois exceptionnelle et temporaire.

Question 0218 (29.10.2009) de **M. Claude Haagen (LSAP)** concernant l'**augmentation de capital de la banque BNP Paribas**:

Le porte-parole du Ministère des Finances a affirmé dans la presse luxembourgeoise que l'État luxembourgeois a l'intention de souscrire à l'augmentation de capital de la banque BNP Paribas. Toujours selon le porte-parole du ministère, il s'agira d'une opération budgétairement neutre qui sera réalisée par la vente en bourse d'une partie des droits préférentiels de souscription attachés aux actions de la banque qui se trouvent entre les mains de l'État luxembourgeois.

Vu ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la valeur financière actuelle de la totalité des droits préférentiels de souscription qui se trouvent entre les mains de l'État luxembourgeois?

- Suite à l'augmentation de capital de 4,3 milliards d'euros prévue par BNP Paribas, l'État luxembourgeois verra sa part diminuer de 1,17% à 1% en tenant compte de sa vente de droits préférentiels de souscription.

- Quels objectifs financiers et stratégiques le Gouvernement poursuit-il avec la participation très limitée dans le capital de BNP Paribas?

- Quel devra être le prix de vente minimum de l'action BNP Paribas pour obtenir une opération neutre pour l'ensemble des investissements effectués dans le contexte du sauvetage de l'ancienne Fortis Banque Luxembourg?

Réponse (4.12.2009) de **M. Luc Frieden, Ministre des Finances**:

Dans le cadre de l'augmentation de capital de BNP Paribas S.A. dont la période de souscription s'étendait du 30 septembre 2009 au 13 octobre 2009, l'État du Grand-Duché de Luxembourg a vendu ses droits préférentiels de souscription dans le but de souscrire à l'augmentation de capital pour les droits restants.

menté. En effet, le plus souvent, plusieurs assistants sociaux interviennent dans les foyers concernés pour effectuer différentes tâches si bien qu'il sera difficile de développer le climat de confiance tout en assurant un suivi durable et intégratif par des personnes de référence. Afin d'accroître l'efficience du travail réalisé par les assistants sociaux et de renforcer la confiance entre les professionnels du secteur et les familles concernées, des experts recommandent d'éviter tout épargillement des efforts et d'intensifier les contacts par une limitation stricte du nombre d'intervenants.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement est-il disposé à pallier au manque de personnel en augmentant le nombre d'assistants sociaux, notamment dans la partie septentrionale du pays? Quelles sont les raisons qui expliquent la montée inquiétante du nombre d'interventions au Nord du pays?

- Est-il prévu de repenser, voire de réorganiser la méthode d'intervention des assistants sociaux?

- Le Gouvernement envisage-t-il la création de nouvelles structures d'accueil pour enfants provenant de milieux familiaux en difficultés?

- Dans quelle mesure l'Office National de l'Enfance pourra-t-il remédier aux problèmes qui se posent?

- Le Gouvernement se propose-t-il d'organiser une coopération entre les maisons-relais, l'école fondamentale et l'ONE afin d'augmenter l'efficacité du travail réalisé par les professionnels de terrain?

- Finalement, j'aimerais savoir si le Gouvernement pense que les statistiques disponibles sont suffisantes pour analyser de façon adéquate la situation?

Réponse commune (10.12.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration** et de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle**:

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire aux chiffres énoncés dans le rapport d'activité 2008 de la Ligue médico-sociale - et non pas dans celui du Service National d'Action Sociale (SNAS), tel qu'indiqué - et plus précisément au chapitre 2 portant sur la médecine scolaire, qui est donc de la compétence du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

Certains chiffres cités se rapportent au chapitre 2.3.2. concernant le «Volet social de la Médecine scolaire» (page 35 du rapport susmentionné).

En ce qui concerne les moyens d'action de l'Office National de l'Enfance (ONE) par rapport aux problèmes soulevés, plusieurs objectifs et missions principales de ce nouveau dispositif sont à souligner. En effet, la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille met l'accent sur la prévention, la prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dont peuvent être concernés des enfants, des jeunes et leurs familles. Un des principaux objectifs visés par la loi est un saut qualitatif dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la

famille. Celui-ci devra se traduire par un renforcement de la coordination, de la cohérence et de la continuité des mesures d'aide ainsi que par une implication directe des jeunes et des familles dans les décisions qui les concernent. Afin de suffire aux objectifs entérinés par la loi, le projet de mise en œuvre du dispositif ONE prévoit la création d'une nouvelle fonction dans le domaine du travail psycho-social et pédagogique, à savoir celle du service de coordination du projet d'intervention (CPI) pour un enfant et sa famille. Le service CPI aura la mission d'élaborer pour toute famille avec un ou plusieurs enfants en détresse un projet d'intervention fondé sur un bilan global de la situation de l'enfant et de sa famille et de coordonner, de suivre et d'adapter la mise en œuvre de ce projet en étroite concertation avec le jeune, la famille et les prestataires des mesures d'aide concernés. Le service CPI soutiendra la famille dans toutes les questions relatives à la disponibilité des aides nécessaires, à leur organisation et à leur financement. Le service CPI sera un service agréé par le Ministre de la Famille et de l'Intégration et lié par un contrat de collaboration à l'ONE. L'ONE pour sa part aura la mission de désigner le service CPI pour une situation précise, d'analyser, de valider et de financer les projets d'intervention établis par les services CPI et de veiller à l'évaluation continue des projets d'intervention et des mesures d'aide.

Ce nouveau dispositif qui répartit de manière précise les fonctions de coordination, de surveillance et de prestation de mesures d'aide entre différentes instances et services devra permettre de remédier aux problèmes de l'épargillement et de l'interruption des interventions que vous soulevez.

Quant à la coopération entre maisons-relais, ONE et enseignement fondamental, je puis vous informer qu'un groupe de travail interministériel composé de représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, de l'Office National de l'Enfance, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et du Ministère de la Santé analyse actuellement les interfaces à créer entre les différents dispositifs législatifs et institutionnels qui viennent d'être créés. Le renforcement de la coordination interministérielle sous-tend évidemment les efforts de coordination à fournir par les professionnels œuvrant sur le terrain dans les domaines psychosociaux et pédagogiques, scolaires et médicaux.

Par ailleurs, la coopération entre les structures assurant l'accueil socio-éducatif des enfants et les équipes pédagogiques ainsi que les comités d'école est ancrée dans la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. En effet celle-ci stipule en son article 10 que chaque équipe pédagogique invite à ses réunions au moins une fois par trimestre un ou plusieurs membres de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif des élèves. De l'article 41 de la même loi découle une collaboration similaire entre les comités d'école et les représentants des organismes d'accueil.

En ce qui concerne la création de nouvelles structures d'accueil pour enfants provenant de milieux familiaux en difficultés, le Gouvernement entend pour-

suivre ses efforts. Au cours des années 2006 à 2008, quelque 100 nouvelles places dans des centres d'accueil et des structures thérapeutiques ont été créées. Environ 40 nouvelles places sont prévues pour les années 2010 à 2012, dont la moitié au Nord du pays et ceci notamment à Goesdorf et à Erpeldange. Il s'agit de structures à gérer par la Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf.

En matière de statistiques sur la situation des enfants, jeunes et familles en détresse, la nouvelle loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille prévoit le traitement de données à caractère personnel sous la responsabilité de l'Office National de l'Enfance et évidemment en accord avec les principes relatifs à la protection des données nominatives. À partir des données recueillies et rendues anonymes par l'ONE sur les difficultés et besoins des enfants et familles en détresse, il sera désormais possible d'établir des statistiques plus fiables, cohérentes et globales sur la situation nationale dans le domaine de l'enfance et de la famille en détresse.

Question 0220 (28.10.2009) de **M. Henri Kox (déi gréng)** concernant l'**extension des installations du port de Mertert**:

Des travaux de modernisation et d'extension des installations du port de Mertert sont actuellement en cours, de même qu'une extension des capacités de stockage pétrolier de la société Tanklux. Des riverains continuent à se plaindre des nuisances sonores liées aux activités du port surtout lors du déchargement de produits pétroliers. Des mesures acoustiques indiquaient que la société ne respectait pas les seuils légaux en matière de bruit, particulièrement pendant la nuit.

Monsieur le Ministre avait déclaré, en réponse à mes questions parlementaires d'avril et de décembre 2008 (questions parlementaires N°2494 et N°3035 - cf. comptes rendus N°7 et N°13/2008-2009), vouloir attendre les résultats d'une étude d'impact sonore pour l'ensemble du port de Mertert avant de décider de toute autre mesure.

Quant au concept de stockage national, voire régional des produits pétroliers, Monsieur le Ministre avait déclaré que les analyses et travaux n'avaient pas encore abouti. Le Conseil de Gouvernement avait cependant déjà décidé de l'extension du site de stockage de Mertert plus d'un an auparavant, le 11 mai 2007 (cf. exposé des motifs: projet de loi N°6045).

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'état d'avancement du concept national de stockage stratégique des produits pétroliers?

- Est-ce que la stratégie d'un stockage régional a été abandonnée vu la décision du Conseil de Gouvernement de mai 2007?

- Quels sont les résultats de l'étude d'impact sonore concernant le port de Mertert?

Réponse (30.11.2009) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'extension



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

des installations du port de Mertert, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le livre blanc sur la stratégie énergétique du Luxembourg a entre autres abordé la sécurité d'approvisionnement des produits pétroliers. Le document confirme la nécessité de créer de nouvelles capacités de stockage sur territoire national et de recourir à des capacités accrues au niveau régional. Il reste qu'une partie importante de stocks physiques doit être tenue sur le territoire national en vue de sécuriser l'approvisionnement de notre pays à moyen et long terme.

Le Gouvernement, à côté du soutien qu'il apporte au projet d'extension prévu dans le port de Mertert, est actuellement en train d'analyser d'autres sites potentiels pour l'implantation de capacités de stockage afin de garantir une diversification géographique et logistique. Il s'agira d'éviter une concentration trop forte sur un nombre limité de sites de stockage tout en garantissant que les moyens d'acheminement soient raisonnablement répartis sur la voie fluviale, les chemins de fer et la route.

Dans le cadre de la transposition en droit national de la récente directive 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers abrogeant les directives 73/238/CEE et 2006/67/CE, des réformes du cadre juridique en matière de stockage de produits pétroliers seront nécessaires et devront prévoir la création des structures nécessaires afin de garantir un maximum de sécurité d'approvisionnement au Luxembourg.

Sur la stratégie régionale en matière de stockage de produits pétroliers, je tiens à souligner le fait que, malgré le soutien à des projets spécifiques au niveau national, le Gouvernement ne souhaite pas parallèlement abandonner les pistes régionales. Il faut rappeler dans ce contexte que des quantités physiques sont depuis longtemps détenues, sur la base d'accords bilatéraux pour le compte d'opérateurs luxembourgeois, sur des sites de stockage qui se situent dans la région.

En ce qui concerne l'étude de bruit concernant le port de Mertert, la société du port de Mertert m'a informé que celle-ci a été établie entre-temps et qu'elle sera intégrée dans l'étude des incidences sur l'environnement pour la zone d'activités à caractère national en question.

L'étude, qui devra éventuellement être complétée pour tenir compte de certains aspects techniques spécifiques, a décelé quelques dépassements d'missions sonores pendant un nombre d'intervalles de temps très limité.

Il appartiendra aux administrations délivrant les autorisations d'exploitation de prendre les mesures nécessaires pour le respect des normes de bruit aux points d'impacts tels que définis dans la législation.

Question 0221 (29.10.2009) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **nouvel échelon B6 chez l'impôt foncier**:

La loi du 22 octobre 2008 portant sur la promotion de l'ha-

bitat et créant un pacte logement avec les communes instaure la possibilité pour les communes d'échelonner le taux foncier B à six niveaux différents. La nouvelle catégorie B6 concerne les terrains à bâtir à des fins d'habitation et permet aux communes d'augmenter ce taux pour ainsi influencer la mise sur le marché de nouvelles places à bâtir. Or, souvent l'impact de cette mesure est atténué considérablement, puisque l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines n'a pas encore adapté la valeur unitaire des terrains (qui est la base d'assiette de l'impôt), malgré que les communes aient introduit l'inventaire des terrains en question en bonne et due forme.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur et des Finances:

- Pourquoi l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines n'a-t-elle pas encore fixé la nouvelle valeur unitaire des terrains suivant les inventaires établis par les communes?

- Quand est-ce que cette adaptation de la valeur unitaire sera enfin réalisée?

Réponse (4.12.2009) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Je souhaite tout d'abord préciser que l'Administration des Contributions directes est compétente pour la détermination des valeurs unitaires ainsi que pour la base d'assiette de l'impôt foncier des immeubles.

En ce qui concerne la démarche pour le reclassement des terrains dans la nouvelle catégorie B6 des terrains à bâtir à des fins d'habitation avec effet au 1^{er} janvier 2009 elle résulte bien évidemment de la collaboration entre les communes et l'Administration des Contributions directes. Les communes ont, pour leur part, introduit l'inventaire des terrains, mais force est de constater que ces inventaires présentent souvent encore des imperfections (numéros cadastraux erronés, erreurs dans la désignation des propriétaires ou indivisions, superficies inexactes, etc.) qui doivent être corrigées. Par ailleurs, cet exercice de reclassement des terrains représente un travail qui s'ajoute à la tâche normale des agents concernés. Pour ces raisons, certains retards ont eu lieu mais il est prévu de finir ces travaux de reclassement au cours du 1^{er} semestre 2010 en ce qui concerne les relevés remis dans le délai légal.

Question 0224 (29.10.2009) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant les **modalités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves dans les écoles fondamentales**:

Le partenariat entre les enseignants et les parents constitue sans aucun doute un des éléments clés de la réforme de l'enseignement primaire. Actuellement ont lieu les élections des représentants des parents d'élèves au sein des 152 écoles fondamentales du pays. Cependant, force est de constater que les textes à la base des élections des représentants des parents, notamment le règlement grand-ducal du 28 mai 2009, explicitent les modalités de l'élection, mais restent, tout comme la loi elle-même, muets quant aux moda-

lités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre, peut-elle m'indiquer les raisons pour lesquelles les modalités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves ne sont pas explicitement réglées par des dispositions législatives?

- Madame le Ministre, estime-t-elle que l'organisation des groupes de représentants des parents d'élèves dans les écoles fondamentales incombe au choix soit à la commune, soit au comité d'école, soit aux parents eux-mêmes? À qui appartiendra dans ces cas la responsabilité d'organiser les réunions internes (convocations, ordre du jour, rapports de réunions) des représentants des parents d'élèves?

- Madame le Ministre, ne partage-t-elle pas l'avis qu'il soit opportun de régler les tâches administratives des groupes de représentants des parents d'élèves, voire même de doter cette institution d'une présidence?

- Quelle est la position de Madame le Ministre quant à la démarche de fusion des associations de parents d'élèves et des groupes de représentants des parents d'élèves, étant donné que ce sont souvent les mêmes personnes qui s'engagent dans les deux institutions en question? Dans l'hypothèse d'une «fusion», les représentants des parents épouseraient la structure juridique existante d'une a.s.b.l.. Est-ce compatible avec la logique du législateur en la matière?

- La durée du mandat des membres des commissions scolaires n'est fixée par la loi que pour certains d'entre eux. Ainsi, la durée du mandat des représentants des parents est de deux ans alors que celle des représentants des enseignants est de cinq ans. Enfin, la durée du mandat des membres à désigner par les conseils communaux n'est pas réglée du tout. Par conséquent, les communes ont-elles la possibilité de limiter librement ces mandats? Madame le Ministre n'estime-t-elle pas qu'il ait lieu de proposer aux communes de renouveler les commissions scolaires après les élections communales de 2011?

Réponse (30.11.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les questions de l'honorable Député Monsieur Jean-Paul Schaaf appellent les réponses suivantes:

L'objet du règlement grand-ducal du 28 mai 2009 est de déterminer les modalités d'élection des représentants des parents d'élèves à l'école et à la commission scolaire, les modalités d'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire communale conformément à l'article 48 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

C'est l'article 49 de la loi précédée qui règle le fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves en précisant que:

- les représentants des parents d'élèves se réunissent au moins

trois fois par année scolaire avec le comité d'école pour

1. discuter et le cas échéant amender et compléter la proposition d'organisation de l'école ainsi que le plan de réussite scolaire élaborés par le comité d'école;

2. organiser les réunions et manifestations communes des partenaires scolaires;

3. formuler, en y associant les élèves, des propositions sur toutes les questions en relation avec l'organisation de la vie scolaire;

- ces réunions sont organisées soit sur convocation du président du comité d'école, soit à la demande des représentants des parents d'école.

J'estime que la définition du mode de fonctionnement interne des représentations des parents appartient à celles-ci, dans le cadre des dispositions légales mentionnées ci-dessus. Par ailleurs, j'encourage les autorités communales à mettre à la disposition des représentations des parents d'élèves les locaux nécessaires le cas échéant pour organiser des réunions respectivement à leur fournir un appui logistique en cas de besoin.

Le législateur n'a pas prévu une réglementation du fonctionnement interne des représentations des parents et, en un premier temps, j'entends poursuivre cette démarche.

Concernant la demande d'une synergie des ressources investies dans l'intérêt du bon fonctionnement des écoles, je vous informe qu'il est souhaitable qu'il y ait des liens étroits entre les représentations des parents auprès des écoles et les associations des parents d'élèves. Par ailleurs le législateur n'a pas explicitement prévu de faire fonctionner les représentations des parents auprès des écoles comme associations sans but lucratif.

La commission scolaire étant une commission communale, il me semble approprié que les mandats dont l'attribution relève de la compétence du conseil communal soient renouvelés au début de chaque nouvelle législature communale.

Question 0227 (2.11.2009) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le **bégaiement**:

1% de la population mondiale bégaieraient, selon les estimations, soit environ 60 millions de personnes, dont environ 5.000 au Luxembourg en plus, 5% des jeunes enfants, quelque 300 enfants par an, traversent une période de bégaiement. La journée mondiale du bégaiement (22 octobre) est l'occasion d'une prise de conscience par les non bégayants des difficultés qu'entraîne cette infirmité.

Même si les spécialistes n'ont pas encore déterminé, de façon certaine, les causes de ce trouble du langage, il est possible de le contrôler ou de le guérir par des traitements orthophoniques et psychologiques.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien d'enfants et d'adultes sont connus être concernés par cette infirmité au Luxembourg?

- À qui incombe la responsabilité pour leur traitement (enfants et adultes)? Quelle est la formation des responsables pour leur traitement?

- Combien d'adultes suivent un traitement à l'étranger? Ce traitement est-il remboursé par la Caisse Nationale de Santé?

- Selon mes informations, la nomenclature permettrait uniquement aux logopèdes de traiter les adultes atteints de l'infirmité du bégaiement? Vu le nombre assez restreint de personnes concernées, une spécialisation des logopèdes devient quasiment impossible. Ne serait-il, dans le but d'un meilleur traitement du bégaiement, pas opportun de permettre une spécialisation aux logopèdes?

Réponse commune(10.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le bégaiement n'est pas une affection à déclaration obligatoire, de sorte qu'il n'existe pas de chiffres fiables sur la prévalence de ce trouble.

Il existe plusieurs études internationales en matière de prévalence du bégaiement dans la population, qui arrivent à des résultats divergents. Le chiffre de 5.000 bégues au Luxembourg avancé par l'honorable Parlementaire constitue plutôt l'estimation maximale. Suivant les critères appliqués la prévalence de ce trouble dans la population nationale peut être estimée comme se situant entre 3.000 et 5.000 cas.

Les mêmes études internationales estiment qu'environ 5% des enfants traversent une période de bégaiement au cours de leur développement linguistique. Le bégaiement ne persisterait cependant que dans 15% des cas (*étude danoise de Mansson, Yairi et Ambrose 1999/2000*). À partir de ces chiffres les cas nouveaux d'enfants atteints de bégaiement peuvent être estimés à une quarantaine par an au Luxembourg.

Les Services audiophonologiques du Ministère de la Santé contactent tous les parents des enfants au moment où ceux-ci atteignent l'âge de deux ans et demi pour faire un «bilan 30», c'est-à-dire un examen rapide et gratuit du développement linguistique à l'âge de 30 mois. Environ 55% des enfants résidant au pays sont vus dans ce cadre par les orthophonistes de ce service, qui propose un suivi orthophonique de l'enfant jusqu'à son entrée en 2^e classe du premier cycle de l'enseignement fondamental.

La prise en charge du bégaiement relève de l'orthophoniste, ce professionnel étant dénommé logopède en Belgique. Les techniques de prise en charge font partie de la formation initiale de l'orthophoniste. De nombreux orthophonistes ont approfondi leurs connaissances dans ce domaine au moyen de formations continues. C'est ainsi que l'Association luxembourgeoise des Orthophonistes a organisé avec le soutien du Ministère de la Santé une formation continue sur le traitement du bégaiement.

Outre les orthophonistes des Services audiophonologiques il y



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2009-2010

a au Luxembourg des orthophonistes exerçant en régime libéral, sur prescription médicale. Il n'y a cependant pas au pays des centres ou instituts spécialisés dans la prise en charge du bégaiement. De tels centres appliquant des techniques particulières (*hypnose, respiration*) existent notamment en France et en Allemagne.

Dans le cadre de l'assurance-maladie, le traitement des troubles de bégaiement se fait par les orthophonistes sur base d'une prescription médicale. La nomenclature des actes et services des orthophonistes contient un acte qui vise la «rééducation orthophonique du bégaiement, après l'âge de quatre ans, sur présentation d'un avis pédopsychiatrique ou psychiatrique, APCM» (Q28).

Le nombre d'actes de rééducation orthophonique du bégaiement (Q28) pris en charge par l'assurance maladie se chiffre comme suit:

Année	2006	2007	2008
Actes Q28 pris en charge	1.174	755	724
Nombre de patients	82	71	56
Nombre de patients mineurs	82	67	49
Nombre de patients adultes		4	7

En ce qui concerne les traitements à l'étranger, la CNS n'est pas en mesure de fournir des chiffres, étant donné que la pathologie du bégaiement n'est pas reprise comme diagnostic isolé dans le cadre de la gestion des autorisations de traitement à l'étranger.

La circonstance que l'assurance-maladie n'intervienne qu'après l'âge de quatre ans s'explique par le fait qu'avant cet âge le traitement est assuré gratuitement par les Services audiophonologiques du Ministère de la Santé.

Pour ce qui est finalement du problème du bégaiement en milieu scolaire, les professeurs d'enseignement logopédique du Centre de Logopédie, école relevant de la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, prennent en charge les élèves avec bégaiement durant l'âge de l'obligation scolaire. Ainsi, en 2009 trois bégues étaient en rééducation dans les classes du Centre de Logopédie. 29 élèves sont rééduqués par les professeurs des centres régionaux dans leur environnement scolaire habituel. Leurs parents et enseignants bénéficient d'une psychoéducation et d'une guidance appropriées.

Les professeurs d'enseignement logopédique reçoivent une formation solide concernant le bégaiement dans le cadre de leur

formation universitaire initiale et approfondissent leur savoir et savoir-faire au cours de formations continues au sein du Centre de Logopédie.

Question 0230 (16.10.2009) de **MM. Claude Adam et Camille Gira** (déri gréng) concernant la **contamination du site des futurs Lycées à Mersch:**

Le site devant accueillir les futurs lycées de Mersch (Neie Lycée et le Lycée pour éducateurs) serait contaminé. Des hydrocarbures aromatiques polycycliques, communément appelés HAP, pollueraient les sols et les eaux souterraines contiendraient des phénols. Il y aurait également un transfert de polluants provenant des terrains du chemin de fer et de l'ancienne fonderie.

Vu que ce lieu sera très fréquenté par la suite, nous aimerions poser

permis de délimiter son extension latérale et en profondeur. Pour ce qui est de la pollution des eaux souterraines par les phénols, l'étude détaillée a permis de préciser que les phénols mesurés en 2007 étaient en relation avec la présence d'acides humiques naturellement présents dans le sol de sorte qu'ils ne proviennent aucunement d'une activité humaine. Par conséquent, les phénols ne doivent pas faire l'objet d'un assainissement.

Le plan d'assainissement du site se limitait à l'enlèvement de la pollution du sol par les HAP. Au vu de l'absence d'une pollution requérant une intervention dans les eaux souterraines, la question d'un éventuel transfert de pollution entre différents terrains ne se pose pas.

Actuellement environ 2.800 tonnes de terres contaminées essentiellement par les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ont déjà été évacuées du site vers l'Allemagne pour élimination. Environ 1.500 tonnes de terres présentant le même type de contamination sont en attente d'évacuation par la même filière. Elles seront évacuées après obtention du résultat d'analyses certifiant la bonne fin des travaux d'assainissement.

Les travaux de certification après assainissement par une personne agréée, conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement, ne sont pas encore achevés de sorte que le rapport final relatif aux travaux d'assainissement du site n'est pas encore disponible.

une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Lors des travaux d'assainissement, quel fut le constat en relation avec le degré de pollution des terres et des eaux?
- Quelle est la quantité totale de terres polluées qui a été excavée? Quelle quantité a été déplacée à l'étranger pour y être traitée?
- De quelle façon les eaux souterraines ont-elles été traitées?
- Quelles précautions ont été prises pour éviter le transfert des polluants entre les différents terrains?

Réponse (11.12.2009) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Le site d'implantation des futurs lycées de Mersch a été le sujet d'une première étude de détermination du degré de pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines en 2007. Cette étude a mis en évidence la pollution d'une partie des sols par les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) et la pollution des eaux souterraines par les phénols.

En 2009, l'étude détaillée du degré de pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines a confirmé la pollution d'une partie des sols par les HAP et a

permis de délimiter son extension latérale et en profondeur. Pour ce

qui est de la pollution des eaux souterraines par les phénols, l'étude détaillée a permis de préciser que les phénols mesurés en 2007 étaient en relation avec la présence d'acides humiques naturellement présents dans le sol de sorte qu'ils ne proviennent aucunement d'une activité humaine. Par conséquent, les phénols ne doivent pas faire l'objet d'un assainissement.

Le plan d'assainissement du site se limitait à l'enlèvement de la pollution du sol par les HAP. Au vu de l'absence d'une pollution requérant une intervention dans les eaux souterraines, la question d'un éventuel transfert de pollution entre différents terrains ne se pose pas.

Actuellement environ 2.800 tonnes de terres contaminées essentiellement par les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ont déjà été évacuées du site vers l'Allemagne pour élimination. Environ 1.500 tonnes de terres présentant le même type de contamination sont en attente d'évacuation par la même filière. Elles seront évacuées après obtention du résultat d'analyses certifiant la bonne fin des travaux d'assainissement.

Les travaux de certification après assainissement par une personne agréée, conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement, ne sont pas encore achevés de sorte que le rapport final relatif aux travaux d'assainissement du site n'est pas encore disponible.

Question 0232 (4.11.2009) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant la **grippe A/H1N1 - effets secondaires du vaccin:**

A Schweden gëtt géint d'Schwéngsripp deeselwechten Impfstoff «Pandemrix» agesat wéi zu Lëtzebuerg. Dëi schwedesch Gesondheetsservicer hunn den 29. Oktober en éischen offizielle Rapport iwwert d'Niewewirkungen publiziert.

Dëse Rapport hält énner anerem fest:

- 200 Meldunge vun Dokteren a 400 bis 500 Meldunge vu Patienten («consumers») iwwer Niewewirkungen;
- 5 Doudesfäll vu Patienten, déi mam Pandemrix geimpft gi sinn

(tëschent 12 Stonnen a véier Deeg no der Impfung);

- 41 allergesch Reaktiounen, do-vunner 15 schlëmm Fäll.

An dësem Kontext wëll ech dem Gesondheetsminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt zu Lëtzebuerg och en zentrale Register gefouert, wou d'Niewewirkunge vun der Impfung mam Pandemrix festgehalte ginn? Wa jo, wat sinn déi eischt Konklusiounen?

2. Ass de Minister net der Meenung, dass opgrond vun deene Meldungen aus Schweden d'Impfcampagne mam Pandemrix misst direkt énnerbrach ginn a Lëtzebuerg op alternativ Impfstoffer sollt waarden, déi besser getest sinn a manner Niewewirkungen opweisen?

3. Ass de Minister bereet d'schwedesch Resultater a senger Informatiounscampagne - zum Beispill um Site www.grippe.lu - ze publizéieren?

Réponse (7.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

De Pandemrix® grad esou ewéi all déi aner Impfstoffer géint d'Gripp A(H1N1) énnerleien enger besonnesch enker a seriöser Iwwerwaachung vun de Länner, déi e benotzen, vun der Europäescher Agence vun de Medikamenter (EMEA) a vun der OMS.

Esou publiziere verschidden national Agencë vun de Medikamenter, zum Beispill déi schwedesch Agence, regelméisseg d'Niewewirkungen, déi vun den Dokteren an/oder de Patiente selwer gemellt ginn, op hiren Internetsiten.

Esou sinn a Schweden, gemäß hirem leschte Rapport vum 26. November, mëttlerweil 2.000.000 Leit mam Pandemrix® geimpft, dovun op d'mannst 31.000 schwanger Fraen, 26.000 Kanner énner dräi Joer a 430.000 Kanner téscht dräi an 13 Joer.

Dovu sinn 1.000 Reaktioune vun Dokteren an 1.300 vu Patiente selwer gemellt ginn.

Dëst si Reaktiounen, déi an zäitlichem Zesummenhang mat der Impfung stinn, déi also kënnen duch d'Impfung ervirgeruff gi sinn, mà déi awer och kënnen Zeeche vun enger Krankheet sinn, déi de Patient scho virdrun hat, an also net an engem kausalen Zesummenhang mat der Impfung stinn.

Fir festzstellen ob d'Impfung selwer un enger Reaktioune Schold ass, muss de Fall genee énnericht ginn. Esou konnt a Schweden, fir déi Doudesfäll, déi den Deputéierten usprécht, an déi

gemellt gi sinn, well se an zäitlichem Zesummenhang mat der Impfung stangen, no Autopsie bis elo kee Fall op d'Impfung selwer zréckgefouert ginn.

Mirunn zu Lëtzebuerg schonn zénter Joren e System fir d'Niewewirkunge vun de Medikamenter an Impfstoffer ze iwwerwaachen an hunn dofir eng Konvention mam Centre de Pharmacovigilance vun Nanze gemaach, deen d'Fäll fir ons analyséiert.

Fir elo dës Impfung géint A(H1N1) speziell suergfälleg ze iwwerwaachen hu mer en Appell un all ons Doktere gemaach, ons all onerwaarten oder schwéier Niewewirkungen ze mellen, an hinnen dofir e spezielle Formulaire zoukomme gelooss; deeselwechten, deen och a Frankräich benutzt gëtt.

Donieft hu mir eng gratis Infoline agericht, wou d'Leit all méiglech Froe kenne stellen an och hir Niewewirkunge kenne mellen.

Vun den Doktere krute mir bis elo eelef esou Niewewirkunge gemellt: eng neurologesch Reaktiou, fënnef Fäll vu Muskelpéng, déi eng bis dräi Wochen ugedauert hunn, ee Fall vun héijem Féiwer während zwee Deeg a véier Fäll vu grippenähnleche Symptomen, déi awer no zwee bis dräi Deeg erém an der Rei waren.

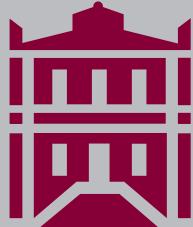
Op der Infoline goufe bis zum 27. November 74 Fäll vun de Leit selwer gemellt. Et waren dat haapsächlech: während zwee bis dräi Deeg Wéi an Aarm a Schéller an déi se geimpft gi sinn, Féiwer, Kappwéi, Middegkeet, grippenähnlech Symptome, e puer Fäll vun Iwwelzegkeet an zwou allergesch Reaktiouen, déi awer net am Spidol hu misse behandelt ginn.

Opgrond vun dëse Resultater, an nodeems d'OMS de 27. November matgedeelt huert, dass mëttlerweil weltwäit 100 Millioune Mënsche géint déi nei Gripp geimpft gi sinn a bis ewell keng onerwaarten a keng anormal heefeg oder anormal schwéier Impfreaktiounen opgetratt sinn, gesinn ech net firwat d'Impfcampagne mam Pandemrix® oder soss engem Vaccin géint A(H1N1) misst ofgebrach ginn. Mir verfollege selbstverständlich weiderhi ganz opmiersam, wat op dësem Plang an onsem Land an an der Welt geschitt.

D'Resultater aus Schweden sinn um site www.MPA.se fir jiddereen zougänglech.

Déi hei zu Lëtzebuerg gemellte Fäll kann een op dem Site www.grippe.lu énner Froen an Antwerten zum Thema Impfungen fannen.

d'Chamber online op www.chd.lu



- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.